

→

Jacques Grand'Maison

Sociologue, Université de Montréal

(1972)

Nouveaux modèles sociaux et développement

Tome I

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

[Page web](#). Courriel: mgsaquet@videotron.ca

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée Gemma Paquet, bénévole, professeure de soins infirmiers retraitée de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi.

Courriel: mgpaquet@videotron.ca

à partir du livre de :

Jacques Grand'Maison,

Nouveaux modèles sociaux et développement.

Tome I (pp. 1 à 230)

Montréal : Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1972, 491 pp.

M. Jacques Grand'Maison (1931 -) est sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal.

[Autorisation formelle réitérée le 6 mars 2004 au téléphone par M. Jacques Grand'Maison et confirmée par écrit le 15 mars 2004 de diffuser la totalité de ses œuvres : articles et livres]



Courriel : jgrandmaison@hotmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

Édition numérique réalisée le 15 avril 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

Crise de prophétisme, Ed. de l'A.C.C., Montréal, 1965.

L'Église en dehors de l'église, Ed. de C.C., Montréal, 1966.

La paroisse en concile, Fides, Montréal, 1967.

Le monde et le sacré, 2 tomes, Ed. Ouvrières, Paris, 1966-1969.

Vers un nouveau pouvoir, Éditions HMH, Montréal, 1969.

Nationalisme et religion, 2 tomes, Éditions Beauchemin,
Montréal, 1970.

Stratégies sociales et nouvelles idéologies, Éditions HMH, Montréal,
1971.

Jacques Grand'Maison

sociologue (retraité de l'enseignement) de l'Université de Montréal

Nouveaux modèles sociaux et développement.

Tome I (pp. 1 à 230)

Jacques Grand'Maison

**Nouveaux modèles
sociaux
et
développement**

Tout citoyen intervient d'une façon ou l'autre dans la réalité sociale, surtout par son travail, par ses diverses participations à l'activité collective. Cet essai veut lui offrir un cadre critique d'évaluation et d'intervention, une mise en ordre provisoire des dynamismes et des conflits qu'il rencontre sur sa route, puis enfin, un levier pour soulever son avenir.

HURTUBISE/HMH

Montréal: Les Éditions Hurtubise HMH ltée, 1972, 491 pp.

Table des matières

Tome I

[Quatrième de couverture](#)

[Avant-propos](#)

Chapitre 1. [Vers de nouveaux modèles sociaux](#)

1. [Modèles construits vs modèles induits](#)
2. [Modèles culturels vs modèles techniques](#)
3. [Rôle central de la fonction politique](#)

Chapitre 2. [Nouveaux types de modèles sociaux](#)

1. [Les modèles sauvages](#)
2. [Les micro-modèles](#)
3. [Les modèles fédératifs](#)
4. [Les modèles multi-dimensionnels](#)
5. [Les modèles communautaires polyvalents](#)
6. [Les modèles-relais](#)
7. [Les modèles-moteurs](#)
8. [Les modèles volants](#)
9. [Les modèles gestionnaires, bureaucratiques, cybernétiques](#)
10. [Les modèles politiques](#)
11. [Les modèles symboliques](#)
12. [Les modèles festifs](#)

Chapitre 3. [Le modèle social, pratiques et critères](#)

- Quatre éclatements à retenir
- Trois phases stratégiques
- Qu'est-ce qui amène les gens à se grouper ?
- Le modèle social
- Modèles construits
- Critères d'évaluation
- Composantes du modèle social
- L'avenir de nouveaux modèles sociaux
- Conclusions provisoires

Annexe. [Lettre ouverte à nos gouvernements et à nos concitoyens](#)

Tome II.

Expériences et enjeux de notre développement

Introduction

Chapitre 1. Urbanisation et développement au Québec

I. La zone métropolitaine et les politiques de Québec

- *Montréal, premier test de vérité*
- *Enfin, une option claire*
- *Des politiques incohérentes*
- *Deux obstacles majeurs*
- *Les vices structurels et idéologiques*
- *Une radicalisation nécessaire des démarches politiques*

II. L'expérience difficile des communautés urbaines

- *Un lourd héritage pour notre démocratie locale*
- *Le dossier d'une communauté urbaine*
- *Quatre questions principales*
- *Vers de nouveaux modèles urbains*

Chapitre 2. Un cas type : l'aéroport de Ste-Scholastique

- *Sommes-nous capables de stratégie ?*
- *De la politique à l'expertise*
- *Les fondements d'un choix*
- *Québec : Victime ou Responsable ?*
- *Aménagement de la Région Nord*
- *Choix d'un axe et stratégie*
- *Réactions face au rapport de l'INRS*
- *Un cheminement difficile mais prometteur*
- *Satira à l'œuvre*
- *Évolution de l'urbanisation*

Chapitre 3. Les alternatives actuelles de notre développement

- Un premier banc d'essai
- Certaines préoccupations culturelles ont pris le dessus
 1. *Jouer la carte nord-américaine*
 2. *Créer un ou des modèles inédits de développement*
 3. *Viser d'abord un État fort et démocratique*
 4. *Aller au bout de la crise actuelle*
- Un pays neuf à bâtir

Chapitre 4. De nouveaux lieux de concertation pour le développement

A. Bilan de l'évolution récente

- *Position du problème*
- *Les progrès récents et leurs limites*

B. Les stratégies existantes et possibles

- *Concertation hiérarchique*
- *Concertation fonctionnelle*
- *Concertation communautaire*

C. Obstacles et points d'appui pour une stratégie de concertation

- *Un gaspillage opulent !*
- *Une nouvelle éthique à diffuser*
- *Des luttes douteuses*
- *Des déséquilibres camouflés*
- *Des contradictions évidentes*
- *Une dynamique de projet*
- *Un cadre cohérent de développement*
- *Une mobilisation pour des tâches constructives*
- *Des exemples révélateurs*

Chapitre 5. Les lignes de force du développement

- *Du pessimisme social à l'intervention utopique*
- *Les intuitions du développement*
- *Une nouvelle conception de la société*
- *De la crise à une politique historique*
- *Des solidarités historiques fondamentales*
- *Dilemmes et dialectiques du développement*
- *Modèles et stratégies de développement*
- *Un nouvel horizon*

Chapitre 6. Jeux et enjeux politiques

- *Les jeux de surface*
- *Les jeux de coulisse*
- *Des règles du jeu qui n'en sont pas*
- *Les jeux interdits (une société délinquante)*
- *Les jeux tout court*
- *Les enjeux cruciaux*
- *Conclusion : des avenues de prospective*

**Nouveau modèles sociaux
et développement**

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Jacques Grand'Maison, professeur à l'Université de Montréal, participe activement à des projets de développement communautaire et régional depuis une quinzaine d'années. Dans cet ouvrage, comme dans les autres qui l'ont précédé, l'auteur tente de cerner l'évolution rapide et souvent chaotique des praxis sociales. Donner cohérence et dynamisme à ce qui monte de la vie, tel est le premier objectif de sa réflexion et de son action. N'est-ce pas une condition fondamentale pour l'élaboration de politiques créatrices et courageuses ?

On ne remodèle pas facilement une quotidienneté qui a perdu ses axes traditionnels de référence. En dressant le dossier des recherches et des expériences les plus significatives, Jacques Grand'Maison s'attache à discerner les différents modèles sociaux qui commencent à poindre à l'horizon. À la façon du sourcier, il essaie de repérer les sources profondes, les germes de vie qui pourront féconder l'avenir de notre société. Il nous révèle ainsi les intentions déterminantes qui habitent notre sujet historique actuel.

Resitués dans un ensemble cohérent de développement les dynamismes sociaux, et même les conflits politiques, acquièrent une tout autre portée. Ils sont d'abord soumis à l'évaluation d'un cadre critique qui fait mieux ressortir les enjeux décisifs. Du coup apparaissent les conséquences souvent tragiques de décisions politiques et de projets collectifs élaborés sans suite, sans finalités identifiables par l'ensemble

de la population. Secondairement, des démarches unifiées de développement peuvent acheminer le Québec vers un bloc historique de ses forces vives au moment où se dessine un tournant peut-être décisif pour la société francophone d'ici. Tout en ne voulant rien liquider des affrontements nécessaires, Jacques Grand'Maison force constamment les uns et les autres à ne pas perdre de vue les véritables objectifs de libération et de promotion collectives. Le rôle des forces populaires reste le premier et le dernier test de vérité. Mais pour agir efficacement et lucidement, il faut bien connaître les réseaux de significations et de dynamismes qui prennent corps dans l'évolution actuelle de la société.

Cet ouvrage peut apporter ici une aide précieuse aux divers agents institutionnels comme à des groupes de citoyens. L'auteur a voulu en faire un instrument d'évaluation et de prospective, sans prétendre offrir la "bonne synthèse" ou la "réponse globale" à toutes les interrogations. C'est un levier, parmi d'autres, pour soulever une société bloquée qui menace de s'enfoncer dans l'inertie et l'apathie d'un nombre grandissant de citoyens désorientés.

[13]

**Nouveau modèles sociaux
et développement**

AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

[15]

Nous avons tenté bien des expériences au Québec, surtout depuis le début des années 60. En plus des constats de certains échecs, plusieurs citoyens retiennent une impression globale de fouillis et de dispersion mentale. Serait-on passé d'un projet à l'autre sans continuité et sans évaluation systématique ? L'urgence de tout faire en même temps justifiait trop facilement la précipitation des démarches. De plus, les grosses machines nouvelles devenaient des dinosaures « à petits cerveaux », des organismes énormes peu manoeuvrables et peu contrôlables. Dans une perspective de développement, les plus lucides n'arrivent pas à repérer dans la suite des décisions politiques et des nombreuses mesures législatives un enchaînement de démarches unifiées et finalisées. A défaut de projet d'ensemble, ne pouvait-on pas exiger un cheminement plus articulé, du moins un minimum de fidélité aux échéances et aux ententes qui suivaient de sérieuses concertations. Pensons au BAEQ, à l'aéroport de Sainte-Scholastique, à la Société générale de financement, et surtout à l'évolution chaotique depuis Churchill Falls à la Baie de James. Les réformes en éducation, en urbanisme, en main-d'œuvre connaissent déjà de terribles seuils-critiques. En sera-t-il de même du gigantesque plan de développement social mis en branle par le ministère des affaires sociales ?

Pendant ce temps, la révolution culturelle mondiale et nord-américaine se réfracte chez nous avec une particulière intensité. La révolte de l'individu et la quête de communauté prennent des proportions inédites dans une société et une culture aussi menacées. Certains veulent liquider à la fois leur propre passé et tout ce que la société moderne offre de solution, sans pouvoir compter sur la moindre figure consistante de l'avenir qu'ils anticipent. Peut-on vraiment parler d'une nouvelle culture en gestation ? Plusieurs en doutent. Mais la crise n'est-elle pas globale, une et à la mesure de tout l'homme, de toute la société ? Pourquoi ne pas chercher en elle, les correspondances impli-

cites et radicales qui permettraient de découvrir des solidarités fondamentales et fécondes. Les hommes s'unissent par leur racine et [16] leur sommet, par-delà les durs moments de crise et d'affrontement. Mais une culture politique minimale nous rappelle que ces reprises sont possibles dans des sociétés et chez des peuples qui ont une assise économique et politique assez forte et autonome. La fragilité de notre société ajoute au désespoir ou à l'impuissance de bien des Québécois. D'où ce sentiment d'être enveloppés par un contexte d'aveuglement à mesure que nous cherchons de nouvelles solutions. Nos projets débouchent souvent sur des voies sans issue. Ne s'enfonce-t-on pas dans des culs-de-sac qui bloquent tout horizon de dépassement ? Des feux s'allument un peu partout, au cœur de la métropole montréalaise comme dans les coins les plus reculés. Les groupes sociaux défavorisés contestent sans doute de façon erratique. Mais leur action est peut-être le reflet d'un contexte d'anarchie politique et administrative, masqué par des appareils bureaucratiques prestigieux et une propagande officielle que les média modernes portent à la démesure. Les provocations et les réponses se ressemblent. Il est trop facile de s'en prendre « à ceux qui veulent se passer du gouvernement », « se faire justice à eux-mêmes ». On ne restaure pas ainsi une crédibilité essentielle à tout système social. Beaucoup de citoyens croient encore à la possibilité de constituer un gouvernement fort et démocratique, même s'ils manifestent un scepticisme évident devant les leaders politiques actuels.

Ce plaidoyer habituel rend-il justice à ce que nous avons vécu au Québec depuis quelques années ? N'y a-t-il qu'un lourd passif ? Dans toute cette efflorescence de tentatives, on ne saurait nier la présence active d'un dynamisme réel et d'une ferme volonté de promotion collective. Qui sait s'il n'y a pas des lignes de cohérence et de force derrière la riche diversité d'initiatives apparemment disparates et sans avenir. C'est d'abord à cette interrogation que nous voulons répondre. A la façon du sourcier nous allons tenter de discerner et saisir ce qui monte de la vie la plus profonde. Des politiques créatrices et audacieuses exigent une telle prospection. C'est notre terreau à nous, et non pas celui du voisin, que nous voulons féconder. Encore faut-il puiser en notre propre expérience collective les germes de vie que nous portons et les intentions les plus déterminantes qui nous habitent. Pourquoi ne pas opter, par-delà un nécessaire regard critique, pour une re-

cherche positive de nos plus riches matériaux de construction. Nous abusons tellement de nos faiblesses ! « Nous jouons *nos enjeux sur les scènes et les bustings, mais les vivons-nous, les assumons-nous vraiment ?* » Si on classe les hommes dans l'action, n'en va-t-il pas de même pour les peuples ?

[17]

Par ailleurs, nous ne voulons rien perdre de toutes nos manifestations authentiques de vitalité, pour en faire autant de pièces importantes dans l'édification d'un nouveau destin collectif. Des forces neuves commencent à s'affirmer et même de vieux rêves apparemment stériles redonnent à plusieurs d'entre nous une seconde jeunesse. Ce faisceau de dynamisme peut déboucher dans une politique audacieuse de développement. Mais cela ne se fera pas automatiquement. Nous avons à constituer un nouveau bloc historique de nos ressources humaines et matérielles. Il est, cependant, impossible d'imaginer une vaste stratégie de libération et de promotion collectives, sans s'appuyer d'abord sur tous les réseaux existants de solidarités et d'expériences valables.

Dans la première partie, nous allons étudier les nouveaux modèles sociaux qui commencent à prendre forme chez nous. Après un rapide tour d'horizon nous nous sommes rendu compte de l'ampleur et de la qualité de toute cette gestation à la fois douloureuse et féconde que vit notre société québécoise. Souvent limité par son champ d'activité, chacun n'a ni le temps ni la possibilité de scruter les expériences tentées ailleurs. Pourtant il existe des parentés et des complémentarités susceptibles de favoriser des fécondations mutuelles entre les diverses entreprises. Il fallait bien se risquer à tenter une sorte de synthèse provisoire de ces riches et très diverses expérimentations dans les différents champs sociaux, culturels, économiques et politiques. Nous en savons les terribles limites, tout en souhaitant que des équipes multidisciplinaires poussent plus loin le processus. La constitution provisoire de la mosaïque de nos modèles sociaux suit une logique qui, aux yeux de certains, n'existe pas dans la réalité, dans notre véritable situation. Cette objection a sa part de vérité. Mais notre réalité sociale est-elle purement chaotique et discontinue ? Sans doute y a-t-il de terribles déchirures dans la texture historique première et de bien faibles tissus sociaux de remplacement. Les graves problèmes de toutes nos institutions en témoignent. Mais ce serait céder au nihilisme que de se

limiter à dénombrer les accrocs ou les trous des expériences québécoises récentes.

Une démarche plus réaliste et plus saine nous invite à imaginer des stratégies à partir de ce qui commence à prendre corps, à susciter des solidarités et des engagements créateurs. Voilà ce qui a commandé notre recherche des nouveaux modèles sociaux. Chacun des secteurs de l'existence connaît ces processus d'éclatement d'anciens modèles, de genèse et de maturation de nouveaux styles de vie et d'organisation. [18] C'est là une dynamique humaine qui rejoint autant la vie privée que la réalité internationale. N'y a-t-il pas tentative de « remodelage » dans la famille comme dans la communauté monétaire mondiale ? Dans la mesure où l'homme est un être historique capable de projet, il n'évitera jamais ces tensions difficiles mais fécondes entre les modèles et les pratiques, entre le « vécu » et le « pensé ». Toute expérience humaine tend à se structurer et en même temps elle échappe au système qu'elle se donne. Pour se reprendre en main elle a besoin d'une distance critique. C'est le modèle ou le patron qui le lui permet. Elle se construit un modèle autant par le rêve que par l'analyse et l'expérimentation. Dans le domaine social et psychologique le processus devient beaucoup plus complexe. Il faut des instruments bien subtils pour saisir les intentions et les dimensions réelles des expériences individuelles et collectives. Une période de transition est toujours marquée par des enchevêtrements et des chevauchements plus ou moins inextricables de vieux et de nouveaux modèles.

On s'en rendra compte à la lecture des diagnostics qui jalonnent cet ouvrage, qu'il s'agisse d'économie ou de politique, d'éducation ou de sécurité sociale. Il n'a pas été facile de saisir les véritables traits des diverses configurations de notre réalité sociale actuelle. Nous avons travaillé sous le signe du provisoire et de l'anticipation, en démarquant le plus honnêtement possible les limites d'une telle opération polyvalente. Nous avons retenu une douzaine de modèles sociaux le plus souvent plus ou moins inchoatifs. À vrai dire, il s'agit de réseaux de polarisation sociale. Autour d'un même réseau, plusieurs modèles peuvent se constituer selon des découpages idéologiques, socio-économiques, culturels ou autres. Nous n'avons qu'à penser, par exemple, à la récente diversification des conceptions et pratiques politiques chez nous.

Dans une seconde étape, par le biais du développement, nous avons essayé d'établir les correspondances les plus significatives et vitales entre les dynamismes à l'œuvre dans notre milieu québécois. Il ne s'agissait pas seulement d'élargir nos perspectives à la mesure d'une politique de développement. Il nous fallait un lieu stratégique de cohérence pour établir des rapports fructueux entre les nouveaux modèles sociaux. Même si plusieurs s'en défendent, il leur arrive souvent d'extrapoler indûment une neuve expérience pour en faire une solution universelle. À partir d'un modèle inédit en éducation, on concevra une autre forme de société ! Des éducateurs gaspésiens diront aux hommes politiques et aux autres agents de développement que tout se ramène à l'éducation. Pour maîtriser les systèmes économiques [19] et politiques modernes, il faut donc instruire les citoyens avec des méthodes nouvelles. Ceux-ci vaincront ainsi « leur cécité sociale et leur incapacité professionnelle » et prendront en main leur destin ! Les nombreuses expériences de développement, surtout par leurs échecs, nous enseignent qu'aucune promotion collective réelle ne s'obtient sans que les principales composantes de la réalité sociale ne soient dynamisées de façon concertée. Par exemple, le chômeur gaspésien qui vit dans un contexte socio-économique apparemment ou réellement sans avenir, sera peu motivé à s'instruire.

Depuis quelques années, nous avons accumulé un certain nombre d'expériences de développement. Quels matériaux allons-nous retenir ? N'y a-t-il pas des options plus claires qui se dessinent ? Quelles sont les composantes d'une politique de développement ? On ne trouvera pas ici une réponse décisive à toutes ces questions, mais plutôt une contribution partielle et modeste à l'immense effort de réflexion et d'expérimentation de ces groupes et milieux qui s'engagent résolument dans une préparation systématique d'un avenir meilleur.

Dans nos diverses démarches, nous sommes bien conscients d'avoir forcé les canons scientifiques. C'est une liberté que nous permet le style d'essai. Nous ne cachons pas toutefois une volonté farouche d'autonomie dans notre réflexion personnelle et aussi un refus de chercher sans cesse caution dans l'autorité de tel ou tel grand maître. Nous ne pouvons pas plaider pour l'auto-développement et ne pas risquer en même temps un cheminement de pensée plus imaginatif et plus créateur. Entre le rapport scientifique forcément sectoriel et le manifeste « globaliste », il y a place pour de modestes essais qui veu-

lent donner à des expériences collectives toutes leur ampleur et leur profondeur, et cela de façon aussi vitale que systématique. Nous ne prétendons pas avoir fait oeuvre originale. Tout au plus, avons-nous poussé peut-être un peu loin un patrimoine commun de la recherche sur le développement. Nous remercions tous ceux qui nous ont aidé à mener à terme ce projet.

(20]

[21]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME I

Chapitre 1

VERS DE NOUVEAUX MODÈLES SOCIAUX

- 1. Modèles construits vs modèles induits*
- 2. Modèles culturels vs modèles techniques*
- 3. Rôle central de la fonction politique*

[Retour à la table des matières](#)

[23]

Au-delà des initiatives sociales des dernières années, chez nous et ailleurs, des modèles sociaux inédits commencent à prendre corps. Les critiques ont surtout analysé les causes et les conséquences de l'éclatement des anciens modèles, mais bien peu d'entre eux se sont préoccupés de discerner le contenu prospectif de certains efforts collectifs. Qu'il s'agisse d'expériences spontanées ou de grands projets, d'entreprises humbles et souvent échevelées ou d'expérimentations organisationnelles fort articulées, il y a souvent en filigrane une recherche plus ou moins explicite de dépassement des vieux scénarios et une première figure de modèles neufs d'existence. Dans presque tous les pays du monde, on constate un phénomène semblable, quel que soit le régime politique ou le système social ou l'idéologie dominante. Sans doute, y a-t-il aussi une résurgence ambiguë de schèmes archaïques, ou encore un rejet aveugle et exacerbé de traditions et de réformes valables. Sans compter le fort coefficient de fluidité des modes, des styles de vie, des courants de pensée et même des systèmes de valeur dans l'univers urbain moderne. Fluidité, mais aussi multiplicité des angles de vision, des options et des expériences collectives. La critique du savant comme celle de l'homme de la rue s'arment de nouveaux instruments d'évaluation, qui accentuent le scepticisme de l'un et de l'autre, face aux grands défis de l'heure. Même les hommes d'action les plus avertis doutent d'eux-mêmes, peu importe leurs champs d'activités, leurs positions sociales ou leurs tendances idéologiques. Le verbe haut et clair n'arrive pas à camoufler une perplexité évidente de la conscience des uns et des autres. Pourtant, je demeure persuadé que quelque chose de positif est en train de monter de la vie. Cette phase critique et ces expériences tâtonnantes de la vie sociale actuelle commencent à dégager des réseaux plus fermes de signification et d'enga-

gement, des nouveaux modèles d'action et des structures neuves : sociales ou politiques ou économiques.

[24]

L'élaboration qui va suivre présuppose les antécédents sociaux que j'ai analysés particulièrement dans deux ouvrages sur les praxis des dernières années ¹.

La recherche des modèles sociaux en gestation va nous amener beaucoup plus loin, parce que ceux-ci débordent, en les assumant, les facteurs structurels et culturels, les idéologies et les stratégies. Un modèle social ne se réduit pas à un ensemble de significations ou de valeurs, ni à une organisation sociale bien structurée, ni à telle forme d'action, ni à un coffre d'outils ou de techniques privilégiés. Il implique aussi des façons particulières de penser, de vivre et d'agir ensemble. Il véhicule parfois une conception déterminée de l'homme et de la société, une figure plus ou moins claire de régime politique. Il exprime souvent une culture ou une sous-culture avec son noyau idéologique central. Il sous-tend des rapports sociaux, des praxis, des normes et des fins auxquels il donne un cadre de cohésion. C'est un pôle de référence, d'identification, d'intégration et d'attraction. Il s'inscrit dans une histoire qui marque profondément sa genèse, sa maturation, ses crises et son éclatement avant l'émergence décisive d'un autre modèle. Il se déploie dans un champ humain avec des temps de continuité, de rupture et de dépassement. Il peut s'imposer comme moule unique à

¹ *Vers un nouveau pouvoir*, H.M.H., 1969. *Stratégies sociales et Nouvelles idéologies*, H.M.H., 1970. Dans ce dernier travail, j'ai signalé les principaux axes autour desquels pivotent les réseaux précités :

Ligne de subjectivation

redéfinition : du *bonheur* (« civilisation heureuse »)
de la *vie sociale* (acteurs et rapports sociaux)
de l'identité personnelle et collective
de l'*action* culturelle, économique et politique

Ligne d'objectivation :

- le changement
- l'ordre
- l'innovation
- le développement
- la révolution
- les frontières et les mythes

toute une société ou entrer en conflit avec d'autres modèles selon tel ou tel rapport de forces.

Cette description cursive est à nuancer. Elle n'a rien d'exhaustif. Elle relève d'une première « approche » que je voudrais préciser et affiner tout au long de ce travail. D'ailleurs, la description et l'analyse de certains modèles sociaux récents font éclater le « type idéal » de modèle social qu'on pourrait fabriquer avec l'outillage le plus scientifique. [25] L'expérience humaine est trop riche pour se laisser enfermer dans quelque schème ou système que ce soit. D'ailleurs l'histoire et la vie tout court se chargent de nous le rappeler.

Nous allons d'abord étudier les nouveaux types de modèles sociaux, ensuite les composantes et les critères d'évaluation, et enfin les pratiques d'hier et d'aujourd'hui. Nous terminerons par quelques considérations prospectives.

La réalité complexe des modèles sociaux est au coeur des grands débats actuels : impasse scolaire, rénovation urbaine, nouvelles politiques sociales, disparités régionales, projets de développement, avenir de la langue française au Québec, etc. Il y va d'une des composantes premières de l'apprentissage collectif que nous poursuivons dans divers domaines. Il est dangereux d'avoir des idées ou des schèmes tout faits dans une période marquée par tant de tentatives et d'incessants réajustements. Mais la vie ne se laisse pas facilement « manœuvrer ». On assiste à un resserrement des débats. Et ceux-ci sont déjà gros de riches problématiques sur les anciens et les nouveaux modèles sociaux. Essayons de tirer de ce terreau trois lignes provisoires de réflexion.

1. Modèles construits vs modèles induits

[Retour à la table des matières](#)

Dans certains débats récents autour des politiques du ministère des affaires sociales, on opposait souvent les modèles construits par les experts aux modèles que la vie s'était donnés au cours des décennies d'initiatives et d'expérimentation. Aux yeux de certains, les premiers apparaissaient artificiels, gigantesques, incompréhensibles, autocratiques, très coûteux, et les seconds plus vitaux, plus réalistes et plus efficaces. Aux méchants technocrates, on faisait dire à peu près ceci : « votre gouvernement va vous offrir de nouvelles structures qui rejoindront efficacement vos besoins et vos aspirations, même ceux d'une véritable participation. » Par ailleurs, on se faisait une belle jambe en disant : « ce serait beaucoup plus réaliste de donner plus de force à ce qui existe déjà, d'aider les gens à se regrouper et à agir en fonction de leurs vrais besoins, et enfin d'induire les politiques de ce qui a fait ses preuves par le passé ».

Ainsi les collines parlementaires n'abriteraient que des rêveurs en chambre ! Il m'arrive de penser que la plupart d'entre nous maintiennent une conception fausse ou tronquée de la fonction politique. Celle-ci doit au moins remplir trois tâches essentielles : un aménagement finalisé des ensembles d'une société, une stratégie qui donne cohérence aux solidarités et aux dynamismes qui existent déjà, enfin une articulation [26] des luttes de pouvoirs, et cela même dans le cas de démarches révolutionnaires. Dans tous les secteurs de notre vie collective, on en trouve bien peu qui tiennent compte de ces trois dimensions. On isole ou on oppose, on nie ou on affirme l'une et l'autre de celles-ci.

Par exemple, le ministère des affaires sociales tente d'élaborer une véritable politique sociale unifiée. Ce qui l'amène à combler par de nouveaux dispositifs les trous que la panoplie des services privés était loin de couvrir. En même temps, il propose une concertation verticale des différents niveaux d'intervention. jusqu'ici il manquait des inter-

médiaires entre les services de base et les ministères. D'où la création des conseils régionaux des Affaires sociales, des centres locaux de services communautaires. D'où aussi un aménagement plus cohérent d'ensembles de services de base : centres hospitaliers, centres de service social et centres d'accueil.

Si certains technocrates ont la tentation de se replier ici sur ce qui correspond à la première tâche politique précitée, des opposants voudraient que le ministère se limite à la seconde, c'est-à-dire à la décentralisation des pouvoirs, à la déconcentration administrative, et surtout à la consolidation des services existants. D'autres ne retiennent que la lutte de pouvoir que doivent mener les citoyens défavorisés. De part et d'autre, on s'enferme dans une logique apparemment irréfutable, mais fautive, précisément parce qu'on ne tient pas compte de certaines composantes gênantes de la réalité. Mais nous ne sommes pas au bout des difficultés posées par le choc des diverses conceptions et pratiques de l'organisation sociale. Un autre débat va nous conduire plus loin.

2. Modèles culturels vs modèles techniques

[Retour à la table des matières](#)

Point n'est besoin de longues élaborations sur les problèmes actuels de notre nouveau système d'éducation. A cause de sa sensibilité aux valeurs, au respect des personnes, le monde de l'éducation a vécu dans un climat de crise profonde les transformations organisationnelles gigantesques de la dernière décennie. S'était-on trop pressé à liquider une expérience historique qui continuait d'imprégner les attitudes et les mentalités ? Nous ne voulons pas nous arrêter ici à ce genre de question. Ce que nous retenons, c'est l'impact particulier de notre première tentative systématique d'organisation technocratique. Évidemment nous ne sommes pas les seuls à connaître de tels défis. Mais nos lourds investissements en ce domaine forçaient le sens critique. D'ailleurs, est-il un secteur collectif où le procès de la bureaucratie a [27] plus de prise ? Plusieurs ont ressenti ici plus vivement les menaces de modèles imposés de l'extérieur, et cela pour plusieurs raisons.

Est-ce que les structures technocratiques n'opèrent pas souvent une dérive des modèles socio-culturels vers des modèles purement administratifs ? Les schèmes scientifiques d'organisation s'inspirent parfois d'une rationalité technique qui évacue trop facilement les impondérables des valeurs et des fins humaines et surtout de la culture. A la limite, ils se présentent comme une perception globale de la réalité, un aménagement total de la vie. Parfois, ils atteignent le statut d'une vision du monde surimposée à des vécus tout autres. Au moment où se produisaient, particulièrement en éducation, de violents heurts de cultures et de sous-cultures, les nouveaux schèmes administratifs étaient perçus comme de terribles contraintes vis-à-vis de cette effervescence des rapports sociaux et des dynamismes culturels. L'hyper-rationalité de l'organisation faisait face à des vécus sauvages. Ainsi les deux extrêmes se renforçaient.

Dans une moindre mesure, des phénomènes semblables peuvent être observés en rénovation urbaine, dans les régions défavorisées et au cœur des projets de développement. Sans doute à cause du caractère apparemment insurmontable de nos difficultés économiques, plusieurs tournent plus facilement leurs regards vers d'autres objectifs. Pensons, par exemple, à la place que prend le débat sur la langue. Celui-ci révèle davantage comment les élites anciennes et nouvelles se situent devant le défi des modèles. Les uns plaident pour un alignement inconditionnel sur le modèle universel. D'autres s'accrochent au joual comme signe de notre identité culturelle. Pourquoi ne pas pousser la dynamique culturelle du joual, tout en l'épurant, en la « modelant », plutôt que de copier un modèle linguistique formel qui nous est étranger et artificiel ? Les plus lucides portent beaucoup plus loin le symptôme et le diagnostic. On a la langue de sa situation. C'est celle-ci qu'il faut transformer de fond en comble, c'est tout le réseau des institutions francophones qu'on doit rendre dynamique et consistant. Du coup, ces derniers débouchent sur une démarche politique globale. Mais le problème des modèles n'est pas pour cela résolu dans ce débat, comme dans les autres.

3. Rôle central de la fonction politique

[Retour à la table des matières](#)

Il y a dans tout modèle social une forme particulière de structuration de la vie, de l'expérience. En ce sens, il implique une démarche politique qui déborde la science et la technique. Celles-ci peuvent [28] bien offrir des modèles théoriques et des modèles physiques qui servent de distance critique, de cadre opératoire et de moyen d'action. Mais l'expérience humaine ne peut être enfermée dans cette aire de perception et d'intervention. On ne modèle pas la réalité sociale comme on modèle une auto ou un territoire. Seule la fonction politique saurait rejoindre la synthèse vitale du modèle social.

Voici qu'une tendance récente, bien exprimée par C.A. Reich, commence à prendre de l'ampleur : « la révolution est à nos portes. Elle ne sera pas comme les révolutions du passé. Elle va originer dans l'individu et dans la culture. Elle va changer la structure politique, mais seulement comme dans un acte final. Elle ne requerra pas la violence pour réussir. Et on ne pourra pas lui résister par la violence. Voilà la révolution de la nouvelle génération » (C.A. Reich, *The Greening of America*, Bantam, 1971, p. 2). Plusieurs, chez nous, partagent ce point de vue. Les nouveaux modèles sociaux ne naîtront pas d'une stratégie ou d'une pensée politique, mais du dynamisme d'une neuve culture, de nouveaux styles de vie. Par ailleurs, beaucoup d'autres pensent que, dans notre cas, il faut donner le primat à la fonction politique, étant donné la menace grave qui pèse sur notre société tronquée dans ses structures économiques et politiques, et incapable de défendre sa culture dans l'état actuel des choses.

Ainsi, relie-t-on exclusivement l'émergence de nouveaux modèles sociaux, soit à la dynamique culturelle, soit à la dynamique politique. S'agit-il de deux points de départ opposés ? Peut-on séparer dans le temps ces deux démarches ? N'est-ce pas le rôle de la politique d'être présente de bout en bout aux dynamismes culturels et économiques de développement ? Les modèles sociaux, étant des structurations d'expé-

riences collectives, exigent une stratégie finalisée qui ne peut, être que politique. Cela est d'autant plus vrai quand nous envisageons les enjeux dans une perspective de développement. Par ailleurs, ce sera toujours par la culture vécue que nous échapperons aux fausses politisations, et à une technocratisation souvent pauvre d'humanité dans ses enfermements techniques ou administratifs.

Ces trois problématiques centrales véhiculent bien des impondérables et des interrogations. Par exemple, elles ne disent pas grand-chose sur nos défis économiques majeurs. Elles ne servent qu'à introduire dans notre étude de nouveaux types de modèles sociaux. Après cette investigation, nous serons mieux en mesure de cerner de façon plus systématique les pratiques sociales et les critères d'évaluation des nouveaux modèles. La seconde partie s'attachera plus précisément aux modèles globaux de développement.

[29]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME I

Chapitre 2

NOUVEAUX TYPES DE MODÈLES SOCIAUX

- 1. Les modèles sauvages*
- 2. Les micro-modèles*
- 3. Les modèles fédératifs*
- 4. Les modèles multi-dimensionnels*
- 5. Les modèles communautaires polyvalents*
- 6. Les modèles-relais*
- 7. Les modèles-moteurs*
- 8. Les modèles volants*
- 9. Les modèles gestionnaires, bureaucratiques, cybernétiques*
- 10. Les modèles politiques*
- 11. Les modèles symboliques*
- 12. Les modèles festifs*

[Retour à la table des matières](#)

[31]

1. Les modèles « sauvages »

[Retour à la table des matières](#)

De plus en plus de citoyens : travailleurs, consommateurs, étudiants et assistés sociaux, sentent le besoin de prendre une distance critique sur les structures sociales actuelles. Ils se regroupent pour se re-définir, pour se défendre, pour revendiquer ou pour mobiliser leurs pairs, et cela de façon plus ou moins spontanée et même « sauvage ». Le vécu et le senti l'emportent sur l'analyse et la stratégie, l'action immédiate sur l'organisation à long terme. Souvent ces regroupements sont discontinus et épisodiques. Ils correspondent parfois aux effervescences collectives décrites par G. Gurvitch. Il arrive, cependant, que ces initiatives connaissent une première structuration et tendent à créer un nouveau modèle social. Pensons aux comités de citoyens, aux cellules communautaires d'assistés sociaux, aux communes de la nouvelle culture, à la vogue récente des fronts communs chez nous. Des processus inédits naissent de ces entreprises. Durant l'été '70, des citoyens des zones grises de Montréal avec quelques animateurs, ont organisé des loisirs dans les rues et les « fonds de cour ». Avec des moyens de fortune, en dehors des gros édifices publics et des circuits habituels, contrairement aux « patterns du show business », ils se sont exprimés selon leur dynamique et leurs aspirations propres. Ils ont été maîtres de leur démarche de bout en bout. C'était leur fête à eux, leur vérité, leur humus et aussi leur humeur. Tout cela se passait loin des gros centres culturels, des stades, des festivals officiels et des « shows » commerciaux. Sans argent, sans pouvoir et sans permission, ils réalisaient des projets qui auraient coûté une fortune dans les cadres habituels. Ils prouvaient ainsi qu'il y avait d'autres modèles possibles, des modèles plus vrais, plus humains, plus libérateurs, plus actifs. Cette expérience est typique des tendances exprimées plus haut. Nous n'insistons pas puisque le lecteur lui-même a sans doute connu d'autres initiatives toutes aussi révélatrices.

Nous-mêmes, nous en avons donné de nombreux exemples dans les deux ouvrages précités. Des initiatives de ce genre se multiplient dans notre société et ailleurs. Lorsque des mouvements populaires se [32] sont opposés à la construction de l'autoroute Est-Ouest à Montréal, certains ont parlé d'attitudes rétrogrades et aveugles, sans prendre au sérieux les raisons invoquées. Pourtant celles-ci mettaient en cause la qualité humaine des objectifs socio-économiques et politiques du monde urbain actuel où il devient de plus en plus impossible d'assurer le moindre tissu social de vie collective. Or, pendant qu'on accordait ici bien peu de crédibilité à ces revendications sauvages, pourtant appuyées par certains leaders politiques, à Toronto, le gouvernement décidait en sens contraire. L'autoroute Spadina ne serait pas continuée. Les oppositions populaires avaient gain de cause. « Si nous voulons une ville pour l'auto, il faut poursuivre le projet, mais si nous décidons de changer de direction et d'opter pour les hommes, nous devons nous arrêter ici et songer à d'autres solutions plus humaines ». Ces propos du chef du gouvernement ontarien ont eu un retentissement national. Mais bien peu d'observateurs officiels ont su reconnaître le travail préparatoire des mouvements populaires, et sa portée à long terme. Ceux-ci visent de nouvelles façons de vivre ensemble dans un milieu urbain, de nouveaux objectifs sociétaux. Ils commencent à dessiner des horizons que la décision gouvernementale ontarienne reconnaît vaguement. C'est une preuve de plus pour ceux qui refusent de tout attendre du gouvernement. En deçà et par-delà les refus, les acceptations ou les initiatives des hautes instances Politiques, il y a des intuitions populaires souvent très justes et saines. Notre idéologie libérale dominante n'y a jamais vraiment cru, même si elle se prétend porteuse de la démocratie authentique.

Toute l'affaire de Cabano en témoigne. Celle-ci a éclaté non seulement après des décennies d'asservissement à des pouvoirs étrangers appuyés et subventionnés par nos gouvernements, mais aussi au beau milieu d'un programme prestigieux de développement du bas Saint-Laurent. Une communauté locale s'est réveillée brutalement. Ses leaders ont compris qu'il fallait frapper fort, et pousser ce que certains nantis appellent des cris sauvages. Leur voix avait été si souvent étouffée par les propagandes politiques officielles, et par des pouvoirs financiers capables d'infléchir à leur profit les décisions gouvernementales. Cette fois, il ne s'agissait pas d'un groupe d'extrémistes survoltés

ou doctrinaires, mais de toute une communauté qui se défendait désespérément. Plusieurs n'ont pas saisi ce fait majeur de l'évolution sociale récente. L'argument habituel qui réduit tout à l'action pernicieuse d'agitateurs extérieurs, ne tenait plus. Un nouveau type de solidarité apparaissait. Il véhiculait une conscience sociale et politique inédite. En effet, on ne parlait pas seulement de l'avenir compromis chez des [33] individus, mais on posait le problème d'une communauté humaine face aux politiques actuelles des gouvernements.

Ainsi le travail de certains groupes de pointe plus ou moins isolés débouchait sur l'action de communautés qui se levaient d'un bloc, comme dans le cas de l'Opération-Dignité. Entre les groupes restreints et les cadres officiels (centrales syndicales, conseils régionaux de développement, etc.), il manquait le jalon communautaire. Non pas celui que les Chambres de commerce défendent à leur profit, mais celui qui naît d'une population en colère, en train de trouver une façon propre de se prendre en main, sans négliger les luttes à tenir sur un plan plus large. On sait que cet effort populaire a amené les gouvernements à mettre enfin en place certaines entreprises collectives de type coopératif, particulièrement dans l'industrie forestière.

Essayons ici de décrire les traits communs de toutes les initiatives que nous avons signalées depuis le début de ce chapitre.

Aspects positifs

À la fois une distance critique et une proximité retrouvée pour une ré-appropriation de soi-même, de ses relations sociales et de son vécu quotidien. On se rassemble autour de préoccupations communes, de situations partagées, d'actions collectives à mener. On se méfie des organisations officielles où, d'ailleurs, on se sent étranger, mal venu et très mal à l'aise. Particulièrement dans les milieux populaires, il y a ce sentiment répandu que plusieurs expriment en ces termes : « Ça fait trop longtemps qu'on est charrié par toutes sortes de gens en dehors de nous autres ». Cette méfiance se reporte à peu près sur tout le monde : les hommes politiques, les anciennes et les nouvelles élites, les syndicalistes, et les animateurs professionnels compris. Voilà un premier envers des attitudes soulignées plus haut. Mais il faut bien saisir les

aspirations sous-jacentes, à savoir, une volonté initiale d'autonomie et une recherche d'identité, pour dépasser la première prise de conscience de la dépossession de son être le plus profond. Dans ces regroupements sauvages, surtout en milieux défavorisés et chez les jeunes, on vient moins avec ce qu'on a qu'avec ce qu'on est. C'est cette solidarité fondamentale qu'il faut féconder.

Le primat des relations humaines constitue une deuxième caractéristique. Des relations plus directes, plus simples, plus personnelles, plus globales. Réaction, sans doute, vis-à-vis des rapports anonymes, mécaniques et impersonnels de la société actuelle qui relie moins des [34] personnes que des fonctions et des rouages. Nous touchons ici un besoin souvent latent. Les objectifs des rencontres apparaissent ainsi dans une autre lumière. En surface, on part en guerre contre ceci ou cela, on tente telle ou telle expérience sociale, culturelle ou économique. Mais, au fond, plusieurs cherchent à rencontrer d'autres « gens » comme eux, sur la même longueur d'onde. Voilà un besoin de communion fondamentale et d'altérité qu'aucun système d'organisation ne saurait déraciner. Le monde industriel s'en est rendu compte d'ailleurs, même s'il véhicule d'autres finalités et d'autres intérêts !

Troisièmement, les modèles sauvages valorisent « *l'homme quotidien* », *l'homme ordinaire*, la vie courante. Les sociétés modernes se sont aliénées dans leurs instruments. Chez nous, l'entrée récente et rapide dans le modèle technocratique a eu un impact violent sur notre communautarisme traditionnel. En deça de certaines réactions aveugles et injustifiables, n'y a-t-il pas un sentiment légitime d'auto-défense ? La vie quotidienne est mangée par la course contre la montre. Certaines études ont montré que le débridement du facteur temps (en consommation, en production, en rythme de vie) serait la première source des maladies coronariennes, du stress ou des troubles nerveux. Essoufflement vis-à-vis tout ce qui est à consommer, à gagner ou à voir. « On n'a plus le temps de vivre ». Certains s'insurgent contre ce monde de fous. Ils veulent prendre le temps de vivre. Pour ce faire, ils ont la tentation de se situer carrément à côté des grands circuits, en marge des institutions. Replient sur la vie privée, chez les uns ; aménagement d'un style de vie marginal, chez d'autres. Plus profondément, c'est la récupération d'une quotidienneté aliénée que tous visent de façon plus ou moins sauvage ou erratique. Charlebois chante

son désir d'être un gars ordinaire qui boit sa bière. Évidemment, le culte de la vedette, du héros, de l'extraordinaire ne s'éteindra pas de sitôt. Mais comment nier cette résistance aux aliénations par en haut et aux conditionnements d'en bas. Les manifestations les plus poussées s'expriment chez des jeunes qui tentent de réaliser concrètement des expériences semblables à cette vie simple dont se souviennent les vieux avec nostalgie. Évidemment, les premiers veulent écarter les contraintes que les seconds ont connues. Nous reparlerons de ces contradictions, les unes réelles, les autres apparentes.

Quête de nouvelles solidarités ou création d'une solidarité qu'on ne trouve nulle part. Celles d'hier sont défaites, celles d'aujourd'hui déçoivent ou existent à peine. Des artisans de ces modèles sauvages parlent vaguement du « collectif », comme substantif. Il y a ici quelque chose d'un peuple qui se cherche comme tel. Ils veulent [35] reconstituer des « nous » signifiants, c'est-à-dire des « nous » avec un environnement possédé et maîtrisé par les membres. Les contestations à l'école, dans les quartiers pauvres, dans les régions défavorisées, dans les nouveaux mouvements sociaux, politiques et culturels, me semblent être bien loin des modèles de participation et d'organisation formelles qu'on propose ou oppose. Si de meilleurs mécanismes peuvent aider, ils ne créent jamais par eux-mêmes la solidarité des hommes. C'est ce que les « *organization men* » oublient trop facilement en dépit de leurs protestations. Parfois les nouvelles structures de participation n'ont fait qu'aiguiser une prise de conscience de ce type. Les commettants se sentent frustrés Parce qu'ils sont davantage au courant d'une gestion qui leur échappe élégamment et légalement. Les modèles sauvages nous apprennent bien peu de choses sur les neuves solidarités à créer ou même sur celles qui existent déjà en germe. Mais ils dissipent les illusions de certaines embaardées technocratiques de la dernière décennie. Bon gré mal gré, il faut en tenir compte.

Un sursaut de dignité humaine, - Sauvage ne veut pas dire barbare, mais peut-être « violence de l'essentiel » ou explosion de sources profondes trop longtemps contenues. Le torrent actuel nous effraie. Il nous apparaît destructeur et désorienté. Il semble préparer de terribles glissements de terrain ou des inondations irréparables. Est-il proviso-

re comme ceux du printemps ? Est-il source d'une nouvelle vie ? N'y a-t-il pas déjà des signes d'assoupissement ? D'autres se réfèrent davantage à l'image d'un volcan qui ne cesse de menacer, un volcan dont les premières irrptions ne sont que les prodromes des cataclysmes futurs. jusqu'ici les révolutions ont plutôt avorté. Et les masses sont restées passives. Seules les minorités s'affrontent. Mais les foyers d'affrontement se multiplient. Nul ne sait l'avenir des guérillas Modernes. À côté des impostures réelles, il y a d'authentiques sursauts de dignité.

Aspects critiques

Absence d'une praxis politique. - Si la critique des fins et des moyens actuels ne manque pas de vérité, si d'authentiques valeurs sont défendues, on peut n'en dire autant du réalisme politique. Évidemment, on nous objectera que la pauvreté des ressources et l'aliénation de départ ne laissent place qu'à la fonction utopique. Ces entreprises ont leur limite. Nous le reconnaissons sans peine. Des initiatives plus ou moins responsables ont parfois creusé une plus profonde frustration et provoqué des désengagements plus accusés et [36] des résignations insurmontables. L'évolution de certaines formations politiques récentes (le parti québécois et le FRAP de Montréal) nous servira d'exemple. Au PQ, des membres prennent l'indépendance comme une sorte de fait acquis ; ils se battent pour la société de demain qu'ils veulent bâtir sur des bases entièrement nouvelles. A l'autre extrême, il y a ceux qui pensent d'abord au court terme, à savoir la lutte politique immédiate jusque dans ses dernières exigences électorales. A la limite, il y a des utopistes et des électoralistes qui empêchent une démarche politique articulée, capable de resituer de façon complémentaire les deux fonctions.

Le modèle sauvage véhicule inévitablement la fonction utopique. S'il occupe tout le terrain, il condamne tout le monde à une anarchie stérile. Le FRAP présente des symptômes semblables. Les uns veulent bâtir à côté du système un autre modèle urbain, d'autres cherchent à utiliser à fond le système pour se l'approprier et le changer. L'éclatement devenait inévitable, parce qu'encore ici on n'arrive pas à articuler deux démarches pourtant complémentaires.

Populisme et unanimité, - Redonner le pouvoir au peuple, « aux 90% de salariés », aux « travailleurs ». N'y a-t-il pas ici une sorte de court-circuit idéologique qui escamote la réalité sociale dans ses vraies composantes : strates socio-économiques, sous-cultures, conflits professionnels et inter-syndicaux ? Est-ce que notre syndicalisme s'appuie vraiment sur une classe ouvrière identifiable, sur une entité politique homogène, sur des intérêts et des objectifs communs ? Si la grande et la petite bourgeoisie sont repérables, on ne saurait rassembler le reste de la société dans des « collectifs » aussi simplistes qui ne présentent aucune figure vérifiable. Certains intellectuels et militants de gauche cèdent à un romantisme révolutionnaire peu soucieux d'une analyse socio-politique sérieuse. Leur conception du prolétariat reste vague et indifférenciée. On la transpose parfois bêtement dans le mythe de la jeunesse. Une jeunesse idéalisée, porteuse d'un nouveau destin et d'un avenir meilleur. Une jeunesse unanime ! Allez-y voir. On s'enferme dans des schèmes vraiment trop abstraits et des explications trop simples : les libertaires, les réformistes et les révolutionnaires, les conservateurs et les progressistes, les capitalistes et les socialistes, la bourgeoisie et le peuple, ou encore, le parlement ou la rue, l'anarchie ou la répression, les institutions libérales ou la démocratie directe, etc. À droite, on parle de majorité silencieuse, à gauche, on parle du peuple. Voilà des annexions trop faciles et des mobilisations trop ambiguës pour se légitimer ou se plébisciter. Dans une perspective [37] à long terme, on ne télescope pas les exigences d'une crédibilité minimale. La masse des citoyens n'est pas aussi naïve que le laissent entendre de tels stratèges ; elle a ses façons de résister ou de prendre sa revanche.

Ce que nous voulons noter ici, c'est l'idéalisation « politique » de certains modèles sauvages, surtout quand on en fait le fer de lance unique d'une lutte sociale ou autre. La multiplication de toutes les expériences « in », des manifestations et des marches, des slogans et des pancartes, ne crée pas d'elle-même une politique et des citoyens adultes libres et responsables. Il faut savoir resituer de telles initiatives dans des démarches autrement plus complexes, diversifiées et efficaces, si on veut aboutir à quelque chose de décisif. La fonction critique s'hypertrophie superficiellement et artificiellement dans d'incessantes

remises en question, alors qu'il se trouve bien peu d'artisans pour des remises en chantier.

Les modèles sauvages semblent avoir pour rôle de véhiculer des utopies qui projettent des images idéales de société, qui expriment des expériences profondes encore « intraduisibles » politiquement. Les utopies servent aussi de distance critique sur la vie actuelle. Nous serions donc injustes de ne pas les prendre pour telles. Nos seules réticences portent sur l'absence d'un sens politique minimal chez certains définisseurs ou militants qui ont la tentation d'extrapoler leur pensée et leur action à partir de formes sociales aussi fluides que multiples. Même au plan des utopies, il n'existe pas encore de figures bien claires pour un quelconque décalque de modèles sociaux définis. Mais nous pouvons retenir ici des manifestations évidentes d'expériences et d'aspirations nouvelles.

Un nouveau pouvoir s'affirme

Qui osera nier que bien des citoyens n'ont actuellement d'autre recours que des actions parallèles et parfois même le cri le plus percutant possible ? À Maniwaki, à Saint-Esprit, à Chibougamou ou à Montmagny, des populations jusqu'ici bien tranquilles contestent violemment. Ce n'est donc plus le fait exclusif des zones grises urbaines ou des milieux scolaires. Souvent l'action naît en dehors des organismes habituels de revendications ; tout se passe comme si les groupes de défavorisés se rendaient compte que les mécanismes sociaux actuels ne sont pas à leur portée, mais au service des plus forts. « On peut nous négocier, nous acheter ou nous vendre, et le faire légalement ». Les [38] gens bien trouveront ces propos exagérés. La résistance passive des pouvoirs et des majorités ne réussit plus à décourager ou à endormir des impatiences plus que légitimes. Les pressions montent de dizaines de milieux presque en même temps. On ne pourra plus se contenter d'éteindre les petits feux ici et là. Ce long silence retenu chez des populations entières, cachait ce qu'il y avait de plus pénible dans notre situation collective. Il se pourrait bien que les nombreuses flambées des derniers temps commencent à bouleverser profondément le champ social et politique. N'y voir qu'une menace de désordre, c'est ne pas comprendre les sources profondes d'un tel ré-

veil. Il ne s'agit plus de quelques comités de citoyens éparés et isolés, mais des centaines répartis sur l'ensemble de la Province. Bien des intuitions que nous avons formulées en 1968 dans *Vers un nouveau pouvoir*, trouvent leur confirmation. Une lecture plus attentive des propos d'un leadership populaire qui commence à s'exprimer, nous révèle des choses bien profondes. Nous reproduisons en annexe une lettre ouverte d'un groupe de travailleurs des Laurentides. Ce petit document prend un relief saisissant dans les débats actuels ; j'ai pu m'en rendre compte après avoir participé à leur long itinéraire qui s'échelonne sur plusieurs années d'expériences, de réflexions et d'actions communes. J'ai essayé d'en dégager les significations les plus révélatrices (voir annexe).

[39]

NOTE

Comme nous l'avons déjà souligné, le « modèle sauvage » ne se réduit pas à un mouvement anarchique. L'opération dignité dans l'Est du Québec en fournit une preuve. Voici quelques extraits d'une étude de Pierre Richard. Il faut noter ici la montée d'une action volontaire chez les marginaux, habituellement considérés comme des citoyens passifs et chroniquement : dépendants.

Il y a deux Gaspésies et deux Bas Saint-Laurent. Il y a la Gaspésie et le Bas Saint-Laurent que la plupart des Québécois connaissent pour les avoir déjà parcourus en touristes, c'est-à-dire la côte des centres touristiques, les petites villes de services, les villages pauvres mais pittoresques de pêcheurs. Et il y a l'autre Gaspésie et l'autre Bas-Saint-Laurent, c'est-à-dire l'arrière-pays, les paroisses dites « marginales » et à « vocation indéterminée », les localités où jusqu'à 80% de la population peut vivre de l'assistance sociale.

L'arrière-pays est né de la crise. Aux familles affamées des petites villes de la côte, le clergé et les politiciens ont proposé d'aller fonder des paroisses de colonisation. Trimant sur des terres de roches, ces

familles ont survécu à la crise mais ce n'était que pour s'enfoncer dans une misère sans fin. Pendant ce temps, les amis des partis au pouvoir obtenaient des concessions et pillaient la forêt.

Marginal dans une région elle-même marginale et périphérique, l'arrière-pays n'a pas de place dans le plan de développement de l'est du Québec. Sauf pour les centres comme Amqui et Cabano qui ont réussi à surnager, les planificateurs n'ont quasiment pas trouvé de possibilité de développement dans l'arrière-pays et ont opté pour sa fermeture. Cette option se concrétise depuis août 1970, dans l'opération Relocalisation des habitants des paroisses marginales.

Mais, voilà qu'un courant d'espoir amorcé aussi l'été dernier, parcourt maintenant cette population, l'une des plus pauvres en Amérique du Nord, qui n'a derrière elle qu'un passé de misère et, en perspective, que le déménagement et le déracinement. Cet espoir a étincelé l'été dernier, lors des événements de Cabano, et s'est incarné depuis dans le projet de cartonnerie. Chez les plus pauvres, il a pour nom « Opérations Dignité I et II ».

Dans un style imagé, on a défini ainsi la population de l'arrière-pays « *Une population qui pourrait debout mais qui est capable d'employer le mot Dignité pour nommer sa lutte* ».

Depuis l'été 1970, 10 paroisses (Saint-Paulin, Saint-Octave de l'Avenir, les Capucins...) ont été fermées et leurs 2,000 habitants ont été relocalisés dans les principaux centres urbains de la région ou ont pris le chemin de [40] Montréal et Québec. À l'Office de planification et de développement de l'est du Québec (OPDQ), on estime à 51 le nombre de localités de l'arrière-pays qui restent à fermer, ce qui signifie le déplacement de quelque 60,000 personnes.

Depuis cinq ans, environ 370 familles chaque année quittent les paroisses marginales, par elles-mêmes, donc sans aucune aide. Souvent, le problème s'amplifie par l'arrivée de familles qui fuient les petites villes et les compagnies de finances et qui s'emparent des maisons abandonnées où elles tentent de survivre : ces gens qui, paradoxalement, cherchent refuge dans la marginalité, sont surnommés les « squatters ».

Confrontés à ce va-et-vient anarchique, les fonctionnaires responsables de l'application du Plan tentent de faire de la relocalisation une opération rationnelle et collective. La relocalisation est alors considérée comme un instrument de développement ; ils la définissent comme « l'instrument privilégié de ré-insertion des individus et des groupes vivant dans la marginalité, dans la société comme producteurs et consommateurs des biens et services de cette société. »

Aux yeux des planificateurs, la relocalisation des populations des paroisses marginales s'insère dans le processus plus large de l'urbanisation qui est l'un des axes du plan de développement de l'est du Québec ; l'accueil des populations déplacées dans les centres urbains de la région prend alors une dimension de première importance. Vue sous cet angle, l'*opération Relocalisation* nécessite beaucoup de soins et des déboursés considérables ; la fermeture des dix premières paroisses et la relocalisation de leurs habitants a coûté \$6 millions au gouvernement, dont \$2.5 millions pour la construction de logements à loyers modiques pour les migrants.

Plus fondamentalement, l'opération Relocalisation sous-entend qu'il n'existe aucune possibilité de développement pour ces collectivités marginales si elles ne quittent pas l'arrière-pays. Et si elles le quittent, elles échappent peut-être à l'isolement géographique mais il est beaucoup moins sûr qu'elles puissent échapper au chômage et à l'assistance sociale qui sont aussi présents dans les villes.

Mais un facteur non prévu dans le Plan vient maintenant perturber le tableau : le réveil de la population de ce pays voué au dépeuplement qui affirme avec force qu'il est possible d'y vivre et qui propose des solutions à sa misère.

De nouveaux leaders, comme les curés Charles Banville et Jean-Marc Gendron, ont émergé et expriment cette nouvelle volonté de vivre ; des personnalités plus connues, comme Pierre DeBané, député fédéral de Matane, et Léonard Otis, président de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) de Rimouski, permettent à cette volonté de se structurer et de prendre une dimension régionale.

Catégorique et passionné, M. Charles Banville déclare : « Aucun effort d'imagination n'a été fait pour développer l'arrière-pays. La seule politique [41] que les fonctionnaires ont réussi à trouver, c'est de fermer les paroisses. Mais ça commence à changer parce que la popu-

lation s'en mêle et elle va s'en mêler de plus en plus. Notre option de développement, c'est la forêt. Avec un peu d'imagination, toute la population de l'arrière-pays pourra arriver à vivre décemment ».

La même détermination se retrouve chez M. Léonard Otis, cultivateur de Saint-Damase, président de l'UCC de Rimouski et président du comité spécial de Cabano chargé du projet de la construction de la cartonnerie. « La plupart des gens d'ici ne croient plus au Plan, affirme M. Otis. Ils ont décidé de besogner par eux-mêmes. Ceux qui ont fait le Plan sont partis avec l'idée préconçue qu'il fallait fermer les paroisses et déménager les gens en ville. Rien n'a été prévu pour le développement forestier, sinon le rachat à coup de centaines de milliers de dollars des forêts qui avaient été distribuées par faveur politique ».

Des comités de citoyens sont nés dans la plupart des municipalités et paroisses et se sont regroupés sur une base régionale. Tout d'abord, dans les comtés de Matane et de Matapédia, sous l'impulsion du député DeBané et du curé Banville, l'« Opération Dignité I », regroupement des représentants de 23 localités, a été mise sur pied ; elle a été officiellement lancée le 22 septembre 1970, devant une foule de 3,000 personnes qui avaient envahi la petite paroisse de Sainte-Paule.

Le mouvement a gagné les comtés de Rimouski, Rivière-du-Loup et Témiscouata où 27 municipalités et paroisses travaillent présentement à structurer l'« Opération Dignité II » dont le président est le curé Jean-Marc Gendron, de la paroisse Esprit-Saint.

Ces deux mouvements ont choisi la forêt comme terrain de leur première et décisive bataille. Pour la mener, ils ont trouvé un allié de taille ; le Fonds de recherches forestières de l'Université Laval. Un homme aussi est venu donner au projet le sceau du réalisme scientifique sans lequel il aurait été vite étouffé par la méfiance, sinon l'hostilité rencontrée dans les milieux politiques ; il s'agit du Dr Louis-Jean Lussier, ingénieur et économiste forestier dont la compétence est reconnue internationalement.

Essentiellement, les projets des deux opérations « Dignité » consistent dans l'aménagement et la restauration des forêts privées et des forêts publiques adjacentes aux premières ; la base de ces projets est la constitution de blocs forestiers à partir des fermes agricoles actuelles qui se convertissent en fermes forestières ; ces blocs appartiennent à la population et sont gérés par elle.

Ce projet a commencé à prendre forme dans les comtés de Matane et de Matapédia sous la direction du Fonds de recherches forestières ; après plusieurs mois de pressions populaires, le gouvernement a accepté d'octroyer au Fonds de recherches une subvention de \$1.2 million pour la première année d'activité.

[42]

Le Fonds de recherches se dit prêt à participer à un projet identique avec « Opération Dignité II » dans les comtés de Rimouski, Rivière-du-Loup et Témiscouata ; les leaders de cette deuxième opération concentrent maintenant tous leurs efforts pour obtenir du gouvernement le financement de ce nouveau projet.

Comme moyen terme, le Fonds de recherches envisage de se retirer et de laisser en place des Sociétés d'aménagement et d'exploitation forestiers, autogérées par les citoyens, qui poursuivraient le travail de normalisation de la forêt et d'exploitation rationnelle de celle-ci.

Les experts qui ont collaboré à l'élaboration de ces projets avec les leaders des « Opérations Dignité » soutiennent que ce travail de restauration des forêts de la Gaspésie est un investissement essentiel pour le Québec si celui-ci veut être en mesure de profiter des nouveaux débouchés qui s'annoncent pour les décennies à venir (en 1990, un déficit minimum de 40 millions de cordes de bois est prévu chez les grands consommateurs de bois).

Pour être dans une position concurrentielle, soutiennent ces experts, le Québec doit miser sur ses forêts les plus accessibles (donc les forêts Privées et les forêts publiques adjacentes) et les plus productives (parmi lesquelles se retrouvent principalement les forêts du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie).

Selon ces mêmes experts, avec un travail d'aménagement intensif s'étendant sur une période d'environ 25 ans, la coupe dans toute cette région, qui est présentement de 1.6 million de cordes par année pourrait passer à 4.5 millions de cordes et même davantage. Et, dès maintenant, avec un programme de travaux sylvicoles, elle pourrait augmenter de 1.5 million. Et si ce bois était transformé dans la région, le gouvernement récupérerait plus qu'il n'aurait investi.

Les leaders des « Opérations Dignité » soutiennent que ces projets pourraient empêcher la fermeture d'au moins 40 des 50 paroisses

considérées comme marginales, stabiliser la population de l'arrière-pays et lui permettre de vivre décemment là où elle veut vivre. Les fonctionnaires Chargés de l'application du Plan, tout en manifestant beaucoup d'intérêt pour ces projets, ne cachent pas leur scepticisme quant aux chances d'arrêter l'exode de la population, qui leur paraît inévitable.

Que reste-t-il aujourd'hui du projet d'un développement planifié qui avait fait naître dans le cœur de la population de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent l'espoir, inconnu jusque là, que la misère pourrait être un jour vaincue ?

Cet espoir, créé au cours des trois années de la gestation et de l'élaboration du plan par le Bureau d'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ), entre juillet 1963 et juin 1966, était grand. Presque aussi grand que la gageure proposée par le BAEQ : sortir cette région périphérique de sa marginalité et permettre à ses habitants d'atteindre, avant 1982, un niveau de vie comparable à celui de l'ensemble du Québec.

[43]

Les deux années d'attente et d'incertitude qui se sont écoulées entre la remise du Plan au gouvernement et la signature d'une première entente, pour son application, par les gouvernements du Canada et du Québec, ont été le premier coup porté à cet espoir.

L'Entente Canada-Québec, signée le 2 mai 1968, a été le deuxième coup. Plusieurs leaders et organismes de la région n'y ont vu qu'une version mutilée du projet initial.

Aujourd'hui, trois ans après la conclusion de cette entente, c'est devenu un lieu commun de dire que l'espoir a fait place à la déception et à l'impatience dans de larges couches de la population. Certains responsables admettent que l'Entente de 1968 n'a retenu qu'un des deux pôles du Plan proposé par le BAEQ : celui d'augmenter la productivité des secteurs de base que sont la pêche, l'agriculture et la forêt, en rationalisant leurs activités et en coupant radicalement leurs effectifs en main-d'œuvre. Elle a cependant oublié le deuxième pôle qui était de créer des activités dynamiques nouvelles pour absorber le surplus de main-d'œuvre. L'application de l'Entente a donc l'effet paradoxal d'accroître le chômage dans la région.

En 1968, alors que le chômage était à un taux raisonnable, on a fait l'hypothèse que le surplus de main-d'œuvre résultant de la modernisation des secteurs de base, pourrait être absorbé par les régions de Montréal, de Québec et de la Côte Nord. Mais la conjoncture a changé et l'hypothèse ne s'est pas vérifiée.

L'impact sur la situation socio-économique de la région des projets réalisés ou mis en marche depuis la signature de l'Entente il y a trois ans, n'est pas facile à prévoir et sa signification par rapport à un développement global de la région encore plus difficile à dégager.

Des efforts ont été faits dans divers secteurs : aménagement du parc national de Forillon, aménagement des trois stations touristiques prioritaires (Mont Saint-Pierre, Percé, Carleton), début du réaménagement foncier en agriculture, expérimentations dans les domaines de la pêche et de l'agriculture, programme de relocalisation des habitants des paroisses marginales, rachat de forêts privées et de concessions, programmes de formation générale et professionnelle pour les adultes...

Mais cela est bien peu, souligne-t-on, quand on considère le rattrapage que la région devra faire pour arriver à vivre dans une certaine décence. Les reproches se font plus vifs lorsque l'on aborde la question des sommes dépensées pour le développement. L'Entente de 1968 prévoyait des sommes de \$258 millions pour une période de cinq ans (82% devant venir du fédéral) ; après trois ans, quelque \$80 millions seulement ont été utilisés, dont \$31 millions dans le cadre du programme, amorcé avant l'Entente, de formation du ministère fédéral de la main-d'œuvre.

Par ailleurs, les agents provinciaux et fédéraux chargés de l'application du Plan ont accompli un tour de force - établir des mécanismes de coordination, [44] tant au niveau provincial que fédéral, entre tous les ministères concernés dans le développement de la région et amorcer le changement de mentalité chez les fonctionnaires non préparés à un tel décroissement. Quoique importante et ardue, la mise en place d'une structure administrative apte à la planification, n'en demeure pas moins une étape préliminaire encore loin des aspirations populaires.

Il y a aussi la résistance des intérêts locaux à un développement planifié, les tensions créées par la rationalisation des structures urbaines et la nécessité de privilégier une vingtaine de centres.

Ces résistances ne sont pas toujours limpides. On aura noté, par exemple, l'opposition des municipalités de Trois-Pistoles et de Percé à certains travaux de voirie et le poids des commerçants locaux dans cette opposition.

Mais, au-delà de la complexité des structures administratives, de la multiplicité et du chevauchement des programmes, de l'enchevêtrement des intérêts souvent divergents, des pressions des politiciers, une question plus fondamentale se pose : le vouloir politique de développer cette région périphérique existe-t-il ?

Pierre DeBané, député fédéral de Matane, exprime ainsi le dilemme : « L'application du Plan a apporté certains progrès mais des progrès si peu significatifs que j'en suis non seulement déçu mais furieux. Le problème, c'est le manque de volonté politique de faire plus : à ce point de vue, les principaux coupables sont les deux gouvernements et les députés de la région. L'Est du Québec est la dernière de leurs priorités. C'est peut-être inévitable à cause de sa marginalité, mais il faudrait alors avoir le courage de le dire une fois pour toutes et cesser de chanter le contraire pour en faire accroire aux gens ».

Les fonctionnaires même évoquent les entraves posées par le pouvoir politique, et plus particulièrement par les députés de la région, à leur action de développement. Ce qui faisait dire à l'un d'eux : « Les gouvernements nous ont confié la mission de développer malgré eux une région » !

Comme preuve du haut intérêt des députés de la région pour les questions touchant son développement, quelques fonctionnaires évoquent la mort rapide de la commission parlementaire mise sur pied à leur intention pour débattre ces questions. Les députés ne s'y rendaient pas, m'a-t-on dit.

Ce qui est plus grave, c'est que ce désintéressement et ce manque de volonté existeraient aussi dans les hautes sphères gouvernementales.

Les crédits insignifiants accordés à l'OPDQ seraient un indice de ce manque de volonté de le faire sortir de sa phase artisanale et de s'orienter vers une planification à l'échelle du Québec.

Si la volonté de développer la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent manque au pouvoir politique, elle est fortement ancrée chez la population et ses leaders naturels.

[45]

Travaillant d'arrache-pied dans le projet de cartonnerie à Cabano, mêlé au projet d'aménagement forestier d' « Opération Dignité I », Léonard Otis, président de l'UCC de Rimouski, élabore sur cette volonté de développement : « Le projet de Cabano, c'est peut-être le départ au Québec d'un développement industriel basé sur la participation populaire. On a toujours attendu après les autres et ça n'a rien donné. Quand les gouvernements quêtent des capitaux étrangers, ils décident d'avance que nous serons les serviteurs des grandes compagnies. On connaît la chanson : nous faisons la grosse besogne et les étrangers et leurs amis d'ici, la piastre : quand ça ne va plus, ils s'en vont ailleurs et nous laissent avec notre misère. Nous sommes convaincus de poser la pierre angulaire au Québec du développement industriel par la population. Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout. Nous sommes décidés à bâtir une économie valable dans la région, coûte que coûte ».

Mais quelles sont les chances de réussite de ces initiatives de la population, résultats de l'espoir de développement que l'on a créé chez elle, si elles ne reçoivent pas l'appui décisif des pouvoirs publics ?

Conscient de la fragilité des projets populaires, le curé Charles Banville, leader de l' « Opération Dignité I », répond qu'il fallait marcher même si l'avenir est incertain : « On parle de planifier au niveau régional alors qu'il n'y a pas l'ombre d'une planification au niveau du Québec. Même les gouvernements ne savent pas où ils s'en vont. Alors nous, nous avons décidé de marcher ; nous avons opté pour vivre de la forêt. C'est un risque mais ça fait des dizaines d'années qu'ils laissent souffrir les gens ici. Nous leur disons : embarquez avec nous ».

Et pendant ce temps, on attend toujours la signature par les gouvernements d'Ottawa et de Québec de la « nouvelle entente » résultant de la révision de l'Entente de 1968. Selon le texte signé en 1968, cette révision devait se faire avant le 31 mars 1970. Plus de 16 mois de retard et d'attente. Aux dernières nouvelles, le texte serait prêt et aurait été approuvé par le conseil des ministres à Québec : on attend la décision d'Ottawa.

La « nouvelle entente » couvrirait la période 1971-1976 et annoncerait des déboursés de quelque \$335 millions.

L'entente renégociée tenterait de combler certaines lacunes : ainsi, l'accent serait mis sur le développement d'une infrastructure solide dans les domaines des transports et de l'aménagement urbain. Non considérées dans le Plan du BAEQ, les relations avec la côte Nord seraient l'objet d'une attention toute particulière ; déjà un débouché important pour la main-d'œuvre (près de 15% de la main-d'œuvre de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent y travaille), la côte Nord pourrait représenter un marché important pour la Côte Sud.

Mais comme faisait remarquer un fonctionnaire de la région : Montréal est à 400 milles d'ici et les centres réels de décision, encore plus loin.

(*Le Devoir*, 13-16 août 1971.)

[46]

2. les micro-modèles

[Retour à la table des matières](#)

Il s'agit ici de cellules sociales mieux structurées, mieux organisées que ne l'étaient les regroupements antérieurs. Après une phase d'animation et d'action épisodique et symbolique, apparaît celle de l'organisation. Certaines initiatives sont bien connues, telles les petites coopératives, les maisons de quartier, les maisons du chômeur, les « communautés de base », etc. « On s'est fait organiser depuis trop longtemps, maintenant on s'organise ». Cette remarque fréquente mériterait à elle seule une exégèse serrée. Le mot « organiser », employé deux fois, n'a pas la même signification dans l'un et l'autre cas. L'organisation des autres et par les autres n'est pas seulement source de passivité, mais aussi d'exploitation. « On s'organise » n'implique pas seulement une démarche plus réaliste et active, il renvoie à une autre philosophie sociale, à un autre mode d'action et de vie collectives. On

compte d'abord sur soi, sur la solidarité des siens. On passe du « non » critique au « oui » créateur. Les coopérants des zones grises, par exemple, commencent à posséder quelque chose de concret en commun. Ils donnent corps à une solidarité et à une communauté jusqu'ici latente et informelle. Ils se créent un réseau de communication bien à eux, correspondant à leur sous-culture et même à leur situation marginale. Pour la première fois, ils peuvent « décider ensemble ». Ils s'inscrivent dans une démarche qu'ils comprennent, dans des responsabilités à leur mesure. jusque là, il manquait à leur perception commune des médiations d'identification et de reconnaissance mutuelle. Une « coop », une maison du quartier, un centre populaire ou une entreprise commune expriment un micro-modèle différent de la petite propriété privée, du service public impersonnel ou encore de l'habitat de locataires isolés. Des enquêtes récentes menées en ces milieux nous ont fait découvrir que ces entreprises communautaires constituent le seul point d'appui collectif des citoyens défavorisés. Par elles, le quartier devient un cadre de vie plus consistant et plus dynamique. Or, il semble que le contexte social très vaste de la grande ville accentue le sentiment d'impuissance, de petitesse et de perplexité, surtout chez le citoyen peu fortuné et peu mobile. Il ne reste, à vrai dire, que le quartier pour offrir une entité sociale à portée d'homme et des modèles d'insertion dans le tissu urbain. Ce qui suppose que la vie du quartier soit plus structurée et plus animée. L'aménagement physique, tout nécessaire soit-il, ne saurait suffire.

Entre les macro-structures et les individus atomisés, des médiations concrètes sont à instaurer. Les grands modèles politiques et technocratiques [47] actuels ont mieux réussi au plan de la gestion qu'à celui des solidarités humaines réelles et des tissus communautaires. Nous mesurons ici *l'enjeu des micro-modèles* que peuvent difficilement engendrer des grosses structures, même décentralisées. Il faut favoriser des initiatives de base où les gens impliqués inventent des réseaux de relations en accord avec leurs aspirations et leurs styles de vie. On ne saurait se limiter aux techniques sociales d'organisation, de dynamique de groupe ou d'animation, sans tenir compte des incidences toujours inédites ou particulières d'ordre culturel, historique ou situationnel. On ne lie pas communautairement son existence, son activité et sa destinée à autrui uniquement par des techniques. Une liberté radicale entre en jeu au cœur d'appartenances qui échappent aux

planifications les plus rationnelles et les plus efficaces, aux stratégies d'intervention les plus raffinées. Il faut cet arrière-plan pour comprendre certaines initiatives récentes de la base. Bien des observateurs et des analystes font preuve d'une pauvreté navrante *d'insight* quand ils tentent d'évaluer ces expériences tâtonnantes. Bien sûr, une maison du chômeur qui remet au travail quelques dizaines d'ouvriers ne fait pas le poids avec l'exigence de vraies politiques économiques en ce domaine. La rentabilité de ce projet est minime, sans compter les archaïsmes qu'il véhicule. Autrefois, on prenait le chemin de la forêt pour défricher ensemble un coin de terre cultivable. N'y a-t-il pas ici une certaine remontée du schème dépassé de la « colonisation », qui sous-tendrait l'initiative précitée ?

Loin de nous la tentation de prôner un retour à l'artisanat ou à l'atelier familial. Telle n'est pas la question. Derrière l'action-chômage, des hommes cherchent de nouveaux modèles socio-économiques, et qui sait, un autre type de société. Ni l'État, ni les partis, ni les syndicats, ni les autres institutions, ne semblent s'orienter vraiment dans cette ligne de créativité sociale. L'échec de la maison du chômeur, de son micro-modèle d'autogestion n'infirmes en rien l'interrogation posée et l'intention affirmée.

Aspects positifs

Le grand défi moderne de l'environnement rejoint d'abord un premier besoin de notre univers urbain actuel, à savoir la réfection d'un « milieu social », de milieux plus humains, de *tissus communautaires*, de soutiens collectifs à taille humaine.

[48]

- *Besoins aussi de nouvelles cohérences.* Beaucoup des nôtres S'insurgent contre les changements des dernières années. Est-ce à cause d'un conservatisme culturel indéracinable, d'une insécurité presque congénitale chez les minorités menacées ? Ce diagnostic habituel reste insuffisant. je crois plutôt que l'absence de cohérence de ces changements a joué davantage. Dans la création de micro-modèles, il y a une

première recherche de cohérence, qui va à la rencontre d'éventuelles politiques de développement.

- *Besoin de sécurité.* Comment demander à des gens qui ont à peine ce qu'il faut pour subsister, des risques qui ne leur offrent aucune garantie pour eux-mêmes. Ils ont vu que la Révolution tranquille avait surtout bénéficié aux classes aisées. Aussi refusent-ils de bâtir la liberté sur les ruines de la sécurité la plus minimale. C'est peut-être cela qu'ils ont exprimé en votant pour une administration autocratique (élection municipale de Montréal, nov. 1970). Leurs aspirations à la participation n'annihilent pas celles de la sécurité. Ce qui ne les empêche pas de maudire les projets mégalomanes des politiciens de leur ville, de s'identifier en d'autres circonstances, à une aventure politique de libération et d'indépendance (vote péquiste d'avril 1970). De tels comportements échappent aux différents types de rationalité explicative, qui voudraient donner à la réalité une logique qu'elle n'a pas. Évidemment, rien ne nous empêche d'identifier ici les retards, les erreurs, les contradictions, les impondérables d'une conscience politique aussi ambiguë.

- *Besoin de stabilité.* - La super-mobilité en tous sens de la vie urbaine moderne comporte aussi un passif que A. Toffler a bien évalué dans *Future Shock* (Random House, 1970). L'expérience humaine s'accommode mal du tapis roulant qui lui glisse sans arrêt sous les pieds. Les styles de vie et les normes suivent le mouvement erratique et syncopé d'une consommation folle, de modes éphémères. Les expressions de l'auteur en disent déjà long : « A throw-away item », « A loss of commitment », « Short-wave signals of competing tribes », « A lack of explicit set of criteria », « A Burgeoning jungle of over-choice ». Voilà ce que crée ce mouvement perpétuel. Les études sur le changement n'ont pas débouché encore sur de véritables démarches pédagogiques, politiques, psycho-sociologiques et culturelles, accordées aux rythmes et aux contenus des transformations actuelles. Ainsi les producteurs et les consommateurs de changements sont humainement démunis et mal préparés. On n'a pas prévu le bouleversement débridé des rythmes humains dans l'évolution scolaire, économique, politique [49] et urbaine. De plus, les relations humaines n'ont plus de

soutiens stables au-delà d'un compagnonnage provisoire. Autant de conditions pour faire de l'homme nord-américain actuel un être instable, angoissé, insécure. Les déséquilibres affectifs prennent des proportions inédites et seules les personnalités fortes bénéficient des avantages positifs de liberté, d'abondance, de mobilité et de choix de la technopolis.

Tout se passe comme s'il fallait créer des *zones socio-affectives* où se nouent des relations humaines fondamentales, ou du moins plus stables et plus durables, des aires de spontanéité où les concurrences sauvages n'ont plus de prise, où les hommes peuvent être totalement eux-mêmes. La famille et certains groupes restreints jouent partiellement ce rôle. Les micro-modèles viennent étendre cet espace humain, ou suppléer aux carences de la vie familiale, ou créer des noyaux plus denses et plus fermes de relations socio-culturelles, économiques ou politiques. Les hommes ne peuvent se passer des petites communautés humaines d'enracinement. C'est ce qui a amené les sciences humaines des derniers temps et les nouvelles pratiques sociales à réviser des postulats trop simplistes et des schèmes d'aménagement fonctionnel déshumanisants.

Aspects critiques

- Est-il possible de faire en « gros » ce qu'on réalise en « petit » ? Par exemple, le modèle coopératif peut-il s'imposer ? Est-ce que l'organisation des grandes chaînes de magasins d'alimentation ne répond pas à des exigences inévitables de la concentration urbaine et du système socio-économique prévalant ? Pour que les micro-modèles soient viables, ne faut-il pas un autre type d'organisation sociale à l'échelle de la grande société ? Ne risque-t-on pas de laisser champ libre aux grands pouvoirs anonymes, en engageant d'immenses énergies sur des terrains périphériques et inoffensifs, loin des principaux circuits économiques et politiques ?

Déjà ces questions indiquent les limites des micro-modèles dont certains militants sociaux voudraient faire la pierre de touche d'une stratégie de développement. L'idéologie communautariste sous-jacente peut même servir d'écran aux vices du système social. Par exemple,

les études de Mayo en sociologie industrielle ont servi les gros pouvoirs économiques. Celui-ci a centré l'attention sur les relations humaines, les petits groupes dans l'usine, la communauté de production. [50] C'était une voie efficace pour éviter la remise en question du système économique lui-même, de ses pouvoirs, de ses structures, de ses fins, de ses intérêts. L'enjeu du travail et de l'économie entière se privatisait et se « dépolitisait » radicalement. Plus tard la psychologie industrielle poussait plus loin le processus en concentrant la stratégie sur l'individu-producteur et sur ses problèmes particuliers. Du coup, celui-ci se désintéressait des luttes collectives et de leurs enjeux. Le libéralisme individualiste gagnait le syndicalisme lui-même pour le transformer en un égoïsme institutionnel au service de la promotion individuelle, selon des modèles de classe moyenne.

Nous constatons des exemples semblables dans une foule d'autres domaines. Mais il existe certaines faiblesses qu'on ne saurait ignorer ici. Voici que la Maison du Quartier organise des cours pour les citoyens des zones grises. Les artisans y développent une pédagogie mieux adaptée, un contexte humain plus favorable, une participation plus active. C'est là un progrès évident. Mais, ils se rendent compte que les étudiants adultes n'arrivent pas à s'intégrer dans les structures scolaires quand ceux-ci songent à poursuivre leur formation. Le micro-modèle avait accentué la marginalité vis-à-vis de la société globale. Ces citoyens devenaient encore plus étrangers à l'ensemble du milieu urbain dans lequel ils vivent bon gré mal gré. À ce compte là, les modèles sauvages évitent un tel inconvénient, parce que leurs agents entrent en contact étroit, fût-ce par leurs critiques, avec les grandes structures urbaines et leurs problèmes. Un micro-modèle, laissé à lui-même, sans insertion dans une stratégie plus large, glisse vers la secte avec toutes ses séquelles de marginalisation.

Dans quelle mesure les micro-modèles servent de substituts à ce que certains militants sociaux appellent des communautés naturelles ? Nous pourrions poser une question différente et peut-être plus juste : est-ce qu'on ne cherche pas ici des dispositifs pour donner plus de consistance aux cadres d'existence, aux communautés naturelles (familles, écoles, travail, quartier) ? La ville a-t-elle nivelé toutes ces communautés pour les substituer par des réseaux à la fois plus lâches et plus larges de rapports sociaux ? Ceux-ci s'exprimeraient dans des canaux structurels de type technobureaucratique. Il serait imprudent

de sauter à de telles conclusions. Combien d'études ont montré la persistance de groupes primaires au cœur des grandes villes. Évidemment, les solidarités de base ne se nouent pas de la même façon. Elles sont souvent l'objet de choix et d'objectifs beaucoup plus diversifiés et fluides qu'autrefois. Les relations de famille, de résidence, de profession, de loisirs, de travail, d'engagement social ou politique et aussi [51] d'amitié, ne sont pas tout à fait les mêmes. Nous y reviendrons. Retenons ici que les artisans des micro-modèles veulent animer les personnes en fonction de leurs milieux de vie naturels, des solidarités existantes. N'est-ce pas un premier point d'appui nécessaire ?

Voici quelques exemples de micro-modèles qui servent à illustrer plus concrètement les propos qui précèdent. Nous laissons la parole aux responsables des organismes eux-mêmes :

1. LA POLYCLINIQUE MÉDICALE POPULAIRE

Incorporée en 1966 sous le régime de la troisième partie de la Loi des Compagnies sans but lucratif, la Polyclinique Médicale Populaire est un premier pas vers l'établissement d'une médecine sociale. Elle est située en plein centre défavorisé.

L'administration en est assurée par :

- a) un conseil d'administration formé des délégués de syndicats, des employeurs et de l'équipe de santé.
- b) un bureau de santé, autorité unique sur l'acte médical.

L'équipe de santé « multidisciplinaire » est formée de membres sensibilisés à la médecine sociale et qui ont volontairement accepté de se soumettre à des directives communes dans l'intérêt des patients. Une efficacité d'une grande grâce à un travail d'équipe assure donc désormais la continuité des soins.

Raison d'être

Le contexte actuel de la pratique médicale l'exigeait. Cette pratique médicale ressemble fort à une sangsue sociale de plus en plus active.

1 - Aspect social

Les droits aux soins médicaux des économiquement faibles ont été longtemps ignorés. Dans ce système abusif, le pauvre ne compte plus ; nous vivons dans un système antisocial, antidémocratique et discriminatoire. Mais le peuple prend de plus en plus conscience de ses droits et les revendique, soit d'une façon violente, soit par la formation d'organismes divers à caractère social.

2 - Aspect médical

Comme conséquence, il y a un déséquilibre médical, tant au niveau hospitalier qu'au niveau extra-hospitalier. Dans les hôpitaux, les lits sont [52] réservés, la pratique médicale libre est limitée, le bureau médical monopolisé. Tandis que dans le milieu extra-hospitalier la médecine devient individualiste et égoïste. L'accessibilité à la profession médicale est facilitée aux riches et rendue presque impossible aux pauvres. Il en résulte comme conséquences l'absence de planification des services de santé, la résistance occulte à l'établissement de la médecine sociale, l'embourgeoisement et la formation de castes chez les médecins.

Il faut réagir positivement par l'éveil et la formation d'équipes de santé sensibilisées à la médecine sociale ; par la reconnaissance des droits du patient, et de ceux du médecin à la liberté totale de la pratique médicale en n'importe quel milieu hospitalier. Le travail d'équipe et la planification des services de santé pourraient y parvenir.

3 - Aspect économique

Trop souvent la pratique de la médecine, fausse le jeu de l'offre et de la demande. Maladie et pauvreté sont devenues inséparables. Le coût énorme et de plus en plus imprévisible de la médecine dite socia-

le favorise des gens qui pourraient facilement se payer les services médicaux.

Nous pourrions obvier à ces lacunes par un coût de médecine mieux adapté à la réalité économique et qui respecte mieux l'efficacité. La coopération d'organismes privés a l'élaboration de la médecine sociale la rendrait aussi plus facile. C'est ce que la Polyclinique Médicale Populaire a tenté de réaliser.

4 - Aspect politique

Souvent bien intentionnés, mais plus souvent encore inefficaces, certains gouvernants manquent de responsabilité envers leurs commettants. Une politicaillerie mal avisée, une absence d'information adéquate, un protectionnisme indu, une imprévoyance et une incurie impardonnables. Il en est résulté insensiblement au niveau gouvernemental, une protection de castes, une assistance sociale inadéquate, une bureaucratie oligarchique ; au niveau syndical, l'illogisme et l'irresponsabilité sont non moins déplorables.

Une certaine socialisation de la médecine s'impose et elle doit être étudiée de plus en plus près. À ce sujet la Polyclinique Médicale Populaire constitue une expérience pilote qui doit se répéter.

Réalisations

La P.M.P. est le seul service à la disposition du peuple dans une région qui contient un grand centre hospitalier difficilement accessible pour tous, surtout les défavorisés.

[53]

Avenir et possibilités

1. L'ouverture de cliniques populaires à travers la Province est urgente et désirée ;

2. La coopération des organismes intéressés, particulièrement dans le secteur de la santé publique, est indispensable et partiellement acquise ;
3. Une plus grande et meilleure éducation populaire s'affirme : « *Community leaders or citizen groups should constantly participate in discussions on health needs or problems* » D.R.W. Sutherland. The Medical Post, July 1969.
4. Les difficultés rencontrées se résument ainsi :
 - pénurie d'argent,
 - les syndiqués n'ont pas tous fait leur part.
5. La P.M.P. met les bienfaits de la médecine moderne à la disposition de tous.
6. La P.M.P. veut sensibiliser les gouvernements à l'idée de faire accomplir par la coopération d'hommes ordinaires, des choses extraordinaires.
7. La P.M.P. est une réponse à un besoin social d'avant-garde de la médecine de demain : c'est la médecine du peuple pour le peuple.

P.S. :

On comprendra que les perspectives de ce projet véhiculent une philosophie sociale qui, en un certain sens, dépasse les visées des nouveaux services de santé du ministère des affaires sociales. En effet, dans ce micro-modèle, les agents mettent vraiment leur profession au service des fins communautaires, alors que dans les réformes récentes on essaie de marier, par exemple, une médecine individualiste avec des politiques sociales de santé. Une telle contradiction se retrouve dans combien d'autres secteurs. Le micro-modèle, malgré ses limites et ses faiblesses, a au moins le mérite de révéler certains vices profonds de notre système social. On pourrait en dire autant des coopératives dans les zones grises, qui manifestent indirectement le caractère asocial de notre système économique. Évidemment, si on s'en tient aux contraintes de la situation actuelle, il est facile de « prophétiser » l'échec inévitable de telles initiatives. Par exemple, le coût prohibitif

des terrains et des taux d'imposition foncière rend quasi impossible l'établissement de magasins coopératifs dans les quartiers défavorisés. Mais en restant dans les sentiers battus de pratiques socio-économiques si peu humaines, on ne peut même pas imaginer d'autres solutions plus accordées à une existence collective plus solidaire.

[54]

II. La cellule-communauté, une formule de rechange pour l'encadrement scolaire

La formule du tutorat, avec son complément naturel le foyer, a été appliquée dans plusieurs écoles avec un succès très relatif. La formule des chefs de groupes libérés d'enseignement, appliquée dans d'autres milieux, se révèle une réponse partielle et dispendieuse aux faiblesses de la formule du tutorat. Elle a ce désavantage marqué de remettre entre les mains de quelques enseignants seulement une responsabilité disciplinaire et éducative qui doit demeurer la responsabilité de tous les membres de la communauté scolaire.

Tout en ayant la certitude qu'il n'y a pas de formule magique pour assurer l'encadrement des élèves, mais en ayant par ailleurs la conviction qu'une formule qui engagerait tous les agents de l'éducation - y compris bien entendu l'élève lui-même - offre de meilleures garanties de succès, nous proposons la formule de la cellule-communauté. Mais qu'est-ce qu'une cellule-communauté, quel serait son rôle à l'école et de quelle façon peut-elle fonctionner ? Voilà autant de questions auxquelles il convient de répondre dans l'ordre où elles sont posées.

Qu'est-ce qu'une cellule-communauté ?

La cellule-communauté se composerait de quelque 100 à 150 élèves encadrés par deux ou trois professionnels enseignants et par un autre professionnel ou un cadre dont l'action normale s'exerce auprès des élèves.

La cellule-communauté constituerait, dans cette perspective, un regroupement stable, d'une durée minimale d'un an ou d'une durée maximale de cinq ans, selon que l'on choisit un regroupement vertical ou horizontal.

Cette cellule-communauté offrirait aux élèves des occasions régulières de se rencontrer dans des groupes où la communication et l'encadrement sont facilités.

La cellule-communauté est le regroupement modulaire intermédiaire entre la cellule-foyer et le grand groupe qui lui-même serait une subdivision de la population globale d'une école polyvalente. Pour résumer, disons donc que la cellule-communauté est composée :

- de 100 à 150 élèves d'un même degré ou de plusieurs degrés ;
- de 2 ou 3 professionnels-enseignants ;
- d'un professionnel ou d'un cadre, invité selon un programme d'activités de rencontres bien établi en vue de permettre à la cellule-communauté de rencontrer successivement un représentant de tous les services à l'école.

[55]

Quel est le rôle de la cellule-communauté ?

La cellule-communauté vient d'être définie comme le regroupement modulaire intermédiaire entre la cellule-foyer et le grand groupe dans une école polyvalente. Même si la cellule-foyer et le grand groupe sont plus connus, il convient de les redéfinir pour éviter toute ambiguïté. Dans cet ensemble modulaire, la cellule-foyer, c'est le groupe traditionnel de quelque 30 élèves qui peut à l'occasion, pour des activités de recherche ou de création, se subdiviser en micro-groupes. Quelques cellules-foyers regroupées forment une cellule-communauté. Cette cellule-communauté regroupe évidemment des cellules-foyers qui ont des affinités entre elles. Toujours selon la mêm-

me logique modulaire, et les cellules-communautés peuvent, en se regroupant, constituer un grand groupe est utile et même nécessaire pour certaines activités qui puisent leur signification dans une participation de masse qui engage une faible minorité d'acteurs et une forte majorité de spectateurs : fête profane, célébration religieuse, festival, exposition, représentation cinématographique ou théâtrale, etc... toute manifestation susceptible de développer le sentiment d'appartenance à un groupe et de fierté de son école.

La plus courante et la plus fonctionnelle de toutes ces unités demeure la cellule à laquelle il faudrait donner le plus de cohérence possible. Avec le recours à l'ordinateur et l'implantation de l'horaire modulaire, on peut constituer des cellules-foyers en respectant certaines contraintes susceptibles de permettre la plus grande cohérence possible à l'intérieur de la cellule-foyer. À titre purement hypothétique, on pourrait constituer la cellule-foyer à partir des cours de langue maternelle obligatoires pour tous les élèves, à tous les degrés. Ce regroupement pourrait acquérir un caractère de plus grande permanence et contribuer au développement du sentiment d'apprentissage si on faisait l'effort de le conserver tel quel pour les cours de formation de la personne ainsi qu'aux autres cours ou activités dont l'organisation est moins susceptible d'être influencée par le rythme d'apprentissage des élèves. Plus ce groupe acquerrait de stabilité, moins la dépersonnalisation et l'anonymat dont souffrent actuellement les élèves de certaines grandes écoles seraient à craindre.

Dans cette perspective et à titre d'illustration, trois ou quatre cellules-foyers ayant un même programme de français et de formation de la personne pourraient selon une programmation plus souple et un horaire clairement établi se rencontrer au moins une fois par semaine en cellule-communauté.

Bien que la cellule-communauté puisse être constituée à partir d'élèves ayant un même programme de français, son rôle ne consisterait pas à faire passer le contenu d'une partie de ce programme. Le rôle de la cellule-communauté serait d'abord de développer le sentiment d'appartenance à une école donnée avec tout ce que ce sentiment comporte au plan de [56] l'engagement, de la participation, du respect des personnes et des choses, de la fierté pour tout ce qui touche de près ou de loin à l'image publique de l'école.

La cellule-communauté étant définie, son rôle étant précisé, il reste encore à en décrire le fonctionnement.

Comment peut fonctionner la cellule-communauté ?

La cellule-communauté serait animée par une équipe de deux ou trois professionnels de l'enseignement qui sont rattachés en permanence à une cellule et Par un troisième ou un quatrième professionnel 'qui ne peut être rattaché en permanence à la cellule si l'on ne veut pas en alourdir l'encadrement, et si l'on veut en même temps que chaque cellule bénéficie d'une information, la plus large possible, sur chaque service que l'école met à sa disposition.

La direction de l'école apportera une attention particulière à la composition de ces équipes d'encadrement afin d'en équilibrer la valeur et la force. Les personnes qui manquent d'expérience ou celles qui ont des difficultés marquées dans leurs relations avec les élèves devraient être supportées par des personnes plus fortes, celles qui ont plus d'expérience ou celles qui ont établi d'excellentes relations d'éducation avec les élèves.

La direction, de concert avec le personnel de l'école, devrait trouver un mécanisme permettant d'identifier ou de faire désigner dans chaque cellule-communauté, une personne qui coordonne l'activité des autres membres adultes de la cellule. A cause de la plus grande part de planification assumée par cette personne et du temps _qu'elle devra consacrer à la programmation des rencontres de la cellule communauté, la direction de l'école pourrait étudier la possibilité de la dispenser de certaines autres obligations de surveillance dans l'école. La direction de l'école pourrait également étudier la possibilité de considérer cette activité au titre d'activité étudiante intégrable à l'horaire de l'enseignant.

Au plan de la fabrication des horaires, l'organisation des cellules-communautés pose des contraintes différentes selon que la cellule-communauté est composée de trois ou quatre cellules-foyers ayant sensiblement le même programme d'enseignement ou de trois ou quatre cellules-foyers ayant des programmes s'échelonnant de la 1ère à la 5e secondaire. Il y a évidemment des avantages et des inconvénients

théoriques et pratiques aux deux (2) formules. Il appartient aux autorités locales, au personnel des écoles et aux élèves de faire la concertation nécessaire pour en arriver à une formule viable et administrable.

[57]

Cette formule d'encadrement n'est évidemment pas la seule valable. Elle n'est pas proposée ici comme une formule miracle. Elle a en première analyse les avantages suivants :

- a) elle favorise les rencontres entre les diverses catégories de professionnels de l'école ;
- b) elle accorde le support nécessaire aux éléments professionnels de l'école qui manqueraient d'expérience ou de dynamisme pour animer ce type de rencontre ;
- c) elle élargit et généralise les fonctions d'animation, de conseil et d'éducation à l'ensemble du personnel de l'école.

En poussant l'analyse, on pourrait sans doute trouver d'autres avantages et certains inconvénients à cette formule. Elle est proposée ici pour ce qu'elle vaut.

Guy Dion, *Éducation Québec*,
juin 1971, pp. 8-9.

N.B.

En 1971, le conseil supérieur de l'éducation recommandait, pour les zones défavorisées, la transformation de l'école axée exclusivement sur la transmission de connaissances en une école-centre communautaire où, en plus des services pédagogiques, on offrirait des services de santé et de bien-être ainsi que des services socio-culturels.

Parmi ces nouveaux services intégrés à l'école-centre communautaire, le rapport du CSE mentionne :

- 1) des cafétérias dans les écoles où l'on dénote des indices de malnutrition le repas du midi étant servi gratuitement ;
- 2) des centres de travail et de tutorat avec le libre accès à une bibliothèque répondant aux besoins et à des salles de travail et d'étude ;
- 3) des centres de loisirs et de culture autant pour les parents que pour les enfants ;
- 4) des programmes d'enrichissement subventionnés avec des activités culturelles et sociales appropriées, tels voyages ou excursions à l'extérieur, expositions itinérantes, etc ... ;
- 5) le développement des méthodes d'intervention parascolaire avec la collaboration des spécialistes requis (travailleurs sociaux, sociologues, psychologues...).

L'instauration de ces nouveaux services exigera, selon le CSE, une collaboration du ministère de l'éducation avec les autres ministères à vocation sociale, particulièrement avec le ministère des affaires sociales.

[58]

Pour favoriser une plus grande participation des parents, on recommande de transformer les moyens de communication actuels qui ne rejoignent pas les zones défavorisées. On propose également de donner plus de responsabilité aux parents, particulièrement aux chapitres de l'administration de certains budgets et de l'organisation des activités socio-culturelles.

Le CSE a-t-il tenu compte des projets du ministère des affaires sociales ? Derrière cette volonté authentique de recherche de nouveaux modèles éducationnels de type communautaire, nous nous demandons si, une fois de lus, on ne mise pas trop exclusivement sur le cadre sco-

laire pour régler es problèmes qui le débordent de toute part. Cette remarque ne condamne pas l'initiative proposée ici, mais elle invite à restreindre certains objectifs.

Une recherche de l'Institut de psychologie scolaire de l'Université de Montréal souligne que les critères et praxis scolaires actuels sont ajustés aux classes sociales favorisées. En ce sens, l'école, par elle-même, peut déclasser les enfants des zones grises. Comme dans le domaine de l'action socio-politique, on risque aussi ici de viser une intégration impossible qui déclenche une agressivité stérile. L'enjeu déborde donc la mise en place d'ajustements pédagogiques ou de nouveaux encadrements scolaires même de type communautaire polyvalent.

[59]

3. Les modèles fédératifs

[Retour à la table des matières](#)

On assiste à l'élargissement de certaines initiatives de la base qui apportent un nouveau souffle à de grosses structures en passe de se scléroser. L'association coopérative d'économie familiale (A.C.E.F.) nous offre le premier exemple d'un nouveau modèle social en gestation. L'A.C.E.F. est un mouvement communautaire d'éducation populaire qui exerce son action en regroupant et animant les organisations régionales à caractère économique et social, pour promouvoir l'épanouissement de la famille dans ses implications économiques. Les propriétaires collectifs sont des coopératives d'épargne et de crédit, des syndicats, des conseils centraux, des conseils du travail, des agences sociales, des organismes de bien-être, des mouvements de jeunes et des comités de citoyens. Tous s'entendent pour une action concertée sur le plan de la consommation et le bien-être de la famille. Plusieurs formules d'éducation, de représentation et d'organisation ont pris naissance. Organisations communautaires qui visent à sortir un groupe de citoyens de leur marasme économique. Organisations plus spécialisées en vue de la défense des consommateurs, particulièrement en matière de crédit. On sait que le monde des consommateurs est atomisé et victime des formes les plus subtiles d'exploitation. Le crédit à la consommation ajoute à la jungle commerciale. Il était temps plus que jamais d'entreprendre une contre-offensive bien orchestrée, mais le mouvement s'amorce à peine.

Nous avons connu bien des expériences de fédération. Pensons aux commissions scolaires, aux municipalités, aux syndicats et professions, aux caisses populaires. Mais il s'agissait bien souvent d'associations d'intérêts disparates, ou de solidarité superficielle ou de concertation épisodique, ou encore de relation juridique assez abstraite. Même des fédérations mieux structurées comme les centrales syndicales vi-

vent actuellement un éclatement révélateur. Les avatars de notre système politique fédéraliste jouent peut-être une influence négative sur ce modèle social. Aurions-nous escamoté une étape nécessaire de la conscience politique, à savoir une maturation de l'expérience sociale quotidienne dans un sens fédératif ? L'expérience positive de l'A.C.E.F. marque peut-être une reprise dans un contexte inédit et créateur. Retournons un peu en arrière pour saisir une évolution très significative de la conception du modèle fédératif.

Nous comptons seulement au Québec quelques centaines de fédérations de toutes sortes. Quelques études historiques nous ont appris que ces regroupements ont originé dans une préoccupation de relier [60] des organismes semblables, de les équiper de meilleurs services et de renforcer leur pouvoir dans l'ensemble de la collectivité. Les rapports établis sont plus ou moins étroits et plus ou moins centralisés. Mais on remarque souvent un mouvement croissant d'institutionnalisation de plus en plus lourde. Certaines fédérations sont devenues des superstructures qui ne dérangent plus personne, ou n'embrayent pas grand'chose à la base. Nées d'en bas, elles ont perdu cette dynamique première, et se sont « bureaucratées » progressivement. Des autonomies jalouses de la base maintenaient une secrète complicité avec la force d'inertie des hautes instances. Certaines fédérations issues de mouvements populaires ont tout simplement renié leurs origines, en devenant de vastes entreprises en tous points semblables à celles qu'on voulait contester au tout début de l'initiative. D'autres fédérations se réduisent à des structures assez lâches pour assurer le maximum d'indépendance des cellules de base, et en même temps, augmenter la force représentative, toujours dans le sens des intérêts internes. On cherche ici vainement une quelconque préoccupation de l'ensemble de la communauté. Parfois, des fédérations défendent les intérêts de leurs membres au point de lutter délibérément contre toute politique de bien commun à l'échelle de la société. Il y a aussi les fédérations de surface ou d'apparence ; elles camouflent parfois un pouvoir dominant et centralisateur qui asservit les participations obligées des éléments trop faibles pour survivre par eux-mêmes.

Au bilan, bien peu de fédérations ont atteint une taille adulte, avec un équilibre dynamique de la centralisation et de la décentralisation, de la diversité et de l'unité. On a conçu le projet sur de vagues compromis et en fonction d'une coordination qui devenait nécessaire de

par l'expansion d'un secteur d'activité. On n'a retenu souvent que la ligne structurelle, sans chercher à approfondir les exigences d'un esprit fédératif. Le faible coefficient du sens de l'appartenance en témoigne. La fédération, pour plusieurs membres, c'est la vache à lait, le « gros service », la maison-mère. Elle ne devrait rien demander des filiales et tout leur offrir. Dans un tel cas, ce n'est vraiment plus un modèle social de solidarité plus large, plus profonde, plus efficace. Trop peu de fédérations dans notre milieu véhiculent effectivement ce que leur constitution ou leur charte proclame.

L'exemple de l'A.C.E.F. marque un retour aux sources, aux besoins et aux responsabilités de la base, par-delà tout l'appareil symbolique des grosses structures fédératives. Comment expliquer, par exemple, que les grandes centrales syndicales, les célèbres et puissantes caisses [61] populaires aient mis tant de temps avant de s'intéresser systématiquement et avec vigueur au sort des consommateurs, à l'exploitation éhontée des plus démunis surtout en matière de crédit. Les raisons ne manquent pas, mais aucune ne nous convainc. L'A.C.E.F. vient démasquer ces négligences et forcer les fédérations à vraiment rejoindre les membres et non pas seulement les structures intermédiaires ou les organismes de base. L'A.C.E.F. fédère ceux-ci en fonction d'une vraie ligne de service individualisé et communautaire. Il ne s'agit plus d'une fédération d'organismes qui s'unissent pour eux-mêmes, mais d'un regroupement de diverses organisations sociales pour les mettre au service des citoyens, des communautés défavorisées surtout. L'A.C.E.F. force tous les organismes coopérants à se définir en fonction des vrais besoins et aspirations, des réels problèmes du milieu. C'est le tissu de la quotidienneté et des rapports sociaux les plus fondamentaux, qui est visé. On s'unit d'abord au plan de la vie. Toutes les tuyauteries n'ont de raison d'être qu'en fonction de leur contenu. Que ce vaste domaine de la consommation ait été laissé pour compte, c'est là le test de vérité du caractère artificiel et superficiel de bien des solidarités institutionnalisées. On n'a pas cherché vraiment une société nouvelle plus solidaire, mais un surcroît de force pour ses propres intérêts économiques, professionnels ou autres. Il nous faut donc réfléchir davantage sur le modèle social de type fédératif.

Aspects positifs

Un contexte fédératif bien assumé favorise l'approfondissement de la conscience sociale et l'émergence d'une démarche politique plus large et plus cohérente. Il permet une meilleure articulation des exigences complémentaires du tandem concentration-décentralisation, autonomie-interdépendance. Il dégage de nouvelles solidarités et de nouveaux objectifs communs. Il empêche les enfermements dans des systèmes clos, dans des structures mentales rigides, dans des univers culturels étanches, dans des champs fermés de spécialisation, dans des idéologies sectaires. Il force les uns et les autres à bien définir les rôles, les fonctions et les objectifs communs et les besoins particuliers. Il appelle une stratégie de confrontation et des lieux politiques de cohérence pour les options diverses et les conflits. Il donne une conscience plus claire de l'interdépendance des problèmes et des solutions, des moyens et des fins, des libertés et des responsabilités. En rapport avec le modèle précédent, nous voyons ici une voie de dépassement de la pure [62] structure parallèle qui se condamne à plus ou moins brève échéance au cercle vicieux d'une marginalisation d'autant plus accusée qu'elle est mieux organisée. Le modèle fédératif veut éviter aussi les fusions unitaristes qui nient les diversités, les autonomies légitimes, les véritables rapports de forces. Il se veut respectueux des minorités de différents ordres culturel, économique ou politique. Il cherche une adaptation dynamique à un monde de plus en plus pluraliste et marqué davantage par le changement.

Aspects critiques

Si les micro-modèles présentent des dangers, le macro-modèle fédératif compte un lourd passif dans ses pratiques courantes. Souvent les gros mangent les petits de façon aussi grave que dans le cas des régimes unitaires, surtout s'il s'agit d'un système libéral concurrentiel. Certaines fédérations coopératives en arrivent à adopter les normes, les stratégies et même la philosophie du néo-capitalisme qu'elles dé-

nonçaient au départ. Nos grosses fédérations ont parfois développé un potentiel aussi puissant que les grandes firmes, mais elles n'ont pas leur efficacité. Elles renferment en leur sein des égoïsmes collectifs (toujours plus subtils) qui se neutralisent les uns les autres quand il s'agit des grandes décisions, des risques à prendre, des dépassements à tenter. Nous pourrions adresser toutes ces remarques à certains organismes, particulièrement aux caisses populaires et aux centrales syndicales qui devraient représenter une espérance pour la promotion et la libération collectives des petits. Peut-être faut-il reporter l'analyse sur un autre plan pour comprendre les difficultés actuelles.

L'idée et la pratique de la « fédération » sont assez récentes chez nous. Notre individualisme latin s'accommode mal d'un régime fédéral. Évidemment, nous avons de bonnes raisons historiques pour justifier nos réticences par-delà certaines options politiques anti-fédéralistes ou fédéralistes. Des débats récents confirment les contradictions que des souverainistes avaient remarquées depuis longtemps. Par exemple, le rejet d'un marché commun Canada-États-Unis, chez des définiteurs anglophones, repose sur l'argument de la trop grande inégalité des partenaires. Or, par un curieux aveuglement, on n'imagine pas une situation semblable entre le Québec et le reste du Canada. Aussi longtemps que les rapports de force qualifieront exclusivement la praxis politique, les alliances, les partis et les conventions politiques commanderont toujours une méfiance chez les partenaires plus faibles. [63] Ceux-ci craindront non pas de céder une part de leur autonomie, mais plutôt de sacrifier leur entité en son entier, au profit d'un centralisme camouflé, aux mains des plus forts. Est-ce mieux que le souverainisme protectionniste et replié sur lui-même ? Des fédérations politiques, dans le monde, connaissent actuellement beaucoup d'échecs et même des génocides tragiques, peut-être à cause d'une schizophrénie qui creuse le divorce entre l'idée juridique et les pratiques effectives, entre l'affirmation abstraite des solidarités nécessaires et les rapports réels de domination. Même dans le cas de réussite globale chez de grandes fédérations, on constate de terribles inégalités sociales, ethniques, raciales, économiques et politiques. Sans doute trouve-t-on des cas semblables en régime unitaire. Mais cette situation est plus grave dans un fédéralisme qui s'est construit « officiellement » pour surmonter ces profondes disparités. La déception est d'autant plus cuisante. Si bien que les fédéralistes lucides et honnêtes de

notre milieu francophone commencent à dénoncer l'imposture grandissante des politiques centralisatrices du gouvernement fédéral et de ses fréquents recours à des pressions inadmissibles, à des subtilités juridiques pour dominer les membres récalcitrants de la Fédération.

Au bilan, nous comprenons mieux qu'au-delà des structures, il y a ici un modèle qui implique des formes particulières de solidarité. Si le mode fédéral n'a pas d'enracinement dans la quotidienneté, dans les styles de vie, dans les mentalités et les comportements ordinaires, ses visées deviennent abstraites et ses pratiques en portent à faux. Les intentions généreuses, pluralistes, égalitaires du début sont alors démenties effectivement par des attitudes et des politiques de domination.

Nous n'insistons pas sur l'aspect politique, parce que nous aurons à y revenir dans notre étude sur le développement. Nous voulons retenir ici des enjeux plus près de la quotidienneté et des possibilités d'action des citoyens.

Des expériences à poursuivre

Le modèle fédératif est porteur d'une dynamique propre qu'il faut bien dégager. Essayons de la cerner dans l'exemple majeur que nous retenons, à savoir l'action sociale en matière de consommation. Depuis quelques années, de nombreuses initiatives voulaient répondre à des problèmes concrets de consommation, de crédit, de budget, etc. Les services s'ajoutèrent les uns aux autres, et cela dans divers organismes gouvernementaux, syndicaux, populaires et autres. À côté des politiques sociales de sécurité du revenu, il y avait l'action des [64] caisses populaires, des caisses d'économies, des A.C.E.F., des offices de protection du consommateur. Comme nous l'avons vu, ce sont les A.C.E.F. qui ont tenté d'établir une première convergence systématique des efforts des uns et des autres. Dans différentes régions, elles portaient des moteurs sociaux les plus dynamiques pour fédérer dans des objectifs communs des actions jusque-là dispersées. Elles offraient ainsi une plate-forme à la fois très près des milieux de vie et assez large pour embrasser le champ visé. Mais une telle entreprise restait limitée dans ses possibilités financières et administratives. Beaucoup de régions n'étaient pas touchées. Plusieurs se tournèrent

vers l'État pour que celui-ci élabore des politiques sociales de soutien. Ainsi le Bill 65 vient répondre à ce besoin de fédérer sur une base plus large, dans toutes les régions, un ensemble d'interventions sociales coordonnées, démocratiques. C'est dans les offices régionaux d'affaires sociales (ORAS) que prendraient corps les différentes mesures de sécurité du revenu et les objectifs visés par les organismes précités. Or, d'aucuns s'interrogent sur le danger de compromettre la dynamique fédérative d'en bas si l'État devient l'entrepreneur principal et décisif de tout regroupement de forces sociales. On sait que les ORAS risquent de devenir rapidement de lourds appareils bureaucratiques, contrôlés par une lointaine autorité ministérielle à la fois politique et technocratique. Cette crainte s'inspire des difficultés du même genre qu'ont fait naître les politiques centralisatrices du ministère de l'éducation. On voudrait, particulièrement dans le domaine social, une approche plus soucieuse de partir des situations vécues, des dynamismes existants ; une approche plus démocratique, plus communautaire, plus personnalisée ; une approche de déconcentration administrative et de décentralisation politique (qui dépasse les vagues statuts de consultation). N'est-on pas ici dans un domaine où les réponses locales et régionales seront plus réalistes, si elles sont apportées surtout par ceux qui vivent des besoins et des problèmes sociaux toujours particularisés ? Rien n'empêche l'État de formuler des normes et des indicateurs en fonction de l'ensemble de la société avec son potentiel et ses objectifs de court terme et de long terme. Pour une planification globale, il n'est pas nécessaire de tout téléguider à partir du centre gouvernemental. Il peut très bien exister des délégations de pouvoir qui permettent à des organismes et à des agents régionaux ou locaux une réelle responsabilité administrative, et même politique (gouvernements régionaux).

Il y a donc un double mouvement fédératif possible, en l'occurrence ; fédérations du type A.C.E.F. ou du type ORAS. Inutile de dire que ces deux mouvements, l'un d'en haut et l'autre d'en bas comme accent [65] prioritaire, ne se complètent ni ne s'harmonisent dans l'esprit ou la pratique de la plupart des citoyens et des agents institutionnels. On y voit deux démarches opposées, parallèles ou divergentes. L'une pas assez démocratique, l'autre pas assez efficace. Sans compter l'ambivalence qu'on ressent devant tout élargissement et rendurcissement : des structures (celles de la base ou celles des instances supé-

rieures). On veut et ne veut pas presque en même temps de fortes structures. On les critique et on s'obsède sur elles pour trouver une issue à telle ou telle impasse.

Or, il y a dans la pratique fédérative une composante importante, a savoir : une structuration plus ferme et plus articulée des diverses forces institutionnelles et des différents dynamismes vitaux d'un champ humain de vie ou d'activité. Dans cette ligne de pensée, on peut se demander si le recours automatique à l'État pour élaborer des politiques, coordonner des programmes, planifier des tâches et créer de nouveaux organismes à peu près dans tous les domaines, rejoint vraiment la visée démocratique. Pourquoi la bureaucratie étatique devrait-elle « organiser » les moindres réseaux institutionnels que la vie s'est donnée ? Certains raisonnent comme si de grandes politiques sociales exigeaient l'omniprésence et l'omnipuissance de l'État. Pourquoi, encore, certains réseaux vastes et solides, tissés par une longue expérience ne serviraient-ils pas de départ, de point d'appui et même de maître d'œuvre ?

Ici, notre exemple privilégié remonte en surface. Il existe au Québec un ensemble fédératif de caisses populaires qui couvre tout le territoire. Voilà un dynamisme historique, bien enraciné, démocratique et capable d'initiatives d'envergure et efficaces. La population du Québec a canalisé plus de deux milliards d'épargne dans cette fédération. Il est temps que les caisses populaires débouchent sur des interventions plus larges et plus systématiques dans le domaine du développement social et économique. Elles restent encore bien timides dans le secteur de la consommation. Beaucoup de luttes et d'initiatives nées en dehors d'elles, avec les moyens du bord, auraient eu peut-être un impact autrement plus étendu et profond dans la sphère économique. Une A.C.E.F. diffusée, animée, appuyée par la fédération des caisses populaires et ses innombrables cellules locales, verrait, du coup, une possibilité d'atteindre ses objectifs généreux mais trop lourds, en matière de protection et d'éducation des consommateurs. Une telle perspective prolonge les sources idéologiques de la fondation du mouvement Desjardins. Il est étrange que les responsables actuels restent [66] « sur la réserve ». Est-ce parce que toute expérience

fédérative ne vaut que dans sa phase initiale, où les vrais besoins et réponses sont partagés, les intentions et les dynamismes de la vie assumés, les diversités respectées ? Il y a un aspect inventif, ouvert et fécond dans le modèle fédératif. Mais le gigantisme l'étouffe souvent.

[67]

4. Les modèles multi-dimensionnels

[Retour à la table des matières](#)

La critique sociale radicale a entrepris de démystifier l'unidimensionnalité de l'homme et de la société technologiques actuels. Enfermement politique, discours clos, contrôle unilatéral, réification de l'univers humain, ékonomisme monolithique, rendement purement quantitatif, moule social unique, nivellement des cultures et des sous-cultures, etc. C'est par là que prennent forme la pensée et les comportements unidimensionnels. Cette critique n'a pas débouché sur des praxis capables de traduire la multidimensionnalité de l'homme culturel, économique et politique, de l'homme tout court avec ses valeurs transcendantes, ses impondérables mystérieux, ses multiples cheminements de pensée, d'action et de vie, ses formes très riches de liberté, de créativité, de solidarité et de responsabilité.

Une première révolution est en train de naître dans le monde de l'éducation. Elle tente de faire éclater la mono-culture dominante et ses structures correspondantes. Elle véhicule de façon au moins latente un nouveau modèle de société, un nouveau type d'homme. Nous allons nous attacher à une expérience qui prolonge les premiers efforts accomplis en divers milieux. Il s'agit du *projet multi-média* de formation pour le développement des ressources humaines du Québec. On sait que l'expérience-pilote TEVEC au Saguenay - Lac Saint-Jean avait déjà ouvert la voie, de même TELEKOLLEG en Bavière, *The Open University* en Grande-Bretagne, et d'autres formules de ce type au Japon, en France, au Sénégal et en Pologne.

Genèse du projet

Il est important, au premier abord, de retracer la genèse immédiate de ce projet québécois. Quatre expériences l'ont précédé : opération-départ de la Province, opération-départ de Montréal, opération Sésame, opération Tevec. Voici quelques jalons essentiels de cette évolution.

- D'abord un inventaire systématique des besoins et des ressources disponibles, et découverte de l'inadéquation tragique des moyens utilisés pour la promotion individuelle et collective d'une large couche de la population, pour le recyclage et le reclassement, pour l'éducation permanente.

- Recherche fondamentale sur la démarche elle-même de l'acte éducatif dans la société urbaine contemporaine.

[68]

- Investigation sur les divers outils pédagogiques possibles.

- Expérimentation dans trois lignes principales : l'animation, les méthodes actives et la dynamique de groupe. D'où un progrès évident quant à la connaissance des centres d'intérêt d'adultes de différents milieux, des interactions multiples au niveau même des communautés. D'où, aussi une remise en question des contenus traditionnels et modernes du monde scolaire.

- Première tentative (Tevec) de combinaison de plusieurs média : principalement la télévision, la radio, le cours par correspondance, le centre de révision, le téléclub, la visite à domicile, l'animation sociale. Mise à profit des énergies, des aspirations et des ressources de la population de toute une région.

- Renouvellement des contenus de formation à la lumière des données socio-culturelles, économiques et psycho-sociologiques des espaces humains visés ; ce qui implique une participation diversifiée de la population.

- Prise de conscience du sous-emploi des moyens puissants d'ordre technologique, d'ordre psycho-pédagogique et d'ordre sociologique de la société moderne, particulièrement dans le domaine de l'éducation.

- Vérification positive de la capacité de la personne et des groupes à *s'auto-éduquer* à partir d'une diversité d'environnements éducatifs et aussi à même les dynamismes culturels et sociaux des vécus.

- Implication des organismes publics et privés de tout un ensemble géographique.

Voyons maintenant de plus près les composantes essentielles du projet multi-media lui-même.

Composantes du projet

L'utilisation concertée des média technologiques (radio, télévision, ordinateur, etc.) et des média socio-pédagogiques (animation pédagogique, dynamique de groupe, stages, etc.) est porteuse d'une vision différente de l'éducation, mais aussi de la société et de l'homme lui-même. Le système multi-média est un « communicateur » polyvalent qui sert d'instrument pour « susciter, multiplier ou accélérer les communications de la personne avec son propre moi, avec les autres personnes et avec la totalité de la réalité qui lui est proposée ». Au-delà de l'instrumentation s'exprime une philosophie sociale qui place la personne au centre du système, une personne considérée comme un être enraciné dans un environnement et une histoire. Les artisans du projet retiennent quatre caractéristiques de ce modèle pédagogique.

[69]

- *L'empathie* se mesure à la sensibilité de tous les éléments du système (média, personnel, contenus de formation, méthodes pédagogiques, etc.), et conséquemment, du système dans son ensemble, au cadre de référence et au cadre d'existence des personnes à qui il s'adresse. Par *cadre de référence*, on entend tout ce qui est intimement relié à la vie intérieure de la personne : valeurs, idées, opinions, représentations, aspirations, etc. Par *cadre d'existence*, on veut signifier l'environnement physique et social, les conditions matérielles de vie, les

groupes et institutions d'appartenance, les événements proches ou lointains, qui rejoignent la personne d'une façon ou l'autre. Cette empathie cherche à respecter besoins et attentes, se branche sur les longueurs d'onde du milieu, se laisse inspirer par les participants eux-mêmes.

- *L'éducativité*, c'est-à-dire cette qualité en vertu de laquelle dans tous ses aspects (contenus, organisation, administration, etc.) et de manière continue, un système de formation offre à la personne... des occasions d'information, de compréhension, de remise en question, de participation et de croissance. Ce qui présuppose un système ouvert et dynamique, capable de favoriser la remontée des richesses potentielles et des forces latentes de développement d'un milieu humain donné. Les processus stéréotypés d'apprentissage dans l'éducation traditionnelle allaient en sens contraire de cette orientation.

- *L'accessibilité*. Elle tient au fait que toute personne (ou tout groupe de personnes) peut participer selon le maximum de ses possibilités et de ses désirs à un système de formation, indépendamment de son âge, de son sexe, de son emploi, de son origine raciale, de son statut social et professionnel et de sa scolarisation antérieure.

- *La conductivité*, la qualité par laquelle un système de formation offre diverses possibilités de cheminement à la personne qui y est engagée... et qui en offre même de plus en plus au fur et à mesure que la personne se développe.

Les objectifs

Les besoins qu'on veut couvrir expriment l'amplitude du modèle.

- capacité à effectuer un travail rémunérateur avec efficacité et créativité ;
- habilité à comprendre son comportement, celui des autres et du milieu ;
- connaissance de l'environnement et des réalités sociales, économiques et politiques de la société contemporaine ;

[70]

- maîtrise des gestes et des attitudes requis dans les diverses situations de la vie quotidienne, des modes et des codes de communication, des formes de vie sociale et des modèles de développement ;
- aptitude à donner sens et cohérence à son existence personnelle et à la vie collective, etc.

On peut se demander si, en définitive, les artisans du projet ne visent pas à re-façonner la société à partir d'un modèle neuf d'éducation à la mesure de toute la collectivité et de ses diverses dimensions. Ils font leur, l'affirmation de F. Harbison :

« Dans toutes les sociétés modernes, on développe les ressources humaines aussi bien pour des buts sociaux et politiques que pour des buts économiques. En fait, le développement des ressources humaines est une fin en soi. »

Or, l'éducation permanente apparaît ici comme l'axe central du développement des ressources humaines et même de leur utilisation.

On s'en rend compte quand on évalue les exigences posées pour la réalisation du projet :

- mobilisation de la plupart des ministères, des organismes gouvernementaux, et d'une foule d'autres organismes ;
- utilisation de toutes les ressources éducatives existantes ;
- à long terme, organisation à la fois régionale et centralisée à la mesure de toute la population.

L'expérience du projet multi-média est en cours, mais ses premières dimensions ont subi de fortes réductions. Ce qui ne l'empêche pas de contenir en germe un nouveau modèle social dans le monde du développement.

Aspects positifs

D'abord un décloisonnement des institutions et des rôles, qui peut permettre de dépasser sans les renier, la spécialisation et la segmentation des activités et des expériences de l'homme urbain. La personne est considérée dans sa totalité vivante et dynamique, en relation avec son milieu et ses solidarités primaires. Le projet opère une première réconciliation, ou plutôt une véritable dialectique entre les structures et la vie. On sait que le divorce de ces deux pôles a pu faire naître ce qu'on a appelé dans nos milieux : « la révolution culturelle ». Les modèles nouveaux tout autant que les modèles anciens ont connu des rejets violents parce que les hommes y trouvaient de moins en moins [71] leur quotidienneté. En éducation, il manquait un minimum de continuité entre la pédagogie formelle et les modes extra-scolaires de connaissance et d'expérimentation. Et les réformes récentes ont failli tant au plan de l'individualisation qu'à celui de la socialisation. On avait négligé de préciser les contenus et les objectifs pédagogiques des nouvelles structures, les dimensions affectives, culturelles et communautaires des participants. Évidemment, une technocratisation aussi poussée unilatéralement ne pouvait durer longtemps dans le champ humain par excellence que doit être l'éducation, dans ce monde des jeunes en pleine mutation socio-culturelle.

On comprend alors l'audience des néo-utopistes de l'éducation (Illich, Erikson et autres) qui plaident pour la création de nouveaux modèles selon des perspectives inédites, pour l'instauration de rapports plus articulés de la formation intellectuelle, affective, sociale, économique et politique, pour l'alternance des expériences de vie, du travail et de l'étude, pour une insertion vitale dans l'environnement physique et social, pour une participation dynamique à des projets civilisateurs de développement. Au fond, qu'est-ce que la société actuelle apporte comme motivations déterminantes à celui qui investit une longue partie de sa vie dans les études ? Il était donc temps d'envisager l'éducation dans une perspective de modèle social multi-dimensionnel dans le temps et dans l'espace. Mais c'est peut-être le défi de l'éducation permanente et de la formation des adultes, qui va susciter une éducation plus réaliste et plus féconde. En ce dernier domaine, on ne peut se

permettre de trop grosses erreurs ou illusions. Les échecs sont plus apparents et rapides. Voilà pourquoi le projet multi-média nous apparaîtrait comme un phénomène de pointe qui dépasse les frontières scolaires ou éducationnelles. Si ses artisans vont au bout de leur démarche, ils nous feront peut-être déboucher sur des modèles neufs de développement social, économique et politique. Mais de telles perspectives comportent un envers. Une expérience récente va nous éclairer.

« L'opération renouveau » dans les écoles de milieux défavorisés à Montréal est grosse de leçons précieuses. Certaines critiques assez justes se sont fait entendre, mais elles ne s'adressent peut-être pas aux vrais responsables. Peut-on demander aux agents scolaires de régler le formidable défi des nouvelles formes de sous-développement urbain ? Le projet cherchait à rejoindre les racines sociales et les conditions d'existence des zones grises. Mais il faisait reposer sur les administrateurs, les professeurs et les autres agents internes un ensemble de responsabilités qui les débordaient de toute part. Déjà, des contacts [72] plus suivis avec les forces vives des quartiers auraient permis une stratégie pédagogique plus réaliste. Mais encore ici, on ne pouvait tout faire à la fois dans cette première phase de structuration interne. Rien n'empêche, dans un second temps, de situer une telle initiative, dans un ensemble plus large d'interventions où toutes les instances concernées s'imbriqueront de façon plus coordonnée et dynamique.

L'école seule ne saurait répondre aux problèmes humains de toute dimension, surtout quand il s'agit de causes socio-économiques, culturelles et politiques qui lui échappent en bonne part. Elle en est plutôt la caisse de résonance. L'absentéisme, le retard mental, l'indiscipline, l'abandon prématuré, l'échec fréquent sont autant de phénomènes d'une désintégration sociale, beaucoup plus profonde. Mais nous serions injustes de ne pas reconnaître des points marqués par une telle expérience. Celle-ci a provoqué un premier éclatement d'un cadre scolaire rigide et monolithique. Elle a obligé les uns et les autres à repenser le rôle de l'école en fonction des milieux où elle est implantée, à revoir les stéréotypes d'évaluation des contenus et des méthodes, à remettre en question l'homogénéisation des « normes moyennes » qui servaient de cadre de référence pour juger du rendement scolaire, du style d'éducation et des objectifs habituellement poursuivis. Tout cela reste bien tâtonnant, surtout au chapitre de l'implication des professeurs, des milieux concernés, de la population en général. Mais, il

faudrait être nihiliste, ou à tout le moins, mesquin, pour ne pas voir dans ce premier coup de rein, une timide percée vers de nouveaux modèles sociaux en éducation et même dans des espaces humains plus larges.

Le projet multi-média comporte des problèmes et des solutions semblables, mais sur une plus vaste échelle. Il veut atteindre les racines sociales les plus profondes, mieux articuler formation et emploi, mobiliser toutes les forces vives d'une population. Il remet en cause, au moins indirectement, les critères habituels de notre système d'éducation, par exemple le diplôme officiel, les équivalences, les normes d'évaluation, les exigences de scolarité, etc. Il veut être accessible à tous, et rejoindre les gens dans leurs milieux de vie (pensons ici aux problèmes d'horaire et de distance, qui excluent une bonne part de la population).

Mais plusieurs s'interrogent sur « ce corps étranger » dans le système actuel. Les agents institutionnels des secteurs connexes au projet se sentent menacés. Les étudiants-adultes renoncent difficilement au diplôme classique, à moins de politiques très claires du gouvernement et des centres d'embauche. Les fonctionnaires de différents ministères [73] pressentent un grand dérangement. Certains hommes politiques ne tiennent pas à remettre aux groupes de citoyens touchés par multi-média un pouvoir décisif qui pourrait avoir d'énormes répercussions politiques, étant donné le contenu et les méthodes du projet. Par ailleurs, un fort contrôle gouvernemental permettrait d'utiliser d'une façon ou l'autre cette énorme force d'encadrement. Les controverses récentes indiquent déjà une prise de conscience du « gros jeu » engagé dans cette affaire. Toutes les ambiguïtés de la participation se trouvent poussées ici à leur limite. Par exemple, la recherche d'une implication large et profonde de la population est grosse de conséquences politiques ambivalentes. De part et d'autre, on passe de la méfiance aux grands espoirs et vice-versa, et cela pour des raisons bien différentes. Essayons donc de préciser les principaux aspects critiques.

Aspects critiques

D'entrée de jeu, nous songeons aux énormes contraintes qui sont laissées en veilleuse. Contraintes des vieilles habitudes encore profondément enracinées. Contraintes des structures en place et des lourds investissements déjà engagés. Contraintes de pouvoirs qui se sentent menacés dans leurs intérêts. Contraintes de notre faible potentiel économique et des lourds sacrifices consentis par la population, etc. Le monde de l'éducation et ses principaux agents ont l'idéalisme facile. Ils constituent une sorte d'en soi auto-suffisant qui ne connaît pas les résistances et les concurrences des institutions économiques, par exemple. De plus, on n'oubliera pas impunément qu'il s'agit du lieu privilégié où s'exprime un conflit inédit de générations.

Pour la première fois peut-être, les enjeux socio-économiques et politiques envahissent l'école et prennent par surprise des éducateurs peu préparés pour la plupart à situer leur rôle dans l'ensemble complexe de la cité et de son évolution précipitée. Combien comprennent vraiment la mutation d'une éducation conçue non comme une étape dans l'existence humaine, mais comme une dimension de toute la vie, de toute la société ? Ce qui change radicalement le modèle social, tout en lui donnant une tout autre amplitude. Le facteur culturel précède, accompagne et dépasse tous les autres. Il devient lui-même polyvalent et multidimensionnel. Il donne un visage à de nouvelles manières de penser, de vivre et d'agir ensemble. Il s'avère le premier dynamisme ou le premier obstacle sur la voie du développement, bien au-delà des questions de capital et de techniques. Autant de raisons pour en faire un axe privilégié dans la construction de la société de demain. Et [74] qui sait si le monde de l'éducation n'a pas désormais cette fonction utopique de devancer l'évolution sociale, après l'avoir suivie avec d'énormes retards. À y regarder de près, aurions-nous oublié que toute éducation est d'abord prospective !

De façon plus immédiate, nous pourrions reprocher au projet multimédia certaines faiblesses qui compromettent la portée de ce nouveau modèle social. D'abord une philosophie personnaliste assez vague et un manque d'enracinement dans les particularismes socio-culturels et socio-économiques des milieux visés. Étant donné qu'on

s'intéresse d'abord aux couches populaires, il aurait été plus sage de mieux mettre à profit les dynamismes sociaux qui s'y trouvent. Peut-être aurait-on découvert le danger de certains postulats idéologiques de type libéral, de certaines projections de classes moyennes, ou encore de contrôle technocratique concentré dans les mains de quelques experts. L'obsession du rattrapage scolaire risque de tuer la créativité culturelle propre de ces milieux de vie et de masquer des enjeux sociaux, économiques et politiques déterminants. L'homogénéisation des besoins et des fins ramène les démarches à l'adaptation au système libéral de promotion individuelle, à l'intégration au système actuel de consommation. Tout l'impact critique de la dépendance est noyé dans un mécanisme subtil de promotion factice qui ne s'appuie pas sur une vraie politique de développement. La dépendance devient moins apparente, mais peut-être plus profonde, parce qu'on demande une foi aveugle en un moyen érigé en remède universel. De terribles frustrations peuvent en résulter. S'agit-il « d'ennoblir le chômage en le rendant intellectuel », d'assurer un simple apprentissage pour fonctionner avec des codes formels du système technocratique ou des régimes politiques actuels ? Comment ne pas craindre ici l'ornière des stéréotypes du savoir scolaire bien loin des vécus et de leurs dynamiques propres. Pourtant, les intuitions pédagogiques de multi-média devraient rencontrer les projets culturels, économiques et politiques qui émanent des communautés locales.

Cette dernière remarque nous incite, par-delà des critiques et des réticences compréhensibles, à collaborer à un tel tournant social de l'éducation. Le gouvernement a mis en plan un train de mesures assez limitatives (population sous-représentée), mais rien n'empêche les citoyens de faire vraiment leur un modèle social qui s'avère beaucoup plus près d'eux que ne le sont les modèles classiques. Une contestation de pur rejet condamne à la stérilité. Elle se fait elle-même hara-kiri ou se dilue dans le vide, dans la marginalité absolue, dans la révolte [75] sauvage sans but et sans point d'appui. Multi-média offre un terrain concret de confrontation et d'expérimentation, favorable à l'émergence d'un nouveau modèle social particulièrement dans le domaine culturel. Certains professionnels de la contestation semblent l'oublier et compromettent ainsi gravement les neuves possibilités qui s'ouvrent à des groupes de citoyens qui risquaient de demeurer dans l'impuissance la plus radicale. Pendant ce temps des pouvoirs et des intérêts privilégiés

utilisent à fond et à leur profit exclusif les ressources de notre société. Les couches populaires, acculées aux urgences du pain, n'accorderont pas la moindre crédibilité à ces idéologues du refus, bien payés souvent par l'État, le syndicat ou quelque autre organisme de la fameuse guerre contre la pauvreté.

Qu'on me comprenne bien, ces remarques veulent affirmer qu'il *faut tout faire* pour que *le centre de gravité passe du côté des citoyens*. Certains animateurs, particulièrement dans les zones grises de Montréal, ont prouvé la possibilité d'expériences positives en ce domaine. Ils jouent un rôle essentiel avec courage et lucidité. Je souhaite ardemment que leur travail avec le leadership populaire et les plus démunis ne soit pas compromis gravement par ceux qui ont renoncé à la démocratie et aux nécessaires cheminements de la conscience et de l'action politiques d'un peuple adulte, maître de son destin. Au bilan, le projet multi-média veut dépasser un système d'éducation permanente conçu trop exclusivement comme une sorte de rattrapage ou de récupération scolaire. Ses artisans veulent éviter aussi les culs-de-sac des expériences récentes, à savoir la transposition dans le monde adulte d'une pédagogie, d'un cadre scolaire, d'un corps professionnel, ajustés d'abord au monde des jeunes. Indirectement et inversement, le projet peut refluer sur l'école actuelle pour en faire un milieu plus propice à la préparation d'un style d'éducation permanente. Est-ce que les jeunes de l'école d'aujourd'hui seront intéressés à poursuivre demain leur éducation permanente ? Multi-média nous apparaît donc comme un tournant très important. Il n'a pas fait encore de preuves décisives, comme nous le verrons dans la prochaine note. Mais, il véhicule une nouvelle philosophie sociale, du moins en germe, une nouvelle façon d'être présent au monde pour le prendre en main avec un meilleur équipement culturel surtout. Il vise des êtres capables d'assumer et transformer leur environnement, de « comprendre le jeu relatif entre l'évolution de la société et la leur propre », et même de riposter de façon intelligente, efficace, libre et créatrice. Qui sait si son succès ne pourrait pas amener des changements profonds au Québec, particulièrement au plan social et culturel, et peut-être même [76] à celui des pratiques politiques ? Mais, ne tombons pas à notre tour dans le mythe moderne de l'Éducation-panacée pour tous les problèmes.

Le projet multi-média prolonge en quelque sorte l'expérience Tevec dont nous avons parlé. Dans *Recherches sociographiques* (1, 1971), V. Ross et H. Tremblay font une analyse très intéressante de l'itinéraire suivi, précisément dans la perspective que nous avons retenue, à savoir l'émergence d'un nouveau type de modèle social. Leur objectif n'est pas le même que le nôtre, mais il peut servir de point d'appui à ce que nous avons tenté de montrer dans le chapitre précédent.

[77]

I. TEVEC, un système « multi-média » de communication éducative à l'échelle d'une région

L'objectif formel du programme expérimental de Tévec était de scolariser jusqu'au niveau de la neuvième année la fraction intéressée de la population adulte dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, au moyen d'un système de télécommunications *multi-média* transmettant des contenus scolaires réguliers (français, anglais, mathématiques) et des éléments de culture socio-économique centrés sur la région. Cet objectif formel de scolarisation se différenciait toutefois en sous-objectifs variés, dont la visée stratégique la plus lointaine était de stimuler la population adulte à participer aux conditions du changement et du développement social en la sensibilisant à une culture plus immédiatement articulée sur les réalités du monde contemporain. Dans cette perspective, l'action « scolaire » de Tévec visait donc à favoriser la transformation des attitudes, l'ouverture d'esprit, la « modernité psychologique », tout autant que l'acquisition systématique de connaissances dites « de base ».

Le programme de formation de 48 semaines a été réparti en deux principales étapes : de janvier à juin 1968 et d'octobre 1968 à juin 1969, alors qu'eut lieu la première session d'examens. Un programme spécial de récupération a été organisé entre octobre et décembre 1969, suivi d'une seconde session d'examens : ce fut la troisième et dernière étape du programme pilote.

On peut diviser les éléments du système *multi-média* de Tévec en deux catégories :

1° *Les moyens de télécommunication :*

- a) les cours télévisés quotidiens (diffusés par deux antennes dans la région) ;
- b) les émissions hebdomadaires *Télé-club* ;
- c) les documents d'accompagnement (diffusés par la poste) :
 - cours imprimés,
 - exercices pédagogiques,
 - questionnaires de recherche,
 - cartes IBM (*Sense-a-Mark*) à l'usage de la clientèle inscrite, servant à répondre aux questionnaires pédagogiques et de recherche.

2° *Les cadres formels d'accueil, d'amplification et de support de la communication dans le milieu :*

- a) la structure régionale de participation : comités locaux, comités de secteurs et comité consultatif régional ;
 - les télé-clubs : discussions de groupe, animées à partir de l'émission *Télé-club* et organisées par les comités locaux ;

[78]

- les centres de révision : classes ouvertes une fois par semaine pour discuter et résoudre avec des enseignants les difficultés rencontrées durant la semaine ; ils étaient suscités par les comités locaux et administrés par la commission scolaire régionale ;

- b) les centres autonomes : organisation spontanée d'un cadre d'entraide remplaçant, à la dernière étape, les centres de révision ; une équipe de dix animateurs pédagogiques était chargée de visiter périodiquement chaque centre formé sur la base de liens de parenté, 'amitié ou de voisinage ;
- c) les visiteurs à domicile : personnes-ressources employées pour supporter la participation et la motivation des personnes de 0 à 5 années de scolarité, durant la deuxième étape seulement.

Il n'est pas nécessaire de souligner longuement ici les caractéristiques majeures [que le lecteur aura déjà reconnues) du système mis en oeuvre par Tévec : informations transmises à distance et captées directement dans un cadre social organisé pour les relayer, les amplifier et les assimiler de diverses manières ; canaux de *feed-back* différé permettant à l'organisation centrale d'ajuster périodiquement certains aspects de son fonctionnement. Bref, un système de télécommunications visant un public régional, système organisé au niveau de la réception de manière qu'il fonctionne dans les deux sens.

II. Les processus de participation suscités par Tevec

1. Mobilisation de la clientèle : la campagne d'inscription

Une action organisée de communication qui se donne pour objectif de scolariser un public hétérogène à l'échelle d'une région doit d'abord « mobiliser » ce public, c'est-à-dire *le sensibiliser et l'inciter à accommoder ses attitudes et ses routines d'activités quotidiennes suffisamment pour intégrer parmi ces dernières une activité nouvelle : la participation régulière à un processus d'assimilation et d'utilisation d'informations éducatives télédiffusées dans le milieu. Dans cette perspective plus réaliste, la participation n'est pas seulement un effet mécanique et la communication reçue - d'emblée, elle « va à sa ren-*

contre » d'une manière active, soit pour la rejeter, soit pour l'assimiler à des routines de la vie quotidienne dans les micro-milieus.

Les opérations de la campagne d'inscription de Tévec ont suivi deux voies parallèles pour atteindre le public potentiel dans la région :

A - la *promotion publicitaire par les moyens de télécommunication* (télévision, radio, journaux) ;

[79]

B - *l'incitation personnelle directe*, d'une part, par l'équipe d'animation sociale dans le milieu, utilisant des rencontres de groupes (origine de la formation des comités locaux de la structure de participation) et des *média* imprimés de distribution locale (affiches, présentoirs, etc.) ; et, d'autre part, par des responsables officiels d'inscription (embauchés temporairement parmi les éléments de la population locale).

Dans la majorité des cas, les instruments de communication mis en oeuvre par l'opération publicitaire de promotion n'ont pas provoqué directement la décision des adultes de s'inscrire à Tévec. Au contraire, la décision de s'inscrire (ou non) était prise au terme *d'un processus informel de consultation, de délibération et même de négociation entre l'adulte intéressé et toutes les personnes qui, dans son entourage proche, se sentaient solidairement concernées par le bien-fondé ou les conséquences éventuelles de sa décision*. Dans ce processus induit d'influence (ou de contre-influence, selon les cas), déclenché en chaîne dans les micro-milieus, les leaders d'opinion (ou *opinion leaders*) semblent avoir joué un rôle *médiaire* important.

Ajoutons cependant à ce sujet que, du moins pour ce qui concerne la réception des messages publicitaires diffusés par Tévec, comparée à la réception des mêmes informations transmises par des personnes de l'entourage social proche, les télécommunications proprement dites semblent avoir atteint directement, dans l'expérience Tévec, une proportion de personnes relativement plus grande (du moins dans la population inscrite) que dans les études inspirées des recherches de Katz et Lazarsfeld. Cela est probablement attribuable à la grande intensité de la campagne de publicité de Tévec, combinée avec le caractère de

participation personnelle intense impliquée par la décision éventuelle de s'inscrire à l'expérience.

2. *Le maintien de la participation*

Pour soutenir cette participation à Tévec, deux forces complémentaires sont entrées en action : 1° les activités de la structure régionale de participation ; et, 2° les solidarités d'entraide dans le milieu social proche.

a) *L'animation sociale et la structure de participation.* Tévec, avons-nous dit, ne s'est pas résumé à être une expérience de télécommunications ; c'était aussi un réseau de comités à participation volontaire, composés principalement à la base (au niveau local) de personnes inscrites à Tévec. Quatre comités de secteur regroupant les comités locaux de chacune des quatre régionales scolaires et un comité consultatif régional complétaient le réseau de communication et d'animation mis en place par Tévec.

[80]

Sans faire une description détaillée du fonctionnement des mécanismes de participation instaurés par l'animation sociale, nous nous interrogerons ici principalement sur la nature des canaux de participation mis en place : en quel sens les actions engagées sous le signe de l'animation sociale ont-elles favorisé la participation à cette entreprise de scolarisation massive ?

Il faut d'abord rappeler les trois fonctions reconnues plus ou moins explicitement à l'animation sociale dans Tévec :

- mobiliser les ressources volontaires du milieu pour venir en aide aux adultes durant toute la période de formation ;
- représenter la population et la faire participer aux décisions relatives à la programmation et à l'organisation de Tévec ;
- contribuer à l'émergence d'une « conscience régionale » chez la population adulte du territoire.

Pour concrétiser ces fonctions, on peut énumérer les principales activités et opérations effectuées par la structure régionale de participation.

À la fonction de mobilisation pédagogique furent liés le centre de révision et le groupe de discussion télé-club. La formule du télé-club poursuivait deux objectifs, mais son but principal était la mobilisation pédagogique par le biais de la motivation de la clientèle : « Ce qui nous intéresse au premier chef dans la formule télé-club, c'est la participation des élèves réguliers au télé-club. Il s'agit là d'un *système d'auto-motivation* pour l'élève qui nous apparaît d'une remarquable efficacité (...) c'est l'utilisation immédiate et spontanée de connaissances récemment acquises, et, du même coup, la perception par l'élève de la dimension et de la valeur des connaissances acquises.

Par rapport à la *fonction consultative* (participation de la population aux décisions), il faut d'abord noter le rôle central joué par le Comité consultatif régional comme canal et comme lieu de délibération et d'échange d'informations et d'opinions concernant le déroulement du projet. À cet instrument permanent s'ajoutaient des opérations spéciales comme les trois congrès régionaux organisés par la structure de participation et la consultation systématique entreprise, à la fin de la première étape, auprès des membres de la structure de participation et d'une partie de la population pour obtenir leur avis sur plusieurs aspects de Tévec (les cahiers de doléances) et sur les sujets socioéconomiques à traiter dans les cours télévisés de la deuxième étape. Pour compléter le tableau, mentionnons qu'un bulletin de liaison a été publié pour faciliter les communications aux trois niveaux de la structure de participation.

Quant à la *fonction sociale* (émergence d'une conscience régionale), le groupe de discussion du télé-club en constituait la principale activité du point de vue de la clientèle, étant donné que son objectif second [81] consistait à « permettre, en plus de diffuser les informations et les pré-informations nécessaires à la compréhension d'un problème donné, la formation progressive d'opinions de plus en plus unifiées à propos d'une question ou d'un problème socio-économique et la discussion de ces opinions à l'échelle de la région (...).

Enfin, il faut faire état d'une opération dont les effets ont recoupé l'ensemble des fonctions mentionnées : les sessions d'initiation au travail de groupe. Ces sessions visaient à combler des besoins ressentis au plan des connaissances du fonctionnement technique d'un comité ou de l'animation d'un groupe.

On peut maintenant dégager, en quelques propositions, le sens de la participation praticable dans le cadre d'une expérience comme Tévec.

Premièrement, concernant la fonction collective assignée à l'animation sociale dans Tévec (émergence de la conscience régionale), il est bien évident que *Tévec n'a pas visé à réaliser une expérience systématique d'animation sociale au sens courant du terme, i.e.* un effort concerté pour créer une mentalité et susciter une action organisée de nature à favoriser directement un développement socio-économique.

La notion de participation associée à l'animation sociale s'apparentait beaucoup plus, dans le contexte propre de Tévec, à un moyen d'action qu'à un objectif stratégique à long terme poursuivi en tant que tel. Il existe donc une différence fondamentale entre l'animation sociale à Tévec et les expériences réalisées au B.A.E.Q. et en milieu urbain, où la valeur « participation » domine (v.g. les quartiers défavorisés de Montréal) ou coexiste avec d'autres objectifs.

Ce qui caractérisait le mieux la consultation telle que pratiquée à Tévec, c'était son identification à une source de feed-back d'une grande utilité pour le guidage du projet. Par ailleurs, ce *feed-back* a certainement fourni à la population une possibilité réelle de contrôle du projet.

L'animation sociale devait créer les conditions permettant à l'adulte d'« apprivoiser » la nouvelle situation d'apprentissage. On doit ajouter cependant que, malgré l'importance théorique accordée à cet objectif, les conditions nécessaires à une véritable expérimentation de l'action conjointe animation sociale/télévision éducative n'ont pas été réunies dans Tévec. On remarque, par exemple, une absence presque totale d'articulation, aussi bien théorique qu'opérationnelle, entre l'animation sociale et les autres équipes de travail de Tévec.

b) Le support de la participation : les solidarités d'entraide. La structure de participation décrite plus haut était un effort pour organiser, au niveau même de la population mobilisée par Tévec, des conditions et des cadres propices à une pleine exploitation autonome, par ce public, des avantages possibles des contenus culturels télédiffusés. Il était toutefois impossible - peu importe le mode d'organisation pratiquement concevable - de déconcentrer les efforts du réseau de [82] comités et des services de support jusqu'à un degré permettant d'assister et de soutenir utilement l'activité de formation des adultes là où cette activité se déroulait le plus souvent, c'est-à-dire au foyer.

Le soutien actif de la participation pédagogique quotidienne des adultes inscrits ne pouvait être le fait de la seule structure de participation animée par Tévec, mais fut le résultat continu des solidarités interpersonnelles activées dans leur entourage proche.

III. Remarques sur les participants

Les femmes de 25 ans et plus ainsi que les hommes de 55 ans et plus ont pu bénéficier davantage de l'expérience. La participation variait également selon chaque groupe d'âge. Tévec semble avoir été une expérience moins appréciée des jeunes adultes ; on pourrait s'interroger par ailleurs sur le degré d'adaptation du projet à cette catégorie de personnes.

Deuxièmement, l'influence secondaire du milieu de résidence demeure une tendance majeure à retenir. Tévec n'est donc pas un phénomène « rural » même si nous avons constaté l'enthousiasme du milieu rural pour des activités de type communautaire.

Enfin, le nombre d'années d'études complétées influence la participation, mais cette influence ne s'exerce pas de façon aussi marquée que prévue.

D'abord, la ligne de partage entre les adultes possédant déjà une neuvième année et les autres participants n'a pas constitué une coupure aussi profonde que nous incitait à le croire l'un des objectifs de Tévec, soit l'obtention d'un diplôme de neuvième année. Deuxièmement,

l'absence d'une différenciation prononcée entre les adultes peu scolarisés (cinq années ou moins) et ceux ayant de six à huit années de scolarité paraît assez étonnante si l'on se limite à considérer uniquement le besoin de scolarisation beaucoup plus aigu chez les personnes les moins instruites.

En réalité, le schéma d'ensemble que forment ces deux dernières tendances est tout simplement la résultante de deux facteurs continuellement présents en éducation des adultes : la fragilité des connaissances anciennement acquises et la situation particulièrement difficile des adultes les plus défavorisés au plan des habitudes scolaires. D'un côté, la forte participation des adultes ayant déjà une neuvième année s'expliquerait par l'expérimentation qu'ils ont faite, à l'occasion de Tévec, de la précarité de leurs connaissances antérieures. D'autre [83] part, la participation des adultes les moins scolarisés (participation « anxieuse » qui semble disproportionnée par rapport à leurs besoins) illustre bien la situation défavorisée d'adultes qui ne savent ni bien lire les documents proposés, ni prendre des notes de manière sélective, ni tirer parti pleinement de ce que les autres peuvent leur apporter.

IV. Les effets de la participation induite par le système « multi-media »

1. Les effets internes

a) Les bénéfices personnels pour les participants eux-mêmes dans leur micro-milieu. Les conséquences personnelles de la participation pédagogique peuvent inclure non seulement la maîtrise de codes culturels nouveaux pour comprendre un monde qui se transforme irréversiblement autour de soi, les connaissances acquises dans les disciplines de base et l'acquisition d'un diplôme de neuvième année, pour un certain nombre ; mais ces effets peuvent aussi se manifester au niveau des attitudes, sous forme d'une plus grande ouverture d'esprit, d'un accroissement dans les indices de « modernité psychologique », etc.

Par ailleurs, nous avons constaté - tel que prévu - que les changements d'opinion sur les réalités socio-économiques lointaines (v.g. le gouvernement, la planification régionale) étaient plus forts que les changements d'opinion sur les réalités plus proches de la vie personnelle familiale (v.g. le couple, la jeunesse).

Toutefois, ces thèmes plus centraux par rapport à la personnalité semblent avoir favorisé une participation dont les effets ont modifié en retour les relations interpersonnelles (les *patterns* de relations et de rôles) antérieures dans la vie quotidienne de ces groupes et réseaux. Nous savons encore peu de choses à ce sujet, car les analyses en cours ne sont pas terminées et nos études sont de toute manière incomplètes sur ce plan. Donnons simplement l'exemple des relations parents-enfants, qui semblent s'être améliorées dans un grand nombre de cas. Les adultes inscrits attribuent en effet à leur participation dans Tévec un plus grand rapprochement avec leurs enfants, du fait d'avoir partagé avec eux une expérience éducative semblable. Enfin, par contre-coup, ces effets induits ont sans doute également contribué à renforcer la participation elle-même, chez ceux pour qui l'expérience était favorable, les motivations tendaient au contraire, à s'affaiblir, conduisant plusieurs personnes à abandonner le programme de formation.

[84]

b) Les bénéfices retirés d'une adhésion à la structure de participation. D'une façon générale, il faut rappeler que les valeurs réelles promues par la structure de participation relevaient d'une *action éducative communautaire*. En plus d'amplifier les avantages d'une scolarisation se réalisant uniquement au foyer, la structure de participation a fourni un *cadre de socialisation* dépassant le stade des relations interpersonnelles spontanées pour englober une expérience de vie de groupe, le groupe organisé devenant alors le modèle de travail pour d'éventuels lieux de Participation liés au développement collectif.

D'une façon particulière, il nous faudrait relier ces bénéfices à chacune des activités majeures de la structure de participation. A titre d'illustration, faisons écho à l'influence des sessions d'initiation au travail de groupe. A la suite d'une évaluation de ces sessions, nous avons constaté qu'au-delà de l'acquisition, d'ailleurs assez mince, de techniques et de méthodes susceptibles d'améliorer l'efficacité du travail en

groupe, ces sessions ont surtout permis de libérer des capacités d'expression personnelle devant autrui, « d'oser enfin dire » ce pensaient et ce qu'ils constataient par eux-mêmes, éprouvant par leurs propres capacités avec étonnement. Un grand nombre de témoignages provenant des membres de la structure de participation indiquent le développement d'une capacité nouvelle de communiquer sans crainte avec d'autres personnes, le sentiment d'être « émergés à eux-mêmes », de s'être libérés d'entraves anciennes à l'expression personnelle et à la collaboration utile avec autrui. Sans aucunement exagérer la portée des effets de la participation à ce niveau, il est certain qu'elle a entraîné des bénéfices au plan personnel pour un nombre assez considérable d'adultes.

c) Les répercussions sur l'organisation de Tévec elle-même. Les effets à ce niveau ont consisté principalement dans les possibilités de contrôle et d'auto-correction dans les opérations, obtenues grâce à la participation des clients sous forme de communication en retour : courrier spontané, exercices pédagogiques, questionnaires de recherches, etc.

Ainsi, pour préparer la programmation des contenus socio-économiques de la seconde étape de Tévec, la structure de participation a procédé à une opération de consultation auprès de la population afin de mettre en évidence les besoins culturels éprouvés par les premiers intéressés en la matière.

Cette opération de revendication/contrôle/consultation, s'ajoutant à des séries de données analysées par la recherche, a permis à Tévec de modifier sa première programmation et ses modalités d'organisation et de communication sur plusieurs points importants.

[85]

2. Les effets externes

Nous nous contenterons ici de situer l'ensemble des effets possibles et probables de la participation à Tévec sur l'environnement social plus large.

Le palier le plus immédiatement perceptible est celui des associations volontaires qu'on peut regrouper ici sous deux types principaux : celles qui permettent la satisfaction d'un besoin de sociabilité et celles qui visent plus ou moins directement une action de transformation du milieu. Il serait donc intéressant de suivre la participation des membres de la structure à des associations selon la prédominance de l'une ou l'autre des caractéristiques mentionnées. Une étude est d'ailleurs en cours qui se propose d'analyser ces phénomènes d'une façon particulière.

Deuxièmement, il faut considérer la participation de forme plus institutionnelle : conseil municipal, conseil scolaire, partis politiques, etc. Dans cette optique, on pourrait distinguer entre deux degrés d'implication : la recherche accrue d'information sur les activités de ces institutions et un comportement « militantiste » plus accentué.

Enfin, il faut signaler les formes nouvelles de participation requises par des actions de développement fondées sur la concertation et sur la planification. À cet égard, il convient de noter la question des répercussions probables de Tévec à moyen et à long termes. L'animation sociale à Tévec a rendu possible une discussion étendue et suivie des problèmes socio-économiques de la région (dans une mesure moindre que prévue), ce qui constitue une préparation non négligeable à l'accueil de tout projet directement orienté vers le développement régional. A long terme, dans le cadre même de nouveaux projets de développement, il faut envisager l'influence de Tévec dans les deux directions suivantes :

1° *la formation d'une meilleure compréhension de l'époque actuelle, en contribuant à atténuer la résistance au changement, est de nature à favoriser le développement communautaire ; et mettre les adultes en position de parvenir à une compréhension supérieure de leur milieu, et par conséquent d'eux-mêmes, était vraiment l'objectif de la dimension socio-économique de Tévec ;*

2° Il n'est pas exclu que l'expérience de participation vécue par quelques centaines de personnes au sein de la structure de participation ait exercé une influence positive sur *le façonnement des modalités nouvelles de participation* associées à la mise en branle d'un développement socio-économique « programmé ». Nous sommes ici en pré-

sence de l'influence de Tévec en termes d'action culturelle, provoquant la création de nouveaux modèles socio-culturels de transformation de la société.

[86]

V. CONCLUSION

Nous allons simplement souligner, en conclusion, l'importance de certains aspects critiques des systèmes de télécommunications en relation avec la participation.

a) Il est important d'explorer davantage l'ensemble du processus de mobilisation de divers publics à tous ses niveaux : télécommunication, organisation déconcentrée, amplification sociale et contrôle normatif dans les micro-milieus, première décision individuelle, phase d'exploration critique, seconde décision de participation ou de retrait, etc.

b) Les systèmes *multi-média* munis de canaux de rétroaction semblent présenter des avantages certains, pour mobiliser et maintenir la participation d'un public à une programmation de contenus « sérieux » ou « exigeants » au plan culturel, par comparaison avec les systèmes de télécommunications à sens unique. Il est donc important de bien organiser et de contrôler, dans la mesure du possible, ces moyens de communication en retour (*feed-back*) à l'usage des destinataires d'un système de télédiffusion.

c) À mesure qu'on introduira des systèmes de télécommunications visant à stimuler la participation et utilisant des techniques de plus en plus évoluées, il sera important que des Programmes de recherche soient conçus pour mieux connaître la nature et le degré des changements que la mobilisation entraîne dans les routines de la vie quotidienne, selon les divers publics touchés (selon le milieu socio-économique, selon le genre d'occupation professionnelle, selon le niveau scolaire et culturel, etc.). Il sera alors possible de planifier l'introduction des nouveaux systèmes socio-techniques de manière à ne pas noyer les capacités concrètes de participation des divers publics utilisateurs.

d) Il faudra programmer des recherches permettant de déterminer, quantitativement et qualitativement, la portée à long terme de la participation stimulée par des systèmes *multi-média* et en particulier de son extension aux processus socio-culturels et politiques plus larges.

[87]

5. Les modèles communautaires polyvalents

[Retour à la table des matières](#)

Depuis quelques années, des institutions sociales ou religieuses, des mouvements populaires ont mis sur pied des centres communautaires qui semblent avoir des visées communes. D'abord offrir un pôle d'attraction, d'identification et d'intégration pour des communautés locales ou des quartiers. Regrouper des services dispensés ou parallèles, et des activités complémentaires. Éviter des investissements inutiles ou dédoublés, par une organisation plus fonctionnelle des ressources matérielles et humaines. Aménager un carrefour ouvert aux rencontres, aux échanges, aux initiatives des uns et des autres. Renforcer la qualité d'appartenance et de solidarité des citoyens du secteur touché.

Parfois on a créé ces centres de toute pièce grâce à des subsides gouvernementaux, mais le plus souvent, on a aménagé, dans une perspective de polyvalence, des institutions qui, jusque-là, n'exerçaient qu'une seule fonction.

- Voici *une école primaire* plantée au cœur d'un quartier. La nouvelle pédagogie avait commandé une construction très souple avec cloisons mobiles et multifonctionnalité des locaux. Une association de quartier présente un projet d'utilisation maximale du lieu en vue d'un centre communautaire. Peu à peu l'école devient une véritable ruche où se déroulent des activités culturelles, sociales, religieuses et autres. Le peu d'investissement nécessaire permet de concentrer l'attention sur les personnes et la communauté elle-même, sur l'animation et l'organisation des groupes intéressés par telle ou telle initiative. Les charges administratives ne sont pas trop lourdes ni les structures trop pesantes ; ainsi a-t-on évité les obsessions du « béton » qui ont coûté

tellement cher dans le passé. Les grosses boutiques donnent une première impression de sécurité, mais elles étouffent vite la participation spontanée et gratuite ; elles refroidissent la chaleur nécessaire à toute vie communautaire ; elles exigent un entretien dispendieux et une forte équipe de permanents ; elles mobilisent beaucoup d'énergies des participants pour le fonctionnement des structures ; et alors la vie communautaire passe au second plan. Il reste de moins en moins de temps pour la créativité sociale, culturelle ou autre.

- *Certaines églises paroissiales et certains gros presbytères* (de chrétienté) ont été transformés en centres communautaires. Parfois les nouvelles constructions religieuses ont été directement conçues en ce sens. La fonction culturelle prend place parmi d'autres d'inspiration sociale. Notons en passant le sous-emploi époustouflant de ce réseau [88] extraordinaire d'édifices religieux que l'on trouve au cœur de toutes les communautés de notre société. La collectivité a investi ici des ressources énormes. Or, on calcule que plus de trente pour cent des paroisses n'arrivent pas à financer leur administration courante. Indépendamment de toute option religieuse ou areligieuse, il faut situer ce problème dans les conjonctures d'une société peu riche qui se doit d'utiliser au maximum ses ressources collectives. C'est un non-sens social, économique, politique et même religieux que de maintenir passivement de tels éléphants blancs. Il ne s'agit pas de renflouer une Église menacée, mais de réorienter fondamentalement ce lourd capital humain et matériel. Cela concerne tout citoyen croyant ou incroyant, et aussi les autorités tant civiles que religieuses. Osons espérer que les pasteurs et les communautés chrétiennes sauront prendre les devants avec un esprit de service désintéressé et fécond. Les modèles communautaires polyvalents offrent une issue encore peu explorée, même si l'interdépendance des besoins et des services apparaît de plus en plus évidente.

- *La Maison du Quartier* présente un troisième type d'expérience. Voici une brève description que nous tenons des responsables eux-mêmes :

La Maison du Quartier est un centre social et communautaire implanté dans la zone centre-sud de Montréal.

L'orientation du centre, son objectif immédiat et à long terme, est de « contribuer à promouvoir le développement social et communautaire du quartier » - en l'occurrence la zone centre-sud. Nos efforts tendent spécialement à « contribuer » à la promotion du développement des ressources humaines de ce quartier. Cela suppose que La Maison du Quartier souhaite travailler avec les organismes pour atteindre progressivement cet objectif.

Cette orientation se concrétise par une volonté plus nette de *travailler à l'échelle du quartier*

- avec les citoyens qui veulent se regrouper autour des questions touchant leur milieu, qu'il s'agisse du domaine scolaire, récréatif ou social.
- dans un programme d'animation qui rejoindra les gens sur leur propre terrain, en des lieux de rencontre choisis avec eux,
- dans l'organisation d'une « salle ouverte » pour favoriser des rencontres informelles propices à l'échange, au loisir ; pour permettre [89] à des individus d'exprimer leurs besoins et leurs aspirations ; pour mettre à la portée des citoyens une information pouvant accroître leur participation à la vie du quartier,
- dans la mise sur pied de cours, de rencontres, pour promouvoir le développement des personnes, leur appartenance à un groupe, puis l'insertion de ce groupe dans le quartier,
- par la promotion de rencontres inter-groupes, tant chez les adultes que chez les jeunes,
- par une action mieux articulée avec les organismes oeuvrant dans la zone.

Les animateurs permanents de la Maison se proposent de promouvoir ces politiques dans les deux secteurs d'activité de la maison à savoir :

- secteur éducation populaire
- secteur action collective

La Maison du Quartier est un organisme subventionné par La Campagne des Fédérations du Grand Montréal et une institution affiliée à la Fédération des Oeuvres de Charité Canadiennes-Françaises depuis l'obtention de sa charte, au printemps 1970.

Il ne s'agit pas ici d'un vaste complexe où se regroupent, pour un meilleur service à la population, plusieurs services communautaires tels que église, agence de service social familial, centre de loisirs, bureaux de bien-être ou de main-d'œuvre. Connaissant le bien-fondé de ces ambitieux efforts de regroupement, nous nous situons quand même dans une ligne différente.

Nous entendons généralement ici un *lieu de rencontre et d'entraide*, caractérisé par sa souplesse d'adaptation aux besoins et aux aspirations d'un milieu qui se situe dans les limites d'un quartier. C'est le terrain tout indiqué pour le *travail social avec les groupes*. La présence d'animateurs *professionnels* s'avère indispensable à son orientation. La participation de leaders et de *bénévoles* du quartier est condition de vitalité et d'enracinement.

Dans la mesure même où le centre social tente d'amener les gens à réfléchir aux besoins de leur propre quartier, il devient le lieu *d'une action aux dimensions communautaires*. De ce point de vue, et c'est ce que nous avons découvert au cours de ces deux années, son intervention concerne inévitablement le renouvellement des institutions, au-delà d'une approche auprès des individus et des groupes isolés.

[90]

La Maison du Quartier a été à l'origine d'initiatives remarquables au plan culturel. Mentionnons l'opération-loisirs d'été de 1970, où des centaines de citoyens, avec leurs propres moyens, et pratiquement sans argent, ont participé très activement à des rencontres culturelles

et à des « fêtes de rue ». Les gros centres culturels officiels avec leurs riches ressources n'ont jamais pu atteindre de tels objectifs.

- Il existe d'autres centres communautaires structurés à l'entour d'un éventail plus large de services ou en fonction d'une action sociale et politique (maison des citoyens de Saint-Jacques).

Le Centre communautaire Hoche1aga-Maisonneuve nous semble remplir le rôle d'un lieu polyvalent de services. Voilà un quatrième type qui marque un progrès évident. Les activités se déploient dans cinq domaines : la santé, l'éducation, l'habitation, les loisirs et les services sociaux. La démocratisation y est assez poussée. Ce sont vraiment des citoyens du quartier qui assument les responsabilités décisives. Voilà une expérience à suivre, d'autant plus que le ministère des affaires sociales vient d'en faire une tête de pont pour une nouvelle expérience de coordination des services.

En effet, la ministère des affaires sociales vient de lancer quelques expériences pilotes de services communautaires polyvalents qui regroupent les différents services dans un ensemble structurel à la portée des communautés locales.

Le ministère des affaires sociales commence à réaliser son projet de création de 25 centres de services communautaires, dans les secteurs défavorisés des villes et dans les régions les moins pourvues en ressources. « Le nombre, la nature et l'ampleur des services courants que seront appelés à distribuer les centres locaux de services communautaires (CLSC) pourront varier selon les problèmes d'une région donnée, la nature des besoins à satisfaire, la qualité des ressources. C'est le début d'un réseau intégré de distribution de services de santé et de services sociaux et aussi un jalon essentiel non seulement pour l'établissement d'un régime plus unifié et mieux coordonné, mais aussi pour une plus juste distribution de services. Il suffit de penser, par exemple, à l'énorme déséquilibre de la répartition des professions médicales et paramédicales sur l'ensemble du territoire. D'aucuns se demandent, avec raison, si le libéralisme très poussé des professionnels de la santé ne compromettra pas à coup sûr ces nouvelles politiques sociales d'une tout autre inspiration. La célèbre grève des médecins spécialistes n'a pas connu une issue qui clarifie les vrais enjeux. Les solutions hybrides [91] actuelles opposent deux philosophies, deux

praxis sociales. Ainsi, les nouveaux modèles rencontrent des obstacles redoutables que leurs concepteurs n'osent pu avouer facilement.

L'initiative des CLSC est, au bilan, valable et nécessaire. Elle rejoint, avec un retard évident, ce que le monde commercial a compris depuis longtemps. La création des centres d'achat en témoigne. Des études avaient prouvé qu'il fallait des équipements moyens entre le magasin du coin et le centre-ville. Le danger qui guette le ministère, c'est de perdre de vue l'objectif communautaire et de céder à la psychologie du consommateur passif et individualiste qui s'adressera au comptoir social comme au centre d'achat. Le fonctionnarisme des agents sociaux actuels ne vaut pas mieux que l'esprit mercantile des commerçants. Dans ma ville, les soixante-deux employés de l'agence sociale, mobilisés par la « *case work* », n'ont pas encore réussi à déboucher sur l'intervention communautaire. Ce sont des groupes privés, très restreints, avec des moyens pauvres, qui ont réussi des choses assez extraordinaires avec des mères nécessiteuses et d'autres catégories d'assistés sociaux. Un office d'habitation dynamique est né d'un conseil de bien-être, Pratiquement en marge d'une agence sociale embourbée dans ses dédales administratifs et son esprit fonctionnariste. Les employés du gouvernement n'ont pas fait montre d'esprit créateur et d'imagination. Pourtant, on aurait pu s'attendre à ce qu'ils appuient ou suscitent ces initiatives de base.

Il manque une articulation dynamique du privé et du public, et surtout de l'intervention individuelle et communautaire. On ne sortira jamais de la dépendance chronique, de l'irresponsabilité sociale, de la pauvreté de la conscience politique, si on ne développe pas des dispositifs d'implication des gens concernés et des collectivités locales. Autrement, les services gouvernementaux contribuent à accentuer cette dépolitisation radicale des masses urbaines où les pauvres, où les riches et les classes moyennes se retrouvent au plan du plat dénominateur commun de la pure consommation de biens et de services. Tous les « collectifs » et toutes les institutions, et l'État en particulier, perdent ainsi leurs dimensions sociales et politiques de libération et de promotion solidaires. Les revendications ne tiennent plus compte du bien commun. Les plus forts s'imposent et les plus faibles s'appauvrissent davantage. Les pouvoirs en place ne sont plus soumis à de véritables contrôles démocratiques permanents. Sans tissus communautaires, la démocratie est un vain mot. On développe une psychologie de

guerre sociale aveugle qui attribue exclusivement à son camp [92] la vérité et la bonté, et à l'autre la méchanceté et le mensonge. L'objectif de véritables communautés humaines doit être défendu à temps et à contretemps même au milieu des luttes sociales et politiques inévitables. N'est-ce pas un des rôles des agents de services collectifs que de rappeler les besoins et les critères objectifs d'humanité qui sont en deçà des diverses options idéologiques et des différents systèmes politiques possibles. Les services communautaires dépassent les barrières sociales, ethniques ou religieuses, les conflits partisans et les débats politiques pour traduire dans les faits des droits fondamentaux de toute personne humaine. Loin de nous la tentation d'exténuer les enjeux de d'autres affrontements : capitalisme-socialisme, souverainisme-fédéralisme, etc. Il s'agit ici de ne pas perdre de vue un certain patrimoine commun d'humanité exprimé par les droits de l'homme et un substrat communautaire de la condition humaine partagée par tous et chacun.

Certains n'ont pas compris la démarche de citoyens des zones grises qui ont lutté pour la création de centres communautaires. A l'intérieur, des militants ont tenté une fausse politisation de ces initiatives. A l'extérieur, on a plaqué des étiquettes politiques en porte-à-faux. Que de fois ces citoyens ont rappelé que leurs efforts se situaient à un autre plan. Ils visaient plus profondément un autre objectif, celui de refaçonner un milieu social désintégré et sans pôle d'intégration. Il leur fallait un premier noyau communautaire pour commencer à refaire leur cadre d'existence, une première solidarité avant de pénétrer dans la vaste enceinte de la scène publique où des luttes plus larges et plus décisives sont à mener. Ainsi renvoient-ils dos à dos les pouvoirs de droite et les pouvoirs de gauche qui ne saisissent pas cette démarche fondamentale. Ils ont même l'impression d'être violés par les uns et par les autres quand ceux-ci et ceux-là veulent se servir d'eux comme fer de lance d'une politique partisane. Peut-on vraiment les accuser d'une attitude anti-politique ? Ce ne sont pas eux qui ont mêlé les choses. Il y a des étapes qu'ils veulent respecter, même s'ils n'arrivent pas à expliquer clairement leur propre évolution.

Aspects positifs

L'analyse précédente est déjà grosse de la vision constructive qui se dégage de ces entreprises. Retenons quelques aspects plus saillants de ces modèles communautaires polyvalents.

[93]

- L'absence et le besoin de structures intermédiaires dans l'univers urbain actuel et dans la société bureaucratique où le gigantisme et la centralisation éloignent la base des superstructures, l'individu et les communautés locales des divers gouvernements.

- La nécessité de retrouver une certaine polyvalence plus fonctionnelle et plus proche des services offerts aux collectivités.

- L'urgence de créer des pôles d'attraction, d'identification et d'intégration pour des espaces humains et sociaux sans cadre cohérent d'existence.

- L'importance de lieux communautaires ouverts à toute la vie d'un quartier ou d'une localité définie et restreinte ;

- La tâche fondamentale de donner une structure solide aux aspirations et aux besoins particuliers des sous-cultures et des sous-groupes.

- Le défi de surmonter le gaspillage énorme des lourds équipements monovalents et de gros édifices publics sous-employés. Duplication, dispersion, parallélisme, absence de stratégie d'ensemble et des ensembles, autant de défauts de la cuirasse urbaine.

- Le dépassement de cette multitude de palliatifs éparpillés et très coûteux qui se limitent aux effets et ignorent pratiquement l'interdépendance des problèmes et des solutions. Comment dissocier des politiques de sécurité du revenu et des politiques de main-d'œuvre ? Il faut un décloisonnement plus poussé des services publics. Ceux-ci dépendent de ministères, d'organismes administratifs et de gouvernements différents. Le rapport Castonguay-Nepveu et le ministère des affaires sociales réclament l'unicité des politiques sociales. Sortirons-nous enfin de la foire des juridictions ?

- *La création d'un réseau intégré de centres locaux de services communautaires et d'offices régionaux des affaires sociales* marquera sans doute un progrès, surtout dans les zones défavorisées. Cependant, des conditions de réalisation s'imposent. Les agents d'intervention et les professionnels et les administrateurs devront travailler en équipes interdisciplinaires, en se préoccupant davantage de leur rôle que de leur statut au sein de l'organisme. Il faut prévoir de meilleurs dispositifs d'implication des groupes sociaux et de la population. Les porte-parole du super-ministère des affaires sociales ne brillent pas par leur « insight » dans leur stratégie d'*involvement* de la communauté. On aurait souhaité une étude plus systématique des expériences vécues en dehors des réseaux gouvernementaux depuis une dizaine d'années, pour mieux identifier les obstacles et les possibilités concrètes. Le rapport Castonguay-Nepveu dans son étude sur le développement, se réfère [94] davantage aux recherches universitaires et aux grands maîtres européens et américains, comme si on avait peu à tirer des expériences du milieu. Les diagnostics sur celles-ci restent très superficiels. Ce qui est très grave, parce que les politiques sociales sont inséparables de l'émergence de nouveaux modèles socio-culturels, économiques et politiques. Ceux-ci sont inconcevables en dehors du contexte historique qui nous est propre, en dehors d'un tissu culturel bien connu et assumé. Les stratégies « formelles » qu'on propose empruntent davantage à des grands schèmes administratifs fonctionnels qui, tout nécessaires soient-ils, ne peuvent générer par eux-mêmes ces modèles communautaires polyvalents dont il est question ici. Inutile de geindre sur ces faiblesses, il faut appuyer ce nouveau coup de rein audacieux et courageux du ministère et mieux récupérer les dynamismes latents dans la poussée récente des mouvements sociaux. Dans les aspects critiques, je voudrais signaler des dangers de l'organisation communautaire, telle qu'elle est vécue en certains milieux.

Aspects critiques

De vieux modèles peuvent remonter à la surface et trahir les intentions neuves de départ. Nostalgie d'un milieu communautaire indifférencié de type paroissial ? Restauration du village, du clocher ou même du clan ? Néo-tribalisation ou néo-féodalisme ? Voilà des dangers

que certains n'éviteront pas facilement. Les indices ne manquent pas. Le modèle de la famille étendue existe encore au cœur de Montréal. Il ne s'agit pas de le mépriser, mais de ne pas prêter flanc à des confusions dangereuses, à des transpositions de modèles. Un centre communautaire n'est pas une pure extension de la famille. Les relations sociales ne sont pas les mêmes ; elles sont plus complexes ; elles comportent un autre type de fonctionnalité et d'autres fins. Vouloir inconsidérément forcer, par exemple, une plus forte densité affective, aboutit à des conflits et à des drames insurmontables.

Il faut se défier aussi d'une idéalisation de la structure. Je connais une paroisse qui a été une véritable communauté jusqu'au jour où l'on a construit une grosse église. Tout s'est passé comme si la structure avait remplacé le tissu communautaire. Jusque là, on avait misé sur les hommes et leur solidarité. Voici qu'une lourde administration venait détruite cette première dynamique. Une fois de plus, le béton figeait les relations humaines. Que d'autres exemples ne pourrait-on pas donner pour illustrer cette tendance à compter unilatéralement sur les structures. C'est la communauté d'hommes concrets qui suscite des engagements [95] et non les cadres institutionnels. Ainsi les soutiens matériels se transforment en obstacles. L'institution s'aliène dans ses instruments et la vie se déroule ailleurs.

Dans un autre ordre d'idée, nous attirons l'attention sur les illusions d'une psychologie de banlieusards peu soucieux des grandes questions urbaines. Celle-ci se diffuse jusque dans *l'inner-city*. On aménage des égoïsmes collectifs quand on s'organise de petites communautés fermées, auto-suffisantes, toutes consacrées au bien-être exclusif de leurs propres membres ; on demeure loin des défis énormes des grands ensembles congestionnés, pollués, exploités par les pouvoirs anonymes. Les culs-de-sac de la communauté urbaine de Montréal en témoignent. Les banlieues ont remplacé sous des dehors de modernité la mosaïque des villages et des paroisses, qui existait encore à Montréal il y a à peine deux ou trois décennies. Des communautés juxtaposées, des quartiers fermés, aussi vivants soient-ils, peuvent devenir les pires ennemis d'une planification urbaine efficace et plus humaine. La ville de Détroit commence une expérience intéressante qu'il serait bon de suivre de près. On tente une nouvelle articulation des quartiers, des banlieues, des villes satellites et de *l'inner-city*. Nos communautés urbaines ne sauraient reposer exclusivement sur l'intégration de services

et sur quelques politiques communes d'aménagement physique. L'urbanisation actuelle exige beaucoup plus. Nous y reviendrons.

En terminant, je voudrais m'attarder à un test de vérité bien révélateur de la faiblesse de nos politiques sociales. Même dans les vieux quartiers, les habitants avaient à la portée de la maison plusieurs services et biens essentiels en relation avec un style de vie déterminé. Les nouveaux plans d'habitation isolent en quelque sorte la fonction résidentielle. Les services s'éloignent du logement. Or ces gens n'ont pas l'argent nécessaire pour faire de grosses provisions au lointain centre d'achat. Pas de moyens faciles de locomotion. Du jour au lendemain, on leur demande d'adopter un style de banlieusard pratiquement inaccessible. Faire un mille à pied pour aller chercher une pinte de lait vous fait regretter votre vieux logement d'hier à la proximité du restaurant, de l'épicerie, de la quincaillerie du coin. Et dire que nos planificateurs se prétendent des champions de la fonctionnalité, de la rationalité et de l'efficacité. La vie s'avère plus complexe et parfois plus ingénieuse et plus humaine. Pas question ici d'opposer des refus aveugles aux admirables efforts de concertation des politiques. Mais il est opportun de noter que les nouveaux modèles communautaires polyvalents sont nés d'une vie sociale mieux assumée et non des bureaux d'études. Les limites de ces initiatives appellent une intervention [96] et un appui vigoureux des organismes de recherche, d'aménagement et de développement. *Mais les artisans de ceux-ci se trompent s'ils croient pouvoir imaginer seuls de façon juste et réaliste les modalités communautaires à partir de leurs expertises et leurs devis. C'est un domaine où ils ont pratiquement tout à apprendre des communautés elles-mêmes.* Je ne suis pas sûr que beaucoup de chercheurs, de technocrates et d'hommes politiques en soient convaincus effectivement. Ils acceptent d'informer les gens, mais ils ne pensent pas tirer grand-chose d'eux. J'y reviendrai en étudiant le cas de l'aéroport de Sainte-Scholastique. Jamais en l'occurrence, je n'ai aussi bien compris la pauvreté des praxis et des théories sur la communauté, même dans les secteurs technocratiques les plus avancés. Je sais bien qu'il ne faut pas leur demander l'impossible. je suis le premier à estimer leur compétence qui grandit d'un projet à l'autre. Mais ils devraient douter un peu plus d'eux-mêmes en matière d'intervention communautaire et de participation. Certains n'y croient pas ; d'autres maintiennent des idées primaires et simplistes ; plusieurs laissent ces processus à la marge de

leurs projets ; quelques-uns en font une simple courroie de transmission de ce qu'ils ont pensé pour les autres. Les facteurs culturels et les impondérables humains échappent facilement à la rationalité technocratique. Il y a de fausses impatiences qui en font fi et ce n'est pas impunément. D'autres paient la note. Nous comptons ici trop d'échecs pour ne pas prendre au sérieux un tel défi. Même dans les nouvelles politiques sociales qu'on annonce, la bureaucratisation risque de devenir encore plus lourde et même plus monstrueuse, malgré sa nouvelle cohérence interne. Une meilleure distribution des richesses et des mécanismes technocratiques plus efficaces ne créeront jamais d'eux-mêmes des citoyens adultes, vigilants, créateurs et solidaires. La démocratisation m'apparaît ici bien superficielle. Et je me demande si la philosophie sous-jacente aux politiques sociales, malgré leurs intentions explicites et leurs nouvelles pratiques, ne contribue pas à dépolitiser les enjeux que les mouvements sociaux avaient perçus plus ou moins clairement. Je suis prêt à donner chance au coureur et souhaite la meilleure utilisation possible des possibilités apportées par les projets actuels. Mais, je partage avec beaucoup d'autres, la conviction que les politiques sociales les plus récentes sont encore loin des intentions avouées sur le développement ; non pas qu'il faille engager des investissements financiers encore plus massifs. Il s'agit davantage d'une pédagogie d'implication des citoyens, d'une dynamique d'auto-développement, de modèles sociaux plus communautaires, d'une éducation et d'une praxis politiques capables de saisir la situation réelle de notre [97] société avec ses vrais rapports de forces, ses réelles finalités avouées et inavouées, ses mécanismes de fonctionnement, ses formes persistantes de domination et d'exploitation, et surtout ses contradictions où les pouvoirs économiques risquent de neutraliser les effets bénéfiques des meilleures mesures sociales. Les citoyens perdront, au plan de la jungle, des biens de consommation d'une économie agressive et anarchique ce qu'ils auront gagné au plan des services publics. Critique idéologique ? Mais que diable ! Les faits parlent d'eux-mêmes. La publicité et le centre d'achat défont constamment nos efforts d'éducation populaire avec des moyens énormes de manipulation et de conditionnement. Le prix du « panier de consommation » augmentera en conséquence si on se contente d'accroître les prestations sociales. Si nous ne touchons pas à ce cercle vicieux et aux pouvoirs qui le maintiennent, nous nous mentons à nous-mêmes quand nous « théorisons » sur le développement. Cette hypocrisie est plus perni-

cieuse parce que plus subtile. On soulève de terribles illusions avant d'accroître la frustration.

Il nous reste à formuler quelques considérations plus immédiatement rattachées aux modèles communautaires que nous venons de décrire et d'analyser.

- Il est évident que les citoyens, surtout dans les couches populaires, entretiennent facilement de la méfiance vis-à-vis de services rattachés à de grandes institutions officielles, à de grosses boîtes. Ils valorisent des services plus près d'eux, des services qu'ils contribuent à se donner. Souvent, en y participant, ils en mesurent mieux les limites et les possibilités, de façon plus responsable, juste et solidaire. Les centres communautaires, à la condition de ne pas devenir à leur tour de gros appareils et des « fourre-tout », sont vraiment des lieux d'accès, des relais de première ligne, des « milieux » où l'on se sent plus à l'aise. S'ils tombent sous la coupe des politiques gouvernementales, ils devront bénéficier de fortes mesures décentralisatrices et démocratiques pour rester la « chose » des citoyens. Leur imposer une polyvalence trop complexe et trop formelle, c'est tuer le dynamisme qui les a fait naître. Ils sont nés des solidarités d'un milieu et non d'institutions. Il y a des impondérables humains à discerner et à mettre à profit ici.

- D'un autre côté, il ne faut pas tout réduire à la dimension communautaire. Des individus veulent des services efficaces et non pas seulement de l'attention personnelle et de la chaleur humaine. Le communautaire ne remplace pas, non plus, le « sociétaire » avec ses structures et ses infra-structures. Et dans ce domaine, la spécialisation, l'organisation technocratique, malgré leurs inconvénients, sont des composantes [98] du progrès humain comme de l'efficacité. En minimisant ces facteurs, certains communautaristes font le jeu non seulement des pouvoirs anonymes qui contrôlent les grands réseaux importants de la vie collective, mais aussi de certains pouvoirs qui se servent vaguement de « l'esprit communautaire » pour nier les inégalités et les rapports de force. Ainsi, des chambres de commerce ont pu, au nom de la « communauté », poursuivre des projets uniquement à l'avantage de leurs membres : marchands, entrepreneurs ou autres.

- Il serait illusoire de croire que les centres communautaires même les plus souples et les plus ouverts pourraient attirer tous les gens du milieu. Par exemple, les expériences multiples de services organisés par les jeunes eux-mêmes nous révèlent qu'il faut ici des centres de rencontres particuliers, et cela dans bien des milieux. Le postulat communautariste d'une certaine homogénéisation réelle ou possible s'accorde mal à la diversité et à la mobilité de la cité moderne. Une expérience minimale nous enseigne qu'on ne mêle pas aussi facilement les catégories ou les groupes sociaux, le prolétariat et la petite classe moyenne, les jeunes et les adultes, les marginaux et les ouvriers syndiqués, etc. il existe peu de quartiers ou de milieux homogènes, qu'il s'agisse du centre-ville, de la banlieue ou du monde rural. Voilà autant d'indices qui commandent d'éviter de trop lourds investissements dans de gros centres communautaires. Ceux-ci doivent rester des structures légères.

- Les initiatives communautaires récentes, malgré certains échecs inévitables, commencent à esquisser de nouveaux styles de vie plus humains. Certaines expériences de plans d'habitations à loyer modique véhiculent des modes de vie résidentiels autrement plus générateurs de solidarités et de responsabilités sociales que ne le sont ceux des banlieusards qui inventent des compensations bien superficielles pour obvier aux inconvénients de leur individualisme forcené et de leurs ennuis. Les difficultés réelles rencontrées par les projets communautaires ne font qu'accentuer la nécessité d'aménager différemment la cité entière, de concevoir de toutes autres politiques et praxis sociales, et surtout d'inventer de nouveaux modèles d'existence collective.

[99]

6. Les modèles-relais

[Retour à la table des matières](#)

Les aménagements humains suivent de très loin les aménagements physiques que notre société technique a mis en oeuvre parfois de façon géniale. Cela devient particulièrement évident au plan de la communication. La technologie a créé des centrales et des relais d'une grande efficacité. Pensons aux « switchboards » et aux autres formes électroniques de communication moderne. Nous avons à emboîter le pas dans le domaine plus directement rattaché aux rapports sociaux, aux relations entre les structures sociales et la population, entre les organismes eux-mêmes, entre les divers secteurs d'activités, entre les personnes, les groupes et les communautés. Il nous semble qu'il manque souvent des modèles sociaux de relais pour une communication souple, rapide et efficace, pour une accession plus facile à des structures de plus en plus complexes et incompréhensibles. Voyons quelques exemples :

A. Les Centres de Référence et d'Information

Il existe une douzaine de centres de référence dans la province. Étant donné leur ressemblance, nous nous limitons d'abord à celui de Montréal que nous présentent ici les responsables.

Le centre de Référence est une agence autonome et bilingue qui offre ses services au Grand Montréal. Le 1er avril 1969, les Centres de Référence du Conseil des Oeuvres de Montréal et du Montreal Council of Social Agencies se sont fusionnés pour former un seul service communautaire. Le 1er août 1969, le CENTRE DE RÉFÉRENCE DU GRAND MONTREAL -INFORMATION AND REFERRAL CENTRE OF GREATER MONTREAL recevait sa charte du Ministère des

institutions financières, compagnies et coopératives de la Province de Québec.

Le Centre de Référence du Grand Montréal a pour but :

- d'informer les personnes et les groupes des lois et des services sociaux existant, par l'établissement d'un service d'information et de référence en matière de sécurité sociale, de bien-être, de santé et de loisirs ;
- de référer les personnes et les groupes à l'organisme du milieu capable de répondre au besoin exprimé ;

[100]

- de recueillir les données sur les besoins exprimés par la population, de les transmettre aux organismes de coordination et de planification, tant privés que publics, et de collaborer avec ceux-ci en vue d'améliorer les services d'aide à la population ;
- de publier un répertoire des services communautaires.

Le Centre de Référence donne des renseignements sur les ressources communautaires en plus d'orienter ou de référer, par téléphone, toute personne qui cherche une solution à ses difficultés. La communauté est donc invitée à utiliser ce service aussi souvent que nécessaire.

Au cours de la période 1969-70 le Centre a répondu à 30,225 demandes. Le relevé statistique indique la provenance et la nature des besoins soumis au Centre de Référence. Nous voulons attirer l'attention sur l'importance relative de certaines catégories de besoins.

Assistance financière	35%
Orientation personnelle ou familiale	17%
Demandes d'aides ménagères ou auxiliaires familiales	9%
Santé physique et mentale	8%
Problèmes légaux	8%
Emplois	7%

Au cours de l'année 1970-71, le Centre a répondu à 46,292 demandes, soit une augmentation de l'ordre de 35%. Étant donné le chômage qui a sévi à Montréal, l'assistance financière a été le besoin le plus fréquemment invoqué pour avoir recours au Centre de référence. En second lieu vient l'orientation personnelle ou familiale : problèmes légaux, demandes d'aides ménagères ou auxiliaires familiales, santé physique et mentale et emplois.

Le besoin d'une nouvelle orientation ou d'un reclassement a été fréquemment exprimé par les travailleurs spécialisés âgés de plus de 40 ans, qui sont réduits au chômage à cause de la conjoncture économique ou des changements technologiques. Plusieurs se plaignent d'avoir été réduits prématurément à l'inactivité.

Il faut noter, lit-on, dans le rapport annuel que plusieurs jeunes, particulièrement ceux qui détiennent un diplôme en sciences humaines, ne trouvent pas d'emploi qui corresponde à leur préparation.

Les récentes mesures de sécurité (assurance-hospitalisation et maladie) ont provoqué un grand nombre de demandes d'information ; c'est là un indice que la population a vraiment besoin d'être mieux renseignée sur les bénéfices offerts par ces nouvelles lois.

[101]

Les économiquement faibles réclament avec beaucoup d'insistance des mesures qui permettraient d'obtenir des médicaments à moindre frais ou gratuitement.

Le problème du logement est également exprimé avec beaucoup plus d'acuité qu'il y a quelques années dans la région métropolitaine. L'accroissement du nombre de mères de famille au travail provoque un besoin accru d'auxiliaires familiales et de garderies pour enfants, a-t-on aussi remarqué à la lumière des nombreuses demandes reçues au Centre. (*Le Devoir*, 9 juin 1971.)

Le Centre de Références et d'Information (CRI) de Québec concentre ses activités dans les zones grises. La perception de la situation, les objectifs et les initiatives correspondantes nous semblent aller plus loin que dans l'expérience précédente. Laissons, encore ici, les responsables s'expliquer :

Nous sommes entourés de citoyens qui ont à faire face à une multitude de problèmes quotidiens (pension, retard de pension, problèmes de santé, d'endettement, de salaire de famine, de mise à pied, problème familial, conjugal, etc.), et la liste peut s'allonger indéfiniment.

Pour l'individu, le problème (en plus) est de savoir où il lui faut s'adresser pour régler sa situation. Au hasard, il tente un premier appel téléphonique (qui ne sera pas le bon dans la majorité des cas) ; on le réfère ailleurs : ré-exposition de son problème pour apprendre que ce n'est pas encore le bon endroit où il devait s'adresser, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il se décourage avant d'avoir obtenu satisfaction. Et le problème n'est toujours pas réglé, et pour combien de temps ?

Il est évident qu'un service (si bien organisé soit-il) n'est pas toujours informé de ce qui se fait dans un service voisin, connexe : on n'en connaît pas toujours le champ d'activité exact, le personnel qui y est affecté, le lieu, etc. De plus, le personnel des services qui reçoit des demandes à la journée longue, est tellement débordé qu'il ne se soucie pas de savoir si l'information qu'il doit donner est la bonne (en d'autres termes, il ne cherche pas à savoir si le demandeur a pu obtenir satisfaction).

C'est à ce problème que veut s'attacher le Centre dont nous présentons le projet.

[102]

1 - Un service aux individus

Peuvent être acheminées au Centre, toutes les demandes d'information visant à régler des problèmes individuels.

Le Centre ne règle pas lui-même le problème, mais comme il devra posséder toutes les informations sur les services existants, il pourra les communiquer aux individus : identification du problème, explication des démarches à entreprendre pour l'individu ; il pourra même référer les individus à des personnes spécialement affectées à tel ou tel problème, et surtout il verra en tout temps à informer les individus sur les droits qui leur reviennent.

Le Centre suit les demandes qu'il enregistre : il doit s'enquérir auprès des demandeurs s'ils ont obtenu satisfaction, ceci est très important pour ne pas laisser les gens livrés à eux-mêmes dans la jungle des services existants. Ainsi, le Centre demeure responsable jusqu'à ce que le demandeur ait obtenu satisfaction, ce qu'aucun service ne fait à l'heure actuelle.

2 - Un service aux groupes

Le Centre peut classer les demandes en catégorie et, à l'occasion, organiser des séances d'information sur des sujets précis, sur les problèmes qui reviennent le plus souvent. Exemple : il enregistre 50 demandes sur 100 relatives aux pensions gouvernementales. Il peut regrouper ces gens, qui eux-mêmes en invitent d'autres, et organiser avec eux des séances d'information avec des informateurs compétents en la matière. Le Centre peut faire en sorte que les services concernés fassent eux-mêmes ces séances d'information populaire. Le Centre, lui, ne manque jamais une occasion pour faire la publicité de toute séance d'information.

Le Centre peut venir en aide à des groupes déjà organisés, qui eux aussi sont à l'affût de ce genre d'information pour leurs membres : il n'est pas rare de rencontrer des gens qui ne sont pas encore au courant de l'existence de l'Assurance-Maladie, même si tous les média d'information en ont parlé abondamment. Les groupes organisés sont conscients de la nécessité d'informer les citoyens : les sujets ne manquent pas, et les comités de citoyens ont organisé plusieurs fois des réunions d'information, avec les moyens techniques et financiers du bord, avec des résultats plus ou moins bons, (à cause du manque de compétence sur le « comment » diffuser l'information).

[103]

Le Centre s'attaque à ce problème de l'accessibilité de l'information. Il voit à ce que les gens comprennent, en expliquant un texte de loi ; par exemple. il peut présenter en termes clairs et simples une information qui peut être inabordable pour les profanes ; il peut l'illustrer par des schémas, des dessins, des couleurs, etc. Il peut voir à l'utilisation de la radio et de la télévision pour diffuser de l'information :

nous savons qu'il y a possibilité d'utiliser ces deux média d'information gratuitement.

3 - Un service qui vise la promotion sociale

Un service qui vise à la promotion sociale et économique des milieux défavorisés. Individuellement, les gens sont pris avec des problèmes vitaux bien précis, qui les empêchent de voir plus loin que leur cas à eux ; c'est une situation très compréhensible. Le Centre veut aider les gens à régler individuellement les problèmes cruciaux auxquels ils ont à faire face quotidiennement. Mais il veut aller plus loin : donner à un groupe la possibilité de se faire entendre comme groupe social défavorisé. Aider les gens à se regrouper, à voir leur situation plus globalement, à participer à la solution de leurs problèmes en tant que premiers concernés.

Cette prise de conscience de la situation des défavorisés comme problème social et politique est l'idée qui anime actuellement les comités de citoyens : ces derniers regroupent des citoyens qui ont compris la nécessité de se regrouper pour se faire entendre. Ils ont besoin de l'appui de leurs voisins, et ils savent bien que ces derniers ne sont pas prêts à venir à leurs réunions tant qu'ils n'ont pas réglé les problèmes vitaux auxquels ils ont à faire face et aussi tant qu'ils n'ont pas été touchés par un service concret. En mettant sur pied des services directs à rendre à la population : la clinique médicale, la clinique juridique et le Centre de Référence et d'Information, les comités de citoyens espèrent pouvoir amener des gens à venir s'y regrouper.

4 - Il rejoint les plus démunis

Il n'y a aucun doute qu'un tel Centre est d'abord au service des défavorisés ; il attirera sans doute dès le début, ceux qui ont des problèmes de budget, de santé, de logement, d'entente familiale, etc. En plus de tous ces problèmes, ces gens seront sans doute défavorisés par le fait qu'ils ne savent pas où s'adresser, ils manquent de confiance en [104] eux-mêmes pour faire des démarches parfois compliquées, ils

n'ont jamais réalisé que la société était équipée de moyens pour répondre à leurs besoins. Il est clair pour nous que le Centre peut contribuer à redonner un peu d'espoir à ceux qui en ont justement le plus besoin.

5 - Il s'adresse à des quartiers précis

Au niveau des besoins de services quotidiens, la différence n'est guère marquée entre les résidents de l'Aire 10 et ceux du quartier Saint-Sauveur. Il y a d'ailleurs fréquemment échange de population entre ces deux quartiers du bas de la ville. Le service les intéresse donc tous les deux. Évidemment, le projet a en plus un aspect vital pour le Comité de citoyens de Saint-Sauveur, qui accomplit un travail fort intéressant d'éveil de la population, mais ne peut fonctionner indéfiniment sans ce moyen élémentaire de travail que constitue un local. Nous croyons à l'action des Comités de citoyens, à sa nécessité dans une population qui doit prendre en mains ses propres problèmes, si elle veut faire auprès des autorités les pressions nécessaires. D'ailleurs, le renforcement du Comité de Saint-Sauveur est à l'avantage de celui de l'Aire 10 et des autres comités qui pourraient se former dans les quartiers défavorisés, puisqu'une solidarité entre eux les rendra beaucoup plus effectifs.

6 - Il intervient dans un secteur vital

De plus en plus, on dit et on écrit que l'information est une réalité capitale de nos jours. Celui qui en manque est vraiment pauvre et il n'a que peu de moyens d'influence dans la société. Les citoyens de nos quartiers en manquent particulièrement, en partie parce que l'imprimé les rejoint moins facilement que chez les plus instruits. Ce sera un des rôles du « Centre » de diffuser de l'information d'une manière accessible aux gens même peu scolarisés. Il leur rendra ainsi un service peut-être aussi important que de leur mettre de l'argent dans les poches, il sera surtout plus libérateur.

7 - C'est un Projet « ouvert »

Il peut grossir et offrir progressivement d'autres services : techniques d'information données aux groupements et aux animateurs sociaux, mise sur pied de comités d'action à partir des problèmes communs, [105] action au niveau des mass-média, etc. Il n'est donc pas condamné à la stagnation. C'est dans ce sens-là qu'il peut devenir aussi vraiment éducatif : il ne s'agira pas seulement de dépanner un individu en lui donnant un renseignement immédiat, mais de l'aider à prendre en main son problème, à se débrouiller -et même à s'attaquer avec d'autres au même problème. Il est facile d'énumérer des problèmes sur lesquels les usagers du service pourront souhaiter une action commune. compréhension et utilisation des lois du Bien-Être, du Régime d'Assurance-maladie, utilisation des moyens de loisirs, des ressources offertes par les caisses populaires, etc.

8 - Il peut amener une amélioration des services communautaires existants

C'est l'aspect le plus novateur du projet. Normalement, les responsables, en suivant (follow-up) les personnes qui se sont adressées à lui, remarquent des déficiences et des manques de cohérence dans les services auxquels ils réfèrent les gens. En accumulant leurs observations, ils peuvent poser des questions pertinentes à ces divers organismes, et jusqu'aux ministères gouvernementaux qui les mettent sur pied (v.g. centre de la main-d'œuvre, commission du salaire minimum, etc...). S'ils savent soigner les contacts personnels avec les agents des services, nul doute qu'ils pourront aider ceux-ci à s'améliorer. C'est là une action sociale non négligeable. Notre quartier ne manque pas de gens qui veulent rendre service, mais il arrive souvent que leurs efforts se coordonnent mal, ou ne collent Pas aux besoins des citoyens, sans qu'ils le sachent. Voilà un premier bilan.

Pour éviter une surcharge, nous sommes obligés de nous limiter dans la description des nombreux modèles-relais qui se situent dans la même perspective. Chacun mériterait de longs développements, telle

la Maison d'accueil à Montréal. Celle-ci prouve que, même avec les meilleures politiques sociales, il y a toujours des trous, des urgences, et surtout des besoins de dispositifs plus souples que les rouages habituels. Avant qu'un service soit en mesure de prendre en charge un cas, la Maison d'accueil sert de relais pour assurer la transition et combler les besoins provisoires. Les artisans de cette entreprise humanitaire et sans but lucratif font preuve d'un dévouement extraordinaire. Certains révolutionnaires « montés sur leurs grands chevaux » méprisent ces humbles tâches. On connaît les dada : l'appui au système établi, [106] la charité contre la justice, la bonne conscience bourgeoise, etc. Pourtant, j'en ai connu qui ont pu se tirer d'une situation embarrassante grâce à ce service.

Peu importe le système social, comment ne pas espérer que continuent ces actions gratuites, profondément humaines, qui nous rappellent que l'homme n'est pas seulement un animal politique. L'obsession du collectif politique chez certains, leur fait oublier les terribles enjeux personnels. Va-t-on abandonner des êtres jetés tout d'un coup sur le pavé, parce qu'il faut travailler à remonter aux causes des problèmes et à poursuivre des luttes politiques décisives ? je me méfie des radicaux sans tendresse. Ils sont aussi durs que les requins de la finance. Quand on n'est pas capable d'établir une simple relation humaine, on est déclassé pour mobiliser un peuple. Les hommes veulent être considérés pour eux-mêmes et non pour d'autres choses. Certaines initiatives sociales expriment admirablement bien cette chaleur humaine fondamentale dont nous avons tous besoin au milieu de nos combats, de nos drames, et d'une vie de plus en plus nomade, fragile et déracinée de ses appuis traditionnels.

B. D'autres types de relais

Il existe d'autres types de relais qui laissent place à la gratuité, à la spontanéité et à la créativité. Le poste de radio L.S. Québec nous fait rêver à une véritable révolution dans les mass-média de notre milieu. Qui aurait pu penser que l'électronique était en mesure de démultiplier les possibilités d'expériences communautaires ? Tout au plus le réservons-nous à un style très « formel » d'information et de communication. Les « lignes ouvertes » apparaissaient comme la fine pointe, le

sommet de la participation accessible ! On n'imaginait pas que la radio ou la télévision pouvaient devenir des instruments de vie communautaire, des carrefours d'échanges spontanés. Les limites d'une programmation complexe et d'une commercialisation de plus en plus poussée semblaient rendre impossibles des initiatives qui feraient de ces média des instruments aux mains de communautés et de milieux de vie. Voici que L.S. Québec réussit à impliquer de larges segments d'une forte population. Il ouvre ses portes à toutes sortes de participations et d'initiatives sociales. Des clubs de ceci ou de cela se sont fondés à partir d'appels lancés par les citoyens eux-mêmes, d'expériences racontées sur les ondes. La centrale radiophonique s'est mise au [107] service de la population, comme un simple relais, sans s'appropriier les entreprises qu'elle avait contribué à mettre en marche. Elle devenait en quelque sorte « l'affaire de toute la communauté ». Des initiatives comme le « festival de la couleur » lors du Carnaval annuel de Québec, n'auraient jamais eu une telle ampleur sans le poste L.S. Québec. Ce n'est pas seulement l'ensemble de la communauté ou des groupes particuliers qui sont impliqués, mais c'est aussi les individus comme tels avec leurs talents. Tel auditeur viendra faire connaître son dernier disque et en même temps le commenter. La discothèque du poste s'étend ainsi à l'ensemble de toutes les discothèques privées de la région. Tel autre individu intéressé à mettre sur pied avec d'autres un service, verra dix ou vingt ou cent personnes répondre à son appel. Le processus ne fait que commencer et il porte déjà des fruits intéressants.

Aspects positifs

La création de relais d'accession aux organismes complexes d'une société qui va se bureaucratiser de plus en plus, représente un effort authentique d'humanisation. Il y va beaucoup plus qu'un meilleur « huilage » des rouages ou même qu'une amélioration du système de communication. C'est la qualité des rapports humains et des cheminements nécessaires, qui est visée. On cherche ici à restaurer une nouvelle proximité des hommes en tenant compte des nouveaux styles de vie et des conditions difficiles d'une urbanisation galopante. Le sentiment d'impuissance ne se vainc pas du jour au lendemain chez les mi-

norités déclassées, chez les « hors-circuits » du système. Il ne suffit pas de rejoindre les terrains concrets de la vie, d'aller aux plus délaissés. Nous connaissons tous les dangers de parachutage, de paternalisme, ou encore de viol des privautés et des intimités. Les jeunes dans *West side Story* se révoltent devant les enquêteurs, les professionnels sociaux, les missionnaires d'hier et d'aujourd'hui. On a fait d'eux des « cas », des objets de sollicitude et de bonne conscience.

C'est plutôt la vie des hommes, leur quotidienneté et leurs aspirations qui doivent s'exprimer de façon autonome et dynamique. Je me souviens de cette femme pauvre qui disait avec fierté à son mari : « *aujourd'hui j'ai montré à des voisines comment utiliser des patrons de robes* ». Un être « insécure », enfermé dans le cercle étroit de son taudis, retrouve un peu de lumière et de dignité, un goût de vivre, un sens communautaire épanouissant, parce qu'on lui a donné l'occasion de poser sa pierre dans l'édification de la communauté. Son humble [108] travail quotidien est reconnu, il s'élargit, se dilate. Elle se sent plus solidaire avec celles qui partagent sa propre condition. Elle y trouve un nouveau point d'appui. Elle n'a plus le goût de s'évader dans des faux refuges. Sans ces relais de solidarité dans le tissu quotidien, les agences sociales dépasseront difficilement le rôle de « distributrices automatiques » de chèques et de services plus ou moins impersonnels, les participations s'aliéneront dans des rouages qui n'embrayent rien de la vraie vie, les média de communication renforceront une mentalité passive de spectateur ou de consommateur. Un centre de référence et d'information, qui a pignon sur rue, doit permettre le mouvement d'échange et d'accessibilité dans les deux sens. Information de part et d'autre, des agents institutionnels aux citoyens, et vice-versa. Aussi action bilatérale où l'efficacité des uns et la participation des autres se renforcent et s'éclairent mutuellement. Par exemple, des fonctionnaires serviles, incapables d'initiative, de décision ou de risque décourageront toujours la moindre velléité d'implication responsable et créatrice chez les commettants de leur service. Ainsi, les meilleures réformes de structures exigent un surcroît d'humanité chez les agents. On l'oublie trop facilement.

Par ailleurs, combien d'agents institutionnels s'empêchent dans les dédales de grosses structures lourdes ? Ils vivent, à leur façon, une frustration profonde, parce qu'ils ne voient jamais le bout de leur action ; tant de richesses et d'énergies se perdent dans des tuyauteries

inutilement compliquées. Comment ne pas applaudir au progrès que représentent des structures légères et mobiles de relais qui rendent les démarches plus directes, plus rapides et plus humaines ? Pourquoi ne pas bénéficier tout de suite de l'étape quaternaire de la technologie en utilisant de façon « sérieuse » certains média électroniques qui deviennent d'usage plus facile. On a vu comment l'expérience de L.S. Québec a pu servir des fins communautaires.

Depuis quelques années, il est possible, grâce aux caméras miniaturisées et à l'enregistrement magnétoscopique de produire facilement des émissions à un coût minime et sans préparation technique spéciale. De nombreux groupes, dans la société, ont déjà profité de ces techniques d'information et d'animation. La télédiffusion par câble coaxial peut servir à l'extension des expériences communautaires. Nous songeons ici à des expériences-pilotes comme la retransmission régulière des assemblées du conseil municipal de Saint-Lambert, comme la télévision communautaire à Normandin. Il existe déjà beaucoup d'autres exemples plus ou moins connus dans l'opinion publique.

[109]

Le câble avec tous ses équipements connexes va démultiplier les possibilités de communication. Tout citoyen (ou groupe de citoyens) pourra se brancher librement sur une foule de relais qui le mettront en contact avec telle source d'information, telle expérience communautaire, tel débat politique, telle expertise. Des moyens aussi puissants pourront servir tout aussi bien à des fins d'asservissement qu'à des objectifs de promotion collective et d'élargissement des solidarités. Ces techniques sont trop importantes pour les laisser dans les mains des financiers ou des partis au pouvoir. C'est un des champs prioritaires de la lutte pour la démocratisation. En effet, une utilisation démocratique de ces moyens pourrait bouleverser non seulement les styles de vie collective, mais aussi les rapports sociaux, les structures de pouvoir, les mécanismes d'information, etc. On imagine facilement que certains pouvoirs en place n'hésiteront pas à neutraliser par tous les moyens possibles cette extension dangereuse de la démocratie et des contrôles par la base. Pourtant, pour la première fois, des participations bien organisées sur de larges échelles deviennent possibles grâce aux relais électroniques. Jusqu'ici, les politicologues désespéraient d'une vraie démocratie du peuple. Les modèles existants ne dépassaient pas le niveau des oligarchies. Voici que des progrès techniques débouchent sur

des formes de communication inédites, propices à l'extension presque illimitée de l'information, de la consultation, de l'intervention, du contrôle par de vastes ensembles de citoyens. Les élections et leurs campagnes épisodiques deviennent dans ce contexte un simple jalon dans un processus permanent d'interventions diverses des différents groupes de citoyens. Utopie ? Pourtant des moyens, encore sous-utilisés, pourraient l'incarner dans la réalité.

Aspects critiques

Toute instrumentation, même la plus efficace, comporte des inconvénients. Certains sont tellement obsédés par les techniques de communication qu'ils en viennent à y voir la solution de tous les problèmes. Si bien que le médium devient le message. Pourtant, le plus important devrait se trouver aux deux bouts du relais. Au contraire, l'émetteur et le récepteur humains s'aliènent dans le transmetteur. Pire encore, souvent le contenant fait oublier la réalité du contenu et le jugement critique qu'elle commande. Devant de nouveaux Problèmes, on croit tout résoudre en ajoutant un autre tuyau, une valve de sûreté, un comité ou une commission de plus, une structure supplémentaire, [110] etc. Voilà comment on s'achemine progressivement vers l'hypertrophie bureaucratique de la structurite, bien loin des exigences d'une organisation efficace et souple. C'est une marque des puissances politiques que cette recherche de compensation dans des « grosses patentes » prestigieuses surtout dans le secteur public. À deux pas de chez moi, un édifice luxueux, inutilement spacieux, « abrite » les services de la commission d'assurance-chômage. Symbole de la force d'un gouvernement ? Quand on pense aux chômeurs qui se présentent dans ces lieux, quand on sait que ces services n'ont pratiquement pas d'emplois à offrir, quand on évalue les dépenses de fonctionnement de cet éléphant, comment ne pas céder au dégoût ? Et que dire du chômeur lui-même ? Il lui faut faire un joli saut psychologique et un acte de foi aveugle en son gouvernement pour se traîner régulièrement dans ce monde qui lui est totalement étranger. J'ai vu trop d'hommes humiliés pour taire l'inhumanité de telles pratiques. Le mépris que bien des gens du peuple ont pour la politique s'enracine dans des expériences aussi simples que celle-là. Voilà pourquoi des militants sociaux ont dû

imaginer des filtres, des relais d'accession, des antichambres de contestation, des béliers frustrés pour vaincre les incroyables résistances passives de ces institutions et de leurs agents grassement payés pour leur 9 à 5. Dieu, ce qu'il y a loin de la cuisine du chômeur au deuxième étage de cet édifice insolent administré par des routiniers et des ronds-de-cuir qui se gardent bien de se compromettre dans les vrais enjeux de leur cité et de leur société. Les exceptions confirment la règle. Il arrive même que « les plus zélés », les plus humains, sont regardés de travers par leurs confrères ; ou bien, ils sont classés comme des originaux inimitables. On en revient toujours à la qualité des hommes, par-delà les structures et les techniques de communication. Les modèles-relais reposent en définitive sur des hommes capables de vrais rapports humains, capables d'y mettre le temps et le prix, l'intelligence et le cœur. C'est dans ces dernières conditions qu'on trouve les principales sources de créativité, d'imagination et de solutions humaines. Cent mille tuyaux bien aboutés ne créeront jamais d'eux-mêmes une seule goutte d'eau vive, une seule calorie de chaleur humaine.

[111]

7. Les modèles-moteurs

[Retour à la table des matières](#)

Quand on fait un tour d'horizon des initiatives les plus intéressantes dans différents domaines, on découvre souvent une équipe d'hommes très solidaires et efficaces, qui savent ce qu'ils veulent et agissent en conséquence. Cette constatation nous rappelle une vérité toute simple de la pratique sociale, politique ou autre. Ce ne sont pas les structures comme telles qui dynamisent la vie, mais des hommes capables de décisions réfléchies et clairvoyantes, de démarches autonomes, créatrices et bien orchestrées. Encore ici, nous pouvons discerner les lignes de progression d'un autre modèle social en gestation.

A. Voici un groupe de citoyens libres d'attache partisane, d'étiquette sociale, de représentativité institutionnelle. (Il s'agit de la situation du groupe comme tel et non de celle des individus.) Devant la crise socio-économique profonde de leur communauté, ils décident de saisir les sources et les enjeux du drame vécu par tous, de faire un premier inventaire des ressources matérielles et humaines, de dégager des objectifs valables et des pistes d'action réalistes. Ils entrent en contact avec les instances gouvernementales concernées, avec les corps organisés de leur région et avec l'opinion publique. Ils s'associent des groupes de travail spécialisés pour préciser l'analyse de la situation et les lignes d'action. Ils amènent les agents d'intervention à se confronter autour de la même table et les gouvernants des différents paliers à se compromettre et à prendre leurs responsabilités. Ils rencontrent la population là où elle se rassemble dans les assemblées syndicales, dans les églises, dans les multiples organisations du lieu. Au cours du processus, au moment opportun, le groupe s'élargit, puis éclate volontairement pour laisser place à une autre entité reconnue et voulue par une forte proportion de citoyens. Sa fonction motrice se transmue et se

démultiplie démocratiquement. Pour s'exercer au départ, cette force a besoin d'une distance critique non seulement sur la crise elle-même, mais aussi sur ses différentes composantes, sur les divers responsables et victimes, sur les intérêts et les pouvoirs particuliers. Toute l'action est menée à jeu ouvert avec une incessante clarification des démarches et des intentions et une acceptation des conflits et des méfiances inévitables. Le groupe fait appel à ce qu'il y a de meilleur chez leurs concitoyens, à leurs solidarités fondamentales par-delà certaines options individuelles et sociales auxquelles les membres ne renoncent pas, ni pour eux-mêmes, ni pour les autres. Il s'agit d'abord de s'unir en fonction des plus mal pris et aussi par la pointe d'un avenir possible. À la crise partagée par tout diversement, [112] correspondent maintenant les concertations nécessaires. Les confrontations et les affrontements qu'on avait refusés jusqu'ici, par crainte ou par intérêt, s'inscrivent dans un processus démocratique structuré et dynamique. Le groupe comme tel peut alors se retirer au profit d'une organisation plus large et plus permanente. Cet exemple vécu par l'auteur comporte un passif qui sera signalé plus loin. Traçons ici les premiers traits du modèle-moteur.

B. Dans la plupart des milieux humains, il existe des *groupes-moteurs* qui, à un moment donné, exercent une influence déterminante. On les trouve dans telle ou telle institution ou dans un secteur Particulier d'activité, comme un milieu scolaire, un conseil du travail, une association d'hommes d'affaires, un service gouvernemental, etc. Des circonstances favorables ont pu aider à l'émergence d'une équipe d'hommes lucides et dynamiques, aptes à agir efficacement sur une situation, à mobiliser des énergies latentes, à faire progresser une population ou une communauté particulière ou une classe sociale. Qu'on ne voie pas ici automatiquement une vue élitiste des choses, mais un phénomène de liberté démocratique possible. Toute stratégie de développement perdrait beaucoup à ne pas miser sur de tels dynamismes déjà en marche. Il serait quand même utile de ne jamais prendre pour acquise la qualité motrice de certains groupes, non seulement à cause de la fluidité du champ politique et civique, mais aussi à cause des impondérables que véhicule toute forme de leadership. Les critères de popularité ou de publicité comptent parmi les premiers dangers d'illusion. Ceux qui travaillent le plus fort n'ont ni le temps, ni le goût de se

plébisciter ou de faire du tape-à-l'oeil. La vedetto-manie d'une certaine opinion publique superficielle peut nous jouer de mauvais tours, surtout lorsqu'elle appartient à ces univers faussés des jeux politiques partisans, de la consommation ostentatoire, de la course au prestige social, et que sais-je encore. Il faut donc d'autres critères et un meilleur flair pour détecter des cellules nerveuses et des groupes d'hommes qu'on ne rencontre pas souvent dans les multiples fêtes mondaines et certains rassemblements officiels ou encore dans la suite interminable de colloques et de congrès.

C. Un autre type de modèle-moteur peut se trouver chez des *équipes multidisciplinaires* qui commencent à se constituer. Nous savions que la spécialisation comportait cette ambivalence d'un progrès accompagné souvent d'inconvénients majeurs. Parallélisme et dispersion des forces, des objectifs et des structures. Compétition artificielle et désastreuse des professionnels formés à fort coût grâce aux sacrifices de la population. Ce genre de professionnalisme est loin d'être résorbé. Même [113] le syndicalisme a pu servir des intérêts sordides et inavoués chez certains groupes professionnels. Des rationalisations idéologiques ahurissantes contribuaient à la cause d'intérêts bien loin des impératifs d'une société juste. Ainsi donc, les querelles de statut subsistent même dans des champs d'activité où l'absence de vraies collaborations désintéressées provoque des désastres sociaux et empêche un développement communautaire urgent et vital. Comment ne pas souscrire pleinement à ces entreprises motrices où des hommes de divers horizons scientifiques et techniques, de champs d'expériences différents, acceptent de s'insérer modestement comme de simples membres, dans une équipe de recherche ou de planification ou de gestion ou d'animation ou, plus largement, d'aménagement ou de développement ? Ils assurent un premier élan concerté, ils prennent les devants dans l'objectif central d'une société plus solidaire, plus responsable, plus vigoureuse ; ils impriment un esprit davantage communautaire dans les modes d'administration et de participation ; ils invitent au sérieux les militants professionnels du progrès social, du débat idéologique, de l'aventure politique ; ils ont le souci de faire avancer les choses et d'unir les hommes par en avant. Espérons que certaines querelles stériles et certaines voies d'évitement ne prendront pas le dessus, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de ces groupes.

D. Nous trouvons une quatrième forme de modèles-moteurs dans ce que l'organisation moderne appelle un *état-major*. Il s'agit d'un groupe d'hommes, détachés de la cuisine administrative et des innombrables tâches de représentation, de négociation ou autre, consacrés à l'évaluation de la vie et de l'action de l'institution concernée et à une première élaboration de projets ou d'éléments significatifs de recherche et de discussion, qui seront soumis aux agents institutionnels en opération et parfois à leurs commettants. Voilà un besoin et une tâche souvent négligés dans bien de nos institutions. Soit qu'on n'y pense pas, soit qu'on n'investisse pas assez en hommes et en ressources, soit qu'on laisse à la marge cette initiative, soit qu'on mobilise ces groupes à d'autres tâches de surcroît qui finissent par prendre toute la place. Pourtant la complexité des problèmes actuels, les servitudes de l'action elle-même, le rythme très rapide de la cité et de l'histoire contemporaine, exigent ces « cerveaux », ces cellules nerveuses qui, à l'aide des meilleures techniques, clarifient ou dénouent les terribles échecs des petites et grandes stratégies, de notre vie quotidienne anarchique et de notre contexte historique difficilement saisissable. Ces états-majors visent tout autant la distance critique sur l'expérience immédiate avec ses capacités inhérentes que l'assumption plus lucide et créatrice [114] des dynamismes déjà à l'œuvre, mais inapparents. Nous commençons à peine, dans nos milieux politiques, administratifs, économiques et éducationnels à façonner efficacement ces modèles-moteurs. Avant d'y voir un ignoble technocratisme ou un intellectualisme idéaliste, il serait bon de mieux comprendre le rôle véritable de telles entreprises.

Aspects positifs

1. Les modèles-moteurs font surgir des *zones privilégiées de créativité*. Tellement d'énergies sont utilisées uniquement pour faire marcher nos lourds appareils ou pour les contester. On insistera jamais assez pour défendre et promouvoir des lieux d'innovation et des groupes créateurs, surtout dans des circonstances où tant de gens ont l'impression de tourner en rond, de s'embourber dans des débats interminables et souvent factices. L'économétrie nous a déjà prouvé le faible

pourcentage de nos investissements en ce domaine et le gaspillage ahurissant de nos talents. Serions-nous moins humains parce que nous accorderions un tel prix à l'intelligence féconde, au génie de l'organisation, à l'entrepreneurship, aux dynamismes personnels et collectifs ? Il y a des façons de concevoir la démocratie, qui la réduisent au plat dénominateur commun d'un égalitarisme médiocre, d'un consensus superficiel ou même d'un grégarisme inavoué. Idéologie de l'homme moyen, ou de la majorité silencieuse ou tapageuse. Idéologie de la spontanéité qui équivaut au n'importe quoi et au n'importe comment pourvu qu'on en ait décidé en assemblée générale (ce n'est pas cela, un peuple organisé). Idéologie aussi d'un certain militantisme enfermé dans un attelage doctrinaire, survolté par d'inépuisables charges critiques, et incapable de proposer le moindre petit projet au-delà de revendications légitimes, justes ou pas. Les innovateurs ont leur place partout, autant du côté de l'opposition ! Il y va d'une des plus importantes formes de participation, de progrès, de libération et même de gratification.

2. Les modèles de ce type sont des *agents de liberté*, d'une liberté constructive et responsable. Souvent la critique sociale se contente d'expliquer les problèmes en distribuant des reproches à des agents extérieurs. Toute dynamique d'innovation a comme première source la libération et la richesse intérieures. Cela n'infirmes en rien la nécessité de lutter avec acharnement contre des structures, des systèmes ou des pouvoirs « castrateurs ». Prendre ses coudées franches, aller au [115] bout de ce qu'on pense, faire confiance aux solidarités immédiates, accepter d'être contestés ou de se tromper, risquer courageusement et lucidement un projet, assumer une condition de minoritaire, mettre le temps nécessaire pour venir à bout de résistances passives ou aveugles, tolérer des reculs provisoires pour agir plus efficacement, autant d'attitudes intérieures des vrais innovateurs. Les vrais hommes libres sont plus rares qu'on ne le pense, et ce n'est pas toujours à cause des servitudes qu'imposent les autres, ou à cause de pressions externes de toute sorte. Combien d'hommes en situation favorable ont peur de leur propre liberté ! Sartre a analysé avec finesse dans *Huis-clos* cet enfer que se créent eux-mêmes ceux qui dépendent trop exclusivement du jugement des autres. *On innove déjà en se libérant* (dynamique cultu-

relle et sociale). *On se libère en innovant* (dynamique économique et politique).

3. Les modèles-moteurs constituent un champ de forces conjuguées pour les compétences et les talents d'un milieu ou d'une institution ou d'un groupe social. Trop de talents s'étiolent, trop de compétences se découragent, parce qu'ils ne trouvent pas de rampes de lancement solides et durables. D'autre part, certaines luttes individuelles débouchent sur des frustrations amères parce que leur artisan est devenu un expert susceptible ou jaloux de son autonomie. Il faut un minimum d'humilité pour innover avec des pairs et sacrifier la gloire des performances personnelles. Il faut aussi un sens communautaire profond. L'ère des maîtres est peut-être terminée. Notre individualisme latin s'en accommode assez mal. Openheimer disait que la solution du moindre petit problème, dans l'état actuel des connaissances, exige du génie en groupe. Cela ne préjuge pas de d'autres travers, tel celui de croire que le simple fait d'être et d'agir ensemble résout tous les problèmes. Que de temps perdu et d'énergies dépensées inutilement dans des équipes ou des rassemblements où la plupart ne consentent à aucun travail personnel ou à des démarches collectives exigeantes. Par ailleurs, des équipes d'hommes soucieux de compétence et de solidarité agissante ont valeur d'entraînement. Ce sont des foyers multiplicateurs et mobilisateurs d'énergies créatrices.

4. Les groupes-moteurs jouent un rôle essentiel non seulement pour donner de l'allant mais aussi pour assurer une orientation et une synchronisation plus fermes dans une politique de développement. Il ne s'agit pas de minimiser l'impact de l'opinion publique, de l'activité politique, bref des activités courantes d'une collectivité ou d'une structure sociale. Mais comme dans tout organisme vivant, il y a des centres-moteurs qui ont des fonctions d'activation, de synchronisation [116] et « d'achievement ». On sait ce qui arrive à un individu paralysé dans ces centres-moteurs. Il perd pratiquement ce qui fait la noblesse de sa condition humaine. Raisonner différemment au plan social, c'est compromettre la santé et la vitalité de tout le corps politique. Quand une idéologie valorise un centre-moteur au détriment des autres, elle déséquilibre tout le développement qui ne peut être qu'intégral. C'est

précisément la conviction-clef des grands courants humanitaires qui s'expriment sous le signe du développement.

Il leur arrive de camoufler sous le couvert de leur expertise ou de leur position sociale, ou de leur travail communautaire des intérêts privés, des poursuites de fins personnelles plus ou moins contestables. Ils ont en main des ressources collectives et d'énormes pouvoirs qui nous semblent commander une éthique très exigeante et un désintéressement radical. Il faut craindre le pire, s'il n'y a pas un peu de démocratie ouvert à leur niveau, précisément parce qu'ils n'ont pas immédiatement à répondre de leurs actes devant l'opinion publique ou l'électorat. Voilà des phénomènes assez neufs qui ne retiennent pas assez l'attention des citoyens de nos démocraties.

Aspects critiques

« Un régime d'experts sous la direction d'amateurs ». Cette description laconique de nos sociétés modernes a une part de vérité. Chez nous comme ailleurs, beaucoup d'observateurs lucides soupirent après un renouvellement radical du personnel politique. Mais le danger du *technocratisme*, *d'un nouvel élitisme d'expert*, *d'une néo-aristocratie de l'intelligence n'est pas moins grave*. Nous risquons une société à double étage, où se creuse le divorce entre les experts et les profanes, les nouveaux pouvoirs et les masses aliénées. Les groupes moteurs ont facilement tendance à escamoter le lent processus démocratique, à refuser le caractère déterminant de la fonction politique légitime. Ils se placent facilement au centre de tout. Ils extrapolent parfois leurs connaissances, leurs pouvoirs ou leurs champs d'action. Ils se veulent trop souvent les seuls définisseurs du bien commun et de ses exigences.

Il leur arrive de camoufler sous le couvert de leur expertise ou de leur position sociale, ou de leur travail communautaire des intérêts privés, des poursuites de fins personnelles plus ou moins contestables. Ils ont en mains des ressources collectives et d'énormes pouvoirs qui nous semblent commander une éthique très exigeante et un désintéressement [117] radical. Il faut craindre le pire, s'il n'y pas un jeu démocratique ouvert à leur niveau, précisément parce qu'ils n'ont pas im-

médiatement à répondre de leurs actes devant l'opinion publique ou l'électorat. Voilà des phénomènes neufs qui ne retiennent pas assez l'attention des citoyens de nos démocraties.

Il existe un autre aspect critique qui inverse les remarques précédentes. En effet, dans l'évolution sociale récente, on trouve beaucoup de moteurs sociaux en dehors des grandes institutions. Telle l'action ouvrière d'un leadership populaire qui se déploie hors des structures syndicales. Des assistés sociaux se regroupent en dehors des agences d'intervention sociale. Certains groupes poursuivent des luttes politiques à l'extérieur des partis. Des jeunes fuient les encadrements officiels Pour s'organiser entre eux, par eux et pour eux. On serait surpris de l'ampleur du phénomène des « marginaux volontaires », si on faisait un bilan de ces multiples initiatives « hors cadres ». Mais les perspectives ici dépassent les aires de marginalité, dans la mesure où des moteurs sociaux embrayent une quotidienneté trop ignorée par les structures formelles et les grandes organisations bureaucratiques. Sans doute les praxis sociales seront toujours plus complexes que les meilleurs schèmes et stratégies technocratiques. Mais il y a plus. En effet, l'univers urbain favorise l'émergence d'une multiplicité et d'une mobilité très poussées de regroupements, de rapports sociaux, de façons d'agir, de vivre et de penser. C'est dans ce riche contexte humain que naissent des dynamismes sociaux très proches des expériences vécues, des situations partagées, des centres d'intérêt très diversifiés, des lectures très différentes de l'événement. Les institutions évoluent souvent moins vite que la vie. Devant les nouveaux problèmes, des agents-moteurs entrent en action directement sans se préoccuper des longs détours institutionnels et des processus interminables de formalisation des démarches. Malgré ses conditionnements artificiels, la vie urbaine peut permettre une plus grande autonomie de pensée et d'action dans des groupes plus restreints ; elle offre des moyens de communication plus rapide, plus directe, plus fluide. Les éléments moteurs ont donc plus de possibilités de créativité et de liberté que dans la communauté traditionnelle qui exerçait un contrôle global des uns et des autres.

Cet ensemble de considérations nous amène à préciser un défi bien actuel de notre évolution sociale. Dès que nous pensons à des politiques nouvelles, nous nous croyons obligés de créer automatiquement des structures neuves. Or, souvent il existe déjà des groupes, des leaderships, des organismes qui jouent un rôle-moteur dans le champ

d'activités visé. En plus de certaines illusions technocratiques de jeunes [118] planificateurs, nous constatons une pauvreté des stratégies sociales pour assumer les forces motrices déjà à l'œuvre. Beaucoup d'agents dynamiques craignent de se faire absorber par le haut, et d'aliéner ainsi une vitalité qui vient précisément d'une expérience très riche. *Dans le domaine des réalités humaines, les meilleurs moteurs sociaux ne sont pas forcément ceux que l'on pense ou fabrique dans les laboratoires de techniques sociales.* Les révolutions culturelles des derniers temps devraient nous en convaincre, même si nous ne récusons pas les apports positifs d'organisations plus rationnelles, plus systématiques, plus soucieuses d'efficacité. Le modèle social que nous venons de décrire dans ses diverses formes d'expressions échappe tout autant au spontanéisme anarchique qu'au technocratisme artificiel.

[119]

8. Les modèles volants

La migration, un défi non relevé

[Retour à la table des matières](#)

L'humanité, après une courte histoire de sédentarisme, redevient mobile. Il est inutile de faire la preuve, ici, du caractère grandissant des phénomènes de mobilité en tous sens. Notons toutefois une renaissance évidente du besoin d'enracinement qu'expriment les révolutions culturelles, les néo-nationalismes, les praxis sociales et les idéologies des derniers temps. Malgré ce contre-courant, l'extension galopante de la révolution technologique multiplie les possibilités et les nécessités de mobilité. Les contemporains n'ont pas tellement exercé leur imagination pour créer des modèles sociaux susceptibles de répondre à certains problèmes humains cruciaux qui naissent de cette mobilité. Sans doute a-t-on développé, de façon géniale, des moyens matériels de communication, de déplacement. Mais combien de services essentiels sont laissés pour compte ? Un rapide tour d'horizon nous en convaincra.

Des milliers de travailleurs vont s'installer provisoirement près d'un nouveau chantier loin des grandes agglomérations (Manicouagan, Churchill Falls, etc.). Une autoroute, un nouvel aéroport, un plan de rénovation de centre-ville déplaceront des milliers de familles. Des quartiers de l'inner-city sont pratiquement des lieux de transit ou de passage. Durant les fins de semaine et les mois de vacances, des centaines de milliers de citoyens envahissent des lieux de villégiature qui ont souvent des infrastructures sociales bien insuffisantes. On voit pousser ça et là des villages de roulottes. Derrière cet ensemble de manifestations de mobilité, se cachent souvent une vie sociale atomisée et chaotique, des relations humaines brisées et une instabilité psy-

chique exacerbée, une absence de politiques cohérentes et de modèles sociaux adaptés à ces types d'expérience humaine.

Nous ne voulons pas, par ailleurs, ignorer ce qu'il y a de positif dans les nouveaux styles de vie qui sous-tendent ces expériences collectives. Il y a des façons d'envisager « l'adaptation » et « l'intégration », qui réduisent la vie sociale à un plat dénominateur commun, à un moule unique de classe moyenne, ou encore à une consécration non critique du système en place. Pensons par exemple au modèle social insignifiant de l'univers banlieusard nord-américain. Nous en avons longuement traité dans l'ouvrage : *Stratégies sociales et nouvelles idéologies*. Plus ou moins consciemment, la plupart des citoyens et même [120] des planificateurs en font une sorte de type idéal d'existence collective. Certaines réactions récentes contre ces lieux fous de consommation ostentatoire et de névrose d'isolement se traduisent justement par le retour à la mobilité de l'*inner-city*, des villages de roulottes et du tourisme de fin de semaine.

Devant de tels phénomènes, il serait ridicule de se limiter à une psychologie de gratte-ciel, à une politique de gros centres de services, alors que certaines conditions de vie exigent des équipes légères et mobiles qui suivent le déplacement des collectivités. Ces équipes peuvent faire le lien entre les communautés d'origine et les lieux d'arrivée. Elles seules peuvent articuler le coup d'envoi et l'aménagement de l'accueil. Les centaines de ruraux déplacés par l'installation de l'aéroport Sainte-Scholastique n'ont pas bénéficié de cette aide « communautaire » dans le cadre des mesures gouvernementales. Malgré une armée de technocrates et de fonctionnaires et une mise de fonds gigantesque, on n'a pas su même effleurer le problème « social » des cultivateurs de Sainte-Monique qui viennent s'installer brusquement à Montréal ou à Saint-Jérôme dans un milieu urbain très différent de la communauté rurale. Il suffit d'imaginer un moment le désarroi de cet homme de quarante-cinq ans, devant sa fenêtre à six heures du matin, au moment où jadis il faisait son « train ». Quarante-cinq ans, sans emploi, quelques milliers de dollars venant de l'expropriation de sa terre, arrêt soudain d'une vie souvent intense et assez bien orientée, traumatisme d'une quasi-impossible relance professionnelle dans une situation grave de chômage, bouleversement global d'un style de vie, d'une mentalité, d'une dynamique d'existence. Qu'est-ce que la société a prévu pour cet homme, reproduit à des milliers d'exemplaires ?

Les bureaux d'études et les grands plans nous noient dans les statistiques de la migration, mais ils restent bien avares quant aux stratégies sociales pour humaniser les mobilités volontaires ou forcées. La grande ville comme les petites métropoles régionales reçoivent à tous les jours des centaines de migrants. Seuls des services techniques comme l'Hydro, le Bell téléphone, l'administration municipale atteignent ces nouveaux « clients » ou payeurs de taxes. Depuis des années, ce problème, toujours grandissant, ne reçoit pas de réponses vraiment humanitaires et communautaires. Un processus aussi aveugle contribue à une terrible désintégration sociale des tissus humains de milliers de citoyens. C'est seulement dans le cas d'épreuves spectaculaires (incendies, effondrements de terrain, inondation) qu'on organise des équipes de secours et des dispositifs d'aide provisoire. Mais au bilan, il n'existe pas de politique permanente d'intervention sociale dans le domaine de [121] la migration et de la mobilité. Élargissons la perspective et demandons-nous si les citoyens ne sont pas condamnés à s'adapter à des services organisés et localisés selon une rationalité et une rentabilité tout à fait étrangères aux exigences minimales de conditions de vie plus humaines. Pourtant, n'est-ce pas le sens premier d'un service que d'exister en fonction des hommes et non vice-versa ?

Quelques initiatives récentes vont nous apporter un début de réponse et nous permettre de préciser ce que nous entendons par « modèles volants ».

Exemples de modèles volants

Le rapport Castonguay-Nepveu prévoit un réseau complet d'assistance à domicile, avec une attention spéciale aux lieux de migration intense. Évidemment les objectifs du début restent modestes : « maintenir le plus possible toute personne ou tout groupe de personnes dans leur milieu naturel ; alléger les tâches des mères au travail ou de familles nombreuses ; permettre de maintenir la structure familiale en l'absence d'un conjoint ; éviter concurremment le placement des personnes âgées, des malades ou des infirmes ne requérant pas des soins intensifs, et surtout des enfants. » Nous connaissons déjà les terribles inconvénients de ces placements d'enfants dans des foyers nourriciers. Le même enfant peut parfois vivre dans quatre ou cinq foyers diffé-

rents en l'espace de quelques années. Il ne se remettra jamais de cette absence d'intégration dans le lieu privilégié et stable de sa famille naturelle. C'est pourtant celle-ci qu'il faut renforcer. Inutile de mentionner les coûts exorbitants de la première solution. On devrait dire la même chose des gros foyers d'hébergement des personnes âgées qu'on déracine de leurs milieux naturels pour les parquer dans des ghettos propices à de terribles névroses.

Des équipes volantes et polyvalentes, avec un minimum d'acculturation aux milieux visés pourraient éviter des gros investissements en béton et en lourdes structures artificielles et imaginer des solutions plus humaines, sur place, avec les gens concernés. On ne déplace pas facilement un gros centre bâti à coups de millions. Il arrive que la mobilité géographique change du tout au tout les centres névralgiques de communication, de résidence, de travail, de services. Le phénomène massif de migration et de mobilité exige donc d'autres solutions, c'est-à-dire des structures d'appui beaucoup plus souples qui aident les gens concernés à inventer des solutions plus réalistes et plus responsables [122] selon leurs aspirations propres, leurs modes de vie, leurs centres d'intérêt, leurs solidarités naturelles. Paradoxalement les modèles volants de services visent à assurer un minimum de stabilité pour compenser les effets négatifs de la surmobilité urbaine.

Nous rencontrons des problèmes et des solutions semblables dans *le domaine culturel*. Pensons aux camps de vacances pour les familles urbaines de revenus modestes, aux nombreux groupes de camping. Il faudra songer aussi à des services culturels plus mobiles, jusqu'ici les initiatives du genre « théâtre d'été » en milieux touristiques ne rejoignent qu'une clientèle de milieux aisés. Les couches populaires n'ont que les résidus de loisirs commercialisés aliénants et trop souvent dominés par des profiteurs. Quant aux milieux touristiques eux-mêmes, ils nous révèlent une économie artificielle et non structurée. La population résidente compte une large proportion de prolétaires qui doivent se débattre avec un coût de la vie plus élevé chez eux qu'à la ville (le « panier de consommation » est 10% plus cher à Sainte-Agathe des Laurentides, si on prend pour base le coût de la vie à Montréal). De meilleures politiques socio-économiques plus ajustées à ces secteurs d'intense mobilité pourraient éviter des injections massives d'assistance sociale qui encouragent une dépendance chronique. Pourquoi, par exemple, ne préparerait-on pas la main-d'œuvre des milieux touristi-

ques moins favorisés à participer activement, sur place, à la mise en oeuvre des classes vertes ou des classes de neige. On sait comment ces dernières initiatives restent atomisées, et non intégrées par une démarche politique qui articulerait les dimensions économiques et culturelles.

Modèles volants aussi chez les jeunes qui, comme partout ailleurs, cherchent des formes valables de service et d'engagement dans la construction de la société. On a eu, par le passé, beaucoup d'imagination pour faire du service militaire une école active ! Il faudrait autant d'imagination pour créer diverses formes de service civil. La mutation d'un type à l'autre n'est pas un simple glissement de terrain. Elle marquerait l'avènement d'une nouvelle philosophie sociale, d'une réorientation profonde de nos formes de socialisation, de nos objectifs politiques et de nos investissements matériels et humains. Rien n'empêche d'élargir les perspectives au plan international. Certains pays nous ont déjà précédés. Chez nous, l'office franco-qubécois a ouvert une première brèche en établissant des échanges entre groupes volants des deux pays concernés. Inutile de dire que pareille initiative présente un grand intérêt pour la jeunesse moderne.

[123]

Enfin, nous voulons signaler une autre forme de modèle volant trop peu exploité. Le bénévolat revient en surface après une courte absence. Avant d'y flairer un vieux relent de paternalisme ou d'appréhender le retour des dames patronnesses, il serait bon de regarder de plus près certaines expériences récentes. On a constitué dans quelques endroits de la province des « *banques de bénévoles* ». Combien de forces vives et disponibles sont tout simplement ignorées ou inemployées surtout dans des domaines où de terribles besoins se font sentir. Il coulera bien de l'eau sous les ponts avant que l'État québécois aménage des politiques sociales adéquates. Certains idéologues en s'opposant aux initiatives des Fédérations se servent des démunis pour défendre des objectifs irréalisables dans l'immédiat. Sont-ils prêts à laisser crever des milliers de personnes en attendant le grand renversement de pouvoir ? En cela, ils ressemblent aux tenants des pouvoirs qu'ils contestent. Voilà une attitude inhumaine et très peu réaliste au plan politique. Le peuple ne les suivra jamais. Il le prouve d'une élection à l'autre.

Il y a chez nous une mythologisation de l'État qui ressemble à celle de l'Église-providence dans la chrétienté d'hier. Nous risquons de passer d'une dépendance à l'autre, si nous n'apprenons pas à mieux comprendre le rôle d'un État moderne. Le nôtre, avec un potentiel limité, a dû opérer sur tous les fronts à la fois. Il connaît actuellement un essoufflement évident. S'en remettre à lui à propos des moindres problèmes, c'est démissionner devant des responsabilités qui seraient mieux assumées à d'autres niveaux. Il ne s'agit pas de consacrer le bon vieux libéralisme persistant ou de faire le jeu de ceux qui ne veulent pas changer les structures sociales correspondantes. Mais la néo-bureaucratization nous menace tout autant. Des engagements sociaux et politiques plus libres, plus gratuits, auront toujours leur place pour humaniser des conflits nécessaires et inévitables, pour compléter des politiques sociales jamais parfaites, pour ouvrir de nouvelles avenues d'action solidaire et de responsabilité créatrice. Voilà, me semble-t-il, quelques objectifs valables pour ces banques de bénévoles. Nous n'ignorons pas les périls d'évasion, les voies d'évitement ou de fausse compensation, et même les tentations de biaiser les vrais enjeux politiques. Mais nous répétons que ce genre d'engagement est nécessaire dans toute société, dans toute institution. Même un parti politique ne saurait s'en priver. C'est une des coordonnées essentielles de la vie démocratique.

[124]

Aspects positifs

Seuls des équipes mobiles et des appareillages légers peuvent rejoindre certains besoins et certaines conditions nouvelles de vie, dédouaner des problèmes enlisés depuis longtemps dans les dédales bureaucratiques.

- Ils ont l'avantage de centrer l'attention sur l'essentiel, sur les services les plus importants à offrir, tout en favorisant l'imagination créatrice et la souplesse de pensée et d'action.

- Ils évitent de gros investissements peu productifs qui aboutissent à la création d'éléphants blancs. Personne ne niera la persistance de

cette mentalité qui cherche de fausses sécurités dans de « grandes patentes prestigieuses ». Comme on l'a déjà dit, les petites nations ont à exercer leur génie dans des voies souvent différentes de celles des peuples nombreux et forts. L'exemple du projet de la Baie de James témoigne de notre tendance à chercher de fausses et faciles grandeurs. Certains seraient prêts à tout mobiliser dans cette aventure, alors que l'avenir paraît privilégier des structures légères et mobiles. L'économie quaternaire nous permettrait de sortir de notre psychologie obsessionnelle de rattrapage pour entrer dans une dynamique de l'en-avant. Par exemple, une équipe de chercheurs dans un secteur de pointe fait avancer les choses beaucoup plus qu'une fabrique automatisée de cure-dents ! Nous reviendrons sur ces remarques caricaturales dans les chapitres sur le développement. Retenons ici l'importance d'initiatives de pointe qui s'accompagnent d'effets multiplicateurs et de forces d'entraînement.

- Les nouvelles formes de chômage et le défi du plein emploi semblent être le talon d'Achille de la société technologique. Nous en savons quelque chose en Amérique du Nord ! L'économie primaire et secondaire, dans ce contexte, réduit sans cesse ses besoins quantitatifs de main-d'œuvre. Et le secteur tertiaire n'arrive pas à absorber un surplus toujours abondant. On a peu investigué les nouvelles pistes de création d'emplois. Or, notre réflexion sur les modèles volants nous laisse entendre qu'une foule de services sont à créer pour la société d'aujourd'hui et surtout de demain. Déjà, ne faut-il pas songer à une stratégie multiplicatrice de nouveaux débouchés ? Ne serait-ce pas une façon de féconder mutuellement les composantes sociales, culturelles, économiques et politiques du développement ?

- Les modèles volants ont l'avantage de centrer l'attention sur les agents humains d'intervention et de relativiser le rôle des autres facteurs institutionnels, particulièrement dans le domaine des structures [125] et des investissements purement matériels. Cela devient plus évident au plan des politiques de recherches. Certaines politiques favorisent des mises de fonds davantage pour l'équipement d'entretien que pour la constitution d'équipes de chercheurs et l'instrumentation dont ils ont besoin. On hésite moins à financer le matériel d'un secrétariat que le travail des chercheurs eux-mêmes. Cette fausse échelle de valeurs se retrouve dans bien d'autres secteurs d'activités, surtout au plan des services publics. Il ne suffit pas de proclamer de façon géné-

rale ou abstraite le primat des ressources humaines. Que valent par exemple ces efforts incessants de coordination des structures, si les hommes de diverses disciplines ou expériences, d'horizons différents et complémentaires, n'acceptent pas de travailler solidairement en vue d'objectifs essentiels. L'aliénation la plus subtile des hommes se relie peut-être à celle d'une société qui s'aliène dans ses instruments, ses moyens et ses objectifs réels. Les finalités humaines prennent ainsi un caractère résiduel ou marginal. L'enveloppe ancienne ou nouvelle empêche un développement dont le germe générateur se trouve toujours dans la qualité des hommes. La dérive atteint des proportions ahurissantes quand les valeurs humaines les plus vitales sont réduites à une fonction motrice pour vendre des produits futiles, accroître aveuglément des profits, assouvir des pouvoirs dominateurs, légitimer des structures d'exploitation, ou simplement assurer la bonne marche des machines administratives d'ordre privé ou public.

- Les modèles volants nous invitent donc à un surcroît d'humanité dans l'organisation sociale de la cité moderne. Ils veulent vaincre les distances socio-économiques et politiques et opérer là où sont les hommes et les problèmes réels. Ils nous rappellent que les luttes de pouvoirs ou d'intérêts ne doivent pas se faire au détriment des services essentiels. Ils offrent d'autres voies de créativité sociale et culturelle. Enfin ils apportent un ferment d'humanisation dans les poussées récentes des grandes manœuvres d'aménagement physique. Par exemple, l'utilisation rationnelle du sol ne doit pas être étrangère au type d'homme et de société, aux formes de rapports sociaux auxquels nous aspirons. Je ne suis pas sûr que les uns et les autres sachent très bien évaluer la dimension proprement humaine des neuves stratégies d'environnement. (Une étude des procès-verbaux de différents gouvernements locaux a montré que toute leur activité se réduit pratiquement aux travaux publics d'ordre matériel et aux questions immobilières). Trop peu de citoyens et d'agents institutionnels s'interrogent sérieusement sur leur philosophie sociale, par-delà les vagues clichés des droits de l'homme. Quel contenu concret donne-t-on à des mots passe-partout [126] comme la démocratie, la communauté, la justice, la fraternité, l'égalité, la liberté, etc. ? Les modèles volants nous renvoient au terrain de la quotidienneté, là où se vérifie la vérité des politiques et des idéaux sociaux, des intentions et des comportements.

Aspects critiques

Ces modèles comportent des inconvénients et des limites.

- Devant les dangers de gigantisme bureaucratique, certains écartent trop facilement des exigences essentielles de centralisation, qui accompagnent celles des participations à la base, des activités sectorielles et des démarches aux différents paliers structurels. Il faut savoir distinguer ce qui mérite d'être décentralisé et ce qui nécessite un mouvement contraire. Des centres bien équipés gardent toute leur importance dans n'importe quel champ institutionnel. Qu'il s'agisse de recherche ou d'organisation, d'information ou d'animation, de décision et d'exécution. L'image des centres nerveux du corps humain peut servir ici d'évocation. La vie elle-même est structurée de façon complexe. Elle devient monstrueuse ou éphémère sans un équilibre à la fois stable, dynamique et unifié des différents organes vitaux. La faiblesse de l'un ou l'autre compromet tout le fonctionnement de l'organisme. Il y a des tendances idéologiques ou des attitudes pragmatiques qui rendent impossible toute organisation effective de la vie sociale soit dans le système actuel ou dans un autre qu'on voudrait édifier. Des initiatives isolées, échevelées ou éparpillées, au nom d'une certaine conception de la liberté ou de la spontanéité ou même de la révolution permanente, ne créeront jamais d'elles-mêmes une société humaine vivante et dynamique. Nous ne voulons pas tomber à notre tour dans un faux organicisme social. Par ailleurs, il n'est pas superflu de se souvenir que toute forme de vie passe par une structuration complexe et exige des centres nerveux très forts pour assurer son unité fondamentale. Aucune utopie sociale ne saurait escamoter de tels impératifs.

- Dans un monde aussi mobile que le nôtre, les hommes ressentent des besoins d'enracinement, de soutiens plus stables, de lieux d'identification, de cellules d'intégration, de pôles solides d'appartenance. Les modèles volants ne peuvent combler ces attentes. Ils se déploient sous le signe du provisoire et des à-coups de l'existence collective. Il faut chercher ailleurs d'autres moyens pour tisser des liens communautaires plus étroits et plus forts. Nous en avons déjà signalé plusieurs dans

les chapitres précédents. Les moyens modernes de communication [127] rendent plus accessibles des structures centralisées, alors qu'autrefois il était nécessaire d'éparpiller dans tous les coins du territoire la plupart des services. Nous maintenons notre insistance sur la proximité des hommes et des services, mais pas au point de perdre de vue les avantages d'une authentique centralisation là où elle s'avère utile ou nécessaire. Nous sommes même très préoccupés de la pauvreté des liens structurels entre nos institutions, de la texture très faible de notre organisation sociale. Il ne suffit pas d'emprunter les chemins de la mobilité et de la dispersion pour rejoindre les hommes. De nouveaux modèles sociaux plus stables et plus cohérents nous apparaissent nécessaires.

- Il existe aussi un danger d'établir des coefficients exagérés de mobilité ou de ne pas tenir compte des effets inverses de certaines techniques de communication. Ce qui exigeait autrefois des déplacements nombreux et massifs, peut se résoudre maintenant par des échanges immédiats. En effet, les réseaux modernes de communication électronique avec un appareillage léger permettent de mettre en présence des individus dispersés sur un vaste territoire. Grâce à ce type d'audiovisuel, tout se passe comme si les individus concernés se retrouvaient dans la même salle pour discuter de questions importantes. Quelques administrations privées et publiques ont tenté avec succès de telles expériences. Voilà un nouveau modèle qui est en train de naître. Connaîtra-t-il une large diffusion dans l'avenir ? Nous le croyons, même si les hommes rechercheront toujours une proximité moins artificielle, plus spontanée, plus créatrice d'un « nous » solidaire et en coude-à-coude.

- Les modèles volants gardent, malgré ces considérations, tout leur impact original. Ils allègent certains processus institutionnels qui engagent parfois les citoyens dans des démarches interminables, qui découragent la participation démocratique et la responsabilité individuelle ou sociale. On ne se cure pas les dents avec une patte d'éléphant. Si pour des décisions immédiates et courantes, les agents d'intervention et les citoyens eux-mêmes doivent franchir tout un réseau de filières, de formules, de paliers de juridictions, il est inutile de dé-

fendre l'efficacité de la technocratie moderne ou encore les possibilités inédites de démocratisation dans les nouveaux modèles d'organisation. Des équipes volantes pourraient peut-être apporter un souffle neuf et redonner plus d'allant et de ressort à nos politiques sociales. Voilà ce que nous avons voulu montrer.

[128]

9. Les modèles gestionnaires, bureaucratiques et cybernétiques

A. Les modèles gestionnaires

[Retour à la table des matières](#)

On a dit que la force par excellence des Américains réside dans leur génie de l'organisation : certains rattachent cette dynamique aux sociétés industrielles avancées. Étant donné que l'univers organisationnel de nos sociétés modernes prend sa source principale et s'alimente surtout dans les expériences de gestion industrielle, il est nécessaire d'interroger celle-ci d'abord.

On peut considérer l'entreprise soit comme entrepreneur, soit comme organisation, soit comme pouvoir. C'est à partir de ces trois pôles que les critiques ont monté trois procès percutants :

- L'initiative économique dépend de plus en plus de dirigeants professionnels qui ne sont pas contrôlés de manière effective. Les directeurs, particulièrement, constituent une oligarchie qui se perpétue par cooptation ; ils échappent au contrôle de qui que ce soit (actionnaires, État, consommateurs, syndiqués, marchés, etc.). D'où ce soupçon d'il-légitimité, cette accusation de domination absolue et insaisissable.

- La plupart des producteurs sont aliénés dans l'appareil de production. Ils ne participent pas vraiment à l'organisation de celui-ci. Meilleure distribution des biens, mais aliénation de pouvoir. En dehors du cercle des grands administrateurs, apparaissent des formes de nouveaux prolétariats qui réduisent à l'état d'enfance économique des ci-

toyens adultes au plan juridique. L'enjeu atteint donc les structures économiques elles-mêmes comme agent aliénateur de la liberté, de la responsabilité et de la dignité d'une majorité des citoyens.

- Un tel système économique devient une vaste machine à produire des privilèges, des inégalités insurmontables. Il frappe à sa source et à son aboutissement toute politique de bien commun et de véritable promotion collective. Il draine au profit exclusif d'une minorité ploutocratique les ressources matérielles et humaines de collectivités de plus en plus larges, sans compter les problèmes de gaspillage, de pollution, de coûts sociaux exorbitants qu'il secrète.

Voilà ce que souligne P. de Woot (*Pour une doctrine de l'entreprise*, Seuil, 1968). Ces critiques amènent des militants sociaux, par-delà les fronts culturels, sociaux et politiques, à lutter directement au plan économique. Mais il ne faut pas ignorer ici l'évolution interne des entreprises vers une démocratisation des structures et de leur fonctionnement. C'est cette gestation de nouveaux modèles gestionnaires que nous allons retenir.

[129]

Les relations humaines

Aux États-Unis, le « mouvement des relations humaines » a élaboré une première stratégie de la participation. Qualité de la communication, de l'information et des relations interpersonnelles. Perception plus juste des comportements réels des individus et des groupes. Diminution de l'arbitraire des décisions par de meilleurs outils de gestion. Voilà autant de préoccupations assumées par les artisans de cette tendance.

Mais devant l'ampleur des aliénations professionnelles, sociales ou autres, les psychologues des relations industrielles se penchèrent sur l'univers des besoins psychologiques et sociaux et sur la qualité du leadership. Ainsi voulaient-ils récupérer les éléments subjectifs laissés pour compte dans les structures classiques. « Au lieu d'opposer l'irra-

tionalité des sentiments à la froide rationalité des techniques.... la notion des relations humaines désigne aujourd'hui l'ensemble des conduites liées à l'appartenance à un système d'organisation ». (A. Touraine). Satisfaire les aspirations et les besoins fondamentaux permettrait de faire contre-poids au surplomb de l'organisation et aux contraintes d'un pouvoir préoccupé d'efficacité et de rentabilité. L'être humain n'est pas seulement une main ; il est aussi un cœur, une tête, une liberté, un projet. Il faut donc combiner l'aspiration de la réalisation de soi-même avec celle d'une entreprise dynamique. Pour ce faire, on développera des techniques sociales très raffinées d'intéressement, de motivation, de communication et de reconnaissance de chacun des travailleurs « individuellement ». Ainsi les relations interpersonnelles prendront une suprême importance, par-delà les groupes primaires et les allégeances syndicales ou autres.

Évidemment, certains critiques y virent une tentative subtile d'utilisation maximale des facteurs humains pour des fins qui restaient toujours les mêmes : le succès financier et la domination ultime des minorités oligopolistiques. D'où une seconde poussée critique autour des questions du pouvoir, de sa légitimité, de son exercice et de son contrôle dans les structures industrielles.

L'organisation scientifique

Un second mouvement réformiste allait s'employer à contourner cette profonde remise en question et marquer quelque progrès. On admet d'abord que le pouvoir pouvait avoir plusieurs sources et plusieurs [130] centres, sans pour cela, compromettre l'unicité des commandements et la complémentarité des responsabilités. De même, la participation et l'identification de l'ensemble du personnel à l'entreprise semblaient être une façon de surmonter les oppositions internes de toute sorte. Quant aux conflits externes, il s'agissait de convaincre tout le monde de la valeur inestimable des entreprises dans le patrimoine commun de la société. Pour atteindre ces objectifs, il n'était pas nécessaire de changer le système économique. Il fallait plutôt améliorer les méthodes de gestion, le style de leadership et le climat de l'entreprise (participative management), et créer un équilibre dynamique entre les intérêts des différents groupes concernés : « les actionnaires, le per-

sonnel, les consommateurs, les fournisseurs, les distributeurs, les collectivités locales et nationales ».

Canadian Marconi se définira comme suit :

- Vis-à-vis des actionnaires : résultats bénéficiaires
- Vis-à-vis des clients : prix, qualité et service
- Vis-à-vis du personnel : traitement équitable et continuité d'emploi
- Vis-à-vis de l'industrie dans son ensemble : action constructive et éthique
- Vis-à-vis du pays : développement économique et social

Pour y arriver, l'entreprise cherchera une ouverture au progrès technologique par la recherche et le développement, une adaptation rapide au progrès par l'innovation et la « dynamique des produits », une grande flexibilité de l'organisation assurée par la qualité de la direction, un solide pouvoir d'action appuyé sur des justifications convaincantes.

Vers de nouveaux modèles

Une rapide rétrospective des stratégies nous permet de dégager trois phases dans l'effort systématique de rationalisation dans le monde industriel :

- L'organisation scientifique du travail
- L'élaboration des techniques de contrôle et de marché
- Le *corporate planning* avec ses techniques inédites de décision dans un cadre prévisionnel.

[131]

Dans cette dernière étape, on ne fait plus reposer l'unité et le dynamisme économique sur telle ou telle catégorie d'agents, mais sur l'entreprise elle-même, et plus largement sur la technostructure. C'est celle-ci qui précède, accompagne et dépasse les divers agents. Voilà l'entité supérieure qui commande l'ensemble de la structure, des processus de fonctionnement et des objectifs. Comme point d'appui une organisation scientifique capable d'articuler la souplesse des structures, l'initiative des individus et les mécanismes de contrôle, l'efficacité de l'organisation et les aspirations des hommes, la négociation, la participation et le consensus. Comme on le voit ici, la stratégie met à profit les acquisitions précitées, tout en les améliorant. Ainsi cherche-t-on à pousser la satisfaction de l'individu jusqu'au point de son identification à l'objectif commun de l'organisation. Voici les principales orientations du nouveau modèle gestionnaire :

- la direction par les objectifs consacre le primat des tâches sur les statuts et les rôles, et en même temps l'unité du leadership. Le contrôle devient ainsi l'auto-contrôle diffusé dans toute l'entreprise par la communauté d'objectif ;
- les communications et les informations doivent aller de la base au sommet de la hiérarchie et vice-versa ;
- le travail de groupe assure à la fois l'épanouissement des membres, l'interdépendance et la collaboration ;
- la recherche de relations positives cumulatives amène les uns et les autres à se sentir plus responsables de l'organisation ;
- la direction, centrée sur les tâches et les groupes, s'emploiera à diminuer les tensions et les divergences en canalisant l'attention sur les objectifs communs et les responsabilités qui en découlent. Elle devra exercer une « influence nette », ouverte à la discussion des problèmes liés aux objectifs. Elle visera à la fois le rassemblement, l'orientation et la combinaison des ressources

matérielles et humaines de l'entreprise, et cela dans une perspective d'innovation et de productivité maximales.

Aspects critiques

- Le modèle gestionnaire moderne doit donc valoriser trois dimensions inséparables :

- la créativité
- la participation
- la concertation

[132]

Des trois caractéristiques mentionnées plus haut, c'est la participation qui fait le plus difficulté. Pierre Laurin, en s'appuyant surtout sur les études de R. Likert, D. McGregor, C. Argyris, R. Albrook, A. Zalesnik et R. Davis, a esquissé une évaluation des expériences de participation dans l'entreprise nord-américaine (Le Devoir, 25 et 26 mai, 1971).

Voici les difficultés retenues par l'auteur :

- La multiplication des consultations, des échanges, des explications et des justifications alourdit gravement le processus d'action.
- L'administration se voit forcée de créer une structure parallèle et une stratégie secrète pour opérer efficacement, alors que les mécanismes officiels de participation maintiennent un rituel faux et frustrant pour les autres parties.
- Différents membres de l'organisation se trouvent impliqués dans des problèmes qui ne relèvent pas de leur compétence. D'où une incompréhension mutuelle grandissante qui augmente l'exaspération et l'inefficacité des uns et des autres.
- Les questions secondaires sont traitées sur un même pied avec celles d'importance majeure.

- L'autorité devient incertaine, les subordonnés confus et hyper-critiques. Beaucoup souffrent de l'absence de cadre ferme et de politiques décisionnelles déterminantes. De part et d'autre on craint d'intervenir indûment. On souffre d'une certaine supervision anonyme du groupe. Le « leadership égalitaire », contrairement aux prétentions reçues, ne favorise pas l'initiative personnelle, ni la reconnaissance au mérite des compétences et du travail.
- La gestion quotidienne, les problèmes d'urgence, sont les parents pauvres à côté de vagues discussions sur les « grandes orientations ».
- Peu à peu les rivalités et les ambitions remplissent le vacuum de leadership et font naître des luttes latentes de pouvoir, camouflées sous le rituel de la coopération et de la délégation. Parfois les mécanismes de défense du groupe prennent le dessus, mais c'est aux dépens de la créativité. Et souvent des collusions négatives renaissent à la suite des crises intermittentes.
- L'autorité légitime doit alors intervenir de façon rigoureuse et contraire aux premières ententes. Mais son pouvoir est déjà gravement compromis.

Devant ces obstacles majeurs, certains ne désespèrent pas de la participation, mais ils posent des conditions essentielles -

1. Assurer la force, la continuité et la vision chez le leadership. L'idéologie de l'oppression de toute autorité rend toute démarche institutionnelle impossible. Par ailleurs, une autorité compétente, ouverte, [133] unifiée peut soumettre des objectifs cohérents et susciter de fécondes participations chez les membres de l'organisation. Il est faux de prétendre que ceux-ci ne veulent pas de leadership identifiable en dehors d'eux.

2. Éviter de confondre consultation et décision, « exécutif et législatif ». La participation égalitaire dans la décision comporte bien des ambiguïtés. Qui va décider en dernier ressort surtout dans le cas de

graves conflits ou de forces également partagées ? L'expérience démocratique ne nous a-t-elle pas appris à séparer, distinguer et préciser les pouvoirs, tout en affirmant une unité ultime de commandement ? Les deux confusions précitées sont trop fréquentes pour ne pas les dénoncer.

3. Établir la participation sur la base des contributions distinctives. La démocratie de base, dans la pratique de certains, équivaut à la liberté d'intervenir n'importe comment, n'importe quand, n'importe où. Rien d'efficace ne se fait sans la définition des aires, des modes et des niveaux d'intervention pour permettre à chacun d'apporter une contribution dans sa ligne de compétence ou du moins dans un processus articulé et finalisé.

4. Adapter le degré de participation à la nature de la tâche. Certaines activités et certaines situations se prêtent, à des degrés divers, à une politique de participation. Il faut en tenir compte, sinon on compromet même la confiance des uns et des autres dans la participation. Pensons à des cas d'expertise où, sous prétexte de démocratie, le premier venu peut contester sans preuve les fruits d'une longue recherche. La tendance inverse consistera à n'accorder aucun crédit aux « profanes », à ceux qui vivent la situation qu'on veut transformer « scientifiquement ». En dernière analyse, il est nécessaire de retenir quelques questions-clefs dont dépendent la qualité de la participation elle-même :

Quels sont les objectifs de l'organisation ?

Quelles sont les tâches à accomplir ?

Quel est le meilleur partage des tâches ?

Quels sont les divers responsables ?

Quelles communications sont à assurer ?

Qui sera responsable des résultats à chaque niveau ?

[134]

Nous avons bien conscience d'avoir apporté quelques vues bien sommaires sur les nouveaux modes de gestion dans le monde industriel. Il suffit de parcourir les nombreuses études sur la question pour se rendre compte de la richesse et de la complexité de ces expériences. Nous laissons de côté, pour le moment, la critique des fondements idéologiques. Mais le lecteur reconnaîtra sans peine les énormes influences des modes gestionnaires sur les modèles sociaux dans les autres secteurs de vie et d'activité. La bureaucratisation n'est pas la moindre des conséquences évoquées ici. Nous allons donc étendre notre aire d'investigation et pousser plus avant notre analyse.

B. Les modèles bureaucratiques

Un phénomène ambivalent

Les grandes concentrations urbaines, les techniques des sociétés industrielles, le gigantisme des organisations et des États modernes ont généré des formes de plus en plus poussées de bureaucratie. Nous avons tenté chez nous un rapide rattrapage de cette évolution accélérée. Comme beaucoup d'autres, nous nous interrogeons sur les énormes problèmes humains que pose ce vaste processus qui touche à tous les secteurs de la vie collective, sans compter aussi les retentissements sur les individus eux-mêmes. Les réactions populaires sont bien connues. Elles associent la bureaucratie à l'anonymat, à la routine, au conformisme, au fonctionnarisme, à l'inefficacité, à la rigidité, et aussi à la domination. Marx y a vu l'instrument d'oppression dont se servirait la classe dominante. Venons-en d'abord à une première analyse objective du phénomène.

M. Weber définit la démocratie comme l'effort de rationalité pour la marche coordonnée de toutes les activités sociales, économiques et politiques des sociétés nées de l'ère industrielle. Ainsi la bureaucratie devient l'organisation volontaire d'un ensemble de moyens pour réaliser une intention sociale globale (A. Birou), tels une société de bien-

être, une économie de productivité, un système social plus harmonieux et plus solidaire ou encore un projet de développement. Plus simplement, c'est un modèle d'organisation pour faire fonctionner de grands ensembles. On parlera de bureaucratisation en termes négatifs, pour caractériser la tendance d'une force sociale, d'un pouvoir politique ou d'un savoir à se créer un appareil qui les centre sur eux-mêmes au [135] point d'étouffer leur dynamisme créateur et d'aliéner la liberté de tous leurs commettants. Standardisation contraignante, étouffement de la personnalité, complications inutiles, comme le signale M. Crozier dans son introduction à son ouvrage classique : *Le phénomène bureaucratique*.

Types de bureaucratie

Que nous le voulions ou non, nous sommes tous impliqués dans l'une ou l'autre organisation bureaucratique. Les refus aveugles ne changent pas grand-chose à la situation. On oppose de façon trop simpliste bureaucratie et démocratie. Évidemment la racine étymologique : gouvernement par les bureaux, y invite. Ainsi sacrifie-t-on la participation des citoyens à une organisation autoritaire, légaliste et impersonnelle. Une organisation qui échapperait à tout contrôle démocratique, même au pouvoir politique. Impérialisme des technocrates et des fonctionnaires ! La réalité est ici plus complexe que ne le laisse entendre la critique idéologique, surtout quand on voit dans le phénomène bureaucratique différents types d'efforts systématiques de rationalisation des activités collectives. Il y a des *types totalitaires* qui mâtent les libertés individuelles et collectives, des *types instrumentaux et fonctionnels* qui peuvent servir tout autant à des pouvoirs dominateurs qu'à des forces démocratiques, des *types intégrateurs* qui ajustent tout le monde, et de façon non critique, au système social, des *types démocratiques* qui offrent un lieu de cohérence aux diverses activités des groupes et des institutions, aux changements, aux conflits et aux collaborations dans un champ social ou politique, limité, ou à la mesure de la société globale.

Des études ont montré les différences marquantes des bureaucraties française, américaine, britannique, russe et japonaise. Les unes plus élitistes, les autres plus égalitaires, plus individualistes ou plus

collectivistes. Certaines s'appuient davantage sur la spécialisation des fonctions et les garanties légales, d'autres sur l'initiative plus marquante des individus. Le pouvoir bureaucratique français tente de maintenir l'ordre dans une société rebelle, alors que le modèle japonais joue un rôle moteur dans une société plus passive. Le système russe pratique un interventionnisme poussé, mieux accepté par les Russes qu'il ne le serait par des Français. En Angleterre, on peut miser sur la déférence des subordonnés et leur civisme. Les Américains essaient de combiner l'égalitarisme et l'accomplissement individuel, la liberté créatrice et un fort contrôle légal.

[136]

L'évolution récente des unes et des autres va dans le sens d'une plus grande décentralisation, d'une tolérance vis-à-vis de la liberté d'action des différents agents. Les pressions sont moins fortes et la rigidité décroît. Évidemment, les progrès des techniques de planification y sont pour beaucoup, ainsi que la formation des cadres et leurs soutiens syndicaux ou professionnels. On n'exige plus les loyautés absolues et non critiques d'hier. De telle sorte que le conformisme de l'homme de l'organisation, décrit par W.H. Whyte, doit être nuancé dans les conditions actuelles. M. Crozier soutient même que certains styles de bureaucratie, aux États-Unis particulièrement, favorisent des personnalités beaucoup plus souples, plus sociables, plus autonomes que celles d'il y a trente ans. Le *self-made man*, le libéral, l'entrepreneur classique se pliaient à des servitudes beaucoup plus contraignantes en matière de conformisme et de légitimation de la réussite personnelle. Le rythme rapide de changement des organisations modernes exige un sens plus accusé d'adaptation et de créativité. Notons aussi que dans les régimes libéraux d'hier, une petite minorité jouissait des libertés au-dessus d'une masse asservie. Ce qu'il a fallu payer pour soutenir les chevaliers d'empires industriels ! A ce compte là, la bureaucratie a élargi l'assiette des responsabilités.

Selon M. Weber, la première forme de bureaucratie moderne comportait les traits suivants

- 1) la continuité ;
- 2) la délimitation des pouvoirs par des règles impersonnelles ;

- 3) l'existence d'une hiérarchie et des contrôles ;
- 4) la séparation entre la vie privée et les fonctions ;
- 5) la suppression de l'hérédité des fonctions ;
- 6) l'existence d'une procédure écrite.

Il est intéressant de rapprocher ces caractéristiques de celles de nos gouvernements qui ont précédé la révolution tranquille, et l'on conviendra que la bureaucratisation récente ne nous a pas apporté que du mal. Patronage, népotisme, absence de politiques suivies, confusion du public et du privé, impossibilité d'établir des contrôles démocratiques, changements de fonctionnaires avec les partis au pouvoir, procédures orales et imprécises, autant de manifestations de l'anarchie dans l'organisation gouvernementale. Combien d'institutions dépendaient des promesses arbitraires des politiciens. Les députés court-circuitaient les processus normaux des services publics et des relations de l'État avec les citoyens et les communautés.

[137]

L'avènement de systèmes bureaucratiques mieux organisés, chez nous, ne s'est pas accompagné d'une maturation aussi rapide des mentalités. Celles-ci se contredisent souvent en appelant et rejetant à la fois une rationalisation des tâches. On veut plus d'efficacité, pourvu que ça ne dérange pas ses habitudes. Devant le rapport Castonguay-Nepveu et ses premières applications, persiste cette ambivalence des comportements. Pourtant, on ne peut nier ici les efforts réels de décentralisation, de démocratisation, d'implication des divers groupes de citoyens. Les structures de pouvoir y sont plus larges et moins rigides. Elles précèdent la mentalité de la plupart des citoyens, alors que certaines minorités plus actives et plus politisées restent sur leur appétit. De nouveaux équilibres dynamiques sont à chercher pour rejoindre les uns et les autres en vue de solutions constructives. Encore ici, il faut savoir discerner là où il y a besoin de centralisation, et là où un mouvement contraire s'impose. Ce qu'il y a de sûr, c'est que la plupart d'entre nous ont un terrible chemin à faire pour acquérir le sens d'une organisation efficace, surtout dans les domaines vitaux du développement social et économique. On met parfois sous le signe de la politisation, des résistances douteuses, des rejets sans examens sérieux, des auto-défenses professionnelles contestables. Évidemment, nous

n'ignorons pas les manoeuvres des minorités possédantes pour bloquer des politiques de solidarité et de promotion collective plus justes. Notons enfin que la dernière décennie a produit au Québec une jeune technocratie qui ne manque pas de compétence, d'allant et d'esprit de service. Elle force les pouvoirs politiques à plus de créativité et les citoyens à une participation plus qualitative. C'est un des paliers essentiels de nos grandes et neuves organisations. Il serait dommage d'intenter ici des procès trop faciles et peut-être très stérilisants.

Les cercles vicieux de la bureaucratie

Ces efforts d'objectivation ne nous font pas perdre notre sens critique. D'énormes pièges guettent toutes les bureaucraties, et les « cercles vicieux » ne sont pas les moindres. Nous tirons des études les plus reconnues certaines composantes de ces cercles vicieux :

- L'étendue du développement des règles impersonnelles ;
- La centralisation des décisions ;
- L'isolement des catégories bureaucratiques de chaque strate ;
- L'accroissement de la pression du groupe sur l'individu ;
- L'excroissance de relations de pouvoirs parallèles ;

[138]

- L'amoindrissement des relations individualisées et le ritualisme ;
- L'intériorisation non-critique des règles de l'organisation ;
- La réduction des alternatives et des possibles ;
- Le déplacement des buts au profit de l'appareil ;
- Le glissement de filière d'une officine à l'autre ;
- L'adaptation au rythme des crises successives.

Le lecteur pourrait sans doute apporter des exemples qui confirment chacun de ces éléments dysfonctionnels. Mais saisit-il bien les cercles vicieux nombreux qu'ils sous-tendent ? Par exemple, les fuites en bas provoquent un resserrement en haut qui, à son tour suscite de nouvelles fuites. Les bureaucrates utilisent même les dysfonctions précitées pour améliorer leur position, vis-à-vis du public et de l'orga-

nisation. En un sens, la rigidité les protège, beaucoup plus que les efforts d'adaptation de l'organisation. De meilleures communications entre les strates, avec les clients et avec l'environnement exigeraient plus d'efficacité et de qualités humaines chez les fonctionnaires. Il faut parfois de terribles crises pour vaincre ces forces d'inertie. Les premières sont parfois les seuls moyens de réviser l'ensemble de l'organisation et de songer à de nouveaux modèles d'action et d'aménagement. La rébellion dans le monde bureaucratique nous semble donc moins grave que le retrait ou le conformisme. Merton résume le défi en cette phrase intraduisible : *People may be unfitted by being fit to an unfit fitness !* Beau matériau pour ressusciter le procès de Kafka et le plaider de Marcuse.

Certaines initiatives encore bien timides vont dans le sens d'une réduction des dysfonctions bureaucratiques immédiates. Trois voies principales sont retenues.

La décentralisation qui diversifie, diffuse et rapproche en même temps et de façon coordonnée les démarches et les décisions de l'action.

- La direction par les objectifs et les contrôles par les résultats, plutôt que par le ritualisme des réglementations. Ainsi le pouvoir des experts n'exerce plus automatiquement un monopole plus ou moins conservateur.

- Les structures par projets qui font naître des réseaux horizontaux de solidarité et de complémentarité au sein d'un ensemble d'objectifs déterminés plus haut.

- L'utilisation des nouvelles méthodes gestionnaires qui assouplissent la rigidité du système de décision. La programmation dépasse le mode opératoire mécanique, unilatéral et sériel pour viser l'intégration des diverses variables, le calcul de probabilités, la correspondance des fins et des moyens.

[139]

Ainsi, l'organisation tend à devenir un « système ouvert, adaptatif et global », bien différent du circuit fermé des modèles bureaucratiques.

ques classiques. Ainsi veut-on assurer la créativité, la participation et la concertation, la convergence des buts de l'organisation et l'aspiration de ses membres dans le développement total de la société, comme nous l'avons vu dans l'étude des modèles gestionnaires. La prochaine étape va nous faire entrer dans un univers encore plus complexe qui se veut à la pointe des défis et des solutions esquissés jusqu'ici.

C. Les modèles cybernétiques

Le modèle cybernétique (du grec, Kubernetes, pilote) a déjà retenu notre attention dans le chapitre sur les relais. Son impact dans l'élaboration de nouveaux modèles sociaux a tellement d'importance qu'il nous apparaît nécessaire de cerner ce phénomène de plus près². Nous y découvrirons un effort sans précédent pour assumer l'évolution ultrarapide des rapports entre hommes et techniques, entre les techniques elles-mêmes. Pensons aussi à la complexité croissante des systèmes sociaux de communication, de production, de consommation, d'organisation politique, etc.

Plusieurs pensent et agissent encore sous l'empire du modèle classique mécaniste. Ils cherchent la loi unique et le mécanisme correspondant qui vont régir l'ensemble du système concerné. C'est le « *One best way* » de Taylor qui prescrit la seule activité correcte, l'articulation obligée d'une série de gestes dans un processus unilatéral. C'est aussi le déterminisme laplacien qui soumet l'univers entier, la société globale, les institutions, les rapports sociaux ou l'organisation économique à une loi fondamentale. Qu'il s'agisse de l'offre et de la demande, de la dialectique hégélienne ou marxiste ou de quelque autre déterminant unique. Il existe aussi d'étranges parentés entre la pensée unidimensionnelle, le monolithisme politique, le centralisme bureaucratique, et la mythologie de surplomb des tribus primitives. Nous rapprochons à dessein des phénomènes apparemment disparates, mais [140]

² W. Ross Ashby *An Introduction to Cybernetics*, Chapman and Hall, 1950.
A. David, *La cybernétique et l'humain*, Gallimard, 1965. L. Couffignal, *La cybernétique*, P.U.F. 1966.
N. Wiener, *Cybernétique et société*, Ed. Deux-Rives, 1969. N. Frank, *Pédagogie et cybernétique*, Ed. Gonthier, 1970.

réellement de même coulée. R. Garaudy a montré finement comment un tel schème de pensée et d'action a été appliqué dans l'organisation sociale, l'armée, ou l'usine, tantôt sous des dehors de modernité, tantôt sous le signe des résurgences archaïques. Le collectivisme fasciste, l'unanimisme de Jules Romain, l'univers concentrationnaire de Georgiou, le communalisme récent, le panthéisme renaissant, sont autant de manifestations hétéroclites de la tendance réductrice qui cherche la sécurité dans un système monovalent. Sans doute, y a-t-il ici une authentique aspiration à retrouver une unité fondamentale par-delà les diversités et les conflits de toutes sortes. Mais que de richesses risquent d'être évacuées par une telle attitude, sans compter un manque évident de réalisme. Nous soupçonnons les néo-structuralistes d'entretenir de telles illusions, malgré leurs découvertes saisissantes de tel ou tel système invisible et très unifié qui sustenterait des réalités de surface apparemment très diverses et même étrangères les unes aux autres. Ce serait le cas des langues, des cultures, des systèmes sociaux, des personnalités, etc. Il existe un autre cheminement scientifique qui a conduit à une meilleure connaissance de la diversité, pour maîtriser celle-ci tout en la respectant.

La révolution scientifique, dans son premier surgissement, a fait comprendre la nécessité de démarches plus complexes que celles des traditions reçues et non critiquées. L'investigation de l'univers physique a connu un progrès décisif quand on a accepté « la libre confrontation des méthodes, des hypothèses », des expériences et même des simulations. Galilée, en un sens, démarque une longue étape de l'histoire ; il symbolise le grand passage d'un versant à l'autre, des systèmes fermés aux systèmes ouverts. Plus tard, l'observation de l'être vivant a ajouté à la complexité des phénomènes. Les explications mécanistes ne rendaient pas compte des multiples ajustements opérés par des régulateurs internes et des rétroactions qui échappaient aux premières prises scientifiques sur les lois physiques et chimiques. On ne pouvait plus passer unilatéralement de celles-ci à la biologie et de cette dernière à l'anthropologie, comme les scientifiques du siècle dernier le croyaient. Nous verrons comment la cybernétique prête flanc aussi à cette dernière critique. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est la longue préparation d'un tel tournant scientifique. Mais il y a des sources moins lointaines. On sait que durant la guerre mondiale (1939-45), des spécialistes de diverses disciplines ont été mobilisés pour l'étude et

l'invention de signaux de plus en plus raffinés. Ils découvrirent qu'il y avait d'étranges ressemblances entre la manière dont se comportent les mécanismes et les circuits les plus divers des machines et ceux des êtres vivants. [141] C'est par là qu'ils élaborèrent la théorie du signal et de l'information à la base de cybernétique. Les mathématiques permirent de saisir de façon plus opérationnelle la structure des circuits qui acheminaient les signaux. Par le calcul et la théorie des jeux, on en vint à préciser un certain nombre de possibilités d'actions et de réactions à l'intérieur d'un système organisé, en tenant compte de tous les facteurs extérieurs. Par la suite, d'autres spécialistes poursuivirent ces découvertes dans les champs social, économique et politique.

Ainsi affirmait-on pouvoir vaincre le « réductionnisme » qui amenait les sciences de l'homme à isoler faussement tel mécanisme social, telle dimension de l'action humaine (T. Parsons).

L'étude comparée du système nerveux humain et des ordinatrices acheminait les chercheurs vers une perception plus juste du *système complexe de communication, de commande, de guidage, de contrôle* que l'on retrouve dans l'organisme vivant comme dans une organisation sociale efficace et aussi dans les appareils techniques évolués. Au plan du système social, certains analystes ont tenté de cerner les composantes et les rapports dynamiques des mécanismes de contrôle et de guidage, par exemple la configuration hiérarchique (avec ses variables dépendantes et indépendantes), des besoins physiologiques, des motivations psychiques, des normes qui commandent l'interaction des acteurs sociaux, enfin des valeurs culturelles. Il ne s'agit pas d'une vision statique d'un système donné et de son fonctionnement, mais plutôt de la maîtrise d'un processus complexe qui veut assurer le maximum d'efficacité à l'action, qui permet de comparer les résultats obtenus aux prévisions, et aussi de « déclencher des opérations correctives ».

Par exemple, on fait intervenir des régulateurs qui permettent de réadapter constamment le système aux conditions nouvelles de son fonctionnement. « Dans le cas particulier d'une société humaine, qu'il s'agisse d'une usine ou d'un parti politique, cela signifie que l'on fait intervenir la subjectivité des agents de la production ou des militants ». (R. Garaudy) Dans une perspective démocratique, on agira de telle sorte que la base exerce d'une façon continue le rôle de régulateur, que son action en retour (*feed back, retroaction*) force le réajustement constant des décisions au sommet ou des politiques en exerci-

ce. Les interactions s'exercent non seulement de bas en haut et du sommet à la base, mais aussi au plan horizontal. Un nouvel ordonnancement dynamique de toutes les forces impliquées vise non seulement l'efficacité du système global, mais aussi la fécondation des interventions et des [142] initiatives de tous les éléments moteurs. Ainsi, cherche-t-on à donner le plus d'extension possible à l'esprit de création, d'initiative et de responsabilité.

Derrière ces efforts plus systématiques, il y a à la fois une volonté de rendre l'intention démocratique plus opérationnelle, et une réaction contre toute forme rigide de bureaucratisme. Les tâches des leaderships, par exemple, en sont profondément transformées. Il ne s'agit plus de commander une exécution de directives conçues en haut lieu, à partir d'un statut intouchable ou de principes sacro-saints. Le leadership, au contraire, assume la dynamique polyvalente d'un champ de forces, et contribue à articuler celles-ci sur des démarches cohérentes d'initiatives et d'auto-régulation.

De façon plus large, l'intention cybernétique veut que la société de demain soit enfin le fruit de l'intervention concertée d'hommes libres capables de faire déboucher la grande et la petite histoire sur des issues décidées par eux-mêmes.

Tout cela peut paraître bien compliqué et très lourd. Voyons donc de plus près, dans un champ réduit, les composantes d'un modèle cybernétique de communication.

L'émetteur prend l'initiative de la communication en cherchant à rendre le message compréhensible et susceptible d'une rétroaction.

Le récepteur capte le message sur la même longueur d'onde et réagit.

Le message comporte non seulement un contenu, mais aussi des composantes pédagogiques de communication pour maintenir le processus d'interaction.

Le code est l'ensemble des symboles utilisés par l'émetteur et le récepteur pour assurer une relation articulée et intelligible.

Le transmetteur est constitué par l'appareillage technique lui-même qui sert de canal à la communication.

On parle de réseau de communication quand il y a une intégration fonctionnelle des canaux et des média dans un milieu organisé de telle sorte que les uns et les autres peuvent avoir accès à l'ensemble des informations, des activités et des personnes impliquées dans ce champ humain déterminé. Déjà toute une gamme de défis doivent être identifiés ; les blocages de transmission, les filtrages qui déforment les relations et leur contenu, les processus sélectifs qui écartent telle ou telle composante du processus ou des messages, les problèmes de structures ou de fonctionnement, les définitions des tâches et des rôles, les incidences culturelles de mentalités, les solidarités informelles, et beaucoup [143] d'autres impondérables humains, en particulier tout le monde peu saisissable des attitudes et des comportements humains individuels ou collectifs. ³

On comprendra l'inévitable incidence des distances sociales, psychologiques, culturelles, économiques et idéologiques dans le champ rationnel de ce modèle. Les tenants de la cybernétique humaine misent sur des ressources d'intelligence trop peu exploitées. Fourastié a plus d'une fois noté le retard des sciences de l'homme sur les sciences de la matière. Par ailleurs, les praticiens des stratégies sociales ont déjà détecté bien des illusions chez les définisseurs du nouveau génie administratif. Il faut voir les applications concrètes de cette néo-formalisation des rapports humains ! Pourtant, nous serions mal venus de rejeter aveuglément ces tentatives dans notre milieu.

Aspects critiques

Nous avons maintenu trop longtemps des procédés artisanaux pour regarder de haut les prolongements humains de la technologie. Mais notre volonté de participer à cet effort plus systématique ne nous empêche pas d'exercer notre sens critique. Une certaine technocratisation mobilise parfois toutes les énergies pour le simple fonctionnement des structures nouvelles. Les modèles sociaux et les praxis ont des exi-

³ M. A. Tremblay, *Initiation à la recherche dans les sciences humaines*, McGraw-Hill 1968. [Livre disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

gences encore plus complexes que celles de la rationalité gestionnaire. Par exemple, les difficultés récentes de la réforme de l'éducation nous enseignent bien des choses. On n'escamote pas aussi facilement des étapes de maturation individuelle et collective. Un Cegep ne se réduit pas à des normes efficaces de gestion. Un problème semblable s'est présenté dans le conflit des postes. Que d'autres exemples le lecteur lui-même pourrait apporter !

On ne surmonte pas du jour au lendemain les vieux modèles mécanistes et libéraux qui isolaient les processus sectoriels de l'ensemble du champ humain, en développant des lignes parallèles sur un même continuum de moyens et de fins. À la limite, l'économie, la culture, l'organisation sociale, la politique, devaient se déployer dans des sphères étrangères les unes aux autres. Ici le modèle cybernétique permet une articulation rationnelle des interdépendances humaines et matérielles. Le malheur serait de faire d'un simple instrument une fin, ou [144] même un modèle social qui évacue la critique idéologique, la réflexion sur les valeurs, les aspirations culturelles particulières. Il est impérieux que les critères d'évaluation des objectifs et de leurs contenus, les normes éthiques, les options et les choix libres ne s'aliènent pas dans la rationalité technique. Imaginons un moment une terre des hommes organisée sous l'égide d'un même modèle cybernétique. je ne suis pas sûr que cette plate unité technique rapprocherait automatiquement les hommes, les communautés et les peuples, et libérerait les richesses diversifiées des cultures et des modèles sociaux. Les divers milieux humains aspirent à des projets collectifs spécifiques, à des styles différents de pensée, d'action et de vie, à des modes particuliers de regroupement et d'organisation sociale. Il est vrai que la cybernétique se situe à un autre plan. Mais, comme nous le verrons, certains en font faussement une philosophie sociale, un modèle global et exhaustif, et même une idéologie pratiquement totalitaire parce qu'elle réduit la rationalité à un seul type de démarche, tout en faisant bon marché des impondérables humains irrationnels qui n'en restent non moins importants et vitaux. Trop de contemporains, de tout horizon, pensent la vie exclusivement en terme de « système ». Les structuralistes ont porté cette obsession à un sommet incroyable, tout en fournissant involontairement une sorte de caution intellectuelle à la technocratie. Ici, les théoriciens et les praticiens, les ethnologues et les technologues se découvrent une étrange parenté. Pourtant les révolutions cultu-

relles sauvages dans les sociétés développées, les révoltes libertaires, bien au-delà des refus profonds du Tiers-monde, n'expriment-elles pas les terribles limites de l'organisation cybernétique appliquée aux rapports sociaux ?

D. De la technologie à la culture, une filiation univoque

Depuis quelques décennies les modèles d'organisation industriels ont été transposés dans des univers aussi disparates que la consommation, l'information, l'éducation et la politique. Certains ont dénoncé avec véhémence ce moule unique des mêmes techniques appliquées aux secteurs les plus vitaux de l'organisation sociale. Cette vaste mécanique sociale tirée des lois du monde physique constitue une matrice culturelle qui engendre des modes de vie, de pensée, de travail, de loisirs tellement semblables qu'ils deviennent des stéréotypes interchangeables.

[145]

Il ne reste alors que l'option contre-culture pour se distancer de cet univers englobant. Du moins, c'est la démarche que suggèrent ceux qui désespèrent de trouver les conditions nécessaires à l'émergence de nouvelles cultures, ou à la remontée des diversités culturelles refoulées par le manteau de plomb des techniques sociales du système monolithique actuel.

Ces critiques exacerbées et répétées *ad nauseam* ne vont pas jusqu'à la racine philosophique de ce qu'elles dénoncent. Au fond, même dans le modèle cybernétique, l'action humaine se déroule sur un continuum horizontal ; elle ne déborde pas les strictes exigences fonctionnelles pour rejoindre des sens et des valeurs qui se justifient par eux-mêmes. Et les finalités humaines subissent une constante dérive vers le tandem moyens et objectifs. L'action et la vie humaine ont d'autres exigences et d'autres horizons beaucoup plus riches et plus gratuits. On n'a qu'à penser aux rôles sociaux les plus près de la quotidienneté. Un père fonctionnel, planificateur, contrôleur s'imagine difficilement. Bien d'autres traits définissent la paternité. Par ailleurs, aucune science et aucun système ne peuvent l'enfermer dans un cadre

étanche et exhaustif. Il y a ici un « univers indéfini de résonances », une transcendance de l'expérience humaine par-delà les diverses rationalités et les différentes techniques psychologiques, pédagogiques ou autres.

On devrait dire la même chose du monde des valeurs qui résiste toujours à la dialectique des fins et des moyens. Les valeurs se déploient beaucoup plus comme un avènement, une histoire, un surgissement gratuit, une création de la liberté, un tissu de la conscience humaine. Elles véhiculent des significations plus amples que la fin à poursuivre ou l'œuvre à réaliser. Voilà où se situe l'appauvrissement du projet humain : « On ne conçoit plus guère d'objectifs qu'en termes techniques. Écoutez nos hommes politiques de ces années-ci : ils parlent de rentabilité, de productivité, de niveau de vie, de planification, de politique fonctionnelle. En vue de quel style ou de quel genre de vie. Ce qui donne épaisseur à un projet, c'est la présence en lui de valeurs qui ne se ramènent pas aux données de la situation... Les projets collectifs sont de plus en plus commandés uniquement par la logique des moyens. Tout ce qui renvoie à un style d'existence - la nation, la langue, la religion - tend à être rejeté au second plan ». (F. Dumont).

Évidemment, il ne s'agit pas de boudier nos nouveaux modèles techniques. Mais la séduction inverse n'est guère mieux. J'en vois qui manipulent les organigrammes avec concupiscence, qui passent leur [146] temps à aménager des tuyauteries. D'autres n'ont rien pour tirer leur eau vive du puits. Aussi faut-il renvoyer dos-à-dos les attitudes artisanales comme les attitudes technicistes. Nous n'éviterons pas les tensions (souvent fécondes) entre le monde des valeurs et celui des techniques dans nos modèles sociaux. Leur dialectique prévient la constitution de deux univers étanches. Les valeurs sans enracinements, sans moyens d'expression, sans structures, deviennent des idées abstraites ou des états d'âme. Les techniques sans contenu humain créent un vide spirituel et font des institutions de pures administrations ou des appareils sans âme. N'a-t-on pas dit qu'un des premiers rôles de l'État était de donner une structure globale aux aspirations d'un peuple ? Nous n'avons pas tellement fait preuve de génie en matière d'organisation. Et qui sait si nos valeurs n'en ont pas subi un terrible contrecoup. Nous pouvons en juger par l'abstraction de nos débats, de nos politiques et de nos plans de développement. Les modèles analysés plus haut sont à coup sûr des lieux importants de rencontre

de la créativité culturelle et de l'innovation technologique. Mais si nous les valorisons en exclusivité, nous serons victimes des pièges que nous venons de décrire. Nous avons tout autant besoin de solides modèles politiques, qui plus que tout autre, ont pour mission de relier valeurs et techniques, économie et culture, organisation et finalités humaines. C'est l'objet de la prochaine étape. Signalons ici que le dernier chapitre consacré aux modèles symboliques essaiera de montrer que le monde des valeurs doit aussi avoir sa zone d'autonomie.

[147]

NOTE :

Les recherches récentes sur les modèles d'organisation nous livrent certains points de repère qui nous intéressent ici particulièrement. Voici un premier schéma (simplificateur à souhait !) de l'évolution des systèmes, surtout du passage des modèles mécaniques aux modèles organiques. Nous préciserons par la suite nos critiques de ces nouvelles figures géométriques et rapports sociaux et des organisations.

Systèmes mécaniques	Systèmes organiques
<ul style="list-style-type: none"> - Automatismes des statuts, des règles, des rapports, des tâches et même des fins prescrites par une tradition fixiste. 	<ul style="list-style-type: none"> - Solidarité vivante, libre et créatrice des individus et des groupes dans la poursuite de projets réfléchis et volontaires.
<ul style="list-style-type: none"> - Relations verticales, de haut en bas, de l'autorité et du contrôle. Structure extrêmement simple de pouvoirs et de communication. 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversité articulée des processus de décisions, des leaderships, des contrôles et des lieux d'opinion et d'influence.
<ul style="list-style-type: none"> - Stricte division des tâches et structuration rigide des strates, des classes et des institutions. Stabilité et sécurité. 	<ul style="list-style-type: none"> - Interdépendance fluide des fonctions et des agents dans un processus incessant de changement, d'adaptation, d'innovation et d'intégration dynamiques. Mobilité et liberté.

Systèmes mécaniques

- Conflits latents, compétition aveugle, répression des plus faibles, monolithisme du système, absence de distance critique et de dispositifs de réformes.
- Fondements mythiques des pouvoirs, des structures et des valeurs, de la conception de l'homme, de la société et de l'univers, Soumission inconditionnelle à la nature, à la culture première et à un univers symbolique et prédéterminé.

Systèmes organiques

- Équilibre dynamique du pluralisme idéologique, cohérence politique des conflits et des libertés, séparation des pouvoirs et contrôle mutuel.
- Fondements rationnels de toutes les démarches. Dégagement d'un avenir ouvert. Domination du temps et de l'espace, de la nature et de la culture. Plasticité semblable à celle des organismes vivants les plus complexes et les plus intégrés. Choix et création de sa propre symbolique de communication.

1. Les diverses époques et les différents contextes culturels véhiculent des modèles d'organisation et des styles de vie qui viennent interroger l'universalisme un peu simpliste des penseurs et les techniciens de l'organisation scientifique. Nous en avons donné des exemples dans le dernier [148] chapitre. Ce qu'il faut retenir, c'est la pauvreté des insights sur les facteurs culturels, surtout au moment où cette dimension prend le pas sur les autres dans la crise actuelle de civilisation et au cœur des petites et des grandes stratégies politiques ou autres.

2. À côté de la remontée des héritages culturels particuliers, il y a un déplacement des pôles de sensibilité spirituelle. Par exemple, l'homme occidental se veut de plus en plus autonome dans ses façons de vivre, de travailler et de participer. Il revendique l'autodétermination dans les choix les plus vitaux de son existence. Il se défie des loyautés absolues exigées par l'organisation à laquelle il appartient. Avec un sens critique aiguisé, il se rebiffe devant des participations obligées et téléguidées. Il n'accepte pas de sacrifier ces solidarités fondamentales : familiales, professionnelles, socio-culturelles ou socio-économique au profit d'une quelconque organisation. Chez plusieurs, la recherche de nouvelles expériences communautaires expri-

me une réaction contre les systèmes et les institutions officiels d'enca-drement. Les valeurs d'enracinement et de stabilité reprennent de l'im-portance, mais on veut qu'elles se déploient dans un contexte humain moins rigide, plus ouvert, plus personnaliste. Dans une ville satellite de Londres, admirablement bien planifiée, un citoyen me disait au cours d'une interview « *I hate to be organized like that* ». En creux, il y a ici une aspiration contredite par l'aliénation subtile que provoquent les techniques modernes d'implication. Évidemment bien les compor-tements manifestent une secrète complicité avec les systèmes sécuri-sants. Nous n'avons pas encore réussi à articuler les dynamiques de stabilité et de mobilité. « *We carry our homes within us which enables us to fly* ». Cet étrange mélange de poésie et de technocratie cache une profonde perplexité. Les considérations sur l'intégration, l'adaptation, l'identité, la participation n'arrivent pas à atteindre les couches pro-fondes d'une conscience déchirée et tiraillée par les pratiques sociales dominantes.

3. Par ailleurs, la rapidité et l'ampleur des changements de toutes sortes exigent des modèles d'organisation plus souples, plus temporai-res. La rigidité des statuts et des rôles fait place à l'aménagement pro-visoire, intense et efficace de tâches et d'objectifs, de compétences et de charismes. On se regroupe en équipes dans des structures légères pour des fins bien définies et souvent passagères. Des citoyens se ré-unissent autour d'une situation partagée, d'un problème commun à ré-soudre, d'une action collective à entreprendre. D'un autre côté, les structures bureaucratiques se gonflent jusqu'à une démesure mons-trueuse et résolvent à peine les problèmes de routine. Entre ces deux extrêmes il faudra bien trouver des voies de dépassement.

[149]

4. Les découvertes récentes, placées sous le signe de l'environne-ment n'ont pas signifié encore leurs retombées sur les divers modèles sociaux. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on pourra de moins en moins iso-ler l'un ou l'autre de ceux-ci. Le modèle gestionnaire même le plus efficace dans sa rationalité interne s'inscrit dans un champ humain où les objectifs de vie, les débats idéologiques, les aspirations culturelles et les luttes politiques vont exercer un impact de plus en plus puissant.

Si les défis de l'environnement physique exigent des interventions massives et bien orchestrées, d'une ampleur inédite, l'extension des champs culturels et politiques présente des problèmes encore plus redoutables à toutes les formes de système. Les facteurs d'interdépendance s'accroissent et ils commandent des « *open systems* » aux horizons autrement plus larges que ne le laissent entendre certaines nouvelles mécaniques d'organisation sociale, exprimées dans des ouvrages comme :

BENNIS, W.G., *Organization Development, Its Nature, Origins, and prospects*, Addison-Wesley, 1969.

BECKARD, R., *Organization Development, Strategies and Models*, Addison-Wesley, 1969.

LIKERT, R., *The Human Organization*, McGraw-Hill, 1967.

McGREGOR, D., *The Human Side of Enterprise*, McGraw-Hill, 1960.

P.S. - Les modèles techniques d'organisation sociale peuvent paraître bien loin des vécus. On oublie souvent qu'ils sont la résultante d'une longue et rigoureuse observation de la vie et de l'action. Par exemple, le cybernétiste W.R. Ashby a découvert que les systèmes sociaux qui se démultiplient en plusieurs sous-systèmes, sont souvent dominés par le plus instable de ceux-ci. Ce phénomène explique au moins partiellement le fait que des groupes mobiles de plus en plus restreints peuvent mettre en échec l'ensemble de la société ou la dominer. Cela vaut autant pour les cliques de l'establishment que pour les unités guérillistes de terroristes, pour les minorités contestataires que pour les gros syndiqués. Dans un processus rapide de changement, les échéances des sursis se raccourcissent jusqu'à la revendication immédiate. À la limite des gouvernements doivent se transformer en pompiers. Voilà un des aspects les plus tragiques de nos sociétés postindustrielles où le dinosaure bureaucratique devrait se transformer subito en antilope ! À chaque semaine, des dizaines de points chauds surgissent et commandent des interventions rapides où tout long terme cède à l'urgence d'une machine constamment détraquée.

[150]

10. Les modèles politiques

Un univers politique éclaté

[Retour à la table des matières](#)

Il arrive trop souvent que des vieux modèles maintiennent une sorte de manteau de plomb sur des conditions de vie profondément changées. F. Perroux soutient même que beaucoup d'institutions sont faites pour régler des problèmes passés ou dépassés. Certains exemples nous viennent facilement à l'esprit. Alors que les rôles des municipalités, des provinces et du gouvernement fédéral ont subi des mutations parfois radicales, plusieurs s'accrochent au scénario archaïque de la sainte Constitution. Notre code civil et criminel ignore pratiquement nombre de graves questions soulevées par des champs neufs d'expérience humaine personnelle et collective. A la lumière des expériences des dernières années, à peu près tous les citoyens ont pu noter d'une façon ou l'autre les terribles insuffisances du parlementarisme actuel et de tous les rôles traditionnels qui le définissent encore. Dès que nous abordons la sphère politique, nous constatons que toutes les institutions sont à revoir dans des perspectives radicalement nouvelles. Déplacement des rapports entre l'État, les syndicats, les entreprises, les centres de connaissance ; déplacement des juridictions d'hier, déplacement des vrais rapports de force entre les pouvoirs, entre les « élites » anciennes et les nouvelles, entre des groupes de plus en plus diversifiés. De nouveaux pouvoirs prennent naissance. Des idéologies de plus en plus nombreuses et diffuses se réfractent sur l'échiquier des options et des comportements politiques. Les critères habituels de légitimation de la démocratie libérale éclatent de toute part. Il en est de même dans tous les autres systèmes politiques contemporains. Les guérillas, les nouvelles formes d'expression des masses, les techniques de conditionnement ou de répression changent de fond en comble les « jeux politiques » d'hier.

On n'en finit plus de passer au tamis de la critique tous les éléments qui concourent à briser les schèmes habituels de pensée et d'action dans les affaires publiques. Pensons aux multiples incidences politiques de la crise monétaire, de la révolution technologique, des alliances et des concurrences économiques, du réseau insaisissable des firmes multi-nationales. Les experts tout autant que les hommes politiques se contredisent et la majorité des citoyens décrochent devant la complexité des problèmes. Et que dire des remises en question d'une profondeur inédite dans les foyers de révolution culturelle, qui se répandent [151] comme le feu dans tous les coins de la planète. Même les relations humaines les plus fondamentales se disloquent, celles de la vie privée ou de la vie publique, celles des communautés de base ou des grands ensembles urbains, régionaux, nationaux, continentaux ou mondiaux. Le petit peuple, les peuples pauvres, les races humiliées se soulèvent contre le jeu des « blocs » chez les grandes puissances. Quel pays ne connaît pas des révoltes épisodiques d'étudiants ?

Bref, un climat révolutionnaire s'installe à demeure. Il échappe à toutes les prises institutionnelles et aux moyens puissants d'une science humaine si fière d'elle-même. Le savant comme l'homme de la rue, le riche comme le pauvre, partagent la même perplexité, la même surconscience tragique devant un destin où, bon gré mal gré, tous sont concernés. Les plus lucides rêvent d'un nouveau « bloc historique » de la civilisation entière. Ils espèrent que les hommes déboucheront enfin sur une solidarité universelle, et cela pour la première fois dans l'histoire. Les inquiétudes apocalyptiques et même les seuils suicidaires pourraient faire naître un sursaut vital à l'échelle de la planète. Certains ne voient pas d'autre voie qu'une vaste révolution mondiale inévitablement violente pour atteindre ce saut qualitatif d'une humanité nouvelle. Ils ne croient pas à l'utopie d'un gouvernement mondial, d'une vaste stratégie de développement, ou d'une alliance politique par-dessus les rapports de forces actuels. Il y aurait trop d'institutions et de pouvoirs à liquider avant d'en arriver à cette solidarité fondamentale.

Cette longue introduction veut signifier que nous ne perdons pas de vue le fond de scène de notre réflexion sur les modèles politiques existants ou possibles. Un tel rappel des immenses défis de l'heure a, au moins, le mérite de relativiser toutes les solutions politiques actuelles et d'inviter à une prospective originale, audacieuse et la plus réaliste.

te possible. Les cartes sont trop décisives pour que nous nous laissions aller à des risques farfelus ou à un dilettantisme irresponsable. Évidemment, notre travail ne prétend pas répondre à d'aussi vastes interrogations sur le destin du monde contemporain.

Politique et modèles sociaux

La moindre cité, par exemple, n'en demeure pas moins une caisse de résonance de la plupart des problèmes soulevés plus haut, du « Global Village » mondial. On s'en rend compte quand une usine ferme ses portes, quand des débats idéologiques ou des luttes politiques [152] bouleversent un patelin, quand un train de mesures gouvernementales envahit tout un secteur de l'existence collective.

Il n'existe plus d'étanchéité entre les petits et les grands modèles d'aménagement de la cité et de la société globale. L'influence va constamment dans les deux sens. Nous allons nous limiter aux micro-modèles sans céder pour cela aux extrapolations faciles ou indues, sans nier le retentissement des macro-phénomènes dans les styles de vie les plus humbles et dans les formes domestiques de praxis politique. Des expériences modestes peuvent quand même contenir en germe une autre vision du monde, une conception particulière de l'homme et de la société, une esquisse inédite de communauté humaine, un profil inattendu de la cité de demain. Nous sommes de ceux qui croient à la valeur première des solidarités et des responsabilités de l'univers quotidien dans toutes ses dimensions. La vraie politique commence là. Et c'est à ce niveau que les modèles, les systèmes et les « grandes manœuvres » trouvent leur test de vérité le plus évident. Les droites et les gauches tentent souvent de faire l'économie de cette maturation de la conscience et de l'agir politique du citoyen en situation et des lieux naturels de politisation. On joue encore sur scène des scénarios élaborés dans une lointaine sphère politique. Que de débats artificiels ou de jeux factices contribuent à dégoûter des citoyens aux prises avec des problèmes qui exigeraient une tout autre praxis politique. *Les tenants de l'idéologie libérale, particulièrement, ont tout fait pour empêcher que la politique s'incarne dans des vrais modèles sociaux, ou que ceux-ci débouchent dans de nouveaux projets politiques. Leur crainte des libertés collectives est très symptomatique.* Ils ont

tout avantage à défendre d'abord les libertés individuelles, parce qu'ils en bénéficient déjà grâce à leurs pouvoirs d'une part, et d'autre part parce que des citoyens isolés et sans pouvoir ne peuvent attaquer le système qui les dessert ou les aliène. Pour ce qui nous concerne dans ce travail, nous croyons que l'avenir des nouveaux modèles politiques dépend d'abord de cette fameuse question des libertés collectives tant au plan politique qu'au plan social. Seuls les groupes de pression des minorités privilégiées en jouissent de façon efficace, et cela souvent en dehors des circuits de la démocratie formelle.

Un deuxième facteur entre en ligne de compte. Dans la mesure où l'idéologie dominante a nié les autres idéologies tout en se donnant un statut non idéologique (c'est le propre d'une position de droite), *les partis en lutte ne se battaient pas sur les vrais problèmes des citoyens et ceux-ci ne songeaient pas à remettre en cause leur système politique qu'ils considéraient comme le seul modèle démocratique véritable*. [153] D'une élection à l'autre, ils changeaient ou maintenaient leur conducteur sans songer à se donner un autre véhicule. Les événements récents ont fait tomber des grands pans de légitimité, si bien que des pouvoirs traditionnels ont dû recourir à la force et à une légalité de plus en plus douteuse pour se maintenir en selle. Cela nous amène à penser que de nouveaux modèles sociaux avec une assise idéologique plus cohérente et des pratiques plus efficaces et plus réalistes peuvent avoir des retentissements politiques indirects parfois plus puissants que bien des luttes dans l'arène politique comme telle. Du moins ceux-ci préparent un terrain nécessaire pour des partis neufs qui changeront radicalement les règles du jeu et les structures politiques actuelles, sans perdre, nous l'espérons, les acquisitions valables de l'histoire de la démocratie chez nous et ailleurs.

Nous allons d'abord faire un tour d'horizon des différentes formes de gouvernement local tout en élargissant nos perspectives à la mesure de modèles politiques plus larges. Cette étude se prolongera dans la seconde partie de l'ouvrage où nous analysons les modèles de développement. Par exemple, nous mettons en veilleuse pour le moment, les tests de vérité que sont les nouvelles communautés urbaines, les plans de développement régional et les stratégies nationales de promotion socio-économique.

Une première typologie de modèles politiques

Au point de départ, nous nous inspirons d'une excellente recherche dirigée par Serge Carlos qui a analysé une expérience politique récente à Montréal, en tenant compte des études sérieuses poursuivies sur une base plus large dans d'autres milieux autochtones ou étrangers (voir travaux de J.S. Dupré, J.-C. Bulpitt, G. Belknap, L.J. Sharpe, A. Alexander, R.S. Siegel, H.P. Friesema, G. Bourassa)⁴ Une distance critique sur ces sources nous permettra de proposer notre propre vision de l'univers politique actuel. Disons tout de suite que les types idéaux ne se rencontrent jamais à l'état pur dans la réalité. On trouvera dans tel ou tel système existant des éléments tirés de d'autres modèles. Mais le lecteur reconnaîtra sans peine dans les exemples qui l'entourent, les accents et les profils que nous privilégions ici. Souvent, les jugements politiques oscillent entre deux extrêmes, à savoir les grandes [154] représentations globales et abstraites et les réflexions « sur le tas » au gré des événements, des nouvelles de l'heure ou des imprévus. Il manque à plusieurs un cadre critique, plus opérationnel, qui fasse le joint entre les deux extrêmes précités ; un cadre souple, sujet à une constante révision, soumis à d'incessantes vérifications, un peu à la façon de Merton dans sa « *middle range theory* », quitte à y ajouter la méthode du « type idéal » de Max Weber. Inutile de souligner ici la relativité d'une telle approche critique qui nous renvoie tous à notre propre réflexion. Nous ne saurions trop insister sur l'importance d'une meilleure culture politique pour appuyer l'observation systématique, les interprétations et les comportements dans un domaine où apparaissent de nouvelles frontières moins bien dessinées que les horizons restreints d'hier. Nous nous noyons si facilement dans l'actualité la plus immédiatiste. Inondés par le flot envahissant des nouvelles du jour, nous n'arrivons pas à prendre une juste distance pour un jugement critique, capable de mémoire et de prospective au creux d'un présent passablement brouillé. Il nous faut alors procéder par certains détours, créer des miroirs qui aident à objectiver une trop grande proximité du

⁴ Serge Carlos, De quelle société et de quelle démocratie parlons-nous ? dans *Maintenant*, 103 (1971), pp. 48-60.

fait de vie. C'est un peu ce que nous proposons dans les typologies qui vont suivre.

1. Modèles autocratiques	→	Le chef
2. Modèles de consensus	→	La collectivité
3. Modèles administratifs	→	L'appareil
4. Modèles libéraux	→	L'oligarchie de pouvoirs
5. Modèles « participationnistes »	→	Les citoyens
6. Modèles éthico-utopiques	→	Les idées et les valeurs

1. *Les modèles autocratiques* se constituent autour du leadership absolu d'un individu ou d'un groupe d'individus qui jouissent d'un pouvoir absolu et discrétionnaire. Toute la légalité est définie et incarnée par celui-ci. Les forces de l'ordre, grassement payées, assurent la plupart [155] du temps, le contrôle d'éventuelles dissidences menaçantes. La ville, la nation, le parti deviennent des « en soi » que s'approprie un seul homme. « Montréal, ma ville, sera en mesure de dire au monde de quelle façon il convient de faire la rénovation urbaine ». Les citoyens eux-mêmes passent au second plan, tellement l'entité « ville » et son prestige qui rejaillit sur « son propriétaire » exténuent toute autre dimension politique. « Les gouvernements ne font jamais d'erreur en investissant dans l'art. Nous savons désormais que la *masse* est infiniment plus heureuse quand elle est plongée dans le beau. Même si la *masse* ne comprend pas une oeuvre, elle la contemple avec un *infini respect* ». Un tel « headship » oriente le gouvernement local vers l'extérieur de la communauté. Les tâches de représentation prennent une importance majeure. Il s'agit de s'affirmer sur le plan national et international, sur une assiette politique plus large. Peu à peu les citoyens intériorisent l'image de leur cité (et de sa personnalisation dans le « chef ») au point d'aliéner leur jugement critique au profit d'une reddition inconditionnelle de leurs responsabilités de contrôle. L'appareil politique ne laisse pas de place à de véritables débats démocratiques. Et les élections se réduisent à un « vote de confiance » épisodi-

que où l'on remet son sort dans les mains du maître d'œuvre jusqu'à la prochaine consultation. Par exemple, le maire choisit ses conseillers et la conduite de ceux-ci se base sur ce que le maire attend d'eux. Il détermine la constitution de son parti et le programme, et il « présente le tout à la population comme un symbole dans lequel elle se reconnaît ou non ». La réponse des citoyens et des conseillers municipaux n'en est donc que le prolongement. Il en est de même dans le cas de certaines expériences historiques dans notre milieu. Pensons à celles de Taschereau et de Duplessis. Mais nous nous gardons bien d'établir une adéquation parfaite entre ce modèle formel et les situations évoquées. Nous ne parlons pas vainement de modèle(s) autocratique(s). De plus, comme nous l'avons dit, dans la réalité politique concrète, il y a chevauchement (overlap) des six types privilégiés. Disons en terminant que les totalitarismes de gauche ou de droite raffinent à l'infini les traits du modèle autocratique.

2. *Les modèles de consensus* sont centrés sur la *collectivité* comme telle. L'idéologie communautariste, bien familière dans les banlieues de classes moyennes, prétend à l'homogénéisation des intérêts, des statuts et du corps politique lui-même. L'intérêt pour le mécanisme du referendum est très révélateur. On admettra une diversité de « corps intermédiaires » pourvu qu'elle s'inscrive dans une unité organique. « Déjà les corps intermédiaires jouent un rôle, même si ce n'est qu'une [156] minorité qui exprime ses besoins par cette voie. Par exemple les comités de parents et de loisirs font connaître aux conseillers leurs besoins et ceux-ci agissent comme interprètes au conseil municipal ». Toute l'action se déroule donc selon un continuum de consensus surtout vertical, par-delà des conflits de clans, de groupes ou d'associations. L'homogénéité du processus l'emporte sur le reste.

L'esprit de clocher trouve facilement sa légitimation dans l'identité de la communauté, dans l'affirmation de son originalité, dans son histoire commune, dans sa cohésion sociale spécifique. L'unanimité émerge automatiquement surtout en face des menaces de l'extérieur. Quant à la vie interne, on s'attend à ce que les appareils politiques et administratifs immédiats se soumettent au consensus général ou majoritaire. Celui-ci commande les négociations avec les instances supérieures et les autres communautés. Nous disons bien les autres communautés, puisqu'on ramène l'échiquier politique à une telle mosaïque

que. Il suffit de se remémorer les attitudes récentes des banlieues vis-à-vis des gouvernements fédéral, provincial ou régional, vis-à-vis des problèmes de l'*inner-city*. Nous parlons davantage des banlieues parce qu'elles représentent le meilleur champ d'application de ce type d'organisation socio-politique.

Voyons quelques indices plus concrets de cette psychologie de consensus. Des procès-verbaux étudiés sur une assez longue période révèlent que la très grande majorité des propositions au conseil municipal sont acceptées à l'unanimité. Serge Carlos nous en donne un exemple dans le cas du conseil municipal de Montréal (1966-1969).

Acceptées à l'unanimité	91.7 %
Renvoyées au comité exécutif	6.2 %
Acceptées avec dissidence	0.8%
Déclarées hors d'ordre	0.5%
Rejetées	0.8%

99.5% d'entre elles ont été présentées au conseil municipal par un membre du comité exécutif. Exigence légale ?

Le gouvernement de consensus se dit au service de toutes les classes et de tous les groupes sociaux, ethniques ou autres, tout en minimisant ou camouflant les vraies inégalités ou les conflits réels. Il s'agit d'abord [157] d'une diversité bien représentée dans la structure unifiée et l'esprit d'unanimité de l'instance politique. On sait comment le parti civique de Montréal a habilement opéré la dérive des rapports socio-économiques vers la bonne entente ethnique et la diversité culturelle dans son caractère inoffensif. La représentation adéquate des groupes ethniques semble suffire. C'est par là que le conseil municipal prétend être le microcosme de la communauté montréalaise. Le tout se fonde dans la volonté générale de Jean-Jacques Rousseau. « Notre objectif était d'incarner la volonté populaire et il n'y a pas à se surprendre ni à craindre pour l'avenir du fait que le peuple se sait reconnu dans la philosophie et l'action qui nous animent ». Une telle philosophie politique ne laisse même pas place aux séparations de pouvoirs, aux mécanis-

mes d'opposition et aux formes de contrôle, de la démocratie libérale. Il ne reste que la boîte de scrutin à tous les quatre ans.

3. *Les modèles administratifs* se ramènent à ce que nous appelons « des régimes d'experts ». Les finalités humaines de l'instance politique sont en quelque sorte noyées par la rentabilité et l'efficacité exclusives des moyens technocratiques. Toute l'organisation gouvernementale se concentre pratiquement dans les mains d'administrateurs professionnels qui ont le privilège de ne pas rendre compte de leurs actes à la population. Souvent des politiciens recrutés dans le milieu des « notables déclassés », des élites traditionnelles, sont incapables de jouer un véritable rôle politique de leadership dynamique et décisif. Ils s'en remettent à leurs administrateurs pour toute la gestion, tout en se réservant les interventions symboliques prestigieuses et les tâches de représentativité. Nous ne voulons pas discréditer ici notre jeune technocratie qui commence à produire des hommes compétents, audacieux et ingénieux. Mais nous affirmons qu'aucun organe politique ne saurait se réduire à une simple administration. Concevoir un ministère ou un conseil municipal comme le pur décalque d'un conseil d'administration d'une firme commerciale ou industrielle, c'est exténuier les dimensions spécifiques de l'activité politique et de ses exigences démocratiques originales. Il ne s'agit donc pas ici d'opposer faussement administration et démocratie, efficacité et participation, ou de prétendre trouver partout une influence occulte des administrations privées sur les administrations publiques (même si de tels cas sont plus nombreux qu'on ne le pense).

La difficulté principale que nous retenons se situe à un autre plan, à savoir cette tendance des modèles administratifs à concentrer toute l'activité politique sur l'*appareil* gestionnaire. On nous objectera que la faiblesse majeure de nos organismes traditionnels relevait précisément [158] de nos incompétences en administration. Nous en convenons facilement. Mais il est aussi dangereux d'ériger un correctif en panacée ou en solution universelle pour tous les problèmes de l'existence collective. La planification, par exemple, devient un mythe stérile le jour où on la croit unique agent responsable de la décision politique, du développement économique et de l'organisation sociale. Ainsi la structuration d'un système de développement devient plus importante que le développement lui-même. C'est le phénomène bien connu de

la bureaucratisation. Mais ces remarques ne nous empêchent pas de reconnaître que les institutions administratives sont absolument nécessaires pour concrétiser les décisions politiques d'un gouvernement, pour assurer des services efficaces à une population, pour donner corps à des aspirations, à des besoins. Ces finalités perdent leur impact et leur vérité interne lorsque l'appareil administratif se veut le centre de gravité du processus démocratique, lorsqu'il résorbe à son profit les dynamismes politiques, économiques ou culturels. Ainsi assiste-t-on à la dérive vers des modèles politiques purement administratifs.

4. *Les modèles libéraux* se présentent comme la pointe de l'histoire de la démocratie. Ils seraient la pierre de touche du « monde libre », de la consécration des droits fondamentaux de l'homme. Formellement, ils assurent le contrôle mutuel des pouvoirs judiciaires, législatifs et exécutifs ; ils permettent la diversification des lieux d'opinion et des luttes de pouvoir ; ils défendent le droit à la dissidence ; ils donnent même un statut réel aux forces d'opposition ; ils protègent à la fois les majorités et les minorités ; ils accordent (en principe) au peuple sa véritable souveraineté. Ils reposent sur le postulat que la concurrence des intérêts crée d'elle-même une unité démocratique dynamique propice à un bien commun supérieur. Ils font des libertés individuelles le test ultime de vérité du système libéral qui assure à la fois le progrès économique le plus efficace et la protection des individus contre la bureaucratie et les totalitarismes. Ils se prétendent libres de toute tendance idéologique ou d'a priori doctrinaux dans leur recherche empirique des meilleures solutions. Toute l'organisation sociale doit favoriser le primat de l'initiative privée et de l'autonomie personnelle.

Voilà les intentions. La réalité est souvent autre. N'a-t-on Pas vu le Gouverneur Murdock refuser l'intégration raciale au nom des libertés individuelles ? Celles-ci ont justifié à peu près toutes les formes de domination, quand elles n'ont été soumises à aucune limitation dans la recherche de l'intérêt et de la puissance. Elles n'ont souvent servi qu'aux tenants du pouvoir et de l'argent. En refusant de reconnaître les libertés collectives et les solidarités sociales comme des critères [159] majeurs de l'organisation politique, les libéralistes d'hier et d'aujourd'hui refusent aux plus faibles ou démunis l'accessibilité des droits et

libertés individuels proclamés abstraitement. Les mesures socialisantes des néo-libéraux ne doivent pas nous illusionner. Il y a tellement de façons de neutraliser les conséquences économiques et politiques de telles stratégies. « Même l'égalité devant la loi pourra servir d'alibi à des discriminations flagrantes, à des exploitations maintenues, à un mépris effectif ». Paul VI stigmatise ici l'hypocrisie des libéralistes.

Les modèles libéraux, sous le couvert de la démocratie, camouflent la plupart du temps une *oligarchie de pouvoirs* qui en dehors ou en dedans des circuits officiels tient toutes les ficelles importantes de l'écheveau politique, surtout le cordon de la bourse. Nos régimes politiques libéraux, aux yeux de certains, ne seraient pas plus corrompus que les régimes d'autres inspirations. Belle consolation ! On nous accusera d'exagérer quand nous parlons d'oligarchie de pouvoirs, de minorités privilégiées. Pourtant, une observation la moins attentivement des décisions qui se prennent dans notre société, nous amène automatiquement à un réseau plus ou moins saisissable d'alliances entre les « gros » de toutes sortes qui ont le pouvoir et l'argent pour défendre et promouvoir leurs intérêts avec toutes les protections légales possibles. Qui niera leur sur-représentation dans tous les secteurs importants de la collectivité. Le système libéral ne nie pas juridiquement les nouveaux pouvoirs populaires, mais il maintient des conditions qui les rendent inoffensifs ou peu menaçants.

5. *Les modèles « participationnistes »* veulent faire des citoyens eux-mêmes les premiers agents de leur libération et de leur promotion en tout domaine. Les structures sociales des quatre autres modèles politiques ne permettraient pas une véritable démocratie, puisque le peuple n'atteint jamais son statut de souveraineté dans de tels régimes. On ne se limite pas ici au slogan : les citoyens au pouvoir. En effet, on revendique un nouveau style d'existence collective par-delà un meilleur partage des responsabilités et des décisions et une implication réelle dans les choix déterminants. Ces modèles visent plus ou moins clairement la création de tissus sociaux pour redonner consistance aux lieux naturels de vie, de travail, de résidence. Ils ont beaucoup à voir avec les nouvelles formes de prolétarisation de la vie urbaine. Ce qui commande une révision en profondeur des rapports sociaux. Aussi longtemps que ceux-ci sont dominés par des critères d'échanges contractuels ou de rentabilité financière, par des jeux de forces et d'in-

térêts privés, il n'y a pas de place pour une société juste et solidaire, pour de véritables [160] communautés démocratiques. La participation se présente ici comme « un exercice concret de liberté », une voie nécessaire de développement, une diffusion du pouvoir et de la culture, un partage des biens et des services, une concertation pour des projets collectifs.

Les « participationnistes » de chez nous ont débordé, dans une certaine mesure, l'aire sociale des mouvements communautaires pour déboucher sur l'action Politique. Non pas tellement une action dans la sphère des partis politiques comme tels, mais plutôt un élargissement des problèmes et objectifs jusqu'à leur dimension politique. D'ailleurs l'évolution récente des droits, des tâches et des rôles poussait ces citoyens à dépasser des perspectives individuelles et sociales pour les resituer dans l'ensemble de la société et de son régime politique actuel. Impossible d'isoler des questions comme la protection du consommateur, l'obtention de revenus suffisants, l'élaboration d'une politique de logement, d'éducation ou de santé, la mise en place de dispositifs efficaces de développement économique. Le chômage ou le plein emploi comme les disparités régionales deviennent politiques.

Voilà ce qu'une aile marchante mais minoritaire, a porté jusqu'à ses conséquences dernières, à savoir la prise du pouvoir politique, comme agent le plus décisif des choix, des objectifs et des moyens. Nous reconnaissons ici le trait marquant de certains comités de citoyens, des comités d'action politique (CAP), du Front d'action populaire, surtout dans la région de Montréal. L'histoire des derniers temps nous révèle les ambiguïtés idéologiques et stratégiques de ces nouvelles forces populaires. Le mouvement oscille « entre la refonte complète du comportement des citoyens à l'écart du système et le changement progressif à partir des tremplins qu'offre déjà la société ». Et aux extrêmes pointes : utiliser à fond le système ou bien l'abattre et en créer un autre ; exploiter les thèmes chauds et les situations tendues pour amener les structures actuelles à leur limite-critique ou créer des structures parallèles indépendantes où s'élabore un modèle neuf de société.

Toute une série de problèmes s'ajoute au dilemme précité. Imbroglio non moins confus des alliances difficiles entre les tenants de la contre-culture et les prolétaires urbains. Prétention douteuse de représenter les 80% de salariés de la métropole. Télescopage d'une nécessaire stratégie d'implication plus large des citoyens (on se confinait

aux citoyens politisés). Parachutage d'éléments radicaux peu familiers aux mentalités des couches populaires. Enfin, une sorte d'urgence révolutionnaire [161] qui a effrayé la masse des citoyens touchés par cette action. Les pouvoirs en place ont su utiliser à contre-courant ces faiblesses évidentes.

Tous les mouvements historiques profonds ont connu à leur début une telle phase de tâtonnement et même d'anarchie. Il faudrait être aveugle ou buté pour ne pas voir dans cette première poussée une expérience collective chargée de neuves aspirations à un autre style de démocratie et de vie commune. « La démocratie, c'est essentiellement le peuple solidement organisé, le peuple organisé par lui-même, qui envoie ses propres délégués à lui non pas pour le gouverner, mais pour exécuter ce qu'il décide » (P. Vadeboncoeur). Apologie de la démocratie directe, qui, selon les esprits libéraux et bien d'autres, est inapplicable et irréalisable. Tel n'est pourtant pas la signification que nous retenons de ces propos. Il s'agit de savoir si les citoyens vont enfin exercer effectivement un contrôle véritable sur ceux qu'ils élisent, s'ils vont « participer à l'élaboration de la stratégie de négociation de leurs représentants » dans les choix, les grandes politiques, les conflits majeurs de notre société toujours plus hétérogène au plan des besoins, des options et des pouvoirs.

Les critiques mentionnées plus haut ne réussissent pas à nous convaincre d'un échec irrémédiable des « participationnistes ». Il y a ici un germe de vie qui pourrait bien échapper aux analystes et aux stratèges de tout horizon, et même à ses porteurs.

6. *Les modèles éthico-utopiques* s'axent davantage sur des valeurs et sur des idées, à vrai dire sur des *enjeux idéologiques comme premiers déterminants*. Derrière les moindres activités humaines se profile une certaine conception de l'homme et de la société. On ne ferait rien de profond et durable sans atteindre ce lieu fondamental de cohérence. N'est-ce pas la marque des pouvoirs dominants de nos sociétés libérales que de refuser l'affrontement idéologique, tout en cachant derrière leurs attitudes pragmatiques leur propre idéologie érigée en vérité indiscutable et indiscutée ? L'Église catholique, dans ses derniers documents officiels (Lettre apostolique de Paul VI, 14 mai, 1971), condamne les idéologies et du même souffle présente sa propre

vision de l'homme, comme s'il ne s'agissait pas aussi d'une idéologie, mais plutôt d'une doctrine sûre et irréfutable en tout Point. « Est-il besoin de souligner l'ambiguïté possible de toute idéologie ? Tantôt, elle ramène l'action politique ou sociale à être simplement l'application d'une idée abstraite, purement théorique, tantôt c'est la pensée qui devient un pur instrument au service de l'action comme simple moyen de stratégie ». On comprend ici la volonté d'éviter des enfermements [162] idéologiques qui nieraient la transcendance du destin humain. Par ailleurs, qui oserait nier la part de relativité de toutes les visions humaines du monde inscrites dans un contexte historique donné ? Pré-tendre y échapper, c'est se déclasser de la recherche commune des groupes sociaux qui véhiculent des expériences diverses et des lectures différentes de l'aventure humaine. Voilà une attitude anti ou apolitique qui fait le jeu des pouvoirs en place.

Est-ce bien sûr que les mouvements utopiques récents, particulièrement les idéologies de gauche, font bon marché de la transcendance humaine ? Sans doute, certains systèmes correspondants ont créé de nouvelles aliénations de l'homme et de sa liberté responsable et transcendante. Mais nous nous demandons si les régimes libéraux s'appliquent à eux-mêmes les reproches qu'ils adressent aux autres.

Un second regard nous fait découvrir derrière les modèles éthico-utopiques une dynamique de dépassement qui récupère et magnifie précisément des valeurs proclamées, mais non assumées par les régimes libéraux et socialistes actuels. Ces utopies, au-delà de l'héritage historique repris par ses fines pointes humaines, veulent créer un contexte inédit de civilisation qui ne repose plus sur l'esprit de système et sur les luttes de pouvoir. Elles plaident pour des projets qui soient enfin les fruits de l'action d'hommes libres, solidaires et égaux radicalement. Aucun système ne saurait épuiser la richesse mystérieuse et sans cesse perfectible de l'homme et de ses communautés d'appartenance. Il faut donc aménager des conditions propices à la créativité sous toutes ses formes, au surgissement éventuel d'un homme nouveau qui sera dépassé à son tour grâce aux dynamismes d'une révolution permanente. Les utopistes utilisent beaucoup la symbolique pour exprimer les impondérables du projet humain.

Leurs adversaires y voient une fuite des tâches politiques immédiates, une critique sociale trop abstraite, un manque de stratégie réaliste, une méconnaissance des vraies situations de conflits, un aveuglement

face aux limites de l'action historique et aux déterminismes inévitables des lois de l'univers. On ne bâtit pas une société nouvelle avec des expériences marginales de contre-culture, avec des idées généreuses, mais sans praxis sociale ou politique. Une psychologie de « drop out » conduit au désengagement et parfois même au nihilisme. Il lui manque des mains. Il suffit d'évaluer l'évolution des groupuscules utopiques qui se coupent rapidement de tout enracinement dans les masses qu'ils prétendent sauver. Ainsi se produit la dérive des valeurs à l'idéologie, de celle-ci à l'utopie, jusqu'à la clochardisation individualiste et parasitaire.

[163]

Critique injuste ou partielle ? L'avenir le dira. De toute façon, il serait présomptueux de ne pas tenir compte des valeurs positives véhiculées par ces modèles sauvages qui sous-tendent les éclatements que nous venons de signaler. Et cela, dans la mesure où nous acceptons la vérité du défi majeur que nous avons retenu : la création de nouveaux modèles sociaux qui semblent rencontrer bien des aspirations de nos utopistes modernes. Il est tellement facile de caricaturer les idées déjà simplistes des communalistes, des nouveaux coopérateurs, des groupuscules radicaux. Leurs échecs ne viennent pas seulement d'eux-mêmes. Pensons aux débats récents qui réduisaient les problématiques à des choix primaires entre la non-violence et la violence, le parlement et la rue, l'oppression et la répression, l'ordre et la révolution. Autant de façons d'éviter une démarche plus exigeante et plus complexe qui aurait pu nous aider à nous retrouver humainement au niveau profond de nos solidarités fondamentales, devant les énormes défis que nous partageons tous à ce tournant extraordinaire de l'histoire.

L'utopie se heurte au bon sens. L'un sans l'autre conduit à la sclérose ou au désastre. Bon gré mal gré, nous sommes forcés d'établir une nouvelle dialectique de ces deux pôles pour un dépassement des re-tranchements actuels.

Par-delà les modèles

Voilà une première typologie qui n'a rien d'exhaustif. Notre étude sur les modèles de développement viendra la compléter. Une simple nomenclature de nouvelles structures est déjà évocatrice d'un autre angle de vision, à savoir les grandes régions administratives, les conseils de développement social et économique, l'Office du plan, et la restructuration gouvernementale correspondante, sans compter les autres initiatives déjà mentionnées au cours de ce travail. Certaines créations récentes comme les sociétés publiques qui regroupent des représentants de l'État, de la population et des corps professionnels, contribuent à la naissance de modes originaux d'organisation sociale, de structures de pouvoir et de techniques administratives. Nous avons insisté sur les modèles plus près de l'expérience quotidienne, parce que la démocratie de base nous semble le premier point d'appui de macro-modèles politiques. Ceux-ci n'en demeurent pas moins d'une importance capitale dans une stratégie globale de développement. Plus on se rapproche de la base, plus la liberté d'action, la « concrétude » des tâches et l'intensité de la participation doivent être accusées et soutenues. [164] Une action limitée aux superstructures tourne à vide et n'engendre rien de vital. Par ailleurs, des mouvements de base connaissent la même stérilité s'ils ne rencontrent pas des leaderships politiques intelligents, efficaces et audacieux. La diversité des modèles politiques manifeste, entre autre, le pluralisme qui commence à s'articuler dans notre société. Malgré les bouleversements récents, des options plus claires, des familles idéologiques plus identifiables favorisent une perception plus juste de la configuration de l'échiquier politique, avec ses rapports de force, ses alliances et ses fronts communs, ses conflits et ses solidarités existants ou possibles. Mais toujours se profile derrière tel modèle, telle pratique, une certaine image de société qu'on privilégie. Nous avons retenu six principaux axes idéologiques : le consensus d'une collectivité homogène, l'ordre légal maintenu par une autorité omnipotente, la lutte de classes et de pouvoirs, l'organisation administrative efficace, la production et la consommation maximales, la participation des citoyens à un développement intégral, la société pacifiée par-delà la révolution de l'homme nouveau.

Chez le consommateur le plus asservi comme chez le militant révolutionnaire violent, il y a toujours, au moins en filigrane, une certaine conception de la vie, de l'homme, de la société et du monde. C'est entre cette « *self-image* » et les pratiques courantes que se situent les divers modèles sociaux ou politiques. Voilà pourquoi ceux-ci sont des points stratégiques d'observation pour percevoir à la fois les besoins immédiats et les aspirations, les situations et les projets, la quotidienneté et les rêves, les fins et les moyens, enfin la vie des institutions et celle des différents groupes de citoyens.

Vers une nouvelle politique

Derrière les grandes images, il y a des comportements concrets qui sont aussi révélateurs. La conscience politique de la plupart des citoyens accuse de terribles retards sur les exigences nouvelles d'un urgent développement. Comme test de vérité, nous allons analyser les différentes attitudes politiques qui se sont exprimées durant les crises récentes où tous les observateurs s'accordèrent pour reconnaître dans ces événements un tournant historique capital.

Une réaction de peur et de profonde insécurité qui a provoqué les durcissements que l'on connaît. Au-delà de cette première attitude bien compréhensible, plusieurs en sont restés à ce climat émotionnel, peu favorable à un jugement politique critique. Aussi appuient-ils sans [165] condition ceux qui profitent des circonstances pour écraser toute forme d'opposition. Par ailleurs, certains commencent à se demander s'ils n'ont pas trop facilement cédé à une peur aveugle.

- *Une réaction violente qui choisit la réponse des armes.* C'est le langage des mitraillettes de part et d'autre. En laissant cette chaîne de violences se déployer, les sociétés modernes, la nôtre comprise, risquent d'accroître le terrible rapport de forces destructives où l'anarchie et la répression s'alimentent mutuellement, où l'état de violence morale apporte caution à la brutalité des actes de violence.

- *Une réaction d'humiliation* chez ces minorités d'opposition qu'on a voulu associer à l'extrémisme pour mieux les mâter. On se souviendra ici que les grands changements historiques comme le parlementarisme britannique, l'indépendance américaine, les mouvements populaires du XIX^e siècle, l'instauration de politiques sociales de travail, de logement ou de santé, ont d'abord pris corps dans des minorités que les pouvoirs récusaient. L'histoire se répète tout en nous défendant de céder au désespoir.

- *Une réaction d'auto-punition* où les uns et les autres rivalisent de mépris vis-à-vis de leurs compatriotes. « Il n'y a rien à faire, on va toujours se chicaner ». Faut-il se rappeler le proverbe : lorsque deux esclaves se rencontrent, ils médisent de la liberté... Quand l'opposant étranger est inaccessible, on se retourne facilement contre les siens. De toute façon, on n'avancera jamais bien loin sans fierté de soi-même, sans une solidarité positive avec ses compatriotes. Cette attitude vient souvent de croulants centrés sur eux-mêmes et bien assis dans leur petite sécurité. Évidemment, les « éteignoirs » n'ont jamais éclairé qui que ce soit !

- *Une réaction d'autoritarisme* où l'on profite de sa situation de force pour absolutiser un pouvoir déjà écrasant. Si, par le passé, on a abusé de certaines libertés de part et d'autre, il reste qu'en certains milieux on peut accuser n'importe qui et dire n'importe quoi pourvu qu'on soit du bon bord.

- *Une réaction de démission anti-politique*. « On vous a élus, réglez au plus vite ce problème pour qu'on vive tranquille ». C'est la psychologie du consommateur de bière ou de scotch, du spectateur écrasé devant sa T.V., du « critiqueux » qui ne lève pas le petit doigt, du touriste qui photographie la misère des autres. Ce type de citoyen croit faire son chemin tout seul sans reconnaître que la société lui apporte 1000 fois plus que ce qu'il refuse de faire pour elle.

- *Une réaction de dignité* qui n'accepte pas de s'asservir à qui que ce soit ou à quoi que ce soit, qui n'accepte pas de renoncer à un jugement politique autonome et critique. J'ai vu des êtres écrasés reprendre vie et devenir des hommes debout, le jour où, au nom de la dignité et solidairement, ils ont décidé de changer les choses et de démasquer ceux qui avec habileté avaient réussi à faire d'eux des *citoyens honteux, des consommateurs conditionnés, des producteurs asservis, des silencieux annexés, des voteurs manipulés, des non-instruits méprisables*. La libération du OUI commence souvent par un NON clair et net, ferme et décisif ; un non à toute forme de domination politique, économique ou religieuse ; un oui à une liberté et à une responsabilité pleine et entière qu'on défendra sans compromis ou veule concession ; un oui à ses solidarités premières, à ses appartenances profondes pour une libération collective, sociale et nationale, comme premier lieu de son avenir personnel.

- *Une réaction d'urgence* devant les redoutables échéances d'un Québec qui détient le record de chômage des pays développés, qui connaît un écart grandissant entre lui et ses principaux voisins, qui n'a pas les leviers nécessaires à son propre redressement économique en dépit de son riche potentiel de ressources humaines et matérielles. Certains craignent que nous arrivions trop tard, s'il n'y a pas dès maintenant de profonds réaménagements économiques et politiques.

- Enfin, il y a la réaction de ceux qui unissent le court-terme et le long-terme, les dynamismes culturels, politiques et économiques, qui ont la conviction que nous avons tout ce qu'il faut pour une reprise par le fond de notre situation collective. En deçà de nos débats idéologiques et politiques internes, n'y a-t-il pas un *fond commun sur lequel nous pouvons miser, une appartenance profonde qui nous relie à la même histoire et à la même culture, des défis collectifs qui devraient nous rassembler au lieu de nous diviser ? Évidemment*, cette solidarité ne saurait faire fi des terribles inégalités qui existent entre nous. Je sais bien qu'à côté des luttes stériles, il y a des confrontations et des affrontements nécessaires. Certains, sans l'avouer, se comportent encore comme si la pauvreté de leur peuple était une fatalité insurmontable.

L'obsession de leur propre standing social passe avant toute considération effective de promotion collective, avant toute exigence de partage plus juste des tâches, des charges et des sacrifices à faire pour un développement dynamique et une véritable libération.

Ici, je voudrais attirer l'attention sur un aspect vital de notre situation, à savoir l'importance d'une conscience politique plus lucide. [167] Une comparaison pourrait nous aider à comprendre les chances positives que nous n'avons peut-être pas saisies suffisamment.

Beaucoup de jeunes Américains ont désespéré de changer une société qu'ils jugent incapable de fournir des raisons de vivre valables, au-delà des mobilisations militaires et de la course à une consommation insignifiante. Ils se désintéressent de la politique et de ses institutions. Ils reprochent à leurs aînés d'avoir laissé pourrir des situations que ceux-ci auraient pu corriger par un déplacement des investissements humains et matériels. Ils leur reprochent aussi de s'aveugler, de ne rien vouloir remettre en cause. Noyés dans une opulence matérialiste et sans but, plusieurs fuient dans le monde artificiel des drogues, de la violence à vide (100,000 actes de violence à Détroit, depuis 1967) ou de la résistance passive.

Les jeunes du Québec risquent de connaître le même affaïssement, si on tente de tuer l'idéal politique que plusieurs partagent, et qui pourrait bien susciter des engagements profonds à tous les plans : culturel, économique et politique. Après le mythe de la jeunesse, connaissons-nous le mépris de la jeunesse ? Ce serait une belle façon de se faire hara-kiri. Les jeunes d'un petit pays ont la possibilité de peser davantage dans la balance du présent comme de l'avenir. J'ai vu des jeunes Américains et des jeunes Canadiens anglais exprimer leur envie et même leur admiration pour les jeunes Québécois. Les uns et les autres savent bien qu'on ne remplit pas sa vie avec une « thunderbird », un gros « cottage » ou un téléviseur-couleur. Sans des objectifs valables, beaucoup d'adultes québécois risquent de chercher les mêmes fuites que celles des jeunes.

Le potentiel et les objectifs sont là. Libérer des hommes humiliés, façonner une économie de solidarité, inventer de nouveaux modes d'existence collective, vaincre les rapports de domination et d'exploitation, bâtir un État fort et vraiment démocratique, susciter une créativité culturelle et technique, travailler courageusement et lucidement à

ce que les siens soient maîtres de leur destin, chercher à devenir des interlocuteurs de plain-pied, des partenaires égaux avec les autres peuples et commencer ou continuer aujourd'hui ce grand travail, c'est autrement plus dynamisant et convainquant que le langage des armes, des censures, des épouvantails mesquins, des sécurités bourgeoises qui cachent mal leur individualisme et leur matérialisme sans horizons humains.

Il y en a trop parmi nous qui ont des réflexes politiques de rentiers. Il est temps que notre conscience politique rejoigne notre conscience sociale. Il est temps que nous démasquions nos propres contradictions [168] devant l'univers urbain et technologique. Les événements récents nous invitent à de nouvelles responsabilités où, bon gré mal gré, nous ne pourrons plus séparer politique, économie et culture. La commission Laurendeau-Dunton a laissé de côté notre aliénation de pouvoir pour valoriser notre culture. Son échec est révélateur. Certains hommes politiques fédéraux veulent rejoindre les individus québécois par-dessus l'État québécois. D'autres refusent de reconnaître notre communauté nationale. Plusieurs parmi nous s'enferment dans des objectifs purement culturels et linguistiques. Quelques-uns ramènent tout, soit à la comptabilité, soit à des questions constitutionnelles. Nous n'en sommes plus aux choix simplistes de l'économie d'abord, de la culture d'abord, de la politique d'abord. *Saurons-nous nous unir pour une stratégie mieux articulée de développement ? C'est à ce niveau que le politique rassemble l'avoir, le savoir et le pouvoir ; c'est à ce niveau que les familles idéologiques, les formations politiques et les classes sociales doivent se confronter.* Il ne s'agit pas de rêver en couleur ou en noir à l'an 2000, de chercher à déterrer les causes anciennes ou d'en inventer de nouvelles. Le potentiel est là avec ses ressources encore sous-exploitées. L'objectif d'une relance nous sollicite tous aujourd'hui. Il nous faut des leaderships audacieux et cohérents, des citoyens vigilants et prêts à y mettre le prix. Nous ne pouvons pas nous tromper en misant d'abord sur ce qu'il y a de meilleur en nous-mêmes, sur notre courageuse histoire, sur notre volonté de vaincre les défis du présent et de l'avenir.

Aspects critiques

La mise en relief de la dimension politique ne nous conduit pas à ramener toute l'activité humaine à la sphère politique. Notre itinéraire suivi jusqu'ici a montré l'importance des facteurs culturels, des enjeux économiques, des relations humaines fondamentales ; on sait comment une nouvelle subjectivité se défend sauvagement contre les grands modèles politiques de l'heure : le néo-capitalisme, le socialisme bureaucratique, le communisme totalitaire, le fascisme populiste, le militarisme de droite ou de gauche. Avec beaucoup de finesse et d'à-propos, Roger Garaudy s'est plu à pointer les zones grises qui n'entrent pas dans le cadre des définitions officielles des deux grands systèmes politiques dominants : le capitalisme et le socialisme. Une simple énumération de ces zones grises démasque déjà les rigidités idéologiques trop faciles. Pensons aux firmes multinationales, à la révolution scientifique galopante, aux grandes mutations culturelles, [169] aux échéances tragiques de l'environnement, au poids des investissements militaires, aux néo-nationalismes, aux contraintes biologiques de la faim et de l'explosion démographique, enfin aux nouvelles affirmations de la transcendance de l'homme sur tous les systèmes. N'est-ce pas s'illusionner que de chercher de nouveaux modèles sociaux capables d'organiser un univers humain aussi désarticulé à grande ou à petite échelle ? Même les styles de vie les plus familiers ont perdu leur consistance et leur stabilité. Ils sont devenus des objets éphémères de consommation comme les modes et toutes leurs épiceries (A. Toffler).

Comment alors prétendre dominer la moindre situation pour la définir et offrir des solutions globales ? Cette question prend un relief particulier dans notre société québécoise. Il fut un temps où une seule élite cléricobourgeoise parvenait à imposer sa vision du monde en s'appuyant sur une certaine homogénéité culturelle et religieuse de la population.

Des conditions nouvelles de vie venaient saper notre structure idéologique. Et bientôt apparaissait une neuve diversité des appartenances, des options et des définisseurs. Mais la plupart d'entre nous ont gardé une nostalgie inconsciente ou inavouée de ces définisseurs et de

ces chefs qui traçaient un chemin sûr, créaient l'unité et mobilisaient tout le peuple. Or, nous nous retrouvons aujourd'hui avec une mosaïque de définites globaux qui s'excluent en quelque sorte. Ils parlent, presque tous, spontanément, d'un Québec francophone comme d'une entité homogène et unifiée. Sans doute, y a-t-il un sujet historique permanent qu'on appelle le Québec, mais que d'illusions on maintient en ignorant pratiquement les clivages internes de tout ordre : économique, culturel, social, régional, idéologique ou autre. La diversité des modèles sociaux en témoigne.

Ces brèves remarques ont d'énormes conséquences sur les changements de mentalités et de structures politiques à opérer. D'abord, nous devons apprendre à donner cohérence et qualité à des débats démocratiques et à des luttes politiques qui font ressortir les clivages qu'on cachait autrefois. Les vieux styles de politiciens et de partis traditionnels sont déclassés par rapport aux pratiques et aux modèles politiques qui véhiculent des aspirations de contrôle démocratique, d'information sérieuse, de participation véritable, d'efficacité administrative, etc. jamais, nous n'avons ressenti plus vivement l'urgence du renouvellement de notre personnel politique qui est encore recruté majoritairement dans des milieux traditionalistes apeurés par des mesures audacieuses de changement qui menaceraient le statu quo. On nous dira [170] que tout cela reflète bien l'état d'insécurité de notre communauté francophone et sa tendance à conserver plutôt qu'à progresser courageusement. Drôle de conception du leadership qu'on place à l'arrière-train au beau milieu des forces d'inertie ou de repli ! *Au moment où tant des nôtres résistent mal à la tentation de démissionner devant un nouveau destin qui nous unirait par en avant*, et non par en arrière ou par en haut, nous avons besoin d'une concertation de toutes nos forces vives, de politiques dynamiques et bien orchestrées, de projets réalistes et féconds. Même les conflits y trouveront un lieu de cohérence. Voilà nous semble-t-il des traits marquants d'un leadership politique moderne. L'aménagement correspondant des structures politiques découle de cette source, et non vice-versa. Ce sont les hommes qui créent de nouveaux modèles politiques. Les plans, les maquettes et les organigrammes restent de bien fragiles refuges, si les hommes ne savent pas aller au bout de leur liberté, de leur responsabilité et de leur solidarité, si la créativité est bloquée par des querelles abstraites ou

inutiles, par des jeux politiques artificiels, par des enclos idéologiques de définites globalistes.

Nous devons donc assumer cette riche diversité naissante chez nous et l'orienter vers de vraies confrontations au service d'un développement vigoureux. Cela dit, nous ne ferons pas l'économie de cadres de références plus larges, de pôles d'identification et de mobilisation collectives. Nous n'avons pas mesuré les conséquences de l'effritement de nos modèles symboliques d'hier. C'est ce que nous allons aborder dans la prochaine étape.

[171]

11. Les modèles symboliques

[Retour à la table des matières](#)

Nous entrons ici dans un des secteurs les plus complexes de la vie sociale. Il nous faut des instruments d'analyse plus raffinés qui empruntent à diverses disciplines. Les travaux de Weber, Durkheim, Lévi-Strauss, Eliade, Mead, Jung et Berger vont nous fournir un ensemble de points de repère. Mais pour alléger notre démarche, nous éviterons de longues incursions dans ces sources. Une première approche descriptive de certains exemples plus près de nous permettra une compréhension moins ardue.

Même dans les situations les plus confuses, les hommes se créent des réseaux de signification et d'explicitation de leur expérience. Ils inscrivent ceux-ci dans des représentations plus larges, particulièrement dans une symbolique unifiée. La culture d'un groupe, en un certain sens, apparaît comme un ensemble intégré de symboles. Notre propre histoire nous révèle un exemple saisissant de modèle symbolique, à savoir le ciel québécois.

Le ciel québécois

Nous avons vécu la plus grande partie de notre histoire en fonction d'une société invisible soigneusement entretenue par une Église de chrétienté. Cet édifice symbolique s'est pratiquement effondré. Et le désarroi de plusieurs exprime souvent le vide ressenti. La providence qui servait de cadre symbolique de référence pour expliquer la petite et la grande histoire, pour régler la vie des individus et de la collectivité, n'a pas été remplacée, si ce n'est que par des substituts plus ou moins fragiles : l'astrologie, l'idéologie néo-nationaliste, la révolution culturelle dans les arts québécois. Passage ambigu aussi de l'Église-

Providence à l'État-Providence. Recherche tâtonnante d'une symbolique : de la poésie au projet collectif. Tout cela manifeste le besoin profond de trouver une expression globale et immédiate d'une expérience collective particulière. Ces remarques en disent déjà long sur ce qu'est un modèle symbolique. Voyons les choses de plus près, mais de façon sommaire.

Morphologie d'un modèle symbolique

Tout adulte québécois connaît bien la morphologie éclairante de cette société invisible qui, hier encore, baignait la quotidienneté. Mais [172] en comprend-il la signification profonde et ses prolongements dans la situation présente ? Un bref rappel descriptif va nous aider à préparer un retour critique plus sérieux. Le culte des morts et de « l'autre bord » était au centre du rituel quotidien et de la liturgie. On concevait la vie terrestre comme un passage vers l'au-delà. Le monde des saints venait sacraliser les lieux, les personnes, les situations et toutes les causes. Ainsi la Vierge-mère projetait la self-image de la femme canadienne-française. Toute une hiérarchie angélique constituait un réseau de protection pour les différents âges et les divers rôles. Pensons aux anges gardiens. Par ailleurs, les mauvais anges et la démonologie permettaient d'orchestrer une dramaturgie des combats entre les forces du bien et du mal, qui reproduisaient ou expliquaient les conflits terrestres. Le ciel, le purgatoire, l'enfer et les limbes venaient répondre à des situations fondamentales de nos expériences humaines. Il y avait donc échange constant entre les structures célestes et les structures terrestres. La conception d'un Dieu juge, omniprésent et omnipuissant et en même temps sauveur, se traduisait par une riche symbolique : le Sacré-Coeur, le petit Jésus, le juge avec sa balance, le vieillard paternel. Nos vieilles images en témoignent.

De façon plus large, l'ordre providentiel, l'autorité de droit divin, et toutes les autres composantes du ciel québécois, fondaient non seulement les grands mythes messianiques, agriculturistes, nationalistes ou autres, mais aussi conditionnaient les structures et les rôles sociaux. Que de références constantes au Plan de Dieu, à l'ordre social chrétien dans bien des discours profanes. Dieu, l'homme et l'univers, le ciel et la terre, la loi éternelle et les lois humaines, le droit naturel et la révé-

lation, l'histoire universelle, la nôtre et l'histoire du salut, constituaient un tout homogène, qui trouvait son expression visible et compréhensible dans ce grand modèle symbolique. Le ciel servait de point de départ et de point d'arrivée, et le temporel de simple tremplin.

Lorsque la chrétienté a atteint son sommet, on a vu l'Église tenter de présenter une application politique de cet édifice spirituel dans l'aventure corporatiste, conçue comme l'organisation sociale et religieuse la plus parfaite. Décalque d'une symbolique doctrinale qui s'enracinait peut-être jusque dans la théologie du Corps mystique du Christ, et aussi projection d'un type de société pré-industrielle qui empruntait beaucoup à la conception organiciste de la cité médiévale. Dans les termes de Durkheim, il y avait aussi hypostase de notre expérience collective de minorité culturelle menacée, en quête d'un système de sécurité étanche et d'une issue possible. Par ailleurs, le mouvement [173] inverse de décalque nous semble aussi vrai. Nous n'avons qu'à nous souvenir du recours si fréquent à l'intervention divine. Certains analystes ne cachent pas leur tendance à privilégier l'approche de Durkheim. Une société pauvre et aussi démunie que la nôtre, dans un environnement protestant riche et progressif, devait s'inventer des mécanismes de compensation, d'affirmation originale et même d'évasion (les moments de crise sont très révélateurs). *Nous avons projeté notre situation d'aliénation dans une superstructure à forte teneur mythique qui pouvait expliquer nos frustrations et offrir un débouché à nos aspirations. La religion semblait être le point d'appui le plus ferme, le moins coûteux et le plus sûr. C'est ainsi que le modèle symbolique de ciel canadien-français venait fonder et encadrer l'unité politique et idéologique de la nation par-delà tous les clivages et les contradictions réelles.* Il contribuait à idéaliser et à « mythifier », au sens fort, notre histoire, tout en lui empruntant une forêt de symboles chez les héros, les élites et les événements marquants.

D'étranges permanences et récurrences

On nous dira que les nôtres ont su échapper de multiples façons à ce surplomb religieux, que bien avant les années 60, l'industrialisation et l'urbanisation, les initiatives socio-économiques et politiques, les nouvelles conditions de vie séculières avaient sapé progressivement

cet héritage religieux. Nous en convenons, mais avec une grande réserve. En effet ces derniers phénomènes n'ont jamais produit de modèle symbolique décisif pour la collectivité. La superstructure religieuse s'est maintenue jusqu'à tout récemment. Si elle n'avait pas eu de prolongement dans la vie familière et spontanée du peuple, elle aurait subi beaucoup plus tôt les procès d'aujourd'hui. Les modèles symboliques ont la vie dure. Ils se tissent très lentement dans l'histoire et la réalité sociale d'une collectivité. Leur déchirure s'accompagne de graves traumatismes. Notre profonde perplexité actuelle n'y est pas étrangère. Évidemment cette déchirure dépend très peu, en définitive, de l'intervention humaine. Les structuralistes soutiennent même que la texture de fond subsiste souvent en dessous des accrocs de surface, malgré leur nombre et leur ampleur. Par exemple, la nuit de la poésie au Gesù, en pleine semaine sainte, comportait d'étranges rapprochements qui échappaient aux artisans de cette initiative. De même les scénarios des diverses manifestations collectives des dernières années : l'Exposition universelle de Montréal, les fêtes récentes de la Saint-Jean-Baptiste, les contestations comme celles du mouvement Calis, [174] les sacrifices des felquistes, les nouveaux phénomènes d'un prophétisme politique radical, les sources religieuses implicites (schèmes d'enfer, de salut) des productions artistiques québécoises, qu'il s'agisse du roman, du théâtre, de la peinture ou de la chanson, etc.), les rituels neufs de vie collective, particulièrement chez les jeunes. On n'en finit plus de détecter les remontées de notre symbolique historique à travers la recherche de nouveaux modèles. Mais la plupart d'entre nous n'arrivent pas à déchiffrer le dessein d'hier et à refaire un nouveau canevas à même les pièces détachées d'une multitude de petits signes et de symboles évanescents qui surgissent de toute part. Que de fois j'ai entendu la même remarque dans la bouche d'individus de tous les horizons : « on ne sait plus où on va ». Nous ne savons pas comment remplacer les mythologies totalisantes d'hier, comment créer des utopies capables de vastes mobilisations. Longtemps les religions ont joué ce rôle. Les idéologies et les grandes révolutions des derniers siècles ont tenté de prendre le relais. Or, les révolutions culturelles un peu partout dans le monde marquent l'échec de ces nouveaux modèles symboliques. Chez nous, l'idéologie néo-nationaliste n'a pas trouvé encore son cadre symbolique. Les plus pragmatiques comptent sur un vaste projet collectif qui offrira un schème global de référence plus réaliste, plus concret, plus engageant. Mais que d'impondérables ne

laisse-t-on pas pour compte dans ces dernières tentatives ? Impondérables de la transcendance humaine, de la subjectivité, de la culture particulière, d'un héritage donné, bref d'une expérience humaine individuelle et collective qui déborde tous les encadrements économiques, politiques et même philosophiques. L'homme ne se passe pas de modèles symboliques non seulement pour faire éclater tous les enfermements de sa liberté (malgré son besoin profond de sécurité), mais aussi pour se dépasser dans quelque absolu sans limite. En Amérique, on parle facilement de nouvelles frontières comme jalons d'un neuf horizon.

Cette étude descriptive des anciens et des nouveaux modèles symboliques et surtout de leur éclatement, reste bien sommaire. Il faut la poursuivre de façon plus systématique. Avant de nous y engager, quelques remarques sur l'étape précédente s'imposent. Nous n'ignorons pas toute la part d'emprunt de notre symbolique historique. Emprunts au système catholique romain, à la chrétienté et à la culture d'avant la révolution française, aux institutions britanniques, aux modes de vie américains. Par exemple, la colonisation et sa symbolique correspondante avaient des traits spécifiques de l'expérience nord-américaine, et en même temps des particularités bien nôtres (la frontière fermée des villages). Il est donc difficile de faire du ciel québécois et des modèles [175] inchoactifs de remplacement, des réalités symboliques purement et exclusivement autochtones. Nous ne voulons pas, par ailleurs, minimiser la qualité inédite de l'entité « Québec » qui a acquis récemment un fort coefficient symbolique, d'ordre culturel et politique, dans les diverses couches sociales de la collectivité. Mais entre cette vague référence et une quotidienneté éclatée et sans axe d'intégration, il manque des modèles bien structurés qui expriment concrètement cette neuve conscience historique de notre société. Plusieurs se raccrochent à des figures plus ou moins précises : leaders charismatiques, élites idéologiques, artistes, etc. Il faudrait mentionner aussi l'apparition de nouveaux symboles collectifs dans les oeuvres récentes et les grands ralliements des derniers temps.

Sans doute, les appartenances politiques et idéologiques se sont précisées davantage. Mais au bilan, on peut dire que les réformes tentées, les nouvelles structures, les entreprises collectives et les luttes récentes ont été réalisées sans cadre de référence, sans modèle symbolique, sans projet collectif unifié. Nous retenons ici le niveau symboli-

que comme un lieu privilégié d'intégration, de cohésion, d'identification, de mobilisation et de signification collectives. Et cela nous amène à mieux cerner le rôle des univers symboliques particuliers. Nous signalons le chapitre MYTHES ET FRONTIÈRES, de notre ouvrage : Stratégies sociales et nouvelles idéologies, H.M.H., 1970, pp. 232-252.

Points de repère de l'univers symbolique

Il n'est pas difficile de démontrer que toute la vie sociale - même les actions les plus humbles et routinières - recourt aux symboles de multiples façons. E. Cassirer parle même de l'homme comme animal symbolique. Comment ignorer que le symbole a été un catalyseur d'évolution qui marque la distance entre l'homme et les autres espèces animales ? Outil privilégié des primitifs comme des civilisés. Agent principal de deux processus humains essentiels : la *communication* (langues et différents codes), la *participation* dans son sens le plus large et le plus profond. Lieu privilégié des valeurs, des connaissances, des idéologies.

La sociologie classique suggère une première typologie : *les modèles de solidarité* qui expriment l'identité, la communion, les caractères distinctifs d'une entité sociale (groupe, institution, nation, État, etc.) ; *les modèles d'organisation* qui distribuent les statuts, les hiérarchies, les normes, les rôles ; *les modèles de traditions* qui donnent corps à la mémoire [176] collective et rendent présent l'ensemble d'une expérience historique vécue par une collectivité ; enfin, *les modèles religieux* qui relient à un univers transcendant ou du moins à un univers invisible directement inaccessible. Ces derniers modèles ont joué un rôle capital dans l'évolution historique, et les sociétés sécularisées n'ont pas encore réussi à inventer des modèles de substitution satisfaisants pour l'esprit humain. La prolifération sauvage d'un sacré débridé et désarticulé a suivi l'éclatement des mythologies organiques d'hier. On a dit que le XXe siècle a échoué dans ses tentatives de créer de grandes utopies.

Ces brèves considérations nous forcent à une étude plus approfondie des points de repère de l'univers symbolique.

- Les modèles symboliques sont des *produits sociaux d'une histoire* particulière. Cela est patent dans le cas du ciel québécois.

- Ils permettent d'appréhender et de légitimer un ensemble de structures et de comportements, de relier l'expérience individuelle et celle de la collectivité dans une *signification globale et immédiate*. Pensons à la Providence, à l'idéologie nationaliste, dans leur expression symbolique.

- Ils récupèrent *ce qu'il y a d'impondérable*, mais de réel, dans la quotidienneté comme dans le système social. En eux, le rêve et la réalité consciente se rejoignent par delà les prises rationnelles et les techniques. La poésie québécoise est à elle seule un modèle symbolique.

- Ils ont aussi une *fonction normative* pour assurer la continuité et l'unité biographique ou historique d'une expérience humaine. Par exemple, les *rites de passage* (entrée dans la vie, dans le monde adulte, dans le mariage et dans l'au-delà ; chez les chrétiens, le baptême, la confirmation, le mariage, la sépulture). Certains des nôtres, en rupture religieuse, ont cru se débarrasser facilement des rites de passage. C'est là une grande illusion que démasquent certaines recherches anthropologiques. Nos sociétés modernes ont fait preuve d'une certaine irresponsabilité en ce domaine. Les jeunes, par exemple, cherchent souvent inconsciemment des nouveaux rituels qui expriment leur situation sociale. Il y a bien d'autres trous du genre dans notre existence collective. *Let the sunshine in*, c'est le cri d'une génération à la recherche d'une symbolique signifiante et vitale au milieu d'une société vide spirituellement et sans raisons valables de vivre.

- Les modèles symboliques jouent un rôle capital au plan de *l'identité personnelle, communautaire ou sociétale*. Les critères opérationnels de lieu, profession, âge, sexe, fortune, etc. ne suffisent pas. Encore moins la carte d'identité ou le numéro matricule. Tout individu a

besoin de se sentir immédiatement et globalement attaché à un cadre [177] de référence qui n'exige pas un tas d'explications et de justifications. Le modèle symbolique unifie les appartenances et renvoie comme un miroir le reflet de la *self-image*. Reconnaissance spontanée de soi-même et rattachement direct à une légitimation dans un univers symbolique. « je suis Québécois » connote beaucoup plus qu'une appartenance culturelle et politique chez ceux qui ont fait du Québec un symbole global de leur identité profonde.

- *Le modèle symbolique personnalise et socialise toutes les réalités de son aire*. Chez les primitifs, le processus va très loin. Ils définissent toutes les composantes de leur environnement comme une réalité sociale (Levi-Strauss). Dans les sociétés « civilisées », c'est souvent par la symbolisation qu'on humanise les matériaux d'une culture. Dans la mesure où l'univers symbolique est structuré, organisé ou hiérarchisé, il y a modèle. Celui-ci peut s'étendre à une vision totale du monde comme le Kasma-samsara indien, le ankh de l'ancienne Égypte, le paradis des musulmans ou des chrétiens. Le rationalisme de la société technique se fait fort d'avoir liquidé l'imagerie primitive. Mais ce faisant, il a appauvri l'expérience humaine et l'a même involontairement soumise à un « underworld » sauvage qui remonte violemment à la surface de façon anarchique et insaisissable. Les phénomènes nouveaux de violence ont beaucoup à voir avec le désenchantement du monde, avec l'isolement du citoyen qui cherche vainement des représentations et des signalisations englobantes, enfin, avec la déshumanisation de la nature, de l'environnement, de l'organisation sociale et même de la culture. Ce sont toutes les relations de l'homme et du monde qui sont en cause. Les communications s'établissent par des moyens artificiels, des techniques sèches, des signes réducteurs. Pour en mesurer l'impact, il faut lire *l'homme et ses symboles* de Carl J. Jung. La remythologisation dans les arts modernes et dans certaines expériences collectives chez les jeunes marque une reprise de vieux scénarios (religions orientales) et une tentative de retrouver la créativité symbolique.

- *La transcendance de l'homme* ou de la communauté, ne peut s'exprimer que par la voie d'une symbolique. Les anciens l'avaient

bien compris. Pensons aux modèles dyonisiens et apolliniens. Les premiers cherchent le dépassement par l'action, le changement, l'avenir, l'agressivité, l'extériorité et la diversité. Les seconds, par l'être, l'ordre, la continuité, le présent, l'unité, la paix, l'intériorité. Nos débats Modernes entre les colombes et les faucons, l'affrontement des technologues et des naturalistes, les protestations des mouvements *Peace and Love* [178] contre la guerre, reprennent peut-être le scénario du « clash » entre les deux modèles symboliques précités. Mais il manque aux uns et aux autres un cadre symbolique de transcendance. D'où cette retombée rapide de crises qu'on n'amène pas à leur signification dernière et fondamentale. Pendant ce temps, les hommes vivent une quotidienneté vide et ennuyeuse que les merveilles techniques, les manifestations sportives et les événements politiques divertissent superficiellement et provisoirement.

- Le modèle symbolique donne à *l'expérience historique une force cohésive* bien au-delà de toutes les rationalités. Il établit une sorte de « mémoire collective » qui a valeur d'identification et de socialisation pour les individus et les communautés. Il permet une lecture unifiée du passé, du présent et de l'avenir. Il unit les contemporains à leurs prédécesseurs et à leurs successeurs dans une totalité signifiante qui accompagne la vie des individus et la conscience de leur destin. Il fonde une communauté d'appartenance indépendante des aléas et des finitudes de l'existence individuelle.

- Le modèle symbolique se veut *contrepoids à la menace* sociale la plus vivement ressentie, celle d'un chaos sans cesse possible. Comme le rappelle P. Berger, toute réalité sociale est précaire, toutes les sociétés sont des constructions pour surmonter le chaos. Après l'assassinat de Kennedy, le peuple américain, et même tous les autres peuples, ont vu un signe de l'effondrement de tout un pan de la civilisation contemporaine. L'éternel conflit entre l'ordre et le chaos, prenait des proportions inédites à cause des média universels de communication. Aux yeux des Américains, Kennedy véhiculait un modèle symbolique de bonheur : beau, jeune, riche, instruit, marié à une femme séduisante, parvenu à combler ses hautes aspirations, respecté pour son courage, sa dignité, sa volonté de servir et son habileté politique, cet hom-

me incarnait le rêve américain. Sa mort violente, autant que la bombe d'Hiroshima peut-être, marquait la terrible fragilité de notre civilisation. Chez nous, au Québec, l'enlèvement et l'assassinat d'un homme politique a atteint des profondeurs semblables. Tout notre fond symbolique a surgi et a pris le dessus au point de noyer les débats et les clarifications nécessaires. La plupart des citoyens sentaient que leur cadre principal de référence, leur tissu social et leur rattachement institutionnel risquaient de tomber dans le chaos. La symbolique impliquée débordait tout jugement politique critique. On avait touché gravement le cœur de l'organisme, de sa signification symbolique. Et la rupture ne contenait pas un nouveau modèle symbolique de remplacement. Il ne restait que la menace du chaos. Il est illusoire de croire [179] que la réaction se réduisait à l'auto-défense des pouvoirs établis, comme de fausses politisations ont pu le laisser entendre de façon simpliste. A ce niveau de profondeur, on ne saurait se contenter de vagues considérations sur des jeux de pouvoir et des enjeux idéologiques. Nous n'ignorons pas, par ailleurs, le fait que des chefs politiques ont joué plus ou moins honnêtement la carte symbolique de l'Ordre en péril.

- Le modèle symbolique ne *provoque pas nécessairement une adhésion absolue et inconditionnelle*. Cela est encore plus vrai dans nos sociétés modernes où l'on assiste aux chocs violents de plusieurs univers symboliques plus ou moins articulés ou différenciés. Si l'on emploie souvent les mêmes mots dans les débats, on ne projette pas les mêmes connotations symboliques. Les Chambres de commerce et les mouvements populaires ne parlent pas de la même communauté, de la même démocratie. La liberté connote des significations bien différentes chez les libéraux et les socialistes, chez la bourgeoisie, les classes moyennes et les milieux prolétaires. La nation s'inscrit dans deux univers symboliques différents quand les Anglo-canadiens et les Québécois francophones en parlent. Au cœur du Québec, commence à se dessiner, de façon bien timide, au moins une alternative de modèle symbolique, bien exprimée par le slogan : égalité ou indépendance. On a vu récemment bien des récalcitrants se rendre à ce qui apparaissait une évidence chez plusieurs. Mais trop peu d'analystes se rendent compte des énormes difficultés de passer d'un modèle symbolique à un autre, par delà les clivages idéologiques, les options politiques, les

enjeux économiques. Il y a ici une pauvreté d'insight pour saisir les profondeurs de notre conscience collective et de ses impondérables. À ce niveau, on découvrira peut-être, comme J. Lazure, dans *La jeunesse du Québec en révolution*, des points d'appui insoupçonnés pour une nouvelle identité qui n'a pas trouvé encore son cadre symbolique. Sans celui-ci, toute aventure politique restera fragile et superficielle, comme toutes nos réformes d'ailleurs.

- Enfin le modèle symbolique a *un rôle politique d'une extrême importance* pour exprimer les significations dernières et globales de ce que nous vivons de façon particulière dans notre situation collective. Après avoir cherché trop exclusivement dans l'histoire d'hier les rêves et les raisons que nous portions, voici que certains critiques de droite et de gauche s'unissent sans le vouloir pour nier tout point d'appui dans notre itinéraire passé. D'un côté, c'est la politique fonctionnelle et la rationalité économique du néo-capitalisme, de l'autre, c'est une sorte de mécanique freudienne ou bien marxiste qui serviront à démystifier « notre maître le passé ». Ce faisant, les uns et les autres [180] nous enlèvent tout goût de continuer comme peuple distinct, original. Après avoir opposé tour à tour les mauvais Français et les bons Indiens, les mauvais Anglais et les bons Français, les mauvais Américains et les bons Québécois, on se demande ce qui nous reste de notre propre terreau pour de nouveaux ensemencements. (Voir L. Bergeron, *Petit manuel de l'histoire du Québec*). Veut-on nous assécher aux deux extrêmes des forces politiques, tout en reléguant aux zones de solitude ou de vie privée tout ce que nos symboles les plus authentiques peuvent véhiculer de chair et de vie, bien nôtres ? Comme le rappelle F. Dumont, « les symboles, bien loin d'être un quelconque résidu de l'économie ou de l'organisation, sont peut-être le rapport et même la fin de la vie en commun ». Derrière nos vieux rêves, n'y a-t-il qu'évasion, imposture ou aliénation ? Certains purs de la gauche classent tellement de Québécois comme des « pas bons » qu'on se demande avec qui et sur quoi ils feront leur grande révolution ! Le néo-nationalisme avec sa symbolique leur apparaît une effluve de la réalité néo-capitaliste. Ils se donnent un statut scientifique pour se présenter comme les seuls interprètes objectifs de notre situation historique. Derrière leur scolastique marxiste, je n'arrive pas à reconnaître Marx lui-même. Qu'ils relisent donc avec d'autres yeux sa

critique de l'économie politique, par exemple ce qu'il dit de la culture grecque. Marx nous fait comprendre que les symboles et les idéaux d'un peuple peuvent aussi avoir leur logique et leur impact propres et autonomes, et leur influence sur des décisions et des entreprises historiques. S. Allende n'a pas tort de dire que chaque peuple possède sa réalité propre et que face à cette réalité il doit agir. Or, celle-ci a besoin de symboles pour s'exprimer. Les pouvoirs en place ont peut-être mieux compris ce phénomène profond.

Sans doute avons-nous besoin non seulement d'images plus précises, mais aussi de démarches rationnelles plus fermes, pour éclairer notre destin futur. Mais les supports empiriques ne suffisent pas parce que les hommes ne bâtissent pas leur existence uniquement sur les données immédiates d'un « gros bon sens » sans horizon. Après un exposé sur les besoins fondamentaux de l'homme, un travailleur en recyclage disait au psycho-sociologue : « vous avez oublié l'essentiel... moi, ce qui me charrie, c'est le petit quelque chose que j'espère dans l'avenir. » Cela vaut autant pour les peuples. Ce « petit quelque chose » déterminant échappe souvent à bien de nos définisseurs politiques de tout horizon. Leurs diverses rationalités ne semblent pas avoir de prise sur le véritable terreau des Québécois. Nous pensons ici à une image archaïque, mais très suggestive. Le cultivateur ne cherche pas une autre [181] terre. Il retourne la sienne, la laboure, l'ensemence et y tire une nouvelle vie. Il y a chez nous des façons de poser les problèmes et les solutions, qui laissent entendre qu'on ne peut rien induire de la terre québécoise comme telle. Toutes les explications, les mécaniques et les stratégies viennent d'ailleurs. Notre propre terreau y est absent. C'est ici que pénètre la fine pointe de notre univers symbolique.

Aspects critiques

Les sciences humaines ont privilégié deux voies de perception de la réalité sociale. La première explique d'en bas la situation des collectivités, par exemple, à partir des infra-structures économiques, des rapports sociaux, de l'organisation sociale, etc. La seconde interroge les rêves, les symboles, les images et les idéaux des individus ou de la collectivité pour saisir leur réfraction sur le réel ou leur influence sur

les situations. De plus en plus, on cherche à mieux cerner la dialectique entre ces deux processus inscrits dans la réalité. Nous y reviendrons plus loin. Retenons ici la difficulté de relier la réalité immédiate, les rêves et les projets. F. Dumont a raison d'affirmer que dans les collectivités comme chez les individus, les symboles ont besoin d'être animés sans cesse par ce qui n'est pas eux, par des exigences venues de plus bas. Ici, la symbolique doit rencontrer le politique. D'habiles politiciens connaissent depuis longtemps cette synergie qu'ils utilisent eux-mêmes, mais refusent aux autres. Par exemple, la propagande officielle traite facilement de rêveurs, ceux qui véhiculent de nouveaux modèles. On les tient à la périphérie de la sphère politique, on leur refuse un statut de légitimité ; on neutralise leur action de diverses façons, par une autre symbolique de diversion, par la force ou la menace. Ou bien, on s'approprie faussement le monopole de la raison, quitte à abuser des symboles au moment voulu pour faire taire d'autres raisons contenues dans d'autres rêves qui menacent le pouvoir légitime. L'histoire récente en témoigne.

Rêve des gens de Cabano qui songent à vraiment posséder leurs richesses forestières. Utopie des citoyens pauvres qui refusent l'autoroute Est-Ouest et ne se consolent pas de vivre dans des quartiers possédés et contrôlés presque totalement par les autres. Peuvent-ils entendre la raison d'État ou celle d'une rentabilité à leurs dépens ? Certains de nos rêves abandonnés jusqu'ici à la poésie ou aux écoles commencent à déboucher sur l'action politique. Les doctrinaires comme les gestionnaires ne semblent pas le comprendre. Qu'on nous comprenne bien, nous ne cherchons pas ici à exhumer quelque momie [182] au nom d'une idéalisation factice du passé. Certains mythes et symboles d'hier nous ont trop aliénés de notre vraie condition historique. Nous plaidons pour un meilleur insight sur le sujet historique québécois qui relie le passé, le présent et l'avenir. Pour le saisir, nous ne pouvons faire fi de la voie symbolique par delà toutes les rationalités. Sans doute, y a-t-il une transformation profonde de notre symbolique, par exemple le passage de la classe ethnique minoritaire à une société originale et autonome, au plan de la conscience collective. Notre deuxième partie, qui porte sur les nouveaux modèles de développement, nous conduira à préciser davantage les liens entre la symbolique et la politique de ce sujet historique qu'est le Québec francophone.

Cette relecture de l'univers symbolique dans la montée des nouveaux modèles sociaux nous révèle aussi un passif que nous allons exprimer brièvement dans les prochains paragraphes.

- N'abusons-nous pas du symbolisme particulièrement au Québec, surtout dans des domaines qui exigent une action soutenue et des stratégies réalistes ? On papote sans arrêt dans les salons et les tavernes, les congrès et les manifestations, les lignes ouvertes et le parlement. Que d'énergies dépensées par ces démarches plus symboliques que politiques, sans compter nos records d'heures passées devant la télévision ou près de la radio.

- Ne faut-il pas plutôt s'attaquer aux nouveaux mythes aliénants comme les symboles de prestige que sont les projets coûteux et factices de certains gouvernements. Mythes de la majorité silencieuse, de la prétendue abondance, de l'excellence indiscutable du système libéral. Mystique tout autant aberrante de la révolution « poétisée », de la résistance maquisarde, du grand refus (style drop out). Serons-nous acculés à choisir entre deux sacralisations, celle des structures en place, celle de la rupture violente et du recommencement absolu ?

- N'y a-t-il pas aussi un divorce plus grave entre les modèles symboliques de certaines élites nouvelles et les masses qu'elles prétendent représenter ou entraîner. Par exemple, des militants sociaux adoptent des façons de parler, de vivre, de s'habiller, de se récréer, qui rendent impossible toute communion profonde à la vie du peuple. La plupart des citoyens ne se reconnaissent pas dans ces interventionnistes qui semblent appartenir à un autre monde que le leur. À ce compte là, des élites traditionnelles ont évité de trop grandes coupures symboliques.

Notons ici que ces dernières ont beau jeu puisqu'elles diffusent depuis longtemps leurs modèles par les principaux canaux de communication [183] qu'elles ont encore en main. Mais ce n'est pas une raison pour ignorer le fait brutal de l'absence de conditions et de stratégies qui permettraient au peuple de créer lui-même sa propre symbolique. On voudrait, aussi bien à gauche qu'à droite, imposer ses modèles de pensée et de comportement.

- Le sommet de l'aliénation par la voie symbolique se trouverait dans la panoplie des grands média. Le magma des nouvelles, des messages publicitaires, des reportages, des activités sportives, des romans-savons, des films insignifiants constitue une masse envahissante qui ne laisse aucune possibilité de distance critique. L'autonomie personnelle et la vie communautaire cèdent au spectacle continu qui mobilise tous les sens à la journée longue. Au point que la vie quotidienne devient irréelle par rapport à ce qui se déroule symboliquement dans la sphère artificielle des média. Cette superstructure mythique, apparemment très rationnelle et bien programmée, produit une dispersion mentale inouïe, un sentiment d'impuissance, une insurmontable tendance à la passivité. Les nerfs résistent mal à ce bombardement incessant de stimuli, à cette surimposition discontinue de milliers d'images. À la limite, il n'existe plus qu'un seul cadre symbolique qui sur-intègre et sur-détermine tout en confisquant les vécus réels et les possibilités d'exercice d'une liberté responsable. On en vient même à adopter automatiquement le langage des média, surtout les stéréotypes publicitaires, dans la communication quotidienne. L'absence d'un système explicite de valeurs boucle le processus de déstructuration de l'existence personnelle et collective.

Il est impossible de ne pas reconnaître la part de vérité de ces quatre critiques que nous formulons après bien d'autres. Mais elles laissent en veilleuse le besoin fondamental d'expression symbolique chez tout homme. Nous allons pousser plus loin notre argumentation positive, mais cette fois en termes dynamiques.

Les nouveaux rituels

Disons tout de suite que les modèles sociaux présentés dans les autres chapitres comportaient une dimension symbolique. Mais celle-ci venait précisément d'une dynamique interne de la vie des personnes et des groupes. N'est-ce pas un signe de santé que ces initiatives de groupes qui se créent leur propre réseau de communication, qui s'inventent de nouveaux modes d'action, de partage, de vie commune et même de pensée ?

Au moment où les pouvoirs dominants utilisent à fond de nouveaux rituels et des « montages », les militants sociaux seraient mal venus de boudier les stratégies symboliques. Certains mouvements de base, sociaux ou politiques, commencent à maîtriser ces modes d'expression. Je me souviens d'une mise en scène, en plusieurs tableaux, de la situation vécue par les citoyens d'une zone grise. Dans un second temps, les invités eux-mêmes poursuivaient la démarche. J'ai constaté aussi l'évolution rapide de citoyens qui ont eu l'occasion de se définir par le truchement d'un film qu'ils devaient réaliser eux-mêmes (avec l'aide de techniciens).

Il nous faut aller beaucoup plus loin pour comprendre les profonds enracinements humains de la structuration symbolique. Prenons le cas du rite. Bien au-delà de son caractère répétitif, il exprime un dépassement de ce qui est purement fonctionnel. Il revendique « un sens pour lui-même », une démarche gratuite, une possibilité de célébrer des fins humaines souvent noyées dans les routines. Il libère les pores de la vie et du travail pour une ouverture sur autre chose que l'horizon immédiat. La recherche moderne de nouveaux rituels culturels, sociaux, politiques n'est donc pas étrangère à ce que nous avons dit sur les modèles symboliques. Le rite s'inscrit « dans la texture même de la vie » pour l'orienter vers des finalités plus amples. On aurait évité peut-être des batailles inutiles dans les syndicats, si on avait mieux compris les rapports entre le front du travail et ceux de la consommation et de la politique. Il y a là-dessous *un rituel neuf qui veut prolonger le travail dans des engagements plus larges et plus cohérents pour l'ensemble de la vie du travailleur et de ses aspirations*. C'est par un cadre symbolique chargé des valeurs privilégiées que les engagements syndicaux, coopératifs et politiques refluent sur le travail lui-même pour lui donner profondeur, amplitude et dépassement. Bien en deçà des raisons d'idéologie ou de stratégie, les trois fronts se renforcent et s'unifient dans une nouvelle dynamique symbolique différente des vieux scénarios de la négociation ou de la pure revendication. Sans cette rétroaction des formes neuves d'engagement sur le travail, celui-ci reste vide de sens humain surtout dans les conditions asséchantes de notre système de production. Ce sont des modèles sociaux tout autres qu'on doit viser. Cela présuppose un noyau dur de valeurs comprises et exprimées par tous, noyau autour duquel le travail, l'action syndicale, la vie en quartier et la lutte politique se rencontrent. La fraternité, par

exemple, ne se vit pas seulement au travail ou à la maison. Elle implique un style de vie dans un modèle social correspondant. [185] Elle s'exprime par un réseau unifié de symboles qui fonde un consensus immédiat et appelle une action commune. Ce qui n'infirmes pas les exigences de solides et lucides stratégies.

Nous voudrions bien que la question soulevée ici soit plus simple, Mais nous aurions télescopé bien des données de cet univers riche et complexe des symboles dans la vie de l'homme. Notre premier exemple de modèle : le ciel québécois, révélait déjà toute la portée des problèmes analysés en cours de route. Nous savons bien que le ciel québécois n'offre plus les grandes signalisations dont nous avons besoin, ni les points de repère des prochains engagements historiques. On a démythifié et démystifié à qui mieux mieux. Mais la plupart d'entre nous sont restés sans image un peu précise d'eux-mêmes, de leur société, de leur destin. Pour se penser, pour imaginer l'avenir, on ne saurait faire l'économie de projection symbolique, même au cœur des projets les plus réalistes. Si notre conscience s'y refuse, l'inconscient s'en chargera violemment et aveuglément. Il suffit de regarder en soi et autour de soi.

[186]

12. Les modèles festifs

Les nouveaux rentiers

[Retour à la table des matières](#)

Bien des observateurs ont noté l'exténuation du caractère festif dans nos sociétés industrielles. Ils se demandent s'il reste des fêtes qui ont une signification pour l'ensemble de la population. Fêtes civiles du Canada, de la Reine, de l'Armistice, de l'Action de grâce, de la Saint-Jean-Baptiste, du Travail ? Autant de manifestations officielles et obligées qui s'accompagnent de participations très limitées et de l'indifférence générale. jour de travail chômé et payé ! On y cherche vainement un sens collectif. Même Noël et Pâques ont peine à résister. Nostalgie du passé ? Qui niera la portée universelle dans le temps et dans l'espace des célébrations collectives que les peuples avaient imaginées jusqu'ici comme des relais essentiels de leur itinéraire ? On n'a jamais tant parlé de solidarité et de fraternité et pourtant chacun organise sa petite vie en s'aménageant quelques happenings fugaces pour vaincre cet ennui collectif de plus en plus lancinant. Conséquence de phénomènes si souvent décriés : anonymat, automatisation, bureaucratization, consommation insignifiante ? Le problème semble profond si on en juge par certains dévouements collectifs violents. Est-ce la manifestation d'un désespoir devant l'impossible consensus collectif de sociétés, profondément divisées par les inégalités sociales, les débats idéologiques et les conflits d'intérêt ? Les manifestations et les « teach-in » se spécialisent et souvent se déploient sous le signe des oppositions internes et externes. Serions-nous victimes d'un tragique oubli comme le prétend Tillich ? Aurions-nous plus ou moins délibérément ignoré ou même tué les valeurs festives inscrites dans la vie

elle-même, dans toute aventure humaine individuelle ou collective ? Un jeune écrivait récemment : « notre époque est marquée par un pessimisme qui colle à la peau et fige les visages et les forces ». Il plaidait pour qu'on réinvente la fête. Un adulte lui répondait : « vous n'avez rien à fêter... la joie de la moisson ne vient qu'après les peines d'un long travail. Vous êtes d'étranges nouveaux rentiers qui voudraient combler leur vide par une fête permanente qui ne coûterait rien ». Ce débat prenait place dans le parc central de ma petite ville où des centaines de jeunes étalaient leur ennui des journées entières, là même où jadis les vieux rentiers venaient causer paisiblement. De part et d'autre, on se traitait d'ennuyeux, pour des motifs différents. Ces jeunes reprochaient aux adultes de vivre une existence insignifiante, triste, sans horizon, d'accepter passivement des conditions de travail et de vie inhumaines. [187] Les interlocuteurs rétorquaient aux jeunes . « vous vous payez un luxe honteux sur notre dos, vous exigez qu'on vous entretienne, et cela sans aucun engagement de votre part. Vous êtes encore plus tristes que nous ».

Que se passe-t-il donc derrière ce débat où s'affrontent les vieux et les jeunes rentiers, les chômeurs et les travailleurs actifs, les gens rangés et les contestataires ? De graves problèmes socio-économiques et politiques ? Une profonde destructuration culturelle qui atteint tout le monde ? Une éclipse des fins de l'existence ou des raisons de vivre ? L'absence d'objectifs valables pour mobiliser une collectivité entière ? Nous ne retenons ici qu'un aspect, apparemment bien secondaire par rapport aux énormes problèmes soulevés par ces questions. Notre réflexion sur le développement les reprendra. Nous allons interroger ce qui dans l'expérience historique des sociétés a été un signe de la libération des servitudes, un miroir des aspirations profondes et parfois un tremplin de dépassement : la *Fête*.

La crise de la Fête

La quotidienneté reste souvent opaque. Elle a besoin de se distancier pour se révéler, de s'abstraire d'elle-même pour laisser place à des zones d'expression gratuite où la parole se libère, où des valeurs enfouies dans des routines et des gestes mécaniques acquièrent une nouvelle luminosité. Des études modernes ont montré comment le travail

le plus programmé ne réussit pas à bloquer totalement cette ouverture sur le rêve, sur les symboles, sur les aspirations les plus profondes. Marx a parlé des « pores » du travail. Mais nous savons bien que notre société occidentale, dans les derniers siècles, a appauvri nos ressources symboliques et indirectement notre vie quotidienne. Il ne reste souvent que les rêves résiduels à la périphérie de nos solitudes ou encore les festivités stéréotypées du sport, du show-business, du folklore anémique (Noël, carnaval d'hiver, Saint-Jean). La crise de la fête traduit bien l'absence de grands symboles collectifs, pourtant si nécessaires pour l'identification, la mobilisation et le consensus d'une collectivité. On sent, depuis quelque temps, une reprise quasi désespérée des intentions profondes que véhiculaient les fêtes de toutes les sociétés qui nous ont précédés. Il y avait un peu de cela à Woodstock et à Manseau. Des initiatives moins spectaculaires ont tenté de recréer des modèles festifs, telles ces fêtes d'été dans les ruelles de certaines zones grises de Montréal. On y sentait un souffle neuf d'une inspiration bien différente de celle de nos « festivals de consommation » habituels.

[188]

Nous devons creuser beaucoup plus profondément pour saisir la fête comme modèle social spécifique dans une société ou une collectivité. Il nous faut comprendre comment s'est produit ce formidable glissement de terrain dans notre monde occidental. Nous nous inspirons d'abord de Harvey Cox (*La fête des fous*, Seuil, 1971). Voici comment il pose le problème d'une façon très éclairante.

Un exemple révélateur

Au Moyen âge, dans certaines régions d'Europe, une fête religieuse se développa sous le nom de fête des fous. En cette occasion pittoresque, habituellement célébrée vers le 1er janvier, même des prêtres pieux à l'ordinaire et des bourgeois sérieux revêtaient des masques paillards, chantaient des refrains licencieux et, avec leurs bacchanales et leurs sarcasmes, empêchaient en général tout le monde de dormir. Des clercs ayant reçu les ordres mineurs se grimaient, se pavanaient dans les ornements liturgiques de leurs supérieurs et singeaient les rites

majestueux de l'Église et de la cour. Quelquefois un prince de Tout-y-manque, un roi du Peu-de-Sens ou un évêque des fous était élu pour présider les événements. Dans certains endroits, l'évêque des fous célébrait même une messe parodique. Pendant la fête des fous nul usage ni convention n'était à l'abri du ridicule, et même les plus hauts personnages pouvaient être tournés en dérision.

La fête des fous ne fut jamais populaire chez les puissants. Elle fut constamment proscrite et critiquée. Malgré les efforts d'ecclésiastiques impatients et une nette condamnation par le concile de Bâle en 1431, la fête des fous survécut jusqu'au XVI^e siècle. Puis elle disparut progressivement pendant Réforme et la Contre-Réforme. Son ombre pâle subsiste encore dans les facéties et les réjouissances de Halloween et de la Saint-Sylvestre.

Les chroniqueurs de l'histoire de l'Occident déplorent rarement la disparition de la fête des fous. Cela s'explique. Elle dégénéra souvent en débauche et bouffonnerie paillardes. Pourtant sa mort fut une perte. La fête des fous avait démontré qu'une culture pouvait périodiquement se moquer de ses pratiques religieuses et royales les plus sacrées, imaginer, au moins une fois temps en temps, un genre de monde entièrement différent, un monde où le dernier était le premier, où les valeurs acceptées étaient inversées, où les fous devenaient rois, où les enfants de chœur étaient des prélats. La suppression de la fête des fous a marqué un changement significatif de la mentalité occidentale : un affaiblissement de l'aptitude de notre civilisation à goûter la fête et à faire montre de fantaisie. pp. 13-14

[189]

Significations de la Fête

Ce modèle festif révélait des aspects essentiels de la fête dans la vie collective.

La fête peut permettre de prendre une distance critique sur la quotidienneté, sur les structures sociales, sur les solutions officielles. Elle démystifie paradoxalement les pouvoirs, les statuts et les rôles dominants. Elle relativise le « sérieux » des formes de vie et des normes privilégiées dans une société. Pensons à la mise en veilleuse provisoire des tabous. Elle démocratise aussi par son style de fraternité joyeuse qui situe tout le monde sur le même pied. La critique libérée en témoigne. Mais signalons tout de suite le caractère ambivalent de la fête. Celle-ci a pu servir tout autant à désamorcer le véritable impact d'une critique sociale et politique soutenue. Les élites dominantes s'en servent facilement comme voie d'évitement ou de diversion. Nous n'avons qu'à nous reporter aux fêtes attachées à certains projets prestigieux dont la fausse grandeur cachait les vraies misères. Par exemple les Montréalais défavorisés ont résisté difficilement aux fascinations de l'Exposition universelle. Les pouvoirs en place continuent d'entretenir sous diverses formes cette première poussée mythique. La fête est ici aliénée de sa vérité profonde. Elle ne jaillit pas de la vie du peuple, de ses propres aspirations. Elle perd sa qualité essentielle de fin, comme c'est le cas de tant de valeurs humaines réduites au rôle de moyens de pouvoir, de production ou de consommation.

Blocages historiques

Avec Cox, retournons en arrière pour mieux évaluer ce qui s'est passé. Évidemment, sa lecture historique apparaît un peu simpliste. Mais elle ne comporte pas moins sa part de vérité. Il relie, par exemple, la disparition de phénomènes comme la fête des fous au regain de vie du pouvoir absolu dans les siècles qui suivirent la renaissance ; pouvoirs absolus des monarques, du pape, des États totalitaires.

Mais, dans les derniers siècles, quelque chose s'est produit qui a miné l'aptitude des hommes en matière de fête et de fantaisie. Dans la civilisation occidentale, nous avons énormément insisté sur l'homme comme travailleur (Luther et Marx), et comme penseur (saint Thomas d'Aquin et Descartes). Les dons de célébration et d'imagination de l'homme se sont atrophiés. L'accent mis sur le travailleur et sur le penseur, imposé par l'industrialisation, [190] ratifié par la philosophie et sanctifié par le christianisme, a contribué à produire les prodigieuses réalisations de la science occidentale et de la technologie industrielle (...).

Maintenant, pourtant, nous commençons à voir que notre productivité a coûté son prix. Non seulement nous l'avons obtenue aux dépens de millions d'autres gens des nations pauvres, non seulement nous avons dénaturé d'innombrables lacs et rivières et pollué notre atmosphère, mais nous avons aussi terriblement nui à l'expérience intérieure de l'homme occidental. Nous l'avons si durement pressé de faire un travail utile et de calculer de façon rationnelle qu'il en a presque oublié la joie des célébrations extatiques, des bouffonneries et de l'imagination libre. Sa psyché rétrécie est tout autant une victime de l'industrialisation que l'étaient les corps voûtés de ces malheureux enfants jadis enfermés, de l'aube au crépuscule, dans les fabriques anglaises (...).

La survivance de l'humanité comme espèce a aussi été mise en péril par la répression de la fête et de la fantaisie. En effet, l'homme habite un monde de changements incessants, et dans un tel monde, fêtes et fantaisie sont tout autant indispensables pour survivre. S'il veut survivre, l'homme doit en même temps innover et s'adapter. Il doit puiser dans le très riche trésor d'expériences dont il dispose et, pour résoudre ses problèmes, ne jamais se laisser ligoter par les formules existantes. La fête, en brisant la routine et en ouvrant l'homme au passé, élargit son expérience et diminue son provincialisme. La fantaisie ouvre des portes que le seul calcul empirique ne connaît pas. Elle augmente les possibilités d'innovation. Ensemble, fêtes et fantaisie permettent à l'homme d'éprouver son présent d'une manière

re plus riche, plus joyeuse et plus créatrice. En leur absence, il prendrait le même chemin que le diplodocus et le tyrannosaure. pp. 22-23

Nouveaux rôles

La fête ne fait pas seulement que redonner le sens humain de la gratuité dans une société devenue une immense foire commerciale. Elle favorise l'imagination dont les politiques les plus fonctionnelles ont besoin. Nous avons déjà décrit l'ennui dans ces cités modernes bien planifiées et parfaitement symétriques. Nos lieux géométriques ont besoin de l'esprit de finesse, de cette « fantaisie sociale » qui colore et libère l'existence, et en même temps dégage ce qu'il y a de plus profond dans l'homme, dans la culture et dans les rapports sociaux. Point n'est nécessaire de se limiter aux grandes légendes ou aux anniversaires héroïques. Il existe dans notre vie actuelle des besoins, des [191] aspirations et des expériences qui expriment la recherche de nouveaux modèles festifs pour traduire ultimement ce que nous partageons avec d'autres, fussent des désespoirs ou des folles espérances. Nous soupçonnons que la fête pourrait contribuer à nous réapprendre à vivre, à découvrir nos solidarités les plus profondes.

La psychiatrie nous avertit des dangers que comporte tout refoulement aveugle des « souvenirs et des visions », des rêves éveillés et des projections spontanées. Le subconscient prend alors une revanche sauvage et débridée. Cox applique le même phénomène aux groupes humains : « aussi longtemps qu'une civilisation peut absorber ce qui lui est déjà arrivé et s'avancer avec confiance vers ce qui est encore à venir, sa vitalité persiste. Mais quand une civilisation devient étrangère à son passé et cynique sur son avenir, comme Rome autrefois, son énergie spirituelle s'amollit ; elle trébuche et décline ». Les religions, dans leurs rites, leurs mythes et leurs visions, offraient aux hommes un large cadre symbolique d'expression et de trans-signification. Les occidentaux sécularisés ont terriblement rétréci leur cœur et leur âme et brimé cet élan vers des horizons infinis, vers de neuves frontières spirituelles. La récente « civilisation heureuse » promue par des colonies de jeunes s'en prend à cette alliance doublement castrante du rationalisme et du technicisme. Ces jeunes imaginent des communes

pacifistes ou révolutionnaires. Quand ils ne découvrent aucune brèche possible, ils se replient sur des solidarités de clochards, ou bien ils cherchent un paradis artificiel, dans l'expérience psychédélique. Dérive de la religion à la drogue, de la contemplation aux techniques de méditation, de la communion cosmique à la relaxation ? Derrière ces étranges recours, ils veulent célébrer la vie, partager leur vécu, dépasser les enclos étroits de l'homo faber.

Que vaut un développement sans prise sur le mystère humain dont les énergies spirituelles renvoient à bien d'autres horizons que ceux de la société programmée ? La cigale et la fourmi font partie du paysage humain. La fable ne serait pas complète, si elle ne suggérait pas à l'homme de féconder l'un dans l'autre ces deux univers. *Fête et travail ont besoin de se renforcer mutuellement*. Isolés, étrangers, ils se détruisent l'un l'autre tout en s'ignorant. De même, la communauté et les rapports sociaux ne se nouent solidement que dans une texture à double face, celle d'un canevas symbolique cohérent, celle d'un tissu quotidien bien serré. La première doit exprimer la vérité originale de la seconde qui lui donne à son tour son enracinement réel. Ainsi la fête vient célébrer un vécu et lui donner sa vraie valeur de fin.

[192]

Un contexte inédit

Notre vie moderne jusque dans ses oeuvres culturelles se présente comme une série de pièces détachées où l'on s'obstine à refuser un sens global pour l'homme et le monde. Il lui manque des lieux de cohérence. Les groupes n'arrivent pas à organiser collectivement leur expérience, peut-être moins à cause d'une faiblesse des praxis qu'à cause d'une absence de signalisation commune. La fête veut unir le signe et la réalité, rassembler ces éléments latents et manifestes qui se dispersent dans une quotidienneté émietlée. Elle peut devenir « avènement » qui bouleverse et ré-orienté l'expérience d'un individu ou d'un groupe, tantôt elle récapitule, tantôt elle ouvre sur tout autre chose, tantôt elle réintègre ce qui paraissait autre.

La nouvelle culture et la nouvelle politique n'ont pas tellement tort d'imaginer des modèles festifs comme premières manifestations d'un

vécu original. Elles sont moins étrangères l'une à l'autre qu'on ne le pense. Certains observateurs ont voulu les opposer récemment, en montrant comment les radicaux se seraient dépolitisés au profit du sentiment gratuit. Opposition des révolutionnaires et des communalistes, de la *new left et de love story*. Pourtant chez nous, les uns et les autres se retrouvent pour célébrer les poèmes et les chansons de la résistance, dans les manifestations politiques comme dans les boîtes « pop ». On réintroduit l'utopie dans le champ politique et les enjeux collectifs dans la fête. Il suffit de reprendre le fil des événements des dernières années. On constate des phénomènes semblables dans certains milieux chrétiens d'avant-garde qui reprennent sous des formes neuves les grands symboles religieux qui habitent notre mémoire historique, surtout celle que nous portons au Québec.

Derrière tant de diversités et d'ambiguïtés, il y a d'étranges parentés spirituelles que le regard grisâtre d'adultes désabusés ne sait plus percevoir. Certains modèles festifs se prolongent parfois dans des micro-sociétés où toutes les praxis sociales sont modifiées : alimentation, échanges économiques, travail, rapports sexuels, regroupements sociaux, habillement, musique, etc. « C'est tout le bag qu'il faut refaire. » Et ce n'est pas en allant parler avec quelqu'un qui n'est pas convaincu qu'on le fera. Il faut être ensemble des gens qui ont un minimum d'accord sur le projet de rebâtir en totalité le réseau des signes qui font une culture. Nous deviendrons un jour si contagieux que ceux qui sont de l'autre côté vont voir à l'évidence que nous avons « trouvé », et l'effet de notre prospection va rejaillir sur la totalité de la culture » (L. Rousseau dans *Maintenant*, 102 (1971), p. 27). [193] Ces propos ont un sens festif qui anticipe sur les stratégies et leurs résultats. Des esprits chagrins y voient un sens inversé de la fête qui, à leurs yeux, devrait être le fruit des sueurs et la récompense d'un long et dur travail.

La « civilisation heureuse » commence par affirmer le jeu de la fête pour donner un tout autre sens au travail et aux rapports sociaux. Elle reproche aussi aux gens sérieux de porter des masques qui cachent une piètre intériorité. Les utopies proposées vaudraient bien la course aveugle à l'argent qu'on dépense follement après s'être crevé au travail. C'est peut-être ici que se creuse le plus profond fossé entre ce que notre vieux fond culturel appellerait : les fêtards et les tâcherons. Ce clivage l'emporterait sur ceux de la classe, de la nation ou de l'idéologie politique. D'autres soutiennent qu'il est faux d'opposer de

façon aussi simpliste l'ouvrier en sueur et le hippie en fleurs. L'un et l'autre seraient les deux faces d'une même réalité sociale, comme c'est le cas de la fête et du travail, à savoir un vécu réel, mais aliéné de part et d'autre. La réconciliation ne pourra se faire qu'à ce plan. *Il faut pouvoir travailler et célébrer le vécu comme un seul mouvement dans les deux sens.* Mais peut-on vraiment se passer ici de stratégies, ou du moins d'une compréhension plus affinée des rapports et des blocages anciens et nouveaux entre les modèles et la pratique ? Nous retrouvons le même problème qui nous hantait dans l'analyse des divers modèles sociaux précédents. Leur avenir dépend à la fois d'une vision plus claire et d'une stratégie plus réaliste qui assument vraiment ce qui monte de la vie actuelle. Le prochain chapitre tentera une articulation plus systématique de ces coordonnées.

[194]

POST SCRIPTUM

Dans ce tableau bien sommaire, il reste plusieurs points d'ombre. La logique du modèle aide à l'intelligence des situations, mais elle risque de faire bon marché des opacités de la vie, surtout d'une vie moderne de plus en plus insaisissable. La majorité des citoyens ne comprennent plus le système dans lequel ils vivent. Jeunes et adultes se replient alors sur des expériences immédiates et partielles, bien loin de ce que nous avons appelé : la configuration d'une expérience globale par le truchement du modèle social. Pourtant, même dans les expériences humaines les plus frustrées ou inchoatives, il y a recherche de perception totale de la réalité. On veut saisir tout le réel. On veut s'unifier au moins dans un lieu de cohérence. La recherche d'une communauté comme la démarche psychanalytique sont des exemples d'un besoin incoercible de trouver un miroir qui reflète entièrement son propre visage. Mais tout se passe comme s'il n'y avait plus que des miroirs brisés qui renvoient des traits déformés et des signes tronqués, sans figure d'ensemble. La vie, la culture, la politique deviennent asymétriques et même monstrueuses aux yeux d'une conscience déjà déchirée par des sentiments d'impuissance. L'adulte ressent une aussi

grande insécurité que le jeune dans tout ce qui relève de son avenir ou de celui de la société. Les grands modèles d'hier et d'aujourd'hui s'avèrent inefficaces ou incapables de répondre aux expériences comme aux interrogations des uns et des autres. Si les plus âgés croient voir s'écrouler les systèmes sur lesquels ils ont construit leur vie, les plus jeunes se reconnaissent encore moins dans les modèles qu'on leur présente.

Mais n'y a-t-il pas des attitudes nouvelles qui tendent à devenir des styles de vie inédits ? Par exemple, une volonté de ne plus chercher ses valeurs et ses objectifs dans un système religieux, dans une tradition, dans un modèle économique ou dans une idéologie philosophique ou politique. On nous dira que des phénomènes massifs comme l'engouement pour l'astrologie, le naturisme et les vieilles cultures dément cette assertion, de même, le besoin d'un ordre sécurisant, d'un pouvoir totalisant. Je ne suis pas sûr que les objecteurs saisissent ici un des plus grands enjeux contemporains. C'est peut-être la première fois dans l'histoire de l'humanité, qu'un vaste groupe social peut faire une expérience très poussée de liberté. N'est-ce pas le cas de la jeunesse des pays développés ? Cette situation radicalement neuve effraie autant les jeunes que les adultes. D'où ce repli angoissé vers des sécurités rapides et des systèmes rassurants. Mais il y a ici en germe un nouvel horizon où plusieurs aspirent pour la première fois à devenir les premiers et derniers définisseurs de leur situation, sans recourir à des modèles extérieurs. Leurs démarches se radicalisent bien en deçà des débats idéologiques et des luttes politiques. On ne se bat plus contre la publicité ou [195] les pouvoirs. On ne se pâme plus devant l'aéronautique ou l'informatique. On ne songe pas à changer la société par des grandes manœuvres ou par une prestigieuse révolution. Toutes ces réalités deviennent des succédanés artificiels si l'homme ne vit pas sa vie. Plutôt que de se « casser la gueule » sur les gros appareils, il vaut mieux changer les buts et les styles de vie. D'abord vivre différemment. Après viendront les aménagements, les actes politiques ou même les rationalités justificatives. S'il y a révolution, elle sera d'abord culturelle. S'il faut de nouveaux modèles sociaux, ce sera au bout de la route.

Ce plaidoyer ne manque pas d'en séduire plusieurs. Est-ce un nouveau produit de luxe de la conscience bourgeois malheureuse ? Ce

spiritualisme généreux veut intégrer la liberté du corps, mais se désintéresse de la pénurie matérielle de millions d'êtres affamés, asservis et impuissants. Il y a de terribles coûts sociaux derrière un tel désengagement. D'autres paient la note chèrement sans en bénéficier. Si des communes arrivent à s'auto-suffire, d'immenses communautés subissent des esclavages éhontés. Celles-ci sont acculées à de terribles luttes avant de s'engager dans la voie d'un auto-développement. Allez leur dire que toute stratégie politique est vaine, que nous avons besoin d'eux pour retrouver le sens de la fête, de la vie ! Cet idéalisme leur apparaîtra sans doute comme une nouvelle agression. Le yoga pratiqué à Montréal ou à New York escamote les durs cheminements de libération d'une longue histoire encore plus tragique aujourd'hui qu'hier. Les porteurs de la nouvelle culture véhiculent de terribles contradictions et impostures. Et pourtant, je demeure persuadé que certaines de leurs expériences et de leurs intuitions fondamentales préparent de nouveaux modèles d'existence par-delà le cercle vicieux du développement et du sous-développement, par-delà l'échec de la civilisation occidentale.

[196]

[197]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME I

Chapitre 3

LE MODÈLE SOCIAL, PRATIQUES ET CRITÈRES

- *Quatre éclatements à retenir*
- *Trois phases stratégiques*
- *Le modèle social*
- *Modèles construits*
- *Critères d'évaluation*
- *Composantes du modèle social*
- *L'avenir de nouveaux modèles sociaux*

[Retour à la table des matières](#)

[199]

Avant d'en arriver à l'analyse systématique du modèle social en lui-même, nous allons poursuivre notre démarche inductive, mais cette fois, au plan des pratiques sociales qui marquent l'éclatement des anciens modèles et la genèse des nouveaux.

Quatre éclatements à retenir

Nous nous limitons ici à rassembler brièvement des diagnostics que nous avons déjà explicités dans notre description des divers modèles sociaux.

1. Éclatement de nos cadres symboliques qui fournissaient des ensembles intégrés de normes, de valeurs, de symboles, de projets. C'est à ce niveau que s'expriment les significations dernières et englobantes des idéologies, des lectures scientifiques et des systèmes de représentation.
2. Éclatement des institutions et des structures bâties à une autre époque et répondant à des problématiques, à des styles de pensée et de vie assez différents de ceux d'aujourd'hui.
3. Éclatement des tissus humains communautaires qui, dans notre cas, avaient même joué des rôles supplémentaires de compensation. En effet, la communauté paroissiale, l'école, la parenté et le voisinage permettaient de donner consistance à une vie collective aliénée des grandes institutions économique-politiques

conçues et dirigées de l'extérieur. Nous n'avons pas encore remplacé adéquatement ces tissus sociaux.

4. Éclatement du système global qui articulait les trois paliers précédents. Dans le cas de la chrétienté d'hier, par exemple, il y avait une certaine correspondance entre le ciel québécois, les structures de l'Église et la vie collective. La désarticulation a commencé quand les conditions sociales et économiques ont profondément changé. D'autres retiennent davantage la rupture récente du modèle unique que la société [200] industrielle imposait à toutes les institutions. Ainsi les diverses révolutions culturelles viendraient briser le système technico-économique qui sustente aussi bien les régimes capitalistes que les régimes socialistes en position de domination.

Trois phases stratégiques

Les points de repère ci-haut relèvent de constats plutôt que d'une saisie des dynamiques internes de cette révolution dans les modèles sociaux. Il nous semble que celles-ci ont connu trois phases distinctes, malgré les chevauchements qui subsistent toujours et les données complexes qui les relativisent.

A. Pendant longtemps les pratiques sociales furent conçues et vécues à partir de modèles tout faits, de doctrines de surplomb, d'a priori indiscutables. L'évolution du concept de l'idéologie est très révélatrice. Au XIXe siècle, avant Marx, on faisait une lecture de la réalité sociale à partir d'un cadre philosophique souvent très loin des conditions réelles d'existence. On bâtissait en quelque sorte les modèles sociaux dans des laboratoires de pensée. La révolution scientifique, technique et par la suite politique minait depuis quelques siècles ce processus social majeur qui partait d'en haut, d'un réel mythologique, métaphysique ou autre. Mais on tardait à appliquer aux praxis sociales cette démarche d'en bas, ce « *thinking from below* ». jusqu'au cœur du XXe siècle des milliers d'hommes et de groupes ont continué à situer leur action dans le prolongement de modèles tout faits, comme si ceux-ci n'étaient pas soumis au jugement critique, ni sujets à des transforma-

tions radicales ou même à des rejets purs et simples. Et cela, même si les sciences de tout horizon accumulaient des soupçons et des contestations très sérieuses vis-à-vis des vieux schèmes d'explication des conduites, des organisations sociales et des destins humains. Bref, la plupart des hommes remettaient toujours de l'avant les mêmes principes pour en trouver des applications plus adaptées aux conditions fluctuantes de la vie. Fondamentalement, il n'y avait rien de nouveau sous le soleil. Les mêmes principes éternels s'imposaient toujours. Et les hommes ne se trompaient que dans leurs décalques maladroits, erronés ou malhonnêtes.

B. Mais les phénomènes précités de rupture faisaient leur chemin. Beaucoup de citoyens étaient mieux équipés pour une distance critique sur ce qui les définissait. Ils se rendaient compte du divorce grandissant entre les modèles anciens ou nouveaux et leur situation réelle. D'où [201] ce procès de la vieille école comme de la neuve, des politiques artisanales d'hier comme des programmations technocratiques modernes. La méfiance face à toutes les institutions, à tous les systèmes ne reposait pas seulement sur un constat d'échec. On voulait partir des expériences vécues, des pratiques réelles pour créer de nouveaux modèles. Haro sur les définitions de principes au départ ! Ainsi l'expérimentation progressive devait précéder le modèle formel. C'est, par exemple, la façon de procéder de certains jeunes couples qui, après leur rupture avec les modèles actuels de mariage et de famille, cherchent de nouvelles voies sans s'enfermer dans une théorie bien définie ou un cadre rigide d'existence. Bien d'autres exemples illustreraient cette tendance, surtout chez les nouvelles générations : on y développe une sorte d'allergie même devant les systèmes qui semblent aussi démocratiques qu'efficaces. On oppose vie et système, bonheur et organisation, liberté et institution et parfois, amour et politique. Les étiquettes officielles, les doctrines reçues, les grands plans ! où les projets publics déclenchent des mécanismes de défense ou suscitent peu d'intérêt. S'agit-il d'une renaissance sous une autre forme de l'empirisme des anti-idéologues d'hier ? Pas nécessairement. On veut que les modèles soient au bout et non au départ de l'expérience sociale.

Pourtant toute expérience humaine qui veut durer, surtout toute action sociale qui prend de l'ampleur, ne peuvent éviter certaines lois sociologiques de l'institutionnalisation. Et celle-ci ne tombe pas comme le fruit mûr d'une maturation naturelle indépendante de l'interven-

tion humaine. La vie sociale a d'autres exigences qui comportent des conflits, des libertés, des consensus et des risques. Elle n'a pas l'automatisme de la ruche, ni le caractère fortuit de la génération spontanée. Nous venons de mettre en relief une tendance majeure parmi d'autres.

« L'esprit de système », par exemple, se maintient aussi chez beaucoup de gens. Le besoin naturel de sécurité devient alors une attitude de sécurisme où l'on sacrifie sa liberté et sa responsabilité à des pouvoirs absolus, à des solutions magiques ou à un quelconque déterminisme naturel et artificiel. Pensons à l'État - Providence, à l'astrologie, aux dictatures et à tant d'autres formes de sécurisation aliénante. Le balancier va donc d'un extrême à l'autre, même si dans cette deuxième phase, on sent une volonté marquée vers une action qui parte davantage du vécu, de l'expérience, de la liberté spontanée, en opposition avec les déterminations institutionnelles nouvelles et les contraintes traditionnelles.

[202]

C. Les échecs de ce pragmatisme social ont fait réfléchir les plus lucides. Les initiatives manquaient de souffle, l'action se dispersait ; les solidarités perdaient rapidement de leur cohésion. Sans cadre de référence, sans objectifs clairement définis, sans stratégie opérationnelle, ce spontanéisme laissait une profonde insatisfaction chez la plupart des participants. *La vie n'est pas que quotidienne. Il lui faut une distance critique*, des points de repère, un miroir pour s'objectiver. La pensée, plus que l'action, s'accommode mal d'une absence de cohérence. Même les valeurs les plus riches ne se passent pas de système. Beaucoup avaient leur petit système, leur « petite théorie », même s'ils ne l'avouaient pas. Ainsi leur pensée et leur action diminuaient tout autant d'impact. Toute innovation exige des démarches très articulées, comme nous le rappellent les travaux les plus humbles du laboratoire et de n'importe quel chantier. Pourquoi se refuser au même réalisme dans les questions sociales, économiques et politiques ? Nous savons à quels enfers nous ont menés des villes non planifiées, une vie économique livrée à des forces aveugles, une utilisation inconsidérée de la technologie, des projets isolés de groupes d'intérêts. Nous risquons ainsi de nous diviser en deux catégories étrangères l'une à l'autre, les utopistes et les affairistes. Les premiers parlent vaguement d'une so-

ciété nouvelle, les seconds cousent des pièces neuves sur un vieux vêtement. Ainsi les futurologues de la cité idéale coexistent avec les consommateurs d'ici et maintenant. On passe de la poésie épique au prosaïsme de la petite semaine et des solutions d'urgence.

Certains ont compris qu'il fallait établir une dialectique, des rapports dynamiques, une concomitance entre les théories et les pratiques, les modèles et les expériences, le court-terme et le long-terme. D'une part, une vieille sagesse nous avertit que « le peuple périt sans vision », que le quotidien se désagrège s'il n'a ni rêve, ni axe de référence, ni projet. D'autre part, nous connaissons les terribles aliénations des hommes qui ne participent pas à la construction de la cité, à la maîtrise efficace de leur destin. L'utopie sans politique ne vaut pas mieux que l'inverse. Dans cette troisième phase, le modèle n'est pas au bout ou au départ de la praxis, mais l'un et l'autre se dynamisent mutuellement. S'il y a un modèle théorique qui accompagne le départ de l'action, nous savons bien que le premier ne sera pas totalement le même à l'issue du processus.

Les mouvements sociaux et politiques entrent donc dans une nouvelle étape où l'on veut allier l'audace de l'action et la stratégie de l'intelligence de façon beaucoup plus étroite. Sans doute, faut-il des [203] zones d'autonomie pour les théoriciens et les praticiens, pour les hommes de recherche et les hommes d'action. Mais tout projet réaliste et fécond ne se réalisera que grâce à une synergie du modèle social et de la pratique sociale. On évitera difficilement des décalages. En effet, la vie se donne des institutions. Celles-ci ont tendance à se rigidifier et la première prend les devants, dévie ou recule. On n'invente pas de nouvelles formes institutionnelles de façon réaliste, sans rejoindre la vie là où elle est rendue.

Les faits de vie ne parlent pas d'eux-mêmes. Il faut se méfier du sociologisme spontané, de la prétendue transparence de la réalité. Nous avons besoin d'instruments théoriques pour l'interroger. Mais les meilleurs modèles sociaux viendront aussi des cohérences latentes ou secrètes qui se cachent parfois derrière des expériences apparemment opaques et peu articulées. Nous avons tenté d'en tenir compte dans notre étude des modèles sociaux.

Qu'est-ce qui amène les gens à se grouper ?

Nous avons l'impression que les théoriciens comme les stratèges sociaux ou politiques vont devoir consentir à des interrogations plus serrées de la vie sociale actuelle. Connaît-on vraiment ce qui regroupe les citoyens de diverses appartenances, les vrais centres d'intérêts, les types d'activités et d'organisations qui attirent les uns et repoussent les autres ? On peut constater, par exemple, que certaines vieilles structures mobilisent bien des participants, que de nouveaux organismes ne drainent à peu près personne. Les vraies raisons et les réels dynamismes ne se trouvent pas souvent là où on pense les détecter. Nous résistons mal à certains préjugés favorables ou défavorables qui nous aveuglent sur les motifs et les pratiques des gens de tel ou tel milieu. Les motivations sont souvent bien différentes des objectifs ou des légitimations officiels, sans compter le fait que les hommes explicitent difficilement ce qu'ils vivent ou pensent, veulent ou cherchent. Quand les illusions des interventionnistes, des chercheurs et des citoyens eux-mêmes s'additionnent, on aboutit à une terrible déperdition d'énergies dans des projets voués à l'échec. La sociologie des aspirations nous a fait comprendre que les valeurs les plus décisives qui charrient les hommes, sont souvent celles dont ils sont le moins conscients. Ce qui confirme le soupçon des structuralistes qui se demandent si les hommes pensent vraiment ce qu'ils croient penser, aiment ou vivent ce qu'ils croient aimer ou vivre.

[204]

Ces réserves entendues, nous ne renonçons pas à communiquer le fruit de nos propres observations et expériences. Nous avons discerné certaines attitudes fréquentes et très diffusées dans la vie sociale actuelle.

Beaucoup de citoyens, par exemple, craignent de se « faire embarquer », « de se faire charrier » (deux expressions courantes). Ils acceptent plus facilement de s'unir en fonction d'une même situation partagée, d'une action commune provisoire à mener, d'un problème particulier à résoudre, d'une lecture semblable d'un événement qui les touche. Les participations à long terme dans de vastes organisations en ef-

fraient plusieurs. Dans l'action sociale, on préfère la relation courte. On se ménage la liberté de se retirer quand on le décidera soi-même. Au-delà de certains besoins très individualisés, les uns privilégient la communication et des soutiens communautaires souples, d'autres veulent surtout une action et des tâches efficaces.

Après des années d'expériences sociales, je me rends à l'évidence que les modèles et les pratiques des regroupements sont beaucoup plus complexes que le laissent entendre ces généralisations. Chacune des entreprises d'action sociale a eu un démarrage différent, une histoire inédite et des aboutissants le plus souvent inattendus. Il a fallu beaucoup de temps avant de cerner les tendances communes à certains milieux, à certains groupes sociaux, malgré tous les instruments d'investigation des disciplines scientifiques des uns et des autres. Mais toujours une interrogation essentielle s'imposait, quand il s'agissait de discerner les nouveaux modèles sociaux qui montaient de la vie. Il fallait répondre à cette question polyvalente : *qui se regroupe où, quand, comment et pourquoi ?* Des recherches intéressantes commencent à s'amorcer chez nous. Nous avons besoin d'études monographiques pour vérifier la justesse de visée d'hypothèses et de thèses trop peu critiquées jusqu'ici. On sait comment des études particulières sur des banlieues ont remis en cause bien des généralisations reçues en ce domaine. Nous mentionnons, à titre d'exemple, les théories peu cohérentes sur les relations de voisinage, la « parenté », le rôle du quartier, les groupes primaires dans les divers milieux urbains et les différentes couches sociales. Certains s'en remettent à des critères très peu éprouvés et à des jugements bien rapides.

[205]

Le modèle social

Nous ne revenons pas sur notre première description du modèle social (voir introduction). Nous abordons ici l'aspect formel. L'expression « modèle » comprend un sens originaire tiré du latin : *modus* - mesure. Les sociologues américains se réfèrent plutôt à ce que nous appelons en français : patron, par exemple, patron de robe utilisé par la couturière. En termes scientifiques, il s'agit d'un système physique,

mathématique ou logique représentant les structures essentielles d'une réalité et capable à son niveau d'en expliquer ou d'en reproduire dynamiquement le fonctionnement (A. Birou). Ce peut être la formalisation d'un phénomène réel, ou une anticipation rationnelle pour produire un effet dans le futur. On sait, par exemple, l'importance que prend dans nos vies modernes, les modèles prévisionnels.

Voilà le fruit d'une longue évolution, marquée particulièrement par la transition des modèles matériels vers les modèles formels. Les sciences de la matière ont dû recourir aux modèles pour exprimer une réalité complexe difficile à saisir dans son ensemble et son mouvement. On se référait à des schèmes plus simples et plus connus. D'abord les modèles matériels ont retenu l'attention des chercheurs. Rosenblueth les définit ainsi : « représentation d'un système complexe par un système qui est présumé plus simple et dont on suppose aussi qu'il possède certaines propriétés semblables à celles qui ont été choisies pour étude dans le système complexe original » (*Philosophy of Science*, pp. 316-350). Les sciences de l'homme se sont d'abord inspirées des modèles mécaniques et organiques de disciplines comme la physique et la biologie.

Le corps humain et l'évolution biologique sont des exemples patents. Par exemple, l'évolution des espèces de Darwin a orienté les recherches psychologiques et sociologiques au tournant du XXe siècle. Un Durkheim distinguait les solidarités sociales de type mécanique et de type organique.

Mais bientôt les scientifiques de tout horizon accédèrent aux modèles formels, c'est-à-dire, « une construction symbolique et logique d'une situation relativement simple, élaborée mentalement et dotée des mêmes propriétés structurelles que le système factuel original ». C'est le cas de modèles mathématiques et d'autres modèles théoriques des différentes sciences. La démarche postule que la réalité présente les propriétés d'un système qui a au moins les trois caractéristiques suivantes : des éléments ayant entre eux des rapports d'interdépendance ; [206] une totalité formée par l'ensemble des éléments ayant entre eux des rapports d'interdépendance, sans que la première soit réductible à la somme de ces éléments ; des règles exprimables en termes logiques, qui régissent à la fois les rapports d'interdépendance et la totalité. De là est née l'étude des diverses variables d'un phénomène donné (voir G. Rocher, *Sociologie générale* II, pp. 264-274).

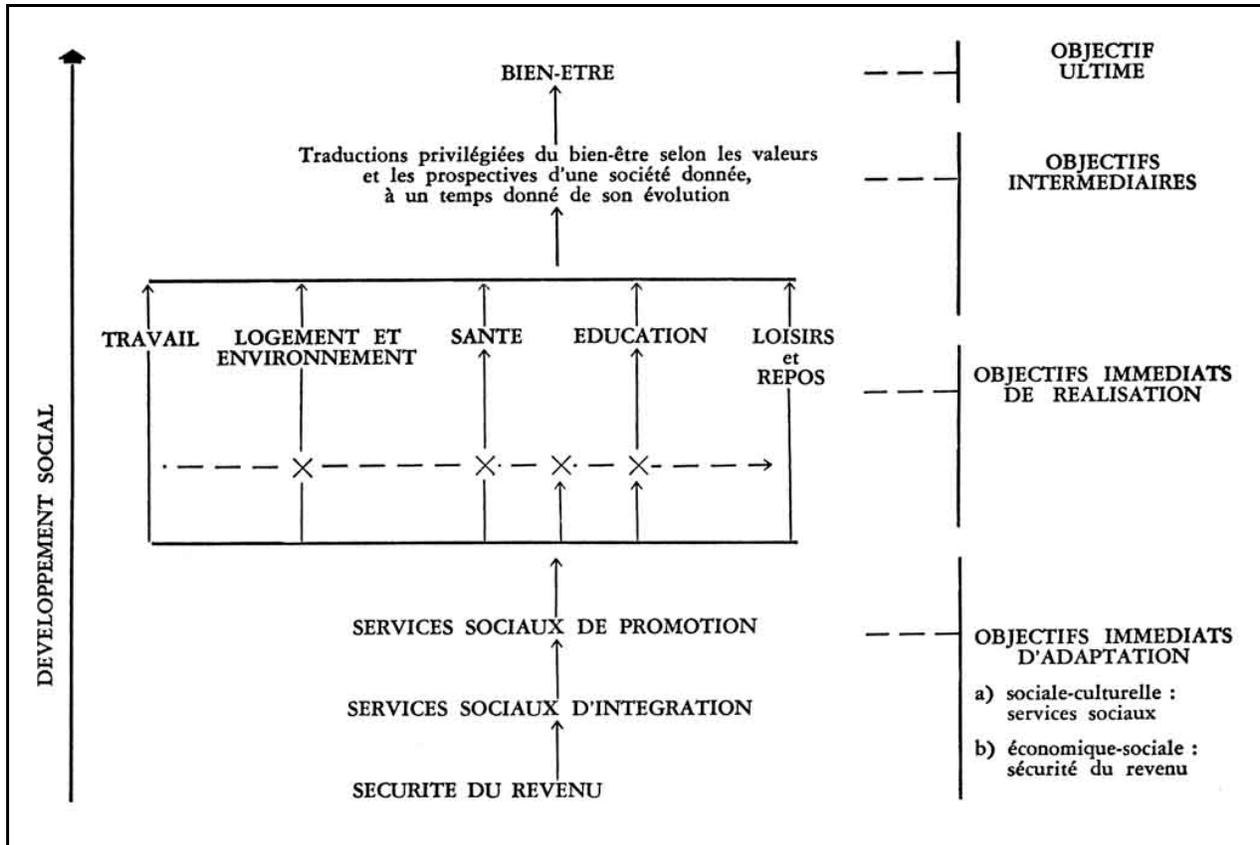
Au plan social, les analystes ont découvert une certaine conformité des conduites humaines à des modèles qui n'émanaient pas des individus. Modèles psychologiques, sociaux, culturels ou autres. En sociologie, il s'agit d'une action observable, mesurable, fréquemment répétée, douée d'une certaine signification sociale caractérisée par son universalité, sa force de pression et de contrôle, sa qualité de « valeur ». C. Gurvitch voit ici des « images plus ou moins standardisées des conduites collectives attendues ». Si elles originent du dehors, elles n'en demeurent pas moins fortement intériorisées par les personnes et par les groupes. Évidemment, nous simplifions les choses. Il existe des modèles acquis ou construits, idéaux ou réels, globaux ou partiels, structurels ou culturels, théoriques ou pratiques, etc.

Modèles « construits »

Nous allons nous attarder aux modèles construits. Il ne s'agit pas d'un organigramme ou d'une photographie du système existant, mais d'un instrument d'analyse du processus de production et aussi d'un instrument de contrôle des effets de changements apportés au système. Un tel modèle :

- délimite le champ d'action à couvrir au sein d'un secteur donné, d'après les objectifs définis.
- recense les activités concrètes par lesquelles l'action retenue sera réalisée,
- analyse, groupe, structure ces activités en ensembles d'après leurs finalités et exigences opérationnelles, de manière à constituer des blocs individualisés susceptibles d'être intégrés en un système global et dynamique,
- identifie les raisons et les modalités d'articulation de ce système avec l'ensemble d'une structure sociale politique, ou administrative.

Nous nous inspirons ici d'une étude préliminaire du Rapport Neveu pour illustrer notre propos dans un modèle général de développement social. Nous évitons toute démarche critique du modèle lui-même pour ne pas nuire à cette première objectivation. (L. Ouellette, L'organisation du régime de bien-être).



[208]

Une telle rationalisation force à préciser le sens qu'on donne à l'objectif de bien-être, à bien définir les politiques et les structures administratives correspondantes, à articuler les sous-systèmes de sécurité de revenu, d'intégration socio-culturelle et de promotion individuelle et collective dans une politique cohérente de développement selon toutes ses dimensions humaines. On délimitera ainsi de façon plus définie les champs, les méthodes et les objectifs d'action des services sociaux, tout en les resituant dans un ensemble bien articulé. On distinguera plus clairement et de façon plus opérationnelle, la distribution

des ressources, l'intégration socio-culturelle, la promotion et la participation dans la dynamique de développement, en assurant aussi le passage de l'un à l'autre dans les deux sens. L'analyse opérationnelle établit :

- 1) la séquence d'opérations spécifiques à chacun des services ;
- 2) la ou les finalités qui constituent le point d'aboutissement de ces séquences ;
- 3) les agents, les procédés et les équipements nécessaires pour poser ces actes, selon leurs caractéristiques aussi précises que possible ;
- 4) les mécanismes de liaison, de « feed-back » (rétroaction), d'auto-régulation interne, de correctifs externes.

Le processus global vise à maximiser l'économie et l'efficacité du système, à intégrer les structures autour d'un axe commun, à dégager les niveaux de service, leur action interne propre et leurs rapports, à préciser le contenu des rôles dans leur conception, et leur traduction en programmes précis d'action, enfin à coordonner de façon souple, dynamique, adéquate et la plus humaine possible, les rôles des structures, des agents et des commettants.

Voilà un exemple des raffinements actuels de l'intervention scientifique dans la constitution de nouveaux modèles sociaux. Notre propre démarche et nos objectifs dans cet ouvrage se situent à un autre niveau, plus collés à l'évolution sociale actuelle, aux expériences les plus significatives qui esquissent des façons neuves de vivre, d'agir et de penser ensemble. Nous ne sous-estimons pas pour cela les efforts systématiques que nous venons de signaler. Mais on avouera sans peine qu'ils sont difficilement accessibles aux simples citoyens qui veulent intervenir dans leur champ propre d'existence. D'ailleurs, on ne fabrique pas aussi facilement des tissus sociaux. Les techniciens du « social engineering » ou de l'administration cybernétique cachent parfois, sous les apparences d'une grande souplesse d'adaptation, un esprit de géométrie assez obtus. Il leur arrive d'avoir réponse à tous les problèmes, [209] sauf aux questions les plus vitales de leur « clientèle ». Au bout de la ligne, on trouve deux nouveaux camps, celui des

experts et celui des profanes. Dans notre milieu, après avoir méprisé la technique, certains d'entre nous sautent à l'autre extrême et cèdent à d'aveugles séductions. Ils télescopent de nécessaires maturations de la conscience et de la praxis sociales. Les refus de beaucoup de citoyens ne sont pas tous gratuits et sans fondement. Ceux-ci ont l'impression que leur vécu, leur expérience, leur vision des choses ne pèsent pas tellement dans la balance. Il faut aussi d'autres instruments, d'autres méthodes pédagogiques pour harnacher les riches dynamismes des groupes et des milieux de vie. Ici, la praxéologie a prouvé son utilité pour mieux saisir ce qui est en train de naître dans la quotidienneté comme un germe prometteur. Et la pédagogie, impliquée dans ce type d'approche de la vie sociale a l'avantage de correspondre assez bien aux démarches habituelles de définition des situations et d'action sur celles-ci.

Mais dans un cas comme dans l'autre, on aura toujours besoin de critères d'évaluation. Sans prétendre dominer une question aussi complexe nous proposons ici quelques grilles tirées de diverses disciplines.

Critères d'évaluation

- Les critères *psycho-sociologiques* nous fournissent plusieurs grilles de lecture. Une première distinction entre des psycho-groupes (centrés sur les membres) et les socio-groupes (centrés sur les tâches) appelle certaines interrogations dans l'évaluation d'un modèle social. Y a-t-il équilibre entre ces deux fonctions et fécondation mutuelle ? Les tâches externes sont compromises s'il n'y a pas de cohésion interne. De même, le souci exclusif de solidarité tourne les gens ou les groupes sur eux-mêmes et n'encourage pas la fécondité du travail. Parfois on veut transposer des modèles sociaux dans des champs d'expérience qui leur sont étrangers. Un département de travail, un ministère gouvernemental ou un hôpital ne sauraient être « une grosse famille ». Certains types de relations humaines ne conviennent pas à tel ou tel genre d'institution. L'infirmière par exemple, ne peut vivre ses rapports avec les patients sous un mode maximal de relations personnelles affectives. La psycho-sociologie nous avertit des *besoins les plus profonds de l'homme* : aimer et être aimé, comprendre, produire et

participer. Nous avons vu précédemment comment des nouveaux modes de vie en quartier tentaient de rejoindre ces aspirations universelles. Pour la première fois, les citoyens comprenaient ce qui se passait dans leur environnement, [210] ils s'y identifiaient, et en même temps ils pouvaient faire quelque chose à leur mesure, et cela dans une authentique solidarité avec des concitoyens. Enfin une dernière remarque ; les modèles sociaux peuvent être, pour les uns, uniquement des pôles de référence, pour les autres, à la fois des *pôles de référence et d'appartenance réelle*. Le danger est de croire que dans le premier cas l'influence sur les individus et les groupes est forcément minime. Un modèle social peut avoir une grande influence seulement en suscitant une identification à ce qu'il représente. De toute façon, les psychosociologues insistent d'abord sur le fait que les attitudes fondamentales des personnes et des groupes sont étroitement solidaires des modèles de référence et d'appartenance.

- *Des critères socio-culturels* peuvent se dégager de la grille des profils de valeurs, élaborée par Kluckhohn et Strodtbeck,

1. Cherche-t-on surtout une soumission à la nature, une harmonie avec la nature ou un contrôle de la nature ?
2. Valorise-t-on d'abord le passé, le présent ou l'avenir ?
3. A-t-on une conception, négative, ambivalente ou positive de l'homme ?
4. Est-on centré sur l'être (besoins) l'être en devenir (dépassement) l'avoir ou le faire ?
5. Etablit-on des relations humaines de types linéaire (ascendants et descendants), collatéral (avec des égaux), individualiste (contractuel) ?

Comme le rappellent les anthropologues, tel ou tel modèle privilégié, sous des formes hiérarchiques variables, un ensemble de valeurs dominantes. Le profil global avec ses variantes permet de suivre ou de prévoir, dans une certaine mesure, l'évolution sociale. Il existe aussi des conflits de valeurs. Par exemple, des travailleurs seront déchirés

entre leur solidarité de classe dans la promotion collective et la valorisation de la promotion individuelle dans le système global de type libéral. Voilà des indications bien sommaires. Mais elles suffisent pour nous faire comprendre que les choix entre plusieurs modèles sont conditionnés par les choix entre les valeurs. C'est par celles-ci que les individus et les collectivités jugent si certains modèles sont plus aptes que d'autres à leurs aspirations, à leur philosophie de la vie, à leur conception de l'homme ou de la société (*Variation in Value Orientations*, Peterson, 1961).

- Les *critères économique-politiques* sont aussi nombreux et complexes que les autres. A. Touraine nous suggère une grille très intéressante [211] que nous réduisons à sa plus simple expression. Il en a lui-même tiré toute une typologie des modèles politiques actuels (*Sociologie de l'action*, pp. 310-339).

- La mobilisation attire l'attention sur le sujet collectif lui-même, sur sa qualité de conscience et d'engagement face à un projet.

- Le progrès se relie aux leaderships qui entraînent le sujet collectif dans une dynamique de développement.

- La démocratie exprime le contrôle des pouvoirs par le sujet collectif.

- La gratification, c'est en quelque sorte la satisfaction qu'éprouvent les citoyens, non pas seulement en termes de besoins socio-économiques ou d'épanouissement culturel, mais aussi en termes de participation et de maîtrise de leur destin.

Ces quatre critères s'appliquent aussi à n'importe quel modèle social qui se veut équilibré et dynamique. L'absence de l'un ou de l'autre disloque l'ensemble vivant et complexe de la structure et de son fonctionnement. La valorisation de l'un au détriment de l'autre produit

d'autres déséquilibres (voir notre étude plus étayée dans *Vers un nouveau pouvoir*, pp. 216-257).

- T. Parsons nous propose, à son tour, des *critères sociologiques* d'une grande importance pour l'évaluation du modèle social. Il note d'abord les rapports changeants qui existent entre les modèles institutionnalisés et les conditions extérieures à ceux-ci. Il retient quatre problèmes fondamentaux d'ajustement.

1. La stabilité normative qui assure que les valeurs privilégiées gardent leur impact et se traduisent en normes cohérentes, même dans une condition de changement.
2. L'intégration renvoie à la qualité de la cohésion intime et de la coordination de tous les éléments.
3. La poursuite des buts concerne la définition et l'obtention d'objectifs pour l'ensemble comme pour chacun des constituants.
4. L'adaptation porte surtout sur l'efficacité et la cohérence des moyens en rapport avec les buts poursuivis. (*Théories of society*, I. pp. 36-39).

Encore ici, nous nous contentons de simples points de repère qui orientent le lecteur plus exigeant vers un approfondissement critique que ne nous permettent pas les limites de cet ouvrage. Les quelques sources déjà indiquées alimenteraient cette réflexion. Nous sommes bien conscients d'avoir forcé les canons des disciplines, de n'avoir pas respecté les schèmes classiques. Nous n'avons pas voulu nous enfermer [212] dans des cadres trop rigides pour observer et interpréter les nouveaux lieux de cohérence et de dynamisme de la vie sociale. Nous laissons place aux distances critiques nécessaires pour corriger nos perceptions et nos évaluations. Ici comme ailleurs, nous revendiquons une liberté farouche et aussi lucide que possible pour éviter cette aliénation bien moderne de l'homme dans ses instruments de réflexion et d'action.

Composantes du modèle social

Après ce long itinéraire, on comprendra pourquoi nous avons cherché à ne pas nous enfermer dans une conception rigide du modèle social. Celle-ci nous aurait forcé de restreindre le champ de prospection du riche terreau des expériences récentes. Même si nous avions en tête un certain nombre de composantes importantes, nous n'exigions pas de toutes les retrouver dans l'un ou l'autre des types retenus. Ceci dit, nous sommes en mesure de pointer les éléments principaux du modèle social, tel qu'il nous apparaît au bout de notre étude inductive.

- *Un noyau plus ou moins systématisé de valeurs privilégiées qui commandent des attitudes fondamentales et des normes au moins indicatives chez les individus et les groupes concernés.*
- *Un certain cadre structurel qui distribue de façon particulière les formes de pouvoir et de contrôle, les tâches et les champs d'opération, qui comporte des techniques et des équipements donnés.*
- *Un ensemble de manières de penser, d'agir et de vivre propres au groupe et à son organisation. C'est ce qui en fait un pôle de référence, d'identification, d'intégration et d'attraction.*
- *Un univers intégré de symboles, de connaissances, de significations, comme lieu ultime de cohérence des moyens et des fins, de la communication et de la participation, de la solidarité des membres et de l'organisation du groupe ou de la collectivité.*
- *Une correspondance plus ou moins adéquate de l'expérience spontanée, de l'expérience structurée et de l'expérience signifiée qui laisse place à des tensions, à des ruptures et à des mutations plus ou moins profondes. Ce n'est donc pas un système figé à l'intérieur et étanche vis-à-vis des influences extérieures.*
- *Un sujet historique qui sustente un type particulier de rapports sociaux dans un champ humain jamais neutre (conflits d'intérêts, de pouvoirs, de fins) et dans une histoire marquée par des temps de stabilité, de régression, de remontée et de nouveauté,*

[213]

Une telle formalisation ne saurait cerner de façon exhaustive cette entité fluide et complexe, toujours chargée des impondérables et des inédits de toute expérience humaine. Nous l'avons bien senti en tentant de saisir toutes les richesses d'un modèle ou l'autre dans notre histoire actuelle.

L'avenir des nouveaux modèles sociaux

En terminant la première partie de cet ouvrage, il est bon de retrouver le filon central qui nous a guidé dans notre recherche. Depuis à peine quelques décennies, nous avons remis en cause au Québec un héritage composé d'un stock restreint de modèles sociaux très rigides, comme dans toutes les sociétés traditionnelles. Ce n'est que tout récemment que les conditions nouvelles de vie industrielle et urbaine se sont traduites dans une dynamique de changement. Ainsi la révolution tranquille des années '60 amenait la création de nouveaux modèles sociaux à même des neuves structures et des projets inédits. Les initiatives ont vite connu des seuils objectifs surtout aux plans économiques et politiques. Mais notre petite révolution culturelle continuait son cours. Elle suscitait des aspirations bien au-delà des points marqués par les changements inchoatifs plus ou moins intégrés et sans politique d'ensemble. Les durs affrontements récents exprimaient peut-être ce heurt entre les changements limités et des aspirations qui l'étaient beaucoup moins. Les grandes inquiétudes se portent donc sur un avenir ouvert, mais incertain. Il nous semble alors que toute dynamique sociale doit rejoindre à la fois cette inquiétude et cet espoir, soucieux de l'avenir prochain et lointain. Travailler à la création de modèles sociaux bien orchestrés dans un projet de développement, c'est dégager un avenir possible dans une société qui cherche les voies d'un destin neuf. La plupart d'entre nous ont dépassé certaines nostalgies du passé et sont prêts à transformer en valeurs de dépassement les obstacles du présent, pourvu que se dessinent plus clairement les lignes d'un horizon meilleur. Nous avons un grand besoin d'hommes et de groupes dynamiques capables d'unir leurs concitoyens par la pointe de

projets réalistes et valables qui mobilisent à des fins d'une véritable promotion collective nos ressources humaines et matérielles, notre riche potentiel encore sous-utilisé et en attente. Notre étude des nouveaux modèles sociaux a voulu précisément prospector les points d'appui actuels de cette politique de développement dont nous traiterons dans la seconde partie.

[214]

Conclusions provisoires

Grille de lecture de nos modèles sociaux

Notre participation à certaines grandes recherches à l'échelle du Québec (Commission Nepveu et Commission Dumont) nous a amené à distinguer trois axes de polarisation des attitudes et des comportements dans nos différents milieux québécois. Cette grille de lecture ne nous est pas exclusive ; elle pourrait sans doute aider à éclairer bien des confrontations de modèles sociaux dans le monde occidental.

Il s'agit avant tout d'un ensemble de points de repère autour de trois axes dominants qui opèrent un premier découpage des familles spirituelles et des grandes tendances actuelles. Par exemple, certains basent davantage leur réflexion et leur action sur l'héritage historique qu'ils portent. D'autres se centrent surtout sur leur vécu immédiat, sur leur situation présente ou leur expérience actuelle. Enfin une autre tendance se polarise autour du projet ou de l'avenir à construire. On nous dira que cette généralisation ne révèle rien de la spécificité et du caractère inédit de nos divers modèles sociaux. N'est-ce pas un schéma classique de toute expérience humaine, un schéma simpliste par surcroît ? Pour saisir le bien fondé de notre première observation de la réalité sociale, le lecteur devra évaluer l'ensemble des composantes de chacun des axes, en vérifiant ce qu'il a pu lui-même constater dans sa propre lecture de son environnement. Évidemment les cohérences et les discordances identifiées ici ne se retrouvent pas de façon intégrale dans la quotidienneté. Il existe par exemple, des individus et des groupes qui établissent des rapports, différents ou inédits, entre ces trois polarisations. Tel est le cas de ceux qui tentent de surmonter la

crise de la situation présente en reliant Plus profondément une reprise radicale des sources historiques et une politique prospective de dépassement, soit au niveau de l'ensemble du système social, soit au niveau des sous-systèmes culturels, économiques, politiques ou religieux. Il nous semble que cette démarche précède la constitution des grands réseaux idéologiques qui n'ont pas encore pris corps vitalemment chez nous, sauf dans le cas du nationalisme. Même ici, les trois polarisations découpent des clivages dont nous sommes trop peu conscients.

[215]

TROIS AXES DE POLARISATION

	I	II	III
Approches globales	L'HÉRITAGE ce qui a fait ce que nous sommes	LA SITUATION ce que nous sommes	LE PROJET ce que nous voulons et espérons
Pôles de sensibilité spirituelle	SURVIVRE continuité stabilité fidélité sécurité devoir	VIVRE rupture mobilité liberté plasticité (ouverture) bonheur	RISQUER dépassement prospective responsabilité affrontement créativité
Orientations de pensée	L'ORDRE L'esprit de système Les règles de vie Le donné » L'essentiel	LA SUBJECTIVITÉ Le primat de la culture Les styles de vie L'« inédit » L'existentiel	LE COLLECTIF Le primat de la politique Les engagements de vie « Le choc du futur » L'utopique
Orientations d'action	MAINTENIR LES INSTITUTIONS Tradition-directed Soumission à la nature Modèle → pratique Assumer le sens prédé-	CHANGER L'HOMME ET LES MENTALITÉS Inner-directed Harmonie avec nature Pratique → modèle Découvrir le sens du	CHANGER LES STRUCTURES MODIFIER L'ENVIRONNEMENT Other-directed Domination de la nature Dialectique des deux démarches Créer le sens de l'avenir

TROIS AXES DE POLARISATION

	I	II	III
	terminé	vécu	dans le non-sens du présent
Procès intentes à certaines tendances	ALIÉNATION GLOBALE Idéalisation du passé négation de la crise Pessimisme intellectuel Autocratie Obsession du « moule »	INTROSPECTION MALADIVE Immédiatisme exacerbation de la crise Anti-rationalité Conception simpliste de la démocratie Obsession du « style »	PROJECTION ABSTRACTE Fuite du présent et de la crise Hyper-rationalité Réduction du politique à la lutte de pouvoir Obsession du rendement de la technique

[216]

Nous ne voulons pas entreprendre ici une explicitation de chacun des éléments de la grille. Nos études antérieures, et surtout notre recherche sur le développement dans la seconde partie, permettent de justifier dans les vécus le bien fondé de ce travail de clarification d'un univers social aussi complexe et aussi éclaté que le nôtre. Derrière les expériences et les débats autour des nouveaux modèles, il y a la plupart du temps des choix fondamentaux qui mettent l'accent sur l'un ou l'autre des trois axes. Nous avons utilisé cet instrument de réflexion avec divers groupes comme point de départ d'observation et de confrontation. Par exemple, les jeunes, en majorité, avaient tendance à se situer dans la deuxième polarisation, les groupes politisés dans la troisième. Par ailleurs, il n'était pas évident que le premier axe attire que les traditionalistes ou les conservateurs. En effet, chez des gens d'horizons très divers, il y avait une volonté explicite de retrouver leurs sources profondes, une sensibilité très vive aux énormes conditionnements de tout ordre chez tout homme comme dans toute société. (Ici les structuralismes viennent souvent servir de caution au conservatisme). Ajoutons, qu'en situation de crise, beaucoup d'hommes ont la tentation de retourner aux plus lointains modèles pour y chercher stabilité et sécurité. Les situationnistes comme les utopistes ne se ren-

dent pas toujours compte que leur « inédit » véhicule souvent un fort coefficient d'archaïsme. Dans ce cas, mieux vaut une redécouverte lucide de ce qu'on a emprunté inconsciemment à ses origines, à son histoire ou aux divers systèmes d'hier ou de toujours. Mais ce n'est vraiment qu'une minorité d'interlocuteurs qui parvenaient à formuler des positions cohérentes par rapport au tryptique : héritage - situation - projet.

Au creux de l'ancien et du nouveau

La difficulté d'établir des rapports sains et dynamiques entre les trois pôles précités ne recouvre pas toute la crise actuelle. L'effervescence parfois sauvage d'une subjectivité meurtrie crée souvent une sorte d'aveuglement devant la quête nécessaire de critères objectifs dans l'héritage comme dans le projet politique. Dans d'autres cas, on ressentira plus vivement le remplacement des milieux humains par des systèmes qui enlèvent aux modèles sociaux leur teneur personaliste et communautariste. Mais la crise vécue par les uns et par les autres se traduit davantage dans une coexistence désarticulée des anciens et des nouveaux modèles dans les divers secteurs de la quotidienneté. Les [217] premiers ont perdu leur cohérence, et les seconds ne sont pas assez consistants pour opérer un remplacement satisfaisant.

Le cas du mariage et de ses points chauds actuels nous semble être très révélateur. La recherche exacerbée de l'actualisation de soi et du bonheur personnel vient se heurter à des contraintes fortement accentuées par des impératifs institutionnels très Poussés. De plus, les exigences essentielles d'une famille stable, comme tissu communautaire de fond de toute la trame sociale, s'accommode mal d'une conception de compagnonnage plus ou moins provisoire du couple dans le mariage moderne. En deça des crises graves, combien de conjoints plus ou moins déçus ou insatisfaits diront dans la même conversation : « ce sont mes enfants qui me retiennent » ; et du même souffle : « pourtant, n'ai-je pas le droit d'être libre et heureux, de recommencer ? ». Ainsi se trouve-t-on au creux de l'ancien modèle de la famille nucléaire et du nouveau modèle du couple qui se veut libre et autonome vis-à-vis de l'institution famille, ou de l'une ou l'autre de ses fonctions essentielles. La commune que certains utopistes rêvent ou expérimentent, ne

nous semble pas répondre à ce défi de plus en plus répandu dans notre société urbaine. Tout au plus, sert-elle de banc d'essai pour remplacer les rôles de la parenté ou des unités de voisinage des sociétés traditionnelles. D'autres comptent davantage sur une organisation sociale qui assumerait bien des fonctions, réservées jusqu'ici à la famille, particulièrement à la femme. Celle-ci, en défendant une nouvelle image d'elle-même, appelle des modèles neufs de mariage et de famille qui n'ont pas encore pris corps. D'où la profonde rupture actuelle du principal tissu communautaire de la société et l'absence de solutions institutionnelles satisfaisantes.

Des valeurs et des comportements inédits n'ont pas encore trouvé leur cohésion et leur consistance dans des modèles sociaux identifiables et réalistes. Ce que nous venons de dire du mariage, se retrouve dans les domaines économiques, politiques, scolaires et religieux. De tels propos viennent relativiser les conclusions que l'on pourrait tirer trop sommairement de notre étude sur les nouveaux modèles sociaux. Nous ne sommes qu'au début d'un processus qui exigera de nous tous un effort soutenu au plan de la réflexion comme à celui de l'expérimentation. On n'invente pas facilement des modèles d'existence, de pensée ou d'action, et encore moins un autre système social. La deuxième partie de cet ouvrage situera, dans une perspective plus large, les enjeux vitaux qui sustentent cette première étape. Nous essaierons de ne pas perdre de vue les trois coordonnées principales que nous avons retenues : l'héritage, la situation et le projet.

[219]

Nouveaux modèles sociaux et développement

TOME I

Annexe

**LETTRE OUVERTE
À NOS GOUVERNEMENTS
ET À NOS CONCITOYENS**

[Retour à la table des matières](#)

[221]

Annexe

Lettre ouverte à nos gouvernements et à nos concitoyens

[Retour à la table des matières](#)

Il y a cinq ans, un groupe d'ouvriers (M.T.C.) faisait un bilan sur la situation des petits salariés de la région des Laurentides. Le rapport de cette longue enquête révélait les conditions tragiques de travail, de salaire et d'insécurité chez plus de 60% des chefs de familles non-syndiqués. Même parmi les ouvriers syndiqués, à peine une petite minorité jouissait de revenus suffisants pour vivre. Au cours des cinq dernières années le sort de ces petits salariés ne s'est pas amélioré, au contraire, il est devenu de plus en plus insupportable avec la montée du coût de la vie et la stagnation des salaires par rapport aux accroissements de revenus dans les catégories déjà bien payées. Les gouvernements sont venus dans la région pour aider à la relance économique et au recyclage de la main-d'œuvre. A court terme comme à long terme, il semble de plus en plus évident que ces réformes officielles laissent les petits salariés aussi démunis qu'avant. Au point que les plus conscients se demandent si les structures économiques et politiques actuelles ne sont pas profondément incapables d'apporter des solutions justes et dynamiques aux défis actuels. Aujourd'hui, des petits salariés des centres urbains au nord de Montréal (Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Lachute, etc.) veulent faire entendre un son de cloche habituellement étouffé dans les divers débats qui ont cours sur la scène publique.

Ceux qui ont tout à payer... et à perdre

On reproche aux plus démunis de ne pas prendre leurs responsabilités. On craint que les mesures sociales créent une dépendance passive. Loin de nous la tentation de céder aux préjugés faciles vis-à-vis de ceux qui ont besoin d'assistance sociale.

Nous voulons cependant rappeler que les conditions présentes rendent de plus en plus impossible le sens des responsabilités chez les petits salariés qui s'évertuent fièrement et honnêtement à faire face à toutes leurs obligations.

[222]

- *C'est nous qui sommes le premier test de vérité de l'inhumanité du système social actuel.*
- *C'est surtout sur notre dos que les escalades de revenus des privilégiés, les accroissements de taxes et de coût de la vie se font.*
- *Nous sommes plongés dans une insécurité permanente.*
- *La moindre montée du coût de la vie, ou la plus petite dépense imprévue, deviennent dramatiques, parce que nous sommes toujours au bout de nos cents et de notre maigre budget.*
- *Un endettement insurmontable nous menace constamment.*
- *Nous avons tout à perdre, c'est-à-dire l'essentiel, les besoins premiers, alors que d'autres défendent sauvagement leurs privilèges, leur luxe et leurs besoins artificiels créés par une consommation folle et anarchique.*

Nous dénonçons tout autant les égoïsmes collectifs des gros syndiqués, des professionnels, des hommes de métier que ceux des finan-

ciers. (Le syndicalisme devrait servir davantage à ceux pour qui il est pratiquement l'unique instrument de promotion). Mais nous réprouvons encore plus les vices d'un système qui laisse place à de telles incohérences et à de telles exploitations.

Un silence forcé... une voix étouffée

Au cours des derniers cinq ans, nos revenus ont à peine monté. La loi du salaire minimum n'est pas respectée en plusieurs endroits, pas plus que celle du « temps et demi ». Pendant que les privilégiés réclament trente heures par semaine fort rémunérées, il nous faut de 60 à 80 heures pour atteindre de 70 à 100 dollars et nous contenter de survivre dans l'angoisse, sans compter la fatigue et le désarroi à tous les plans : budget, éducation des enfants, tensions au travail et à la maison, etc.

Il faut nous taire, parce que nous n'avons aucune protection. Il y a mille façons de nous mettre à pied si nous élevons le moindrement la voix. Le système d'inspection du gouvernement est une farce tragique. En passant, ce serait mal nous comprendre que de dépêcher sur les lieux, pour sauver la face, des inspecteurs qui ne résoudront pas un problème dont les racines sont beaucoup plus profondes. Ceux-ci n'avoueront jamais la conspiration du silence qui les entoure. L'expérience ne nous laisse plus d'illusions là-dessus. On centre l'attention sur des cas particuliers pour faire oublier la vraie situation d'ensemble. [223] Nous la connaissons bien cette tactique de l'establishment. Les causes populaires se présentent très mal ; il faut faire la preuve au compte-goutte des injustices graves que les petits subissent, alors que les plus forts ont toutes les ficelles en mains pour s'en tirer. Ici les scandales doivent prendre des proportions inouïes avant d'être portés devant les tribunaux. Combien de gros fraudeurs pris au piège s'en tirent après des ententes tacites sur le terrain de golf ou dans les clubs cossus. Quant à nous, c'est la condamnation au silence

On se sert de nous

Nous sommes utilisés par tout le monde pour tout autre objectif que notre promotion collective et notre libération. Tout à tour les hommes politiques, les chefs des gros syndicats professionnels, les grands administrateurs, les financiers, les nouvelles élites, les contestataires doctrinaires se servent de nous pour se battre entre eux et au-dessus de nous, pour consolider leur pouvoir ou accéder au pouvoir. La gauche, comme la droite, se sert du peuple sans compromettre ses privilèges économiques. Combien sont prêts à sacrifier une part de leurs revenus pour des objectifs sociaux et économiques qui ne leur profitent pas ? On ajoute des mesures sociales pour tout le monde, même pour ceux qui pourraient payer. Ainsi, les gouvernements se grèvent de lourdes charges que les gagne-petit payent en double, parce qu'ils sont les premières victimes de l'inflation et des taxes. Il ne suffit pas de constater l'écart grandissant entre ceux qui gagnent trop et ceux qui ne gagnent pas assez. Il faut des politiques tout autres que celles des cataplasmes actuels. « Quelles sont vos solutions ? » nous dira-t-on. Cette question ressemble à celle des Canadiens anglais : « *What does Quebec want ?* » On se foute de ce que nous avons à dire. D'ailleurs nous ne prétendons pas avoir toutes les solutions en mains. Nous sommes au moins sûrs que beaucoup de gens en place refusent sans l'avouer, les solutions nécessaires pour une politique de développement. On accepte de déranger un peu l'ordre des choses dans la mesure où l'on n'est pas touché économiquement par ces changements. La guerre contre la pauvreté, c'est souvent une voie d'évitement pour se donner bonne conscience, pour prévenir la révolution et même pour ne pas compromettre un équilibre social dont on bénéficie. Combien de professionnels de toutes catégories profitent de cette guerre contre la pauvreté ? Qu'est-ce qui reste aux petits au bout de la ligne ? Des miettes.

[224]

On nous « fourre » de tout bord et de tout côté...

Sans que nous sachions comment on le fait, tellement la publicité commerciale, les stratégies d'information biaisée des gouvernements, les manœuvres « légales » des exploiters réussissent à camoufler leurs mensonges. Il y a mille façons pour les « gens en place » de tirer la couverture de leur côté. Les réformettes récentes n'ont pas amélioré sérieusement notre sort. C'est rire de nous que de prétendre nous faire croire que la justice, l'éducation, le logement, etc., sont des biens à la portée de tous. Nous sommes sans défense ou réduits à l'impuissance, à la peur, à l'insécurité totale, surtout dans les domaines du travail, de la consommation et des politiques gouvernementales. On nous invite à participer ! Pour quoi ? Pour qui ? Cela tourne toujours au profit d'autres intérêts que les nôtres. C'est une autre forme déguisée de violence. Si nous nous organisons, si nous élevons la voix, si par malheur, nous cassons quelques vitres, on crie au scandale ! Que fait-on des briseurs d'hommes ? Que dit-on d'un système qui laisse pourrir notre situation, des establishments qui prennent tous les moyens pour sauvegarder leurs positions acquises au détriment d'un peuple humilié ?

Cette lettre se veut l'écho d'un cri... longtemps retenu dans nos tripes. Il s'agit bien de ce cri méprisé par certains qui n'ont rien compris dans leurs lointains fauteuils, Nous commençons à Peine à voir clair. Qui sait si demain, nous ne serons pas acculés à prendre les grands moyens ! Une fois de plus le gros bon sens établi, épais et retors, faussement vertueux, après avoir trompé le petit peuple, se sera lui-même condamné. (fin de la lettre).

Ce dossier noir des petits salariés est le fruit d'une longue réflexion, alimentée par une enquête-participation à laquelle des ouvriers de différents milieux de travail ont été associés. Ayant suivi le processus de très près, je voudrais en dégager quelques significations profondes, surtout à la lumière des événements récents, et de la situation actuelle de ces travailleurs.

Ces petits salariés sont réduits au silence le plus radical. Ceux qui ont élevé la voix, soit pour une question de salaire minimum ou même pour des engagements sociaux ou autres, se sont vus jetés dehors, barés sur toutes les listes d'attente des autres lieux d'embauche. Quelle liberté leur reste-t-il dans cette société qui se prétend la plus libre au monde ? Que peut bien vouloir dire à leurs yeux, l'ordre, la légalité, la légitimité, la caution de la majorité silencieuse, les campagnes à la [225] chefferie, les manipulations électorales, les pitreries de l'Assemblée Nationale et bien d'autres épiceries. Ils ont l'impression d'être annexés par les uns et par les autres, au-dessus d'eux, et pour des fins qui n'ont rien à voir avec leur véritable promotion collective.

Les derniers événements ont arrêté la marche des plus éveillés et des plus actifs d'entre eux. Un climat de peur s'est installé dans leurs milieux respectifs et les collaborations ne sont plus possibles ; un peu comme si le processus démocratique de la vie courante avait été bloqué à sa source, à sa racine. Il se passe des phénomènes semblables dans d'autres secteurs où l'on menait depuis plusieurs années une éducation et une action sociales ou politiques patientes. Pourtant des fruits prometteurs étaient déjà apparus depuis deux ou trois ans. Les militants de ces différents champs d'activités connaissent actuellement un affaissement, une humiliation extrêmement pénibles.

De graves questions

Ils s'interrogent et nous interrogent en même temps. Déjà certaines questions montent en surface.

Est-ce que les stratégies politiques des derniers temps, de part et d'autre, ont tenu compte de cette première pousse qui avait germé dans le peuple et qui était une première espérance ?

Est-ce que ces stratégies ont donné la voix au peuple, aux majorités ou aux minorités silencieuses ?

Est-ce que ces stratégies permettent un véritable jugement politique accessible à l'homme de la rue ?

Est-ce que ces stratégies déclenchent une responsabilité réelle, une liberté créatrice, une action soutenue ?

Il faut avoir le courage de se poser ces questions. Est-ce possible de le faire sans encourir l'accusation si facile de démagogie ou de mystique populiste ?

Certains réduisent les enjeux à l'espèce sonnante et trébuchante ou à l'agenouillement devant le pouvoir. D'autres parlent de querelles de villages ou de révolution de collège ou de conflits de personnalités entre Québécois. Quelques-uns se croient plongés en pleine guerre civile et veulent extirper ce cancer honteux du bout de la baïonnette.

[226]

Un sursaut de dignité

Je voudrais rappeler ici une conviction très positive que j'ai acquise, que j'ai apprise de citoyens modestes au cours de ces dix années d'action intensive à la base. J'ai vu des êtres insécures, apeurés, silencieux devenir des hommes debout, le jour où ils ont commencé à dire tout haut ce qu'ils ruminaient dans leur atelier de travail ou dans leur cuisine, le jour où ils ont été capables de dire non à leur « boss », à leur député, à leur curé ou même à leur chef de syndicat. On ne fait rien, on ne fera rien sans ce premier sursaut de dignité que certains appellent de vulgaires cris, que d'autres qualifient de sauvagerie, ou plus subtilement d'idéalisme. Et pourtant l'histoire nous apprend que les peuples ont commencé leur libération et leur affirmation collective quand ils ont connu ce premier sursaut de dignité. On n'humilie pas les hommes éternellement. Ça ne peut faire qu'un temps. A plus ou moins long terme une vague de fond vient opérer parfois de terribles ressacs. Les Américains en savent quelque chose avec les Noirs, et les Français avec les Algériens.

La dignité humaine s'enracine dans des appartenances sociales, culturelles qui sont souvent les premiers points d'appui d'une reprise par le fond d'un destin individuel ou collectif. C'est ce que bien de nos élites anciennes ou nouvelles n'ont pas compris. Toute stratégie de développement, toute solution politique ou économique sont vouées à l'échec sans l'aménagement de conditions favorables à l'exercice d'un véritable jugement politique, à la mise en oeuvre de ce qu'il y a de meilleur chez les hommes, à la libre expression des attentes ou des

contestations les plus humbles, à la mobilisation de réelles responsabilités, et enfin au goût de risquer des entreprises fécondes ensemble.

Un contexte d'aveuglement

Réduire la démocratie à la boîte de scrutin, la parole à des informations incontrôlables, le devoir à l'exécution aveugle de tâches définies par d'autres, la pensée à l'idéologie dominante, la justice à une légalité parfois douteuse ou biaisée, l'économie aux règles exclusives des intérêts investis, c'est nier les fondements mêmes d'une société juste. Devant ces défis, les libertés collectives deviennent inséparables des libertés individuelles. Autrement, celles-ci ne sont réservées pratiquement qu'aux plus forts qui ont tout pour se défendre. Il y a des façons de concevoir la liberté et la justice qui amenaient un certain ministre [227] à dire qu'au moins la pègre respecte les règles du jeu démocratique. Et pourquoi ne pas faire entrer respectueusement dans le couvent des bonnes consciences... les spéculateurs et les exploiters de tout acabit ! Est-ce que la drogue, la violence à vide et toutes les pathologies sociales actuelles n'ont rien à voir avec le type de société dans laquelle nous vivons ? Le film de l'ouvrier américain JOE a bien montré jusqu'à quel point on peut s'aveugler sur les sources de ce qu'on dénonce. Comme si le cancer ne naissait pas dans l'organisme qui fait partie de soi-même.

Le refus des néo-libéraux

Signalons ici une attitude très subtile de cette famille néo-libérale qui détient les principaux leviers de commande. Elle prétend se situer au-dessus de tous les débats et de toutes les recherches des différents groupes de notre société. Certains néo-libéraux, parfois sous le couvert de la science, veulent nous faire croire qu'ils n'ont pas d'idéologie, que le système libéral actuel n'en a pas et que toutes les solutions sont possibles en lui et qu'il n'y a pas d'alternative admissible en dehors de ses définitions officielles. On dépasse ici même le seuil idéologique pour s'identifier à un absolu doctrinal ou à la vérité tout court. D'où l'impossibilité de toute distance critique sur ses propres options. Il n'y

a pas de mal à défendre une idéologie ou une doctrine. Ce qu'il y a de grave, c'est de refuser de les reconnaître comme telles, alors qu'on accuse les autres d'être de vulgaires idéologues ou des théoriciens de la démocratie. Comme si on ne défendait pas soi-même sa petite théorie.

Je pense à certains plaidoyers récents sur la question constitutionnelle. Par exemple, des tenants du fédéralisme soutiennent que celui-ci n'est qu'un système politique ou même une forme technique d'administration, contrairement au nationalisme toujours idéologique. Est-ce que le fédéralisme ne devient pas une idéologie et même une doctrine absolue quand on le considère comme le seul porteur du « véritable respect du droit des populations à disposer librement de leur destin ? » On ne peut même plus parler d'un choix politique quand les options demeurent des absolus. N'est-ce pas soutenir ce qu'on reproche aux autres ?

Pour ma part, je me refuse à tout monopole d'interprétation de la réalité complexe d'une société qui s'interroge sur ses modèles sociaux actuels et sur de neufs styles d'existence possibles. Le refus de toucher [228] aux fondements idéologiques prévalant dans notre société nord-américaine, canadienne et québécoise s'accompagne d'une recherche exclusive du « court terme » comme unique point de repère pour des solutions politiques. Peut-on encore raisonner et agir ainsi dans une société ébranlée jusque dans ses racines les plus profondes ?

Un nouveau chantier

Nous avons pourtant un potentiel important de ressources humaines et matérielles. Nous avons fait preuve de créativité dans certains domaines. Pensons à cette première expérience de chantier moderne dans la première foulée de la révolution tranquille. Pourquoi ne pas reprendre le collier sur une base plus large, avec une stratégie de développement plus articulée ? Il nous faut de véritables alternatives et des confrontations autour de projets collectifs valables. Sans doute nous ne ferons pas l'économie de durs affrontements entre nous et avec les autres, pourvu que les luttes stériles ne reprennent pas le dessus. C'est l'avenir du Québec qui est en jeu par-delà les urgences et les nécessités de l'heure.

Nous ne pouvons pas nous permettre de trop grosses erreurs ou d'éternels débats, puisque de terribles échéances nous rejoignent sur tous les fronts. Certains refus aveugles menacent de tuer tous ces jeunes dynamismes qui ont dû emprunter la voie inévitable de la dissidence. Les événements récents ont au moins eu l'avantage d'amener les uns et les autres à se montrer sous leur vrai jour, de révéler les vrais enjeux de pouvoirs et d'intérêts, de mettre en lumière les problèmes de fond, les aspirations réelles, mais frustrées, les tâches inédites qui nous sollicitent.

Un second regard peut nous aider à comprendre que ce reflux de toutes nos inquiétudes et même de nos fureurs précède peut-être une nouvelle solidarité constructive qui n'aurait pas été possible autrement. Entre un ordre sans contenu et des projets sans ordre, il y a place pour des démarches cohérentes et lucides, capables de mettre en marche un vaste chantier de développement. Un chantier d'hommes libres, responsables et créateurs. Qui sait si cette image archaïque ne vient pas unir notre expérience historique et la société nouvelle que nous anticipons ! La guerre des éteignoirs du siècle dernier tente encore de prendre le dessus chez ceux qui veulent maintenir leurs privilèges tout en agissant comme si leur peuple était fatalement né pour un [229] petit pain. Ils sont les témoins à l'envers d'une autre réalité plus positive. En effet, un mépris aussi hautain et lointain pourrait bien être la bougie d'allumage de ce sursaut de dignité à l'origine des petites et des grandes libérations des individus comme des peuples. Au-delà de cette détermination, l'action quotidienne, soutenue, orchestrée et bien orientée restera toujours le test de vérité de nos engagements personnels et collectifs.

Fin du tome I